Le Monde

LE MONDE ÉCONOMIE



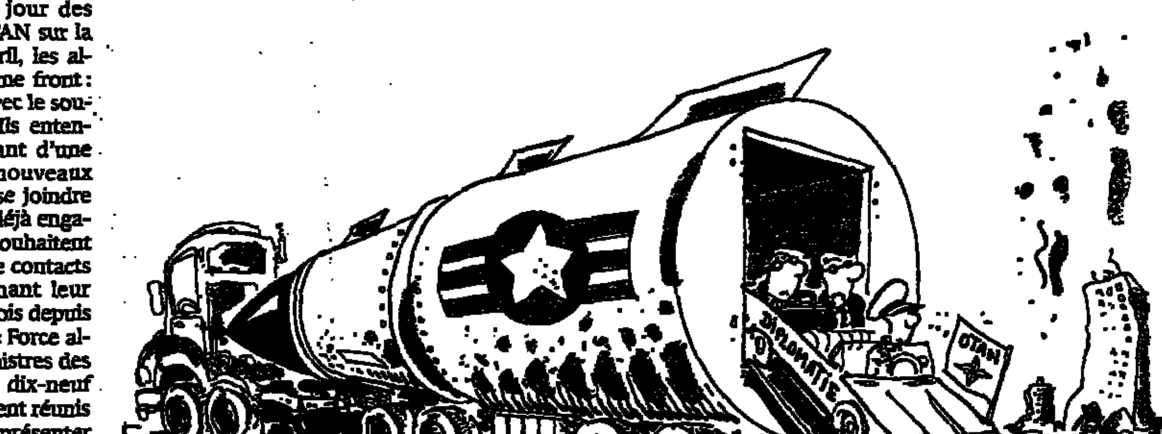
■ Les ratés des 35 heures
■ Emploi : 16 pages d'annonces classées

55ᵉ ANNÉE – Nº 16862 – 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE
MARDI 13 AVRIL 1999
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

La guerre continue, la diplomatie s'avance

● Les alliés renforcent leur dispositif militaire et ouvrent une semaine de contacts diplomatiques ● Ils cherchent à introduire la Russie dans une négociation ● Washington s'oppose à une intervention au sol ● Notre document : six jours à Pristina, avec Ibrahim Rugova

AU DIX-NEUVIÈME jour des bombardements de l'OTAN sur la Yougoslavie, lundi 12 avril, les alliés ouvrent une deuxième front : celui de la diplomatie, avec le souci d'associer la Russie. Ils entendaient le faire en partant d'une position de force : 82 nouveaux appareils doivent venir se joindre aux quelque 500 avions déjà engagés dans les frappes. Ils souhaitent aborder cette semaine de contacts diplomatiques en affichant leur unité. Pour la première fois depuis le début de l'opération « Force alliée », le 24 mars, les ministres des affaires étrangères des dix-neuf membres de l'OTAN étaient réunis lundi à Bruxelles pour présenter un front uni face à Belgrade. Mardi, la secrétaire d'Etat américain, Madeleine Albright, doit rencontrer à Oslo son homologue russe, Igor Ivanov. Enfin, jeudi, les Quinze de l'Union se réuniront au sommet, cependant qu'une session du G 8 (les sept pays les plus industrialisés et la Russie) sur le Kosovo est en préparation.



● La Russie rentre dans le jeu diplomatique p. 2 et 18
● Bilan militaire et humanitaire depuis le 24 mars p. 3
● Washington contre des troupes au sol p. 3
● Reportage chez les Serbes de Bosnie p. 4
● Comment Vragoli (Kosovo) a été « purifié » p. 5
● La mobilisation humanitaire en France p. 6
● R.-V. Pilhes répond à B.-H. Lévy p. 16
● Entretien : un tournant « antisouverainiste » p. 18
● Editorial : « Où est la presse unique ? » p. 19
● Chroniques : Alain Rollat ; Pierre Georges p. 34 et 38

REUTERS

L'otage de Milosevic

RENATE FLOTTAU, correspondante à Belgrade de l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, a passé six jours dans la maison d'Ibrahim Rugova, investie par la police serbe, à Pristina. Elle apporte ainsi la preuve que le chef modéré des Albanais du Kosovo est bien l'otage de Slobodan Milosevic. Bouleversé, le chef kosovar dit, de retour de Belgrade où il est apparu à la télévision au côté du président yougoslave : *« Quelle carte puis-je encore jouer contre Belgrade ? Milosevic joue avec moi au chat et à la souris. Il veut me faire passer pour un traître. »*

Lire pages 14 et 15

A Paris, Jean Tiberi menace le RPR d'ouvrir les hostilités

FACE AUX MANŒUVRES de ses rivaux potentiels – Edouard Balladur, Françoise de Panafieu –, dont il soupçonne qu'ils sont encouragés par la direction du RPR, le maire de Paris, Jean Tiberi, pourrait annoncer rapidement sa candidature à sa propre succession en 2001. *« Il faut casser le calendrier par des actions inopinées »*, a déclaré au *Monde* Bernard Bled, secrétaire général de la Ville et l'un des principaux lieutenants du maire. M. Bled se dit persuadé que *« le jeu trop bien huilé du RPR, s'il va à son terme, exclut Jean Tiberi »*. M. Tiberi, lui, a accusé ses rivaux, sans les nommer, de *« recréer* [un] *climat inacceptable »* et les a prévenus qu'en continuant à agir ainsi, ils *« prendraient une responsabilité grave sur le plan de la vie politique »*.

Lire page 10

■ Russie : la justice suisse déterminée

Carla Del Ponte, le procureur général suisse, qui enquête sur la corruption en Russie, assure au *Monde* qu'*« aucune affaire ne* [la] *dépasse »*. p. 7

■ Charles Pasqua sans alliés à gauche

M. Pasqua assure que c'est M. Chevènement qui a interdit aux « souverainistes » de gauche de s'allier avec lui pour les européennes. p. 11

■ Moins de voitures en Ile-de-France

Le préfet de région présente, lundi 12 avril, les orientations du futur plan de déplacements urbains, qui privilégie les transports en commun. p. 13

■ « Rom » en France

La loi Chevènement fait de la plupart des Tsiganes roumains exilés en France des immigrés en situation irrégulière. Reportage à Saint-Ouen. p. 12

■ Un militaire au pouvoir au Niger

Le commandant Wanké, soupçonné d'être l'instigateur de l'assassinat du président Baré Maïnassara vendredi, a été nommé à la tête du Niger, dimanche 11 avril, par l'armée. p. 8

■ La concurrence dans le téléphone

Les opérateurs de télécommunications multiplient les offres à destination des particuliers. p. 20

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2800 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 413 - 7,50 F

A Paris, église Saint-Sava : « Les Serbes n'ont jamais perdu une seule guerre ! »

PAR PRÉCAUTION, la police a fermé les extrémités de la rue du Simplon (18ᵉ arrondissement), où les Serbes de Paris se rassemblent, dimanche 11 avril, pour fêter la Pâque orthodoxe. La longue liturgie ne commence qu'à 10 heures, mais, dès 8 h 30, des petits groupes se forment aux abords de l'église Saint-Sava. La tension est perceptible, et les quelques journalistes présents sont priés d'être discrets. *« Vous vous rendez compte qu'ils sont entrés dans l'église avec une caméra et des micros ! Ils feraient mieux d'aller voir ce qui se passe à Belgrade... »*, commente un membre du service d'ordre. Pour tout le monde, ici, l'OTAN est l'adversaire, et la France une seconde patrie qui a déçu, en acceptant de *« suivre les Américains qui veulent mettre un pied dans les Balkans »*.

Très vite, une queue se forme devant Saint-Sava. Elle atteindra bientôt une centaine de mètres. Respectant la tradition, les orthodoxes serbes, pratiquants ou non, défilent dans l'église. Ils achètent à l'entrée quelques cierges artisanaux, puis traversent la petite nef, embrassent l'icône de la résurrection placée devant le chœur et déposent des offrandes. Certains ont apporté des fleurs. Les fidèles vont ensuite brûler leurs cierges dans une pièce attenante. Sur le mur, devant les bougies, une photo d'un monastère du Kosovo. A la sortie, les familles reçoivent le traditionnel cadeau de Pâques : des œufs durs peints en rouge. Dans l'église, prêtres et diacres vont et viennent, entrent et sortent par les portes de l'iconostase, cette cloison couverte d'icônes qui sépare le chœur de la nef. L'assistance est debout, plutôt distraite. De temps à autre, les fidèles se signent, tandis que résonnent les psalmodies en slavon, les chants de la chorale et le bruit de l'encensoir à grelots. Des femmes prient devant les icônes où brûlent des lampes.

A quelques mètres de là, au sous-sol, une permanence est installée pour récolter une *« aide humanitaire »* en faveur des Serbes. On fait signer une pétition pour la paix et on distribue des tracts, dont un *« appel des femmes serbes aux mères françaises »*. Vivres et médicaments s'entassent dans des cartons. La communauté serbe espère faire partir un camion pour Belgrade dans quelques jours. Des jeunes trient les médicaments. Serge, un médecin de trente et un ans, s'insurge : *« Qui s'est soucié des centaines de milliers de réfugiés de Croatie et de Bosnie qui ont été accueillis en Serbie ? Pourquoi l'OTAN n'a-t-elle pas appuyé les étudiants serbes quand ils faisaient grève contre Milosevic ? »* Ici, le président serbe n'est pas aimé, mais tous font bloc autour de lui : *« Nous sommes attaqués, et c'est notre président. Mais il faudra le juger après la guerre. »*

Dehors, des petites filles en costume traditionnel – corsage blanc et gilet brodé – posent pour la photo. Tout comme les habitants de Belgrade, les familles arborent sur la poitrine une cible en papier. On se plaint de la *« désinformation »* et du *« racisme anti-serbe »*. Une dame à cheveux blancs, qui n'est pas d'origine serbe, est venue par sympathie : *« A l'école, les enfants qui ont des noms slaves sont ridiculisés par leurs camarades... »* Un jeune homme muni d'un brassard aux couleurs yougoslaves plastronne : *« Cette guerre, nous allons la gagner. Depuis la défaite du Kosovo, les Serbes n'ont jamais perdu une seule guerre ! »*

Xavier Ternisien

Tempêtes sur l'île Seguin

CINQUANTE des soixante-dix hectares appartenant à Renault doivent être réaménagés à Boulogne et Meudon, deux communes de l'ouest parisien. Que faut-il faire de ces lieux de mémoire et de combats ouvriers ? De réflexions avortées en décisions brouillonnes, les dirigeants de Renault, l'Etat, les maires de six communes du Val-de-Seine, la direction départementale de l'équipement ont fini par laisser place à une polémique grandissante. Le 6 mars, l'architecte Jean Nouvel, publiait dans *Le Monde* un article, « Boulogne assassine Billancourt ». Le 11, son confrère Bruno Fortier lui répondait. Le point sur cette opération dont l'île Seguin reste l'emblème.

Lire pages 30 et 31

POINT DE VUE

Guerre juste et paix juste

par Walter Veltroni

LA crise balkanique a ravivé la discussion sur la *« guerre juste »* : quand, et dans quelles conditions, l'usage de la force dans les rapports internationaux peut-il être légitimé ? Antonio Cassese, juge au Tribunal international de La Haye pour les crimes de guerre, a parlé ces jours derniers de l'émergence d'une nouvelle doctrine qui doit conduire à une révision de la Charte des Nations unies.

Selon Cassese, l'usage de la force est légitime *« seulement lorsque cinq conditions bien précises sont réunies : 1) si l'Etat contre lequel la force est employée a violé de façon très grave, massive et répétée les droits de l'homme fondamentaux ; 2) si le Conseil de sécurité a sommé plusieurs fois sans résultat cet Etat de mettre fin aux massacres ; 3) si toutes les tentatives d'une solution diplomatique pacifique sont demeurées vaines ; 4) si l'emploi de la force est le fait d'un ensemble d'Etats et non d'une seule puissance, et si la majorité des Etats de l'ONU n'est pas opposée à un tel usage ; 5) si le recours à la guerre reste la seule solution face à la poursuite des massacres par l'Etat responsable »*. Si ce sont là les règles (et il est difficile de ne pas être d'accord avec Cassese), l'intervention armée de l'Alliance atlantique en Yougoslavie ne peut être considérée que comme légitime.

De mon point de vue cependant, sur le plan politique, il importerait bien davantage, plutôt que de discuter de la *« guerre juste »*, de réfléchir sur la *« paix juste »*. Car c'est la paix, et non la guerre, qui est l'objectif vers lequel doit tendre, toujours, toute action politique. Or, la paix, pour être véritable, doit être *« juste »* : elle doit être fondée sur le respect des droits de l'homme fondamentaux. Autrement, elle n'est pas la véritable paix et peut même devenir complaisance et abdication, hypocrites et viles, devant l'injustice, l'abus de pouvoir, l'oppression.

Lire la suite page 16

Walter Veltroni, *ancien ministre italien des biens culturels, est président du Parti démocratique de la gauche (PDS, ex-Parti communiste).*

Le vainqueur d'Augusta



JOSÉ MARIA OLAZABAL

GRÂCE à sa régularité, l'Espagnol José Maria Olazabal a remporté pour la deuxième fois de sa carrière, dimanche 11 avril, le Masters de golf d'Augusta, aux Etats-Unis. Autres vainqueurs d'un riche week-end sportif : le cycliste italien Andrea Tafi dans Paris-Roubaix et le Finlandais Mika Hakkinen dans le Grand Prix du Brésil de formule 1.

Lire pages 26 à 28

International	2	Météorologie-jeux	29
France-Société	10	Culture	30
Régions	13	Guide culturel	32
Horizons	14	Carnet	33
Entreprises	20	Kiosque	34
Communication	22	Abonnements	34
Tableau de bord	23	Radio-Télévision	35
Aujourd'hui	26	Immobilier/annonces	36

هكذا من الأصل

KOSOVO Les ministres des affaires étrangères des dix-neuf pays membres de l'OTAN devaient se réunir lundi 12 avril à Bruxelles pour la première fois depuis le déclenchement de l'opération « Force alliée » le 24 mars. Mardi, la secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright devait rencontrer son homologue russe Igor Ivanov. Mercredi, les ministres européens des affaires étrangères doivent se réunir. ● LES BOMBARDEMENTS de l'OTAN continuent avec des moyens qui vont être encore renforcés. ● L'OPÉRATION humanitaire « Abri allié » (Allied Harbour), qui prévoit le déploiement de quelque 8 000 soldats en Albanie, a été approuvée dimanche par le Conseil permanent de l'OTAN. Il s'agit de la première incursion officielle de l'Alliance dans le domaine civil. ● D'APRÈS LE HCR, 630 000 Albanais du Kosovo ont quitté la province depuis mars 1998. *(Lire notre éditorial page 19.)*

Les frappes continuent, les Alliés cherchent une solution diplomatique

Réunis lundi 12 avril, les ministres des affaires étrangères de l'OTAN veulent réaffirmer leur unité et leur stratégie militaire. En dépit des critiques, ils jugent que la guerre aérienne reste la seule possible. Après dix-neuf jours de frappes, l'Alliance va engager des avions supplémentaires

UNE SEMAINE diplomatique chargée s'est ouverte lundi 12 avril autour de la crise du Kosovo, parallèlement au maintien de la pression militaire de l'OTAN sur les forces serbes. L'Alliance renforce son dispositif militaire aérien et affirme que les raids commencent à briser l'unité du commandement yougoslave.

● **Les ministres des affaires étrangères des dix-neuf pays** membres de l'OTAN devaient réaffirmer leur unité face au président yougoslave, Slobodan Milosevic, lundi 12 avril à Bruxelles lors de leur première réunion depuis le déclenchement de l'opération « Force alliée » le 24 mars. Dans la soirée, la secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, devait présider un dîner, auquel devaient participer ses homologues des pays voisins de la Yougoslavie affectés par le conflit : l'Albanie, la Bosnie, la Bulgarie, la Croatie, la Macédoine, la Hongrie, la Roumanie et la Slovénie. Elle doit rencontrer mardi à Oslo son homologue russe, Igor Ivanov. Un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des quinze pays membres de l'Union européenne est prévu jeudi. Une réunion des ministres des affaires étrangères des pays membres du G 8 (les sept pays les plus industrialisés et la Russie) est par ailleurs en cours de préparation par l'Allemagne.

● **L'opération humanitaire « Abri allié »** *(Allied Harbour)* a été approuvée dimanche par le Conseil permanent de l'OTAN. Cette opération dans le domaine civil, la première du genre depuis la création de l'Alliance atlantique en 1949 limitée au domaine militaire, prévoit le déploiement de quelque 8 000 soldats en Albanie, pour *« assurer la sécurité de l'arrivée de l'aide humanitaire, de son transport et de sa distribution aux réfugiés »*. L'OTAN agira *« en soutien »* des autorités locales et du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), qui continue d'avoir le rôle pilote dans l'aide aux réfugiés.

● **Le flot des réfugiés qui continuent d'arriver du Kosovo** s'est quelque peu tari. Quelque 4 200 personnes sont arrivées dans la nuit de samedi à dimanche par le poste-frontière de Morina, dans le nord de l'Albanie, où le nombre de réfugiés s'élève désormais à près de 400 000. D'après le HCR, la frontière entre la Yougoslavie et la Macédoine était *« complètement fermée dimanche du côté yougoslave »*. En conséquence, aucun Albanais n'est entré en Macédoine, pays qui accueille quelque 120 000 Kosovars. D'après le HCR, 630 000 Albanais du Kosovo ont quitté la province depuis mars 1998. Quant au nombre de Kosovars déplacés de leurs foyers mais restés dans la province, il varie du simple au double selon les sources : 200 000 selon le HCR et 400 000 d'après l'Armée de libération du Kosovo (UCK).

● **La Hongrie bloque, depuis samedi, à sa frontière avec l'Ukraine** un convoi de 73 camions acheminant de l'aide humanitaire russe et biélorusse vers la Yougoslavie. Budapest a fait valoir que l'énorme quantité de gas-oil (56 tonnes) qu'ils transportaient et cinq camions militaires chargés de taxis blindés ne pouvaient passer pour une livraison humanitaire. Pour Moscou, cette initiative est due à la récente adhésion de la Hongrie à l'OTAN.

● **Le président du Monténégro**, Milo Djukanovic, a prévenu Belgrade, dans un entretien publié lundi par le quotidien britannique *The Daily Telegraph*, que toute tentative de renversement de son gouvernement plongerait la petite république du sud de la Yougoslavie dans une guerre civile. L'Albanie, de son côté, a demandé à l'OTAN d'intervenir *« pour neutraliser »* les unités d'artillerie serbes opérant à proximité de sa frontière, après des tirs qui ont tué deux civils Albanais et fait plusieurs blessés dans quatre villages albanais. Tirana s'est déclaré disposée à autoriser l'Alliance à contrôler l'ensemble de son espace aérien, tous les ports et les infrastructures militaires. Elle réclame enfin un plan Marshall pour les Balkans après la fin de la crise.

● **Ibrahim Rugova, le chef modéré des Albanais du Kosovo**, fait l'objet de pressions et de menaces de la part des autorités yougoslaves, affirme la journaliste allemande, Renate Flottau, qui a passé six jours dans la maison de M. Rugova, à Pristina. On lira en pages 14 et 15 une traduction de l'article que M[me] Flottau, correspondante dans les Balkans de *Der Spiegel*, a écrit pour l'hebdomadaire allemand.

● **Les Etats-Unis ont annoncé au cours du week-end** qu'à la demande du commandant suprême des forces alliées en Europe, le général Wesley Clark, ils allaient déployer 82 avions supplémentaires en Europe pour participer aux bombardements en Yougoslavie. D'après le porte-parole du Pentagone, Kenneth Bacon, d'autres pays de l'Alliance devraient également renforcer leur contribution aux forces aériennes participant aux frappes, actuellement fortes de 600 appareils. Londres a déjà annoncé qu'il envoyait le porte-avions *Invincible* en mer Adriatique. D'après le *New York Times*, l'OTAN prévoit plusieurs semaines de campagne aérienne.

● **Le secrétaire américain à la défense**, William Cohen, a affirmé que les plans de l'OTAN pourraient être modifiés *« très rapidement »*, si le recours à des forces terrestres au Kosovo s'avérait nécessaire. Pour le moment toutefois, l'OTAN continue d'exclure une telle intervention. D'après le porte-parole de l'Alliance, Jamie Shea, l'unité et le moral des forces armées yougoslaves commencent à connaitre des craquements.

● **Malgré le mauvais temps qui a régné sur la Yougoslavie** au cours du week-end, l'OTAN a continué sa campagne de bombardements aériens. Dans la nuit de dimanche à lundi, plusieurs cibles ont été visées dans la région de Belgrade – épargnée samedi et dimanche peut-être à cause de la Pâque orthodoxe –, notamment la raffinerie de Pancevo et l'aéroport militaire de Batajnica, au nord-ouest de Belgrade. La région de Pristina a également été la cible de tirs.

Le propriétaire d'un journal indépendant assassiné à Belgrade

Slavko Curuvija, propriétaire de *Dnevni Telegraf*, un quotidien indépendant interdit par les autorités serbes, a été assassiné, dimanche 11 avril, à Belgrade, a annoncé la police dans un communiqué diffusé par l'agence yougoslave Tanjug. Le journaliste a été tué par balles, à l'entrée de l'immeuble où il habitait, selon le communiqué qui ne donne pas d'autre indication. Une source sûre avait indiqué auparavant à l'AFP que deux inconnus avaient tiré sur Slavko Curuvija et que sa femme, qui l'accompagnait, avait été assommée d'un coup de crosse de pistolet par l'un des assaillants.

***Dnevni Telegraf* a été interdit de publication à l'automne 1998, en vertu d'une nouvelle loi très restrictive sur l'information pour des écrits jugés subversifs. Le journal, connu pour son esprit critique à l'égard du pouvoir du président Slobodan Milosevic, ainsi que son propriétaire s'étaient vu infliger plusieurs fortes amendes. Interdit en Serbie, le journal avait continué de paraître au Monténégro.**

Réintégrer la Russie dans le jeu diplomatique

BRUXELLES
de notre correspondant

Pour la première fois depuis le déclenchement de la campagne de frappes aériennes en Yougoslavie, les ministres des affaires étrangères des dix-neuf pays membres de l'Alliance devaient se réunir lundi 12 avril au siège de l'OTAN, à Bruxelles. Cette réunion ouvre une phase plus intense sur le plan diplomatique, préparée pendant le week-end par de multiples contacts téléphoniques entre les dirigeants occidentaux (Jacques Chirac par exemple s'est entretenu depuis vendredi avec Kofi Annan, Gerhard Schröder, Massimo D'Alema, puis avec Tony Blair et de nouveau avec Massimo D'Alema, qui lui-même avait parlé aux dirigeants russes, et enfin avec Bill Clinton dimanche). Le début de la semaine sera marqué aussi par la rencontre prévue mardi à Oslo entre la secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright et son homologue russe, Igor Ivanov, La réunion ministérielle de l'OTAN devait être l'occasion d'une manifestation collective d'unité et de détermination des membres de l'Alliance pour atteindre l'objectif qu'ils se sont fixé : l'acceptation par Slobodan Milosevic des cinq conditions exigées pour l'arrêt des frappes. Il est demandé aux dirigeants serbes d'arrêter les combats au Kosovo, de retirer leurs forces de la province, d'accepter la présence d'une force internationale de paix, de permettre le retour des réfugiés et la mise en œuvre d'un accord politique visant à l'établissement d'un Kosovo multiethnique et pacifique. Cette affirmation d'unité sur les objectifs est à elle seule une victoire sur l'autre camp, de l'avis de diplomates au siège de l'OTAN, qui voient là l'échec de la stratégie du dirigeant serbe visant à diviser la coalition réunie contre lui.

« RESSERRER LES BOULONS »

Les ministres présents à Bruxelles devraient aussi évaluer, avec les responsables de l'opération « Force alliée », les chances d'atteindre ces objectifs avec la méthode jusqu'ici employée. La résistance du pouvoir serbe à dix-neuf jours de bombardements intensifs suscite en effet des interrogations dans les opinions publiques des pays engagés. Les prises de position en faveur d'un engagement terrestre pour mettre fin à la répression contre la population civile albanaise au Kosovo, relayées par quelques responsables politiques notamment au sein du Congrès américain, embarrassent quelque peu les gouvernements, qui se sont attachés, au cours du week-end, à persuader leurs mandants que le choix de la guerre aérienne était la seule stratégie adéquate.

La réunion de Bruxelles devrait donc être l'occasion de rendre « plus visible » cette stratégie quelque peu brouillée par la politique de communication pratiquée au siège de l'Alliance. Celle-ci a d'ailleurs été sévèrement étrillée ce week-end par Rudolf Scharping, le ministre allemand de la défense, et les ministres réunis à Bruxelles en profiteront pour *« resserrer les boulons »* dans ce domaine, selon l'expression d'un diplomate.

« FISSURES »

Un double message devrait donc être envoyé de Bruxelles par le Conseil atlantique. Tout d'abord, il convient de persévérer, sans excès d'impatience, dans la voie militaire choisie. Javier Solana, le sécrétaire général de l'OTAN, a affirmé que *« des fissures commencent à apparaître au sein du haut-commandement de l'armée yougoslave »*, en se référant à des rapports de services de renseignements. De son côté, le général Wesley Clark, ayant obtenu l'envoi de 82 avions supplémentaires de l'US Air Force expliquera que ces renforts permettront « d'optimiser » les frappes aériennes.

Le second message visera à persuader l'opinion que l'OTAN cherche une « sortie de crise » et que la diplomatie va reprendre l'initiative. Des éléments des divers « remue-méninges » pratiqués aussi bien à Bruxelles au sein du Conseil atlantique, qu'à Dresde à la réunion du G 8 avec les Russes ou encore dans les multiples contacts téléphoniques bilatéraux entre les principaux chefs d'Etat de l'Alliance, sont évoqués publiquement. Ainsi un « plan allemand » suggèrerait de mettre sous tutelle de l'OSCE un éventuelle force internationale de rétablissement de la paix au Kosovo. Madeleine Albright a pour sa part évoqué une *« évolution »* de l'accord de Rambouillet, qui pourrait inclure notamment une forme de *« protection »* des édifices religieux orthodoxes serbes dans le cadre d'un règlement politique de la crise. L'accord devrait être unanime entre Occidentaux pour tenter de trouver le chemin d'une réintégration de la Russie dans le jeu diplomatique.

Luc Rosenzweig

Tony Blair : aller au-delà de Rambouillet

Les Albanais du Kosovo ne voudront plus jamais laisser Slobodan Milosevic diriger la province et il faut désormais dépasser l'accord de Rambouillet, estime le premier ministre britannique dans le magazine *Newsweek*. Dans cet effort, *« la Russie a un rôle unique et de premier plan à jouer »*, ajoute M. Blair. *« Après toutes leurs souffrances endurées, il est clair que les Kosovars albanais ne feront plus jamais confiance à Milosevic pour qu'il dirige à nouveau le Kosovo ; toute solution politique devra reconnaître ce fait »*, déclare M. Blair. Il pense que la communauté internationale *« doit maintenant commencer à préparer le plus long terme, à partir de l'accord de Rambouillet accepté par l'Armée de libération du Kosovo (UCK), mais rejeté par Milosevic »*. Il estime qu'il *« n'y a pas d'alternative »* aux frappes aériennes et qu'il faut *« continuer jusqu'au succès »*. Un envoi massif de troupes au sol *« prendrait du temps »* et risquerait de faire de nombreuses victimes ; *« ce n'est pas notre plan »*, dit-il.

Canberra demande la libération de deux « humanitaires »

AUCKLAND
de notre correspondante
dans le Pacifique Sud

Le ministre australien des affaires étrangères, Alexander Downer, a convoqué, lundi 12 avril, l'ambassadeur yougoslave à Canberra, Dragan Dragojilovic, pour demander officiellement la libération des deux Australiens, employés de l'association humanitaire internationale Care, Steve Pratt, 49 ans, et Peter Wallace, 30 ans, détenus par les Serbes depuis leur disparition au cours d'un voyage à proximité de la frontière avec la Croatie le 31 mars.

Dimanche 11 avril, Steve Pratt est apparu à la télévision serbe, pâle et tendu. Après avoir décliné son identité et sa date de naissance, il a déclaré avoir utilisé sa mission humanitaire comme couverture à *« quelques missions de renseignement »*. Selon ABC (Australian Broadcasting Corporation), Steve Pratt est accusé d'avoir espionné les déplacements des militaires et de la police yougoslave avant et pendant les bombardements. Au cours de son intervention, il s'est déclaré *« désolé »* pour ces actions en ajoutant qu'il avait toujours condamné le bombardement de la Yougoslavie par l'OTAN. Il ne fait en revanche aucune mention de son plus jeune confrère Peter Wallace. Ses aveux ont été accueillis avec la plus grande méfiance en Australie tant par les responsables de l'organisme humanitaire que par le gouvernement.

Le porte-parole de Care Australia affirme que Steve Pratt *« n'est pas un espion »*. Il travaille pour l'ONG depuis six ans et était en poste en Yougoslavie depuis six ans. Avant de rejoindre Care, il s'est occupé des fonctions d'intendance au sein de l'armée australienne où il a atteint le rang de commandant. Dans son intervention télévisée, il est d'ailleurs présenté comme « Major Pratt ». Care se dit une association purement humanitaire, d'aucune politique ni d'aucune religion.

« J'ai affirmé à l'ambassadeur yougoslave que les accusations contre M. Pratt sont tout simplement grotesques. Nous avons fait une enquête poussée, ici et à l'étranger, et je peux vous assurer que nous n'avons pas la moindre trace d'un engagement quelconque de M. Pratt avec des activités d'espionnage comme le prétend le gouvernement yougoslave », a déclaré le ministre australien des affaires étrangères à l'issue de son entretien avec l'ambassadeur yougoslave. Ce dernier a, quant à lui, affirmé avoir demandé la relâche des deux Australiens à son gouvernement, tout en déclarant à la presse : *« S'ils ont eu des activités hors la loi, je ne peux pas dire à mon gouvernement de les relâcher. »*

Florence de Changy

L'OTAN obtient des moyens supplémentaires pour des raids aériens en profondeur

SUR LA DEMANDE du général Wesley Clark, commandant suprême des forces alliées en Europe, plusieurs pays membres de l'OTAN ont accepté de procurer des moyens aériens supplémentaires au bénéfice de l'opération « Force alliée ». C'est surtout le cas des Etats-Unis, qui ont annoncé leur intention de déployer quatre-vingt-deux avions de plus, parmi lesquels vingt-quatre F-16 armés de missiles antiradars, quatre avions d'attaque au sol A-10 Thunderbolt, six appareils Prowler de guerre électronique, le reste étant des avions de ravitaillement en vol et des appareils de transport.

La Grande-Bretagne, de son côté, a décidé d'acheminer en mer Adriatique son porte-aéronefs *Invincible*, sur lequel sont embarqués sept avions Harrier à décollage et atterrissage verticaux et une dizaine d'hélicoptères lourds Sea King. La France, enfin, a rajouté à sa soixantaine d'avions en Italie et sur le porte-avions *Foch* quatre avions Mirage 2000-D d'attaque tout temps au sol.

Ces renforts – sans compter les vingt-quatre hélicopères d'attaque Apache que les Américains déplacent d'Allemagne, mais qui ne seront pas en service avant plusieurs jours – devraient porter à quelque six cent quatre-vingts le nombre d'avions de l'OTAN consacrés aux raids contre la Serbie et le Kosovo. Cette armada comprend plusieurs catégories d'appareils, des avions de combat proprement dits et des avions de soutien. Le plus gros de cette flotte aérienne, environ quatre cent quatre-vingts appareils, est fourni par les Etats-Unis.

RÉVISIONS TECHNIQUES

A l'origine de la requête du général Clark, la volonté de l'OTAN de tenir compte de trois considérations : l'intensification des raids, dès que les conditions météorologiques le permettent ; la nécessité d'avoir une plus grande capacité de frappe au sol et dans la profondeur du territoire yougoslave ; et le fait que le potentiel aérien, déjà engagé sur place, a besoin de révisions techniques régulières qui l'immobilisent au sol momentanément et qui sont liées à l'intensité et à la densité de son emploi, jour et nuit, depuis, maintenant, une vingtaine de jours.

Ce sont les frappes au sol et dans la profondeur du territoire qui, en effet, exigent d'aligner beaucoup de matériels très diversifiés et qui mobilisent un grand nombre d'équipages. Ces frappes, entre autres, parce qu'elles se font sur de longues distances au-dessus de la Yougoslavie, requièrent des avions de soutien, comme des ravitailleurs en vol – les Etats-Unis vont en rajouter trente-neuf –, qui tournent au-dessus de l'Adriatique et qui délivrent du carburant à l'aller et au retour de chaque sortie.

« KILL BOX »

Mais la préparation et l'exécution de ces frappes nécessitent que l'OTAN dispose, pour chaque mission, d'une panoplie variée de moyens aériens. C'est le cas des missions CAS (*close air support*) ou Kill Box entreprises depuis la semaine dernière sur le territoire kosovar.

Pour atteindre des forces blindées, en mouvement ou à l'arrêt, qui se camouflent de surcroît, il faut, par exemple, que des OA-10 (avions dérivés de l'A-10 d'attaque, mais destinés à authentifier la cible) soient appelés au préalable à identifier et à désigner l'objectif, puis que des avions d'attaque ou d'appui-feu (armés de canons, de missiles guidés avec précision et de roquettes) cherchent à « matraquer » leurs objectifs et, enfin, que, au-dessus d'eux, des avions de défense aérienne assurent la couverture du raid au cas où. En dépit des frappes sur leurs radars de défense aérienne, qui étaient chargés de coordonner la riposte, les Serbes continuent d'expédier localement des missiles sol-air au jugé, en espérant que l'autodirecteur du missile repérera lui-même sa proie.

Outre les avions de ravitaillement, ces missions CAS bénéficient aussi des moyens d'écoute et de brouillage électronique que constituent les appareils Prowler américains, Tornado ECR allemands et Gabriel français. En règle générale, les raids de l'OTAN ont jusqu'à présent mobilisé, chaque jour, entre cent et cent cinquante avions de tous les types. Chaque mission CAS – qui est spécifique et dont la fréquence devrait augmenter –, peut aller jusqu'à réclamer, à elle seule, pas moins de trente à cinquante appareils.

Jacques Isnard

630 000 réfugiés depuis mars 1998

RFY
SERBIE
MONTÉNÉGRO
65 000
KOSOVO
BULG.
291 000
ALBANIE
MACÉDOINE
103 400
GRÈCE
50 km

NOMBRE DE RÉFUGIÉS
DEPUIS LE 24 MARS 1999 (premier jour des frappes de l'OTAN)
DE MARS 1998 AU 24 MARS 1999
- AUTRES PAYS près de 140 000 réfugiés en Europe de mars 1998 à mars 1999

Source : HCR

Bilan humanitaire et militaire dans les Balkans depuis le début des opérations de l'OTAN le 24 mars

RÉFUGIÉS

Selon le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), le nombre de Kosovars qui ont quitté la province serbe à majorité albanaise depuis le début de la crise en mars 1998 a atteint le chiffre de 630 000 personnes, dont la répartition est la suivante :

– Albanie : 309 500 réfugiés s'y trouvent actuellement (dont 18 500 qui s'y trouvaient avant les frappes de l'OTAN du 24 mars)

– Macédoine : 119 400 personnes (contre 16 000 avant le 24 mars)

– Monténégro : 61 000 personnes (contre 25 000 avant le 24 mars)

– Autres pays : près de 140 000 personnes s'étaient réfugiées dans les autres pays européens entre mars 1998 et mars 1999.

– En Serbie, d'autre part, les données gouvernementales yougoslaves font également état de 50 000 réfugiés du Kosovo à l'intérieur du territoire de la Serbie. Le HCR ne peut qu'en prendre acte, faute d'avoir pu vérifier ces informations. Aucun chiffre n'est disponible en ce qui concerne les déplacés à l'intérieur du Kosovo lui-même.

BOMBARDEMENTS

Selon l'OTAN, quelque 150 objectifs ont été touchés par les bombardements aériens depuis le début de la guerre le 24 mars. L'un des deux plus hauts chefs militaires de l'OTAN, le général Klaus Naumann, qui préside le comité militaire, a affirmé que les frappes de l'Alliance ont détruit 50 % des cibles fixes visées et en ont *« fortement endommagé »* 40 %. Le porte-parole de l'OTAN, Jamis Shae, a indiqué samedi que la moitié des Mig 29, les avions les plus modernes de l'armée yougoslave, les deux tiers de ses QG, la moitié de son stock de carburant sont détruits et que sa défense aérienne est désorientée, tandis que les lignes de communication de l'armée sont coupées, obligeant les soldats serbes à se replier sur des systèmes de fortune, comme le téléphone portable.

L'OTAN a perdu un avion, un F-117 américain, dont le pilote a été récupéré lors d'une opération commando quelques heures après le « crash ». Plus de 600 avions participent désormais aux raids. Trois GI ont d'autre part été faits prisonniers par l'armée yougoslave à la frontière avec la Macédoine, le 31 mars.

Selon l'agence russe Tass, qui cite, vendredi, des *« sources militaires influentes russes »*, les pertes de l'OTAN depuis le début de l'opération militaire s'élèvent à 50 hommes.

VICTIMES CIVILES

Selon l'OTAN, une bombe a touché, vendredi, une petite zone d'habitations de Pristina, la capitale du Kosovo, y faisant peut-être des victimes. La bombe a touché une zone résidentielle située à 200-300 mètres de sa cible, le principal central téléphonique de Pristina, a précisé le porte-parole de l'Alliance atlantique, David Wilby, lors de son point presse quotidien. Deux jours plus tôt, l'OTAN avait admis qu'une *« faute »*, liée à un défaut de guidage lors d'un raid, lundi 5 avril à Aleksinac en Serbie, avait provoqué des pertes civiles. Selon *Tanjung*, il y aurait eu 12 morts et une cinquantaine de blessés dans cette agglomération de 20 000 habitants.

Selon l'AFP, les corps calcinés de cinq des douze personnes tuées lors d'un bombardement de l'OTAN mercredi sur Pristina, chef-lieu du Kosovo, ont été retirés vendredi des décombres d'une maison. Selon les autorités serbes locales, il s'agit d'un couple appartenant à la minorité turque, Mesut et Djinia Gashi, et de leur trois filles âgées de 6, 7 et 9 ans. Toujours à Pristina, des dizaines de stèles funéraires et des croix de marbre ont volé en éclats, des ossements et fragments de cadavres ont été éparpillés dans le cimetière orthodoxe, à la suite des raids menés mercredi par l'OTAN sur le chef-lieu du Kosovo.

Selon les médias serbes, trois civils, dont un bébé, ont été tués lors d'un bombardement par l'OTAN des villages de Merdare et Mirovac, près de Podujevo (nord-est du Kosovo).

Cent vingt-quatre personnes ont été blessées, dont plusieurs dizaines grièvement, lors d'un bombardement par l'OTAN de l'usine Zastava, à Kragujevac (centre de la Serbie), dans la nuit de jeudi à vendredi, selon la Radio-télévision serbe. Plusieurs civils ont été blessés par un raid de l'OTAN dans le sud du Kosovo jeudi après-midi, a affirmé le Centre d'information serbe à Pristina, chef-lieu de la province. Le village de Lubizda, à 3 km au nord de Prizren, a été bombardé dans l'après-midi, et plusieurs civils ont été blessés, tandis que cinq maisons ont été détruites, selon *Tanjung*.

EXACTIONS

Depuis le début des raids de l'OTAN, très peu d'observateurs indépendants se trouvent à l'intérieur du Kosovo. Malgré cette absence de témoins directs, de nombreux dirigeants occidentaux ont affirmé que des massacres et des exactions étaient commis par les forces serbes à l'intérieur de la province serbe à majorité albanaise. Les réfugiés, qui se voient priver de leurs papiers et des plaques d'immatriculation de leurs voitures quand ils en possèdent une, insistent pour leur part sur les pressions multiples exercées par les forces serbes pour les contraindre au départ. Intimidations, armes braquées sur les hommes – quand ces derniers ne sont pas séparés du reste de leur famille – reviennent très souvent dans les déclarations de ceux qui franchissent la frontière.

Les dirigeants allemands dénoncent en termes particulièrement forts les exactions commises, depuis le début des opérations. Bonn a entrepris un enregistrement systématique des témoignages des réfugiés sur les crimes commis par les forces serbes. Le secrétaire d'Etat au ministère de la défense Walter Kolbow a indiqué dimanche qu'un fichier de photos montrant les villages détruits avait été créé.

Les Etats-Unis ont publié le 7 avril les noms de neuf officiers serbes soupçonnés d'avoir commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

L'OTAN a présenté, dimanche 11 avril, deux photographies aériennes de la localité de Pusto Selo, au sud du Kosovo, où l'armée serbe a opéré. Sur ces photographies apparaissent, près d'une route, des traces de terrassement. *« Cela pourrait indiquer la présence possible de fosses communes »*, a explicité, avec prudence, un officier allemand à Bruxelles. En mission normale, un avion, ou un satellite espion, est capable de détecter avec facilité un terrain fraîchement remué. – (AFP, AP, *Reuters*.)

Le HCR est accusé de manquer à sa mission

LE HAUT-COMMISSARIAT des Nations unies aux réfugiés (HCR) est la cible de critiques qui dénoncent l'insuffisance de son action auprès des réfugiés du Kosovo en Albanie et en Macédoine. Les reproches les plus virulents ont été formulés le 9 avril par l'organisation humanitaire Médecins sans frontières (MSF), qui, dans un communiqué, a appelé le Haut Commissaire des Nations unies pour les réfugiés, Mme Sadako Ogata, à *« faire en sorte que le HCR remplisse son mandat et assure aux réfugiés l'assistance et la protection appropriées »*.

Les Etats impliqués dans la crise n'ont pas fait état publiquement de griefs envers l'agence de l'ONU pour les réfugiés. Dans certains milieux gouvernementaux, on s'étonne cependant des défaillances du HCR dans ce qui est la première de ses fonctions, à savoir l'identification et l'enregistrement des réfugiés. On souligne que c'est là la mission spécifique du HCR, qui seul a le pouvoir de conférer un statut international de réfugié aux personnes déplacées. Le départ vers un pays européen de certains groupes de Kosovars réfugiés en Albanie a ainsi été retardé en fin de semaine dernière, le pays d'accueil ayant exigé que le HCR procède préalablement à ces formalités d'enregistrement.

L'organisation Médecins sans frontières insiste sur ce point : l'évacuation des réfugiés de la zone de Blace, à la frontière entre le Kosovo et la Macédoine, *« s'est faite dans des conditions inacceptables et en l'absence du HCR. Aucun enregistrement préalable n'a été effectué, les familles ont été dispersées, les lieux de destination imposés »*.

MSF rappelle que l'OTAN *« reste une organisation militaire, partie au conflit »* et réclame que le mandat de protection et d'assistance des réfugiés *« soit rendu au HCR »*, qu'ils soient installés dans des camps de l'OTAN ou dans les autres sites.

Par ailleurs, selon une information diffusée dimanche 11 avril par la chaîne de télévision britannique BBC, les autorités macédoniennes réclament aux responsables de la force de l'OTAN basée en Macédoine de prendre sous leur contrôle la gestion des camps de réfugiés situés en Macédoine et plus particulièrement celui de Brazda-Stenkovac, où sont concentrés trente-huit mille réfugiés.

Ce camp a été édifié et est géré pour le moment par les soldats de l'OTAN et les ONG présentes sur le terrain. La police macédonienne, d'origine slave et notoirement pro-serbe, s'est jusque-là montrée plutôt brutale envers les Albanais déportés. Selon le quotidien espagnol *El Pais*, le Haut-Commissariat aux réfugiés insiste pour que des soldats de l'Alliance puissent patrouiller à l'intérieur des camps de réfugiés. Les autorités macédoniennes auraient consenti à ce que quelques soldats de l'OTAN, équipés d'armes légères patrouillent à pied et de jour uniquement à l'intérieur du camp, mais insistent pour que leur présence soit contrôlée par la police macédonienne.

Washington répond aux critiques et réaffirme qu'il n'est pas question d'envoyer des troupes au sol

WASHINGTON
de notre correspondant

Alors que le débat sur le conflit au Kosovo s'intensifie aux Etats-Unis à la veille de la rentrée parlementaire, le Pentagone a annoncé, samedi 10 avril, l'envoi de nouveaux avions. Les militaires estiment qu'il faut s'attendre à une guerre longue. En même temps, on voit apparaître quelques indices de possibles compromis en vue de la fin des bombardements. C'est ce dont Madeleine Albright s'entretiendra mardi 13 avril à Oslo avec son homologue russe Igor Ivanov, qui a indiqué au cours du week-end qu'une solution politique était toujours possible.

Les avions américains représenteront désormais 480 des 680 mis à la disposition de l'OTAN. L'appel aux ressources de la Garde nationale intervient au moment où le Pentagone indique qu'il pourrait faire appel à des réservistes. Les pilotes d'avions ravitailleurs étaient jusqu'à présent des volontaires.

PESANTEURS BUREAUCRATIQUES

Alors que le renforcement des capacités de bombardement de la Serbie s'accélère, l'imbroglio sur l'envoi d'hélicoptères d'attaque AH-64A Apache vers l'Albanie se poursuit. Ces appareils réclamés par le général Clark, commandant suprême des forces de l'OTAN, pour attaquer les blindés serbes au Kosovo devaient être déployés dans les huit jours avec leur logistique de 2 000 soldats et de batteries de missiles. Puis on a expliqué que, en raison de l'engorgement des transports – utilisés en priorité pour aider les réfugiés –, de la météo ou des pesanteurs bureaucratiques, le délai serait prolongé à deux semaines, voire un mois.

Les réticences de l'armée de terre, dont dépendent les Apache, seraient à l'origine de cette incertitude. Dimanche, toutefois, le général Clark a indiqué qu'il s'attendait que ces hélicoptères soient opérationnels *« d'ici à quelques jours »*.

Touché par les critiques – venues tant de militaires que des rangs républicains et démocrates – contre sa décision de ne pas déployer de troupes au sol, Bill Clinton devait préciser sa position lundi aux dirigeants du Congrès. Nous ne nous sommes pas laissés prendre à l'improviste, s'efforce d'expliquer l'administration : *« L'OTAN a étudié l'envoi de troupes au sol dans un environnement non permissif ; ces plans sont sur étagère et peuvent être remis à jour rapidement si nécessaire »*, a déclaré le porte-parole du Conseil national de sécurité.

Dans un entretien avec le magazine *Newsweek*, le vice-président Al Gore affirme que cette option a été étudiée, mais a été rejetée parce que *« trop coûteuse »*. *« Nous avons effectué une simulation qui montre qu'au moins 100 000 soldats seraient nécessaires, que les pertes pourraient être très élevées et que l'intensité des combats serait totale, de maison en maison, de village en village »*, a-t-il déclaré. M. Gore a réaffirmé que l'éventualité d'une action terrestre n'était toujours pas à l'ordre du jour en dépit de la pression croissante du Congrès et des experts militaires.

BRUITS D'ESCALADE

Pour expliquer les difficultés, le secrétaire à la défense a évoqué des contraintes imposées par les alliés au sein de l'OTAN : *« J'aurais pu recommander quelque chose de différent si seulement les Etats-Unis avaient eu la responsabilité de cette action. »*

Les critiques portent à la fois sur l'attitude américaine dans l'année qui a précédé le conflit et sur la conduite des opérations. Elles viennent de jusqu'au-boutistes qui veulent que les Etats-Unis se donnent tous les moyens pour écraser un ennemi diabolisé comme d'isolationnistes selon lesquels l'Amérique n'a aucun intérêt à verser son sang et son argent dans une guerre qui ne la concerne pas.

On peut toutefois remarquer que les bruits d'escalade militaire et les déclarations sur la nécessité de se débarrasser d'un Milosevic diabolisé interviennent alors que l'on recommence à parler de solution politique. Les porte-parole mentionnent désormais l'envoi d'une force internationale au Kosovo après la fin des hostilités et non plus d'une force de l'OTAN. Ce qui ne les empêche pas néanmoins de prétendre ensuite que les deux termes ont un sens identique ou de rappeler que Washington demeure hostile à toute force sous l'égide des Nations unies.

Patrice de Beer

VU A LA TÉLÉVISION SERBE

Brève trêve de pâques à la RTS

CE DIMANCHE de Pâques, selon le calendrier orthodoxe, la télévision de Belgrade aura essayé, pour quelques instants, de faire oublier que les avions de l'OTAN n'ont pas suspendu leurs missions au-dessus de la Yougoslavie. Tout en rapportant que *« la plus grande fête chrétienne ne se déroule pas dans la paix et les attaques ont continué sur le Kosovo »*, le journal télévisé s'est contenté, dans ses premiers bulletins, de montrer, comme seules images d'une nouvelle action de l'OTAN, celles de trois missiles abattus *« comme des mouches »*. Deux d'entre eux sont tombés dans des champs où *« les semailles ont pu reprendre après l'intervention d'une équipe de déminage de l'armée »*.

Comme pour être plus proche du message d'espoir rattaché à la fête de Pâques, un reportage faisant état de la visite d'une délégation gouvernementale sur le site de l'usine de production automobile Zastava, détruite le 9 avril à Kragujevac, citait les paroles de Mirko Marjanovic, premier ministre serbe, affirmant que *« le gouvernement aidera à la reconstruction de tout ce qui a été détruit par les criminels du nouvel ordre mondial, qui ont surpassé les fascistes allemands »*.

De même, durant l'émission programmée ce dimanche après-midi, les ponts touchés par les frappes sont réapparus, intacts, grâce aux clichés d'un photographe artistique, accompagnés d'un commentaire précisant qu'ils seraient *« reconstruits encore plus grands et plus beaux »*. Toutes autres images de désolation dues à la guerre, largement reprises ces derniers jours, avaient donc laissé la place, en ce début d'après-midi, à une atmosphère plus sereine.

Si le noir était de rigueur dans les studio de la télévision de Belgrade pour les présentatrices, musiciens, chanteurs et autres invités, le programme était quant à lui celui d'un dimanche après-midi normal. La primauté était bien sûr donnée à la poésie et aux chansons célébrant la *« fière Serbie »*. Les enfants, symbole d'innocence, étaient tout particulièrement présents à l'écran. On les a ainsi vus assister à une représentation d'un *« théâtre de guerre »*, créé à leur intention dans un parc de Belgrade, *« afin qu'ils ne comprennent pas ce qui se passe autour de nous »* au dire du metteur en scène à l'origine de cette initiative.

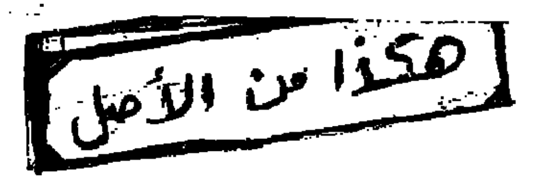
L'ANGE DE LA RÉSURRECTION

Ils étaient aussi les tout premiers à apparaître sur la scène dressée sur la place de la République à Belgrade, où leur succédaient chorales religieuses et chanteurs populaires. Les rares détails rappelant la guerre étaient un enfant de 4 ou 5 ans en tenue militaire complète et le célèbre Ange de la résurrection de Milesevo, lui aussi frappé de la cible que portent tous les spectateurs-manifestants.

Toutefois, en fin d'après-midi, ce sont à nouveau des visages d'enfants qui sont apparus les premiers, mêlés aux images de missiles qui s'abattent, d'explosions et de ruines, dans un reportage consacré aux sites civils touchés ces derniers jours. Malgré les pertes matérielles subies, c'est avant tout le souci de leur protection qui revenait dans les bouches des adultes.

Et, comme pour marquer que cette pause de quelques heures avait peut-être cessé, un passant déclarait que, à la vue d'un pont détruit, il avait eu la sensation qu'*« on nous avait pris notre enfance »*. De fait, le bulletin d'information suivant a de nouveau fait une plus large place aux derniers événements liés au conflit.

Hector Forest



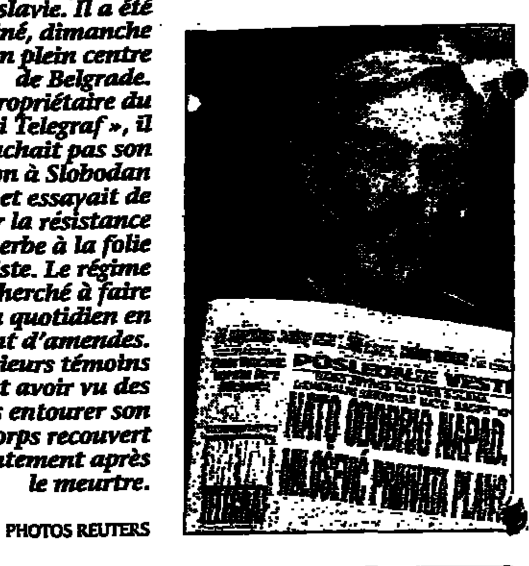
■ A PÂQUES, DANS BELGRADE EN GUERRE, UN JOURNALISTE ASSASSINÉ

Principale fête du calendrier orthodoxe, Pâques a été célébrée par les Belgradois, dans la nuit de samedi 10 à dimanche 11 avril, avec une émotion particulière. A l'issue de la procession, le patriarche Pavle a reçu l'hommage de cosaques russes. Les manifestations contre les frappes aériennes de l'OTAN se sont multipliées tout le week-end, des Belgradois se massant à nouveau sur un pont sur la Save dimanche soir. L'Alliance a démenti que les bombardements aient été réduits en fin de semaine en raison des fêtes de la Pâque orthodoxe.



PETAR KUJUNDZIC

Slavko Curuvija était l'un des journalistes les plus courageux de Yougoslavie. Il a été assassiné, dimanche 11 avril, en plein centre de Belgrade. Propriétaire du « Dnevni Telegraf », il ne cachait pas son opposition à Slobodan Milosevic et essayait de regrouper la résistance serbe à la folie nationaliste. Le régime avait cherché à faire taire son quotidien en l'accablant d'amendes. Plusieurs témoins assurent avoir vu des policiers entourer son corps recouvert immédiatement après le meurtre.



PHOTOS REUTERS



EMIL VAS



IVAN MILUTINOVIC

PETAR KUJUNDZIC



Sur les côtes d'Albanie, le trafic des réfugiés vers l'Italie se poursuit

VLORA
de notre envoyé spécial

Sokol Koçiu semble satisfait. Responsable de la police pour l'ensemble de la région de Vlora, dans le sud de l'Albanie, ce quadragénaire élégant constate que, pour le moment du moins, les événements du Kosovo n'ont entraîné dans sa circonscription ni recrudescence de la criminalité ni accélération des passages clandestins vers l'Italie toute proche. Beaucoup craignaient que l'arrivée de près de 10 000 Kosovars dans la seule ville de Vlora (100 000 habitants) vienne fragiliser une agglomération où l'on avait recensé plus de 2 000 morts lors des troubles de 1997. On redoutait aussi que les Kosovars viennent grossir les rangs des milliers de clandestins qui, à certaines périodes, franchissent chaque mois la mer à bord de bateaux ultrarapides pour débarquer en Italie. Ces « *scafs* » – « *motoscafo* » en italien – sont pilotés par des Albanais qui amassent de petites fortunes grâce à ce trafic.

REPORTAGE

« Nous aidons les gens à partir. S'ils peuvent s'acheter des faux papiers, c'est leur droit »

« *Nous n'avons aucun problème avec les réfugiés*, explique Sokol Koçiu. *Nous cherchons seulement à repérer les personnes des services secrets yougoslaves qui auraient pu s'infiltrer. Il nous faut être prêts à empêcher des actes terroristes comme des sabotages, l'empoisonnement de l'eau courante ou des aliments. Pour le moment, nous avons une dizaine de suspects.* » Les forces de police étant concentrées autour des camps de réfugiés, leur responsable sait que des délinquants peuvent en profiter dans d'autres zones. « *Pour le moment, en travaillant douze heures par jour au lieu de huit, nous tenons la situation en main* », précise Sokol, qui regrette toutefois l'interruption, pour cause de guerre, des investissements prévus dans sa ville, comme la construction de deux hôpitaux et la réfection du port.

Grâce à une collaboration accrue avec la police italienne, le trafic des clandestins s'est presque totalement arrêté, s'enorgueillit Sokol Koçiu, qui estime avoir démantelé plusieurs filières, comme celle, organisée par les indépendantistes kurdes du PKK, partant de Turquie vers l'Italie en passant par l'Albanie. Ou celle, à partir de la Grèce, « *qui faisait passer un peu tout le monde, des Marocains aux Chinois* ».

180 « SCAFS »

Le responsable de la police chiffre à 180 le nombre de « *scafs* » utilisés, au plus fort du trafic, par les passeurs. Ces « *scafistes* » pouvaient à l'époque transporter 20 000 personnes par mois. Une histoire circulait alors à Vlora. « *Pourquoi le poisson coûte-t-il si cher en Albanie ? Parce que tous les bateaux sont utilisés pour transporter les clandestins.* »

Aujourd'hui, selon Sokol Koçiu, il ne reste que quatre « *scafs* » en service. Les autres ont été soit confisqués, soit mis au garage par leurs propriétaires qui attendent des jours meilleurs. Ces quatre derniers jours, 280 personnes seulement auraient fait le voyage à partir de toute la côte albanaise. La collaboration active de la police italienne, qui bâtit sur une île voisine un complexe ultramoderne visant à renforcer la surveillance et la protection du littoral, a permis ces succès.

Besnik sourit quand on lui parle de cette « victoire » policière. A seize ans, il a déjà un passé de « *scafiste* » et ne paraît absolument pas troublé par les problèmes de conscience. « *Nous aidons les gens qui veulent partir. S'ils ont assez d'argent pour s'acheter des faux papiers, c'est leur droit. Nous, nous sommes moins chers.* » Il s'embrouille – volontairement, sans doute – dans les chiffres, parle de 500 dollars par passager et précise que, « *par beau temps,* [ils peuvent] *parfois en charger 50* ». Le travail étant plus difficile du fait de la diligence accrue de la police italienne, il demande maintenant plus d'argent. Il sait aussi qu'il transporte souvent autre chose que des passagers. « *Il y a de la drogue, des armes.* » A-t-il peur ? « *Parfois, comme tout le monde.* » « *La moitié de la ville vit de cela*, explique-t-il en riant ; *toutes les maisons en construction que vous voyez sont financées par l'argent des scafistes.* »

Besnik doit mettre fin à l'entretien. Ses parents l'attendent. Ils ne sont pas au courant de ses activités maritimes et tiennent précisément l'hôtel où sont logés certains policiers italiens... chargés de former la police albanaise.

José-Alain Fralon

A Banja Luka, avec les Serbes de Bosnie : « Ici, on ne pense pas

BANJA LUKA
de notre envoyé spécial

Dans les rues de Banja Luka, capitale de la République serbe de Bosnie (RS), quelques milliers de personnes ont manifesté les premiers jours des frappes aériennes de l'OTAN contre la Serbie. Certains ont donné leur sang. L'angoisse du coup de téléphone a ressurgi, la nuit. « *J'ai entendu mon frère pleurer à Belgrade* », se désole un homme. « *Les bombes tombent ; l'important, c'est que les étoiles ne tombent pas* », rassure le quotidien local *Oslobodjène* (à ne pas confondre avec le journal du même nom publié à Sarajevo), pour qui ces frappes constituent « *le ballon d'essai de l'américanisation de cette partie du monde* ». La grande mosquée du centre-ville a été rasée pendant la guerre de Bosnie, remplacée par des baraques de foire. A midi, toute la ville, « *ethniquement épurée* », s'installe autour de tables dans la rue ; on y boit le café, avec ce sentiment étrange de se sentir à la fois attaqué et épargné, solidaire mais résolu à ne plus revivre la guerre. « *On a pris conscience de certaines choses* », disent pudiquement deux étudiantes.

REPORTAGE

« Les Américains sont comme un éléphant dans un magasin de porcelaine »

Dans son bureau de ministre de l'information, Rajko Vasic n'a pas de mots assez durs contre Slobodan Milosevic. « *Il récolte ce qu'il sème. C'est un tyran, un féodal qui sape les fondements du peuple serbe. Déjà, pendant la guerre en Bosnie, j'avais dit que lui et le SDS* [le parti nationaliste de Karadzic] *étaient des croque-morts. On a essayé de m'assassiner deux fois pour ça* ». Dans la rue, Milan, un pompier, ancien soldat de l'armée serbe en Bosnie, remâche son amertume : « *On a dû faire la guerre en Bosnie. Résultat : tout a été détruit, les gens sont séparés. On vit moins bien qu'avant. Tous les jours, je téléphone à un copain musulman : il me dit que c'est pareil de son côté. On nous a trompés. Tu peux être nationaliste tant que tu veux, mais si ton ventre est vide...* ».

Sur les murs fleurissent des affiches intitulées « *Voici l'avenir* » : un dessin représente le drapeau de la communauté internationale partiellement, puis entièrement recouvert de vert, la couleur de l'islam. Milan se souvient : en 1992, il n'est pas allé « *volontairement* » à la guerre. « *On m'a forcé*, explique-t-il. *Ah, si j'avais refusé, de même que mon voisin, de même que le copain de mon voisin...* ». Il ne comprend pas ce que veulent les Albanais. « *Ils ont déjà tout au Kosovo, l'électricité gratuite, leurs écoles, leur université. Et puis, le Kosovo a toujours été serbe. Comme la Bosnie, d'ailleurs. La nation serbe est la plus ancienne en Bosnie. Les musulmans, on peut dire que ce sont des "restes" des Serbes* ».

TROP TARD

Pendant la guerre, lui, simple combattant, s'est rendu compte que Croates, Serbes ou Bosniaques, « *finalement, on s'est battus pour de petits groupes de profiteurs* ». Il a du mal aujourd'hui à vivre avec 200 marks (102 euros) par mois, son salaire de pompier. Il regarde le résultat des frappes à la télévision, ahuri. « *Ce que les militaires de l'OTAN commettent, des gens normaux ne le feraient jamais* ». Il est convaincu que personne ne devrait engager une guerre contre les Serbes : « *les autres ont toujours été battus* ». Il hésite : « *Enfin, aujourd'hui, cette force est puissante* ». Et plaisante : « *De toute façon, nous, les Serbes, on peut devenir les meilleurs amis du monde avec ceux contre qui on était en guerre* ». Milan ne veut plus entendre parler de nationalisme.

Spasoje Perovic, lui, est l'un des rares journalistes serbes indépendants à avoir dénoncé le siège de Sarajevo, les massacres de Srebrenica et l'horreur des purifications ethniques. « *Personne ne peut me défendre de penser que mes amis musulmans et croates me manquent aujourd'hui. Personne n'avait le droit de les chasser* ». Ce farouche opposant à Milosevic ne décolère pas : « *Tout se passe comme si l'Alliance avait demandé à Milosevic ce qu'elle pouvait bien faire pour le renforcer. Ça fait dix ans que la communauté internationale le considère comme un interlocuteur sérieux ; en vingt-quatre heures, on le satanise et on fait souffrir 10 millions de personnes à cause de ses erreurs !* ».

Selon lui, l'intervention de l'OTAN arrive trop tard. « *les Américains se comportent comme des éléphants dans un magasin de porcelaine : la force brute, sans prendre en considération l'histoire, la psychologie des groupes ethniques de la région. Rambouillet a été trop superficiel* ». Ses amis de Belgrade, opposants au régime, ont oublié qu'« *ils étaient opposants, et voilà le résultat* ». Comme de nombreux Belgradois, ils portent des badges en forme de cible au revers de leur veste. « *Ici, on ne pense pas de manière rationnelle. C'est notre grand malheur*, nuance-t-il. *On fait tout à l'émotion. On n'a pas appris qu'après un premier pas, il y en a 150 autres* », ironise-t-il.

Les 1 500 villageois de Vragoli (Kosovo) ont tous été chassés vers la frontière albanaise

Le 9 avril, à 8h 30, ce bourg rural paisible a été vidé de ses habitants par les miliciens serbes

Ils sont 1 500 à avoir pris, à bord de leurs tracteurs et de leurs modestes voitures, le chemin de l'exil, chassés brutalement de leur petit village paisible par des miliciens qui les ont invités à *« rejoindre Clinton »* en Albanie. La frontière s'est subitement ouverte pour laisser passer cette communauté soudée qui a tout perdu. Sauf l'espoir de retrouver son environnement brisé.

MORINA (Albanie)
de notre envoyé spécial

Il est aux commandes du petit tracteur vert. Elle est assise sur ses genoux. Une pluie glaciale

REPORTAGE

« Allez chercher vos tracteurs et vos voitures, ne préparez rien, et vite ! »

tombe par intermittence. Les remorques sont recouvertes de bâches et les vitres des voitures remontées. Mais eux ne semblent pas plus importunés que des gamins qui pataugent dans la boue. Chacun à leur tour, ils mordent dans leur sandwich. Entre chaque bouchée, elle se retourne, l'embrasse et éclate de rire. Le paysage n'a rien d'éblouissant. Droit devant eux trône la cheminée d'une vieille usine aujourd'hui désaffectée. Un peu plus haut, trois petits abris de pierre rappellent que l'on est bien en Albanie, le pays des Aigles aux 340 000 bunkers. Pas de quoi s'extasier, donc. Mais, pour aujourd'hui, cela suffit largement à leur bonheur.

Vingt heures auparavant, Mustapha et Ismete ne semblaient avoir aucune chance d'atteindre l'Albanie. Pendant trois jours, les Serbes avaient bouclé la frontière de Morina, principal point de sortie des réfugiés kosovars. Une trentaine de personnes avaient bien été autorisées à passer mais de façon si inattendue qu'au poste-frontière rien n'était prêt pour les accueillir. Or, vendredi 9 avril, à 21 heures, quand les Serbes ont relevé leurs barrières, ce ne sont pas deux ou vingt personnes qu'ils ont laissé s'engouffrer, mais 1 500. Les policiers albanais ont attendu les renforts nécessaires à l'enregistrement de cette foule imprévue. Pendant une heure et demie, les réfugiés sont donc restés confinés dans l'espace de deux cents mètres qui sépare les deux postes-frontières. A 22 h 30 enfin, Mustapha, Ismete et tous les habitants du village de Vragoli sont entrés en Albanie.

Pourquoi eux ? Pourquoi maintenant ? Pourquoi ces 1 500 ruraux poussés vers l'exil alors même que des dizaines de milliers d'autres Albanais du Kosovo, jetés sur les routes, étaient « invités » à rentrer chez eux ? Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et les organisations humanitaires s'interrogent. Ceux-là n'ont pas été trop maltraités ; ils proviennent d'une région du Kosovo à forte présence serbe. Mais au-delà des hypothèses apparaît surtout l'histoire d'un village, unique jusque dans sa banalité.

Vragoli étend ses 180 maisons le long de la route reliant Pristina à Pec. Comme nombre de villages albanais, il dispose d'une mosquée, d'une école et d'une place où l'on se retrouve pour parler lorsque le temps le permet. Deux magasins d'alimentation se livrent une douce concurrence, laissant même de la place à la coopérative agricole. Avec, en outre, une rivière poissonneuse et un petit dispensaire pour les soins de base, Vragoli ne peut guère se vanter de sortir de la norme.

Si ce n'est, peut-être, sa situation, à 11 kilomètres de Kosovo Polje et à moins d'une vingtaine de Pristina, au cœur de ce que les Serbes considèrent comme le berceau de leur civilisation. C'est là, au « Champ des merles », que, en 1389, ils ont subi leur défaite mythique face aux armées ottomanes. C'est là aussi que, en juin 1989, Slobodan Milosevic a construit sa carrière en se faisant le chantre du Kosovo serbe. La région est majoritairement albanaise, mais les Serbes y représentent presque 40 % de la population, contre 10 % sur l'ensemble du territoire.

« Un officier serbe m'a dit en riant que c'était la guerre et que, si on gagne, ce sont eux qui partiront »

L'école n'est pas reconnue par le pouvoir central et ne bénéficie d'aucune subvention. Un bon nombre d'habitants se sont vus progressivement écartés des emplois publics, à commencer par Mehdi, le patron local de la Ligue démocratique du Kosovo (LDK). Cet ancien cheminot, âgé de cinquante et un ans et père de quatre enfants, a été remercié voilà huit ans. Son engagement politique n'a évidemment rien fait pour l'aider à retrouver un emploi. Depuis, la culture de son champ et la solidarité familiale ont pris le relais.

D'autres s'en sont mieux sortis. Abdullah, quarante ans, enseignait les mathématiques au collège professionnel du village. Hamid, quarante-huit ans, avait conservé son emploi de mécanicien aux chemins de fer de Kosovo Polje. Quant à Mustapha et Ismete, mariés depuis six mois, ils vivaient *« heureux »*. Lui regrette toujours ses études de médecine interrompues il y a six ans, faute de moyens, alors qu'il ne lui restait à passer que trois certificats. Mais puisque, au dispensaire, les patients l'appellaient *« Docteur »*, et qu'à Kosovo Polje les médecins serbes le reconnaissaient presque comme l'un des leurs, il se consolait. *« L'autre jour, une collègue serbe m'a même embrassé parce que je l'avais aidée à trouver des médicaments pour un patient »*, dit-il. Aussi ronde que souriante, sa femme, infirmière à l'hôpital de Kosovo Polje, exerçait entre un chef serbe et des collegues des deux communautés. *« Nous nous entendions bien, nous déjeunions ensemble, ça n'a jamais posé le moindre problème »*, confie-t-elle. Sur les bords de la Sitnica, à la sortie du village, Serbes et Albanais pêchaient ensemble. L'atmosphère s'est régulièrement dégradée au cours des dix dernieres années, mais Mustapha veut encore croire à *« l'intelligence des hommes »*.

Avec les frappes aériennes de l'OTAN, l'escalade a été instantanée. La veille déjà, deux hommes, partis travailler le matin, avaient mystérieusement disparu. Aussi, en ce 26 mars, ni Ismete ni Hamid ni aucun autre habitant du village employé en ville ne s'est rendu à son travail. Les premières nouvelles de villages évacués, de maisons brûlées, dans le nord ou à Pec, sont parvenues à Vragoli. La petite communauté a commencé à vivre au ralenti, refermée sur elle-même.

Le 2 avril, sonne la première alerte sérieuse. Ce jour-là, une centaine de miliciens entrent à Vragoli. Ils réunissent les hommes et leur demandent de rendre leurs armes. *« Nous n'en avions pas*, assure Mehdi. *Ils sont entrés dans les maisons, ont cherché mais n'ont rien trouvé. Alors ils nous ont donné une heure pour évacuer les lieux. Puis ils sont partis. »* Les habitants décident de ne pas obéir, de rester unis quoi qu'il arrive, mais chacun redoute d'en payer les conséquences. Mustapha enterre ses livres de médecine. Mehdi s'installe chez son frère : les fenêtres de sa maison, sur la grand-route, sont mitraillées chaque nuit par les miliciens serbes. Le village est à présent coupé en deux. On s'aventure encore dans les chemins, de part et d'autre de la voie asphaltée, mais plus personne n'ose la traverser. Abdullah ne donne plus de cours. Mustapha se limite aux consultations d'urgence, *« dix en une semaine »*. Les champs sont laissés en friche.

Enfin le couperet tombe, vendredi 9 avril, à 8 h 30. Mustapha s'est faufilé chez son cousin pour regarder les informations du matin à la télévision, Ismete lave le sol et Abdullah scrute l'horizon depuis la fenêtre lorsque des coups de feu retentissent. Les miliciens sont 150 cette fois. Ils brisent les fenêtres, tirent dans les portes, hurlent à tous les habitants de sortir. Sur la place, ils opèrent un tri, hommes d'un côté, femmes et enfants de l'autre. *« Leur chef nous a dit que nous n'avions pas obéi à leurs ordres, que nous allions donc être punis »*, raconte Mustapha. Sa longue carcasse se voûte, son visage aiguisé s'assombrit. *« J'ai pensé qu'ils allaient nous tuer, là, sur place. Nous nous sommes regardés avec Ismete. On s'est compris. »*

C'est donc avec soulagement que Mustapha entend le chef paramilitaire leur intimer l'ordre d'avancer. La colonne s'ébranle, progresse pendant cinq minutes. Puis tombe un contre-ordre : *« Allez chercher vos tracteurs et vos voitures, ne préparez rien, et vite ! »* A la hâte, chacun jette matelas, vêtements et quelques vivres dans les remorques. Mais, *« terrorisé »*, Mustapha grimpe sur le tracteur de son frère sans oser prendre sa trousse médicale. Hamid se voit interdire l'accès de la chambre où ses parents, impotents, sont allongés. Les voitures neuves sont confisquées, les bijoux arrachés.

A 9 h 30, la file s'ébranle. *« Vous allez en Albanie, vous n'avez qu'à remercier Clinton »*, leur a-t-on dit. C'est donc vers le sud qu'ils se dirigent, au rythme lent des machines agricoles. Les 114 véhicules sont surchargés : à 26 dans la remorque de l'oncle de Mustapha, 25 dans celle tirée par le tracteur de Hamid, à 7 dans la petite Yugo de Mehdi, il est difficile de respirer, impossible de se reposer. Les bébés pleurent, les adolescents ont faim, les vieux s'épuisent.

Les premiers kilomètres sont les plus difficiles. Les policiers et les miliciens crient, insultent, réclament argent et papiers d'identité. Les coups sont rares mais les récits d'atrocités qui circulent depuis une semaine et les menaces suffisent. Le canon pointé vers la tête de son fils, un habitant du village accepte ainsi de remettre 1 000 marks à un officier. Beaucoup abandonnent passeports et cartes d'identité sur simple demande. *« Je ne sais pas pourquoi je ne leur ai pas donné ça*, frissonne Mustapha en exhibant son passeport yougoslave. *Trois fois, on me l'a réclamé. J'ai dit qu'on me l'avait déjà pris. Ils ne m'ont pas fouillé. »*

Personne ne songe à s'éloigner de la route indiquée par les policiers. Certains jureront même avoir été *« escortés »* tout au long du chemin. En réalité, les fonctionnaires serbes n'occupent que les carrefours. Il est difficile, toutefois, de les ignorer tant sont omniprésentes les traces de leur passage : des maisons qui brûlent près de Dakovica, alors que le convoi fait route vers le sud-ouest ; puis, après un changement brutal de direction, vers le sud-est, et le passage de la ville de Prizren où, sur des kilomètres, des voitures et des tracteurs calcinés sont abandonnés, des sacs de farine éventrés, des vêtements, des chaussures, des couvertures dispersés sur la chaussée. *« On avait l'impression d'être arrivés jusqu'ici par miracle »*, résume Mustapha. Une chance qu'il faut entretenir à chaque crevaison, à chaque panne d'essence. Le véhicule est immédiatement abandonné et ses passagers répartis dans le reste du convoi.

Il faudra douze heures aux habitants de Vragoli pour avaler les 180 kilomètres qui mènent à la frontière. Dans leur malheur, ils se savent pourtant privilégiés. A l'exception des parents de Hamid, sur le sort desquels lui-même ne se fait guère d'illusions, et de cinq autres personnes, tous les villageois s'en sont sortis. Aucune maladie grave ne s'est déclenchée et, selon les médecins présents sur place samedi, les séquelles psychologiques pourraient être réduites. Si bien que, aujourd'hui, c'est collectivement et avec encore une lueur d'espoir que ces quelque 1 500 personnes envisagent leur avenir. D'abord un campement provisoire, *« n'importe où mais tous ensemble »*, a expliqué Mehdi au représentant du préfet qui l'a reçu.

Et puis, dès que la situation le permettra, ils rentreront à Vragoli. Car, même si les habitants d'un village voisin, chassés également et arrivés quelques heures plus tard à Morina, leur ont affirmé avoir vu toutes leurs maisons brûler, ils rêvent déjà de retour. *« On construira d'abord des baraques »*, explique Mustapha. *« Et puis un officier serbe m'a dit en riant que c'était la guerre, et que si on gagne, ce sont eux qui partiront »*, affirme Hamid. L'anecdote circule dans le campement. Avec succès. Mustapha et Ismete n'approuvent pas vraiment. Mais même eux la rapportent.

Nathaniel Herzberg

de manière rationnelle »

Devant le Parlement, un député social-démocrate rappelle que l'OTAN n'est pas la communauté internationale. *« Moi, j'ai condamné les trois nations serbe, croate et bosniaque pour ce qui s'est passé en Bosnie. L'OTAN est-elle venue défendre les 200 000 réfugiés serbes qui ont fui la Krajina en 1995. C'est vraiment le double langage »*. Membre du Parti radical (nationaliste), Ljiljana Sainovic, elle, appelle tous les Serbes à défendre leur patrie : *« Notre mère est en danger. Si l'OTAN fait descendre son infanterie, ce sera l'incendie mondial. »*

« UNE NOIRE ÉTIQUETTE »

Dans son bureau, le ministre de l'information reste convaincu que les États-Unis et les alliés disposaient d'autres moyens pour faire chuter Milosevic.

A ses yeux, l'ardeur des frappes, l'absence d'opposition réelle vont faire sortir, une fois de plus, le dirigeant de Belgrade gagnant, *« mais gagnant sur un territoire brûlé »*. *« Je souhaite que les Serbes réalisent que Milosevic n'a été le président que de son propre régime, et pas de tous les Serbes, qu'ils verront où il les mène*, dit-il. *Nous sommes bien placés ici pour le savoir : sa politique a fait en sorte qu'il n'y ait plus de Serbes ailleurs qu'en ex-Yougoslavie. Les crimes commis à Sarajevo, à Srebrenica, ont fait endosser aux Serbes une noire étiquette. Le riche paysan qui voit sa terre brûler aujourd'hui en Serbie va sortir de sa phase de romantisme. Nous ne pouvons rien faire isolés. Qu'est-ce que j'ai à gagner à dire chaque jour : je suis Serbe ! je suis Serbe ! si je ne peux dialoguer avec le monde. C'est difficile de faire comprendre aux Serbes que la présence de bases alliées n'a pas empêché l'Allemagne de se bâtir une prospérité ou que les Grecs, en adhérant à l'OTAN, n'ont pas renié leur identité orthodoxe »*. Rajko Vasic reste persuadé que la Yougoslavie aurait pu se transformer en social-démocratie tout en gardant son armée puissante. *« Malheureusement, le diable est venu chercher ce qui lui appartient »*.

Le président de la République serbe de Bosnie, Nikola Poplasen (Parti radical), a été démissionné pour non-respect des accords de Dayton. Le gouvernement, dirigé par Milorad Dodik (social-démocrate), assure l'intérim.

Pour l'instant, la *Republika Srbska* s'attend à connaître la plus grave récession depuis sa naissance : la quasi-totalité de ses entreprises travaillaient exclusivement avec Belgrade.

Dominique Le Guilledoux

La mobilisation record des Français pour les Kosovars

Lundi 12 avril, la Croix-Rouge française estimait à au moins 6 000 tonnes le total des dons alimentaires. Six milles personnes se sont engagées à héberger des réfugiés

Le mouvement de solidarité des Français en faveur des réfugiés du Kosovo fera date dans l'histoire du mouvement humanitaire. Rarement, dans le passé, s'était manifesté dans tout le pays un tel élan. Lundi 12 avril, la Croix-Rouge française indiquait que plus de 6 000 tonnes de produits alimentaires lui étaient parvenues. La Croix-Rouge internationale s'attendait pour sa part à devoir acheminer dans les Balkans 150 000 tonnes en provenance du monde entier. Par ailleurs, plus de 300 000 personnes ont téléphoné ces derniers jours aux numéros verts mis en place par le gouvernement ; 6 000 ont proposé d'héberger des réfugiés kosovars. Les dons alimentaires étant désormais importants, d'autres types de collectes devraient être organisées dans les prochains jours, portant cette fois sur les vêtements, les médicaments et les produits d'hygiène.

LES FRANÇAIS continuent de se mobiliser en faveur des Kosovars. Le mouvement de solidarité, massif depuis le week-end de Pâques (*Le Monde* du 10 avril), s'est accentué une semaine plus tard. A tel point que la journée du samedi 10 avril fera date dans l'histoire de l'action *humanitaire*. Des dizaines d'entreprises, de municipalités, d'associations ont proposé leurs services. Des milliers de bénévoles se sont manifestés. Dans tout le pays, les clients des supermarchés ont acheté des tonnes de pâtes et de riz. Dès le début de l'après-midi, certains rayons étaient vides et de nombreux magasins en rupture de stock. Les spécialistes de l'action humanitaire mettent ce phénomène sur le compte de la proximité du conflit et, plus encore, sur l'émotion suscitée par les images d'exode.

Lundi matin, la Croix-Rouge française estimait à au moins 6 000 tonnes le total des dons alimentaires ; soit dix fois plus que pour la Roumanie en 1989. La Croix-Rouge internationale, elle, s'attendait à recevoir dans les Balkans 150 000 *tonnes en provenance* du monde entier.

Interrogé dimanche sur RMC, le ministre délégué à la coopération, Charles Josselin, avait précisé que la France avait déjà acheminé 500 tonnes d'aide humanitaire en Albanie et en Macédoine. Plusieurs milliers de tonnes supplémentaires sont en attente d'un départ ; ce qui pose des problèmes de transport et de distribution. Les organisations non gouvernementales (ONG) cherchent donc à adapter au mieux cette aide avec les besoins recensés sur le terrain. *« La solidarité fonctionne à plein. Les propositions arrivent de partout. C'est très agréable, même si l'aide proposée n'est pas toujours la plus pertinente »*, explique Isabelle Rivolet, d'Action contre la faim (ACF).

Les réserves de nourriture étant désormais importantes, d'autres collectes pourraient être organisées dans les jours à venir, portant cette fois sur les vêtements, les médica*ments ou encore les produits d'hy*giène. S'agissant des dons d'argent, la mobilisation est massive. Lundi matin, la Croix-Rouge comptabilisait un peu plus de 56 000 chèques, d'un montant moyen d'environ 400 francs. Il semble bien, toutefois, que les dons de paquets de pâtes ou de conserves aient la préférence des Français.

Mais le public se mobilise aussi pour héberger des réfugiés. *« On n'a pas vu ça depuis les boat people »*, assurait, samedi, le secrétaire d'Etat à la santé et à l'action *sociale, Bernard Kouchner. Le gou*vernement a mis en service deux numéros verts, un pour l'accueil des Kosovars, l'autre pour les dons. En moins de deux jours, le premier a reçu près de 300 000 appels ; 6 000 fiches faisant état de propositions d'hébergement ont été remplies ; 3 000 propositions ont été reçues au cours de la seule journée de samedi.

Les directions départementales des affaires sanitaires et sociales (DDASS) assurent le suivi des dossiers. La communauté albanophone de France est sollicitée pour réserver le meilleur accueil possible. Les DDASS visiteront ensuite les hébergeants potentiels – qui ne seront pas contactés avant une dizaine de jours – pour évaluer leurs capacités d'accueil. L'hébergement – pour une période de un à trois mois – est à la charge des accueillants.

Philippe Broussard (avec AFP.)

Le soutien croissant de l'opinion

Le soutien de l'opinion publique à l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie s'est sensiblement renforcé au terme de la deuxième semaine du conflit. Selon le dernier sondage d'Ipsos (réalisé les 9 et 10 avril auprès d'un échantillon de 946 personnes pour *Le Journal du dimanche* du 11 avril), près de trois Français sur quatre (72 %) approuvent désormais l'intervention de l'OTAN, soit 9 points de plus qu'une semaine auparavant et 15 points de plus que les 26 et 27 mars. Seulement 19 % des personnes interrogées la désapprouvent. De même, 73 % (contre 21 %) approuvent la participation militaire de la France à cette intervention. En outre, près d'un Français sur deux (49 %) estime que l'intervention militaire de l'OTAN est *« en train de réussir »*, contre 29 % qui jugent qu'elle en train d'échouer. Enfin, deux personnes interrogées sur trois (65 %) se déclarent favorables à une intervention terrestre au Kosovo si les frappes aériennes se révélaient insuffisantes pour régler la crise.

Pour aider les réfugiés

Le ministère des affaires étrangères a mis en place une cellule d'urgence et de veille avec un numéro vert : 0-800-77-50-47. Un autre numéro vert, concernant l'accueil des réfugiés, a été installé : 0-800-845-800.

- **Action contre la faim** : 4, rue Niepce, 75014 Paris, tél. : 01-43-35-88-88.
- **Comité français pour l'Unicef** : 3, rue Duguay-Trouin, 75006 Paris, tél. : 01-44-39-77-77.
- **Croix-Rouge française** : 1, place Henry-Dunant, 75008 Paris, tél. : 01-44-43-11-00.
- **Fondation de France** : 40, avenue Hoche, 75008 Paris, tél. : 01-44-21-31-00.
- **Médecins du monde** : 62, rue Marcadet, 75018 Paris, tél. : 01-44-92-15-15.
- **Médecins sans frontières** : 8, rue Saint-Sabin, 75011 Paris, tél. : 01-40-21-29-29.
- **Secours catholique** : 106, rue du Bac, 75007 Paris, tél. : 01-45-49-73-00.
- **Secours populaire français** : 9, rue Froissart, 75003 Paris, tél. : 01-44-78-21-00.

La Croix-Rouge française face à un « élan gigantesque »

DU *« JAMAIS VU »*, un phénomène *« exceptionnel »*... A Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise), au poste de commandement opérationnel de la Croix-Rouge française, bénévoles et permanents n'ont pas souvenir d'une telle solidarité avec un peuple en détresse. Jamais ils n'ont compté autant de paquets de pâtes, de riz, de barquettes de fruits secs... Jamais, non plus, il n'ont eu à prévoir autant de cartons, à orchestrer autant de camions, à recevoir autant de promesses de dons. Georges Métayer, délégué national à l'organisation et au secourisme, évoque un *« élan gigantesque »*, in*comparable, par son ampleur*, avec les opérations menées ces dernières années.

L'idée de départ, lancée le 2 avril, était pourtant simple : récolter des produits alimentaires de base et constituer des colis « types », susceptibles de nourrir une famille kosovare pendant plusieurs jours. Les 1 200 comités locaux sont entrés en action, mobilisant au total quarante mille personnes, notamment à la sortie des supermarchés. Depuis, la générosité a suivi une courbe ascendante, jusqu'à atteindre, samedi 10 avril, une forme d'*« apothéose »*, selon M. Métayer.

« DÉBORDÉS PAR LE VOLUME »

Les installations de Saint-Ouen-l'Aumône en témoignent. Des dizaines de palettes s'alignent sous le hangar, frappées d'inscriptions diverses : *« pâtes »*, *« sardines »*, *« sucre »*, *« riz »*... Ces produits, destinés aussi bien aux réfugiés des camps qu'aux familles albanaises accueillant des Kosovars, ont été collectés en région parisienne. Pour la province, il existe d'autres centres de stockage, gérés en partenariat avec La Poste.

L'ensemble du dispositif est toutefois coordonné depuis ce « PC » où s'activent entre trente et quarante personnes, presque toutes bénévoles. *« Sur le terrain, nos équipes sont débordées par le volume »*, se réjouit M. Métayer. Dans l'euphorie, il ne compte plus en tonnes mais en centaines, voire en milliers de tonnes ! Au passage, on apprend que le Sud-Est est la région la plus généreuse à ce jour, que l'Ille-et-Vilaine se distingue aussi, que les Bouches-du-Rhône battent record sur record... Une société de transport rapide propose ses services, des chauffeurs routiers sont prêts à travailler *« à l'œil »*, les Restos du cœur offrent 80 tonnes de riz, une marque de mousse à raser débloque plusieurs tonnes de marchandise...

Il reste désormais à transporter tout cela vers les Balkans. Un premier avion devrait partir, mercredi 14 avril, à destination de Tirana (Albanie), avec une cargaison – symbolique – de vingt tonnes. D'autres le suivront, mais il faudra aussi des dizaines et des dizaines de camions pour emporter une cargaison totale évaluée à au moins 6 000 tonnes ! *« Nous organiserons tout cela de manière progressive, car il faut tenir compte des difficultés de distribution sur place »*, prévient M. Métayer, avant d'annoncer la prochaine phase de la mobilisation : *« Nous allons maintenant demander aux gens les produits d'hygiène dont les réfugiés ont besoin. »*

Ph. Br.

A Orléans, la solidarité sous la ronde des Transall

ORLÉANS
de notre correspondant régional

Dans le ciel, un Transall amorce sa descente. Depuis le début de la guerre, les Orléanais guettent le vol lourd de ces gros avions de transport militaire. Basés à Bricy (Loiret), ils sont de tous les conflits, de toutes les catastrophes depuis des décennies. Dès le 1er avril, cinq appareils se sont envolés pour Tirana, quatre autres vers Skopje le 3, chargés de matériel humanitaire pour les réfugiés.

Samedi 10 avril, dans une grande surface de la périphérie : les clients déposent leurs dons dans une dizaine de caddies sous la surveillance d'un bé*névole de la Croix-Rouge. A l'entrée du magasin, un* second bénévole distribue une liste de produits types (riz, pâtes, savon...). Baptisée *« Un colis pour chaque famille »*, l'opération de la Croix-Rouge, lancée avec La Poste, se déroule dans la discrétion. Une mère de famille musulmane a laissé un chariot rempli à ras-bord.

Malgré les colis qui s'amoncellent, Louise, une jeune retraitée, qui centralise la collecte à l'entrée d'un « hyper » du centre-ville, semble déçue. Elle pense qu'on pourrait faire plus. L'égoïsme ambiant la révolte. Hier encore, une de ses voisines lui a lancé : *« J'espère bien que ces Albanais ne vont pas tous débouler en France. Heureusement que notre président a bien chapitré Jospin sur la question. »* Outrée, Louise lui a répondu *« ce qu'elle avait sur le cœur »*.

Dans une autre grande surface, proche du quartier populaire de La Source, Monique, une jeune retraitée, est débordée. De toutes parts, des mains se tendent pour offrir des paquets. *« Il y a un élan extraordinaire »*, dit-elle. Une vieille femme passe en ronchonnant : *« Nous, on ne nous a jamais aidés en 1939-45 ! »* Propos vite oubliés. On donne de bon cœur et sans s'épancher.

Depuis le 3 avril, 25 points de collecte ont été ouverts dans le Loiret, la plupart à l'entrée des centres commerciaux, les autres dans des mairies. Vingt tonnes ont déjà été collectées. Le siège de la Croix-Rouge à Orléans, rue d'Illiers, est un beau capharnaüm : voitures, camionnettes sur le trottoir, monceaux de colis en attente. Jamais Myriam Neveu, la nouvelle présidente, qui s'est engagée en 1976 *« sur le pont de la Croix-Rouge »* et qui *« a fait »* toutes les campagnes *« depuis le Sahel jusqu'*[au cyclone] *Mitch en passant par la Roumanie »*, n'a vu une telle vague de solidarité. On trie jusqu'à 3 heures du matin. L'équipe est passée de cinquante à cent bénévoles. La plupart se présentent spontanément. Comme Lucette, quarante ans, graphiste en publicité au chômage : *« C'est l'émotion qui m'a fait venir. Mon père a été en "stalag", il m'a raconté des horreurs. On est forcé de faire une corrélation entre ce qui s'est passé il y a cinquante ans et ces images d'aujourd'hui. »* Myriam ajoute : *« Les gens donnent parce qu'ils ont peur. Ce mot de "camps" les fait tressaillir. »*

Dans la cour, Bruno, la trentaine, est en sueur. SDF, originaire de Toulouse, il a fait halte à Orléans, vendredi soir, dans un foyer social de la ville. Au petit matin, explique-t-il, des « recruteurs » sont passés dans les chambrées, signalant que la Croix-Rouge avait besoin de bras. Il a été le seul volontaire.

Myriam va sûrement consacrer toutes ses vacances d'enseignante dans l'opération. Pour elle, une urgence : trouver une aide logistique auprès des collectivités locales ou des entreprises. Au standard, les appels affluent pour accueillir des réfugiés. On leur communique un numéro vert du Quai d'Orsay *(lire ci-dessus)*.

Régis Guyotat

Les ONG sont réservées sur l'initiative humanitaire de l'OTAN

LE PLAN *« Abri allié »* prévoyant le déploiement de 8 000 soldats des pays membres de l'OTAN en Albanie pour *« assurer la sécurité de l'arrivée de l'aide humanitaire, de son transport et de sa distribution »* aux réfugiés du Kosovo suscite des débats au sein des organisations non gouvernementales (ONG). Même si les alliés ont, jusqu'à présent, nié que la mission *« Abri allié »*, qui va se dérouler parallèlement à *« Force alliée »*, pourrait être l'avant-garde d'une opération terrestre au Kosovo, cette double casquette d'humanitaire et de belligérant soulève les réserves de plusieurs ONG.

Dans un communiqué diffusé dimanche 11 avril à Tirana, Médecins sans frontières (MSF) a été la première à se prononcer contre le mélange des genres. *« Tandis que l'aide logistique immédiate de l'OTAN a été vitale dans cette crise, les militaires et les Etats membres de l'OTAN ne devraient pas diriger ou être perçus comme dirigeant des camps de réfugiés*, estime MSF. *Si cette perception existe, les camps ne peuvent pas être considérés comme des zones humanitaires neutres et leur sécurité pourrait être en danger dans l'avenir. »*

« PRINCIPE DE NEUTRALITÉ »

Pour le directeur des opérations de MSF, Jean-Hervé Bradol, *« l'OTAN a manipulé l'humanitaire dans sa communication depuis le début des frappes en utilisant des arguments moraux au lieu d'expliquer ses objectifs politiques à l'opinion publique. Les mêmes arguments auraient dû justifier une action au Kurdistan et cela n'a pas été le cas. Il faut coordonner et organiser dans la durée l'aide aux réfugiés et la protection de leurs droits. Mais les ONG ne doivent pas être réduites au rôle de prestataire de services pour l'une des partie au conflit. Nous avons d'ailleurs décidé de ne pas accepter d'argent public de pays membres de l'OTAN pour nos actions au Kosovo »*.

Comme MSF, Action contre la faim, par la voix de son directeur général Jean-Luc Bodin, estime que *« le Haut Commissariat aux réfugiés* [HCR] *doit reprendre son rôle de leader et coordonner l'ensemble des moyens humanitaires »*. *« C'est sous le contrôle des Nations unies et non de l'OTAN que doivent être assurées l'aide et la protection des droits des réfugiés*, nous a déclaré M. Bodin. *Nous aurons du mal à travailler dans des camps qui seraient entièrement gérés sous la bannière de l'OTAN. Ce serait de mauvais signaux, qui feraient perdre sa neutralité à l'humanitaire. Même si seuls les militaires peuvent fournir la logistique nécessaire, chacun doit faire ce qu'il sait faire. »*

Interrogé par *Le Monde*, le professeur Marc Gentilini, président de la Croix-Rouge française, se déclare pour sa part *« perplexe devant la confusion entre humanitaire et militaire. La mobilisation des Français risque d'être cassée par une décision prise sans concertation avec les humanitaires. Le principe capital de la Croix-Rouge est celui de la neutralité et de venir en aide à tous ceux qui en ont besoin. Si le conflit devenait terrestre et durait, la situation de mélange des humanitaires avec le dispositif de l'OTAN ne serait plus compatible avec notre éthique. »*

« NE PAS ÊTRE HYPOCRITE »

Pour sa part, Jacky Mamou, président de Médecins du monde, est plus nuancé : *« Si la mission "Abri allié" peut aider à la stabilisation des camps et éviter que les réfugiés ne soient envoyés aux quatre coins du monde, nous n'y sommes pas hostiles*, nous a-t-il déclaré. *Il ne faut pas être hypocrite, la sécurisation de l'aide dans le nord de l'Albanie est une nécessité, car des braquages se sont déjà produits. Il est vraisemblable que l'OTAN fera la même chose qu'en Macédoine, où elle passe rapidement le relai au HCR et aux humanitaires dans les camps. »*

Leurs réserves émises, les ONG attendent donc les prochains jours pour affiner leurs positions, tout en gardant comme priorité l'aide aux réfugiés.

Paul Benkimoun

DÉPÊCHES

CHARNIERS

■ Les Etats-Unis disposent d'images satellite prouvant l'existence de charniers au Kosovo, selon la chaîne de télévision américaine ABC, qui cite des sources militaires. La chaîne parle d'une centaine d'endroits où la terre a été retournée. Ils sont disposés en deux rangées rectilignes et sont similaires aux charniers retrouvés, après la guerre, en Bosnie-Herzégovine, toujours selon ABC qui n'a toutefois pas montré d'images. Les photos prises par les satellites américains sont d'une grande précision et permettent de lire jusqu'à l'inscription figurant sur une plaque d'immatriculation. Samedi 10 avril, le Pentagone a rendu publiques des photos satellite montrant des groupes de Kosovars albanais campant sur des collines après avoir fui leurs villages. – *(AFP.)*

TRACTS

■ Pour la première fois depuis le lancement de l'opération *« Force alliée »*, les avions de l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique nord) ont lâché 2,5 millions de tracts en Yougoslavie, pour expliquer aux Serbes les raisons des raids. Les tracts précisent que les alliés mettront fin aux bombardements si le président yougoslave cesse les hostilités, retire ses forces du Kosovo, permet aux réfugiés de regagner leurs foyers, accepte une force internationale de maintien de la paix et un cadre politique pour l'autonomie du Kosovo. – *(AFP.)*

SOLIDARITÉ

■ A l'occasion de la commémoration de la Shoah, mardi 13 avril, le Mouvement juif libéral de France organise une collecte de denrées alimentaires pour les réfugiés du Kosovo, en lien avec la Croix-Rouge. Cette opération aura lieu place des Martyrs-Juifs-du-Vélodrome-d'Hiver, à Paris (métro Bir-Hakeim) où, comme tous les ans, seront lus de manière ininterrompue les noms de tous les déportés juifs de France.

MONTÉNÉGRO

■ Le Parti démocratique des socialistes (DPS, au pouvoir) du président monténégrin Milo Djukanovic ne participera pas à la session du Parlement yougoslave qui doit statuer, lundi 12 avril, sur une éventuelle adhésion de la Yougoslavie à l'Union Russie-Bélarus, a annoncé, dimanche, un haut responsable du DPS. *« Le DPS n'a pas contribué et ne contribuera pas au chaos constitutionnel et juridique, aux réunions qui tendent à défendre une mauvaise politique et qui sont porteuses de mauvaises intentions et de décisions au message apocalyptique »*, a déclaré Miodrag Vukovic, président du Comité exécutif du Parti démocratique des socialistes. – *(AFP.)*

RESPONSABILITÉ RUSSE

■ L'un des deux plus hauts chefs militaires de l'OTAN, le général Klaus Naumann, s'en est vivement pris à la Russie qui *« n'a pas assumé sa responsabilité pour la paix et la stabilité dans le sud-est de l'Europe »* selon lui. Avant même le début des frappes de l'OTAN, le 24 mars, Moscou a *« refusé de collaborer de manière constructive à la mise en œuvre d'un accord »*, déclare le président du comité militaire de l'OTAN dans l'édition, datée du lundi 12 avril, du quotidien allemand *Die Welt*. A propos de la mise en garde lancée par le président russe Boris Eltsine aux Occidentaux contre une nouvelle guerre mondiale (*Le Monde* daté 11-12 avril), *« je tiens pour irresponsable une telle menace sortant de la bouche d'un homme politique responsable »*, a déclaré l'officier supérieur allemand. – *(AFP.)*

MANIFESTATION

■ De deux cents à trois cents personnes, dont une majorité d'intellectuels français et de membres de la communauté albanaise, ont manifesté, samedi 10 avril, à Paris, place de la Sorbonne, *« pour le soutien au peuple du Kosovo, contre l'épuration ethnique »*. Le rassemblement était organisé, à l'appel du Comité Kosovo et, mis à part une poignée de militants du Mouvement des jeunes socialistes (MJS), la seule force politique française venue apporter son soutien à cette initiative était celle des Verts, représentés notamment par Noël Mamère et Yves Cochet.



Les ramifications de l'affaire Mabetex menacent le régime de Boris Eltsine

La classe politique est en ébullition

LES AUTORITÉS russes, sollicitées par l'OTAN pour éteindre l'incendie balkanique, restent surtout anxieuses d'étouffer le feu domestique. Il fut allumé par Iouri Skouratov, le procureur général de Russie, qui enquête, aidé par la justice suisse, sur plusieurs affaires, dont celle de la société de construction suisse Mabetex. Elles permettraient de dérouler l'écheveau des complicités entre hauts responsables politiques, « oligarques » et crime organisé en Russie. En soulignant que ces affaires portent aussi sur des opérations de blanchiment et abus de pouvoir (*voir ci-contre*), le procureur général de Berne, Mme Carla Del Ponte, confirme une partie de ces soupçons.

En septembre, quand le procureur Skouratov, qui fut l'instrument docile du Kremlin pendant trois ans et demi, s'est attaqué à ce matériel explosif, le pouvoir en Russie avait changé, après la crise d'août 1998 : les communistes de la Douma, renforcés, avaient imposé Evgueni Primakov à la tête du gouvernement. Le procureur Skouratov, entouré de magistrats proches de ces communistes, pouvait se sentir protégé et Carla Del Ponte pouvait croire au miracle : l'apparition à Moscou d'un *alter ego* honnête aux mains déliées. Mais M. Skouratov a été acculé à la démission le 2 février. Le 17 mars, le Conseil de la Fédération refusait d'entériner cette démission. Le soir même, une vidéo sur les ébats sexuels d'un « *homme ressemblant au procureur* » apparaît à la télévision. M. Skouratov poursuit cependant ses enquêtes. La riposte du Kremlin tombe le 2 avril, par une « *enquête* » précipitemment ouverte dans la nuit sur la « *moralité* » du procureur, suspendu une nouvelle fois par Boris Eltsine. Evgueni Primakov, dont les rapports avec le président se sont tendus et qui est soupçonné de tirer les ficelles du parquet, doit déclarer, le 7 avril, que Iouri Skouratov doit « *bien sûr, quitter son poste, car toute cette agitation déstabilise* » le pays...

Depuis deux mois, le duel entre le procureur et le Kremlin met la classe politique en ébullition. Malgré de nouveaux gages aux communistes (escalade verbale sur le Kosovo et mandats d'arrêt contre deux oligarques réfugiés à l'étranger, Boris Berezovski et Alexandre Smolenski), la Douma en veut plus et prépare un vote sur la procédure de destitution de Boris Eltsine.

D'autres ténors de la politique font marche arrière dans leur soutien à Iouri Skouratov, dont le maire de Moscou Iouri Loujkov. Avec l'ancien premier ministre Viktor Tchernomyrdine et d'autres, il évoque désormais les « *luttes de pouvoir* » qui se cachent derrière les « *affaires* » pour justifier la nécessité de ne pas leur accorder d'importance. Or tous deux, mais aussi le patriarcat de Moscou, le sulfureux conseiller de la mairie de Moscou Iossif Kobzon, Boris Berezovski et bien d'autres, sont susceptibles d'apparaître dans les ramifications de l'affaire Mabetex. « *Chacun comprend que Skouratov secoue une barque où tout le monde a quelque chose à cacher, qu'il peut provoquer l'écroulement du régime* », résume Lilia Chevtsova, analyste au centre américain Carnegie de Moscou.

Sophie Shihab

Carla Del Ponte, procureur général de la Confédération suisse

« Il est question de corruption, de blanchiment d'argent et de ce que les Russes appellent " abus de pouvoir " »

Depuis l'automne 1998, Mme Del Ponte, procureur général de la Confédération helvétique, collabore avec ses homologues russes pour retrouver la trace des fonds placés illégalement en Suisse par des personnalités russes de premier plan. Pourchassée par les médias russes depuis sa dernière visite à Moscou, liée notamment à l'affaire Mabetex qui met le Kremlin en ébullition, elle s'est pour la première fois exprimée à ce sujet, en recevant *Le Monde*, le 9 avril, à Berne. Elle se dit déterminée à pousuivre l'entraide judiciaire avec le parquet russe.

« Le 2 avril, votre homologue russe Iouri Skouratov était une deuxième fois mis à l'écart. Son enquête sur la corruption de très hauts fonctionnaires russes, proches de Boris Eltsine, se poursuit-elle néanmoins ?

– D'abord, je n'ai pas perdu espoir que M. Skouratov soit réinstallé dans ses fonctions. Je le connais depuis deux ans et je lui fais entièrement confiance. Quand je suis allée à Moscou (du 23 au 25 mars), il m'a dit que la cassette vidéo compromettante (sur des ébats sexuels supposés de M. Skouratov) était fausse. Les magistrats qui travaillent avec lui sont toujours en place et je reste en contact avec eux.

– Mais l'un d'eux, Mikhaïl Katychev, chef des enquêtes, ne vient-il pas d'être écarté de ce poste ?

– Non, d'après mes informations, M. Katychev n'a pas été écarté de son enquête, ou plutôt de ses enquêtes. Je me suis renseignée, il m'a dit qu'il continuait à travailler.

– Quel était le but de votre dernière visite à Moscou ?

– J'avais besoin de voir M. Skouratov et ses adjoints, de recueillir des informations sur les enquêtes en cours à Moscou. Or, comme vous le savez, il est difficile de faire cela au téléphone... J'ai trois commissions rogatoires sur la corruption de hauts fonctionnaires à exécuter.

– Vous parlez de l'« affaire Mabetex », cette société de construction suisse soupçonnée d'avoir versée des pots-de-vin à de très hauts fonctionnaires proches du Kremlin en échange de marchés ?

– C'est une enquête dans laquelle figure aussi cette entreprise, mais il n'y a pas qu'elle. J'ai déjà réuni beaucoup de documentation. En allant à Moscou, je voulais chercher des informations pour savoir si cette documentation était pertinente avec l'enquête en cours en Russie. De plus, j'ai transmis d'autres commissions rogatoires, émanant de mes collègues des cantons suisses.

– N'êtes-vous pas au cœur d'une affaire politiquement explosive, une sorte de « Kremlingate » qui vous dépasse... ?

– Aucune affaire ne me dépasse. Je suis concernée quand il s'agit d'une procédure pénale et que de l'argent sale peut être introduit dans les banques suisses. Je suis consciente qu'il s'agit ici d'une affaire très sensible, mais ce n'est pas moi qui mène l'enquête : je ne fais qu'aider mes homologues russes.

> « A force d'additionner des millions et des millions, j'ai fini par arrêter »

– A Moscou, on vous a déjà accusée de faire le jeu des communistes ?

– Mon travail n'a rien à voir avec la politique. Nous avons eu d'autres cas sensibles avec le Pakistan et l'Italie. Ou on reste objectif, ou on change de métier.

– Dans « l'affaire Mabetex », vous n'avez reçu que trois commissions rogatoires ?

– Dans cette affaire de corruption liée à des travaux de construction, oui. Mais, il y a d'autres affaires. Des commissions rogatoires russes ont déjà été exécutées dans le cadre de deux autres enquêtes, qui, apparemment, touchent aussi des personnes haut placées. Seulement la presse ne s'en est pas saisie et cela s'est passé sans clameurs, ce qui est bien.

– Avez-vous transmis des documents ou fait d'autres perquisitions dans le cadre de l'affaire Mabetex ?

– Oui, il y a eu d'autres perquisitions... Mais je ne peux pas vous en dire plus. Nous n'avons pas encore transmis de documents à Moscou. Mais j'ai déjà rédigé une ordonnance de transmission. Selon la législation suisse, les personnes ou les sociétés concernées sont averties et peuvent faire recours auprès de notre tribunal fédéral, si elles ne souhaitent pas que ces pièces soient transmises à Moscou. Trois ou quatre recours sont déjà arrivés au Tribunal fédéral.

– Cela veut dire que les personnes concernées peuvent refuser que le détail de leur compte bancaire soit communiqué ?

– Oui.

– N'est-il question que de corruption dans cette enquête ?

– Il est question de corruption, de blanchiment d'argent et de ce que les Russes appellent « abus de pouvoir », notion plus large que la corruption.

– Existe-t-il des évaluations fiables sur le montant d'argent sale russe déposé en Suisse ?

– Il y en a. En 1995, notre ministère de la justice avait demandé à un groupe d'enquêteurs de faire un rapport. On parlait de 40 à 50 milliards de dollars. Pour la Suisse, il n'y a pas de statistiques précises. Quand je recevais des commissions rogatoires concernant l'opération « Mains propres » en Italie, au début, je tenais le compte. Mais à force d'additionner des millions et des millions, j'ai fini par arrêter.

– S'agit-il de sommes aussi importantes avec la Russie ?

– C'est des sommes importantes... Très importantes.

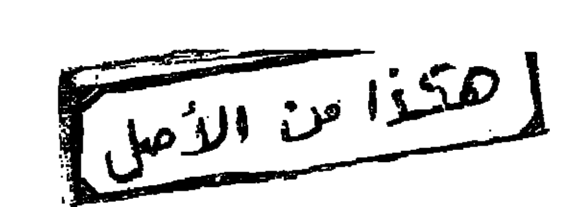
– Votre attention avait-t-elle déjà été attirée sur les personnes concernées avant que M. Skouratov ne vous informe de ses enquêtes ?

– Oui. L'Office fédéral de la police avait déjà fait nombre de rapports des citoyens russes ayant des activités en Suisse, où ils avaient implanté des sociétés et brassé beaucoup d'argent. Les rapports émettaient des doutes, signalant que cela pouvait être de l'argent sale. Mais, en Suisse, la corruption de fonctionnaires étrangers n'est pas punissable, comme d'ailleurs nulle part en Europe. Là, nous sommes un peu « coincés ». Nous ne pouvons pas ouvrir des enquêtes, nous devons nous limiter à l'entraide judiciaire. Cette situation devrait changer. La Suisse vient en effet de signer une convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption.

– Iouri Skouratov, juste avant d'être suspendu, avait parlé de " trente ou quarante personnalités russes connues, possédant des comptes en Suisse alimentés par l'argent du milieu ". Qu'en est-il ?

– C'est le parquet russe qui enquête en Russie. Je ne suis pas au courant des détails. Il est toutefois possible que nous recevions d'autres commissions rogatoires. »

Propos recueillis par
Agathe Duparc



L'ancien chef de la garde présidentielle est nommé par l'armée à la tête du Niger

Le commandant Wanké a organisé l'assassinat du président Baré Maïnassara

Le commandant Daouda Mallam Wanké a été nommé, dimanche 11 avril, chef de l'Etat par le Conseil de réconciliation nationale. Selon le porte-parole de l'armée, ce Conseil est mis en place pour neuf mois. Il détient les pouvoirs exécutif et législatif. La Constitution du 12 mai 1996 a été suspendue et les principales institutions républicaines ont été dissoutes. Les élections locales du 7 février ont été annulées.

NIAMEY
de notre envoyé spécial

Vendredi 9 avril, le commandant Tili Gaoh était un homme redouté dans tout le Niger. Responsable de la sécurité rapprochée du président de la République, l'opposition le présentait comme l'exécuteur des basses œuvres du régime. Dimanche, le commandant Tili est sur une chaise roulante et la hiérarchie militaire a quitté la capitale, Niamey, pour assister aux obsèques du président Baré Maïnassara (*Le Monde* daté 11 et 12 avril), dans son village natal.

Amputé d'une jambe, touché aux bras et au visage, le commandant Tili est resté à l'hôpital. Il raconte l'attentat qui a coûté la vie au général Ibrahim Baré Maïnassara, lui-même arrivé au pouvoir à la suite d'un coup d'Etat, le 27 janvier 1996. *Le président s'apprêtait à embarquer dans un hélicoptère à destination de l'ouest du pays. « J'ai entendu deux coups de feu,* raconte le commandant. *Je me suis tourné vers les soldats que nous venions de passer en revue. Je n'ai pas deviné que les tirs venaient d'un autre côté. »*

Répondant à ces tirs, sans doute un signal, deux automitrailleuses sont apparues et ont ouvert le feu sur Ibrahim Baré Maïnassara. *« La première rafale a touché le président et m'a broyé la cheville. J'ai appelé le chauffeur. Il a foncé, mais il a commis l'erreur d'ouvrir sa porte et il a été touché. Le président était encore vivant, il récitait des versets du Coran et disait " ça va, ça va ". Deux officiers ont essayé de le porter jusqu'à la voiture et une nouvelle rafale l'a tué. »*



L'attentat a été commis à la mitrailleuse de calibre 12,7. Le commandant affirme ne pas être animé par l'esprit de vengeance, mais espérer que la justice militaire suivra son cours. Le premier ministre et le chef de la garde présidentielle ont affirmé que la mort du président était accidentelle. Le chef de la garde a cependant été nommé, dimanche soir, à la tête de l'Etat.

Les obsèques du président Maïnassara avaient eu lieu dans la matinée. A la levée du corps, des éléments de la garde – l'unité qui a organisé l'attentat – côtoyaient la famille et les proches du défunt. Le chef d'état-major, Moussa Moumouni Dermakoye, absent du pays lors de l'assassinat, gardait un mutisme total. Il a refusé d'assumer la direction du Niger, afin de ne pas cautionner l'assassinat du président. Il a été limogé par le nouveau chef de l'Etat.

L'armée nigérienne, comme beaucoup d'autres dans la région, *est malade.* De ne pas être payée régulièrement, d'être mal équipée, et *– spécifité nigérienne –* d'avoir assumé vingt années de pouvoir depuis l'indépendance en 1960, ce qui fait de chaque officier supérieur un préfet ou un ministre potentiel.

Déjà, en 1996, le président Baré avait été lui-même auteur d'un coup d'Etat en Afrique francophone après la vague de démocratisation. Aujourd'hui, c'est le chef de sa garde personnelle, le commandant Daouda Mallam Wanké, qui accède au pouvoir après avoir organisé l'assassinat de son prédécesseur.

Les bailleurs de fonds, dont le Niger dépend étroitement, sont restés discrets face à cette entorse aux règles qui sont censées régir la nouvelle Afrique. Ce sont les autres pays africains – Togo, Côte d'Ivoire, Nigeria – qui ont protesté le plus vigoureusement contre l'assassinat du président Baré. Des Etats qui ne sont pas tous irréprochables quant au respect des règles démocratiques. Mais au fil des années, un tabou s'était instauré en Afrique de l'Ouest : celui du recours ouvert à la violence contre les responsables de l'Etat. En le brisant, les nouveaux maîtres du Niger font courir un grand risque à leur pays et à la région.

Thomas Sotinel

PROFIL

DAOUDA MALLAM WANKÉ, NOUVEL HOMME FORT

Le commandant Daouda Mallam Wanké, nommé, dimanche 11 avril, chef de l'Etat du Niger par un Conseil de réconciliation nationale composé uniquement de militaires, a la réputation d'être un soldat modeste, intègre et ferme.

Silencieux depuis l'assassinat, vendredi, du président Ibrahim Baré Maïnassara par la garde présidentielle qu'il dirigeait, le commandant Wanké avait cependant affirmé que la mort du président était *« un malencontreux accident »*. Une thèse démentie par tous les témoignages recueillis à Niamey. Plusieurs sources diplomatiques ont affirmé qu'il avait pris part lui-même à l'assassinat de l'homme qu'il avait la charge de protéger. Son absence, dimanche, aux obsèques du chef de l'Etat défunt a été remarquée.

Peu connu des Nigériens, le commandant Wanké est présenté par ceux qui le connaissent comme un « *blagueur jovial* » aimant raconter des histoires pour distraire ses amis. Jusqu'à dimanche, officiers et hommes politiques nigériens estimaient qu'il ne pouvait pas assumer les plus hautes charges de l'Etat, car il n'avait pas un grade suffisamment élevé dans l'armée. Le président Maïnassara était colonel lorsqu'il est arrivé au pouvoir par un coup d'Etat le 27 janvier 1996 avant d'être promu général.

Le commandant Wanké était à ses côtés lors de ce coup d'Etat réalisé par douze officiers qui avaient formé un Conseil de salut national. Nommé chef de la garde présidentielle par le défunt président, il ne s'était plus mêlé ouvertement de politique. Homme de terrain, le commandant Wanké – né à Yelou en 1954, dans la région de Gaya, à 170 kilomètres au sud de Niamey – est de l'ethnie haoussa-tchanga, comme l'était le général Maïnassara.

De 1974 à 1977, il a fréquenté l'Ecole d'application du génie en Algérie, puis l'Académie militaire d'Antsirabe de 1980 à 1983. Il est ensuite entré à l'Ecole d'application des artilleurs en France. – *(AFP, Reuters.)*

Un « faucon » médiatique antiaméricain a été élu gouverneur de Tokyo

TOKYO
de notre correspondant

Dans les élections, dimanche 11 avril, pour le renouvellement du mandat de gouverneur dans douze préfectures, les yeux étaient tournés vers Tokyo. Le scrutin y a toujours eu une signification politique ; il est en outre le premier test électoral depuis l'arrivée au pouvoir du premier ministre, Keizo Obuchi, en juillet 1998. Aussi, l'élection de Shintaro Ishihara, vedette médiatique (romancier populaire et ancien ministre) qui cultive une image de « faucon » pourfendeur des bureaucrates et champion d'un Japon « viril », sachant tenir tête aux Américains, d'un *Japon qui peut dire non* (titre d'un pamphlet qu'il a publié en 1989) est révélatrice du malaise ressenti par beaucoup de Japonais inquiets de l'enlisement du pays dans une crise qui se traduit par des mutations sociales douloureuses. Avec un taux de participation (57,8 %) supérieur à 1995, les électeurs ont voté pour M. Ishihara en espérant ouvrir une brèche dans cette grisaille, écrit l'*Asahi*. *« Si Tokyo change, le Japon changera »*, a promis le nouveau gouverneur.

M. Ishihara, soixante-six ans, a été élu avec une confortable avance (+ 30 % des voix) sur ses adversaires Kunio Hatoyama (Parti démocrate) et Yoichi Masuzoe (indépendant). Le piètre résultat du candidat du parti gouvernemental (libéral démocrate), Yasushi Akashi, ancien secrétaire général adjoint des Nations unies, arrivé en quatrième position, va provoquer des turbulences au sein de sa direction empêtrée dans ses luttes internes. Mais cela ne devrait pas affecter la position du premier ministre *dont le mandat expire en septembre.*

A Osaka, où le gouverneur sortant « Knock » Yokoyama, un comédien populaire, a été réélu, le PLD n'avait pas pu présenter de candidat. Le recul du PLD est aussi sensible dans les conseils généraux, alors que les communistes y doublent leurs sièges.

La victoire de M. Ishihara ramène au centre de l'arène politique une personnalité qui tranche par ses formules emportées. En renonçant à son siège parlementaire il y a quatre ans, M. Ishihara avait déclaré : *« Le Japon est devenu un pays d'eunuques. »*

Après avoir reçu le prix littéraire Akutagawa en 1956, à l'âge de vingt-trois ans, pour le roman *La Saison du soleil* inspiré du *Diable au corps* de Raymond Radiguet, il *commença à la fin des années 60* une carrière politique à la droite du PLD. Son nationalisme est plus romantique que doctrinaire. C'est surtout sa personnalité qui a décidé de l'issue de l'élection, même si son courroux de voir le Japon devenir une *« colonie des Etats-Unis »* a des échos dans une frange de la population agacée par l'arrogance américaine. *« Dans la crise de confiance actuelle, son machisme rassure »*, estime le commentateur politique Minoru Morita.

C'est la première fois que Tokyo a un gouverneur anti-américain et perçu, en Chine et en Corée, comme un nationaliste. Dans ses nouvelles fonctions, M. Ishihara devra cependant s'attaquer à des problèmes concrets tels que le déficit alarmant d'un budget qui s'élève à près du double de celui de New York : 6 300 milliards de yens (48 milliards d'euros) en 1998.

Philippe Pons

L'Inde teste son missile Agni-2 à capacité nucléaire

NEW DELHI
de notre correspondante en Asie du Sud

Près d'un an après avoir procédé à cinq essais nucléaires, l'Inde a testé, officiellement avec succès, dimanche 11 avril, une version améliorée de son missile balistique de moyenne portée, l'Agni-2. *« Aujourd'hui est un grand jour pour l'Inde »*, s'est félicité le ministre de la défense, Georges Fernandès, qui a précisé que l'Agni-2, d'une portée supérieure à 2000 km, avait été tiré d'une île de la baie du Bengale à 9 h 47 locales, emportant une charge substantielle, et avait atteint son point d'impact onze minutes plus tard. Toujours selon M. Fernandès, l'Agni, qui est prévu pour recevoir une charge nucléaire *ou conventionnelle de 1000 kg*, est désormais opérationnel.

Le Pakistan, *conformément* à l'engagement pris lors de la visite du premier ministre indien, M. Atal Bihari Vajpayee, à Lahore, le 17 février, avait été préalablement averti de ce lancement. Il n'en a pas moins vivement réagi. *« Nous sommes déçus et inquiets »*, a affirmé le chef de la diplomatie pakistanaise, M. Sartaj Aziz, qui a ajouté : *« Nous avions décidé la retenue, mais, maintenant, le Pakistan devra décider dans les deux ou trois jours comment répondre à ce test. »* Les Etats-Unis, qui, comme chacun des membres du Conseil de sécurité de l'ONU, avaient été aussi avertis, l'ont regretté, appellant les deux parties à ne pas s'engager dans une course aux armements.

Face à la détermination de l'Inde à poursuivre un programme de dissuasion crédible, les Etats-Unis s'étaient récemment résignés à la voir poursuivre ses tests de missiles balistiques. Balayant les critiques, M. Fernandès a affirmé : *« Personne ne peut faire pression sur nous, et l'Inde ne fera aucun compromis avec qui que ce soit sur sa sécurité nationale. »*

Puissances nucléaires, l'Inde et le Pakistan poursuivent chacune un programme de développement de missiles. Au grand dam de l'Inde, qui accuse Islamabad de bénéficier d'un soutien technique chinois, le Pakistan avait, le 6 avril 1998, testé le Ghauri, missile balistique de 1500 km de portée.

RENTRÉE PARLEMENTAIRE

L'Agni – dont le nom signifie « feu » en sanscrit – avait été testé pour la première fois en 1992 dans une version de 1500 km. Après un troisième test en 1994, le programme avait été un moment interrompu devant les critiques internationales, mais avait été relancé en 1997. Le missile, d'une longueur de 20 mètres, a été vu pour la première fois en public cette année lors du défilé militaire du jour de la République, le 26 janvier. Le film diffusé sur ce dernier test montre le missile lancé d'une rampe mobile. Sa portée lui permet théoriquement d'atteindre en profondeur le Pakistan et certaines parties de la Chine. Avec le Prithvi (à la portée de 150 à 200 km), l'Agni devrait être la pièce maîtresse du système de lancement des armes nucléaires indiennes.

Ce test intervient à un moment où le gouvernement, dirigé par les nationalistes hindous du Bharatiya Janata Party (Parti du peuple indien), est menacé, du fait de la défection probable d'un de ses principaux alliés. La rentrée parlementaire, jeudi, permettra de voir si cet acte donnera un répit au gouvernement de M. Vajpayee.

Françoise Chipaux

Le premier ministre russe dément avoir une ambition présidentielle

MOSCOU. Le premier ministre russe, Evgueni Primakov, est *« résolument contre »* la procédure de destitution du président Boris Eltsine, *qui pourrait être examinée par la Douma jeudi 15 avril.* Dans une intervention télévisée, samedi 10 avril, M. Primakov a jugé cette procédure *« contre-productive et dangereuse ». « Je veux que le président aille jusqu'au terme de son mandat constitutionnel et suis catégoriquement opposé à la tenue d'élections présidentielle et législatives anticipées »*, a-t-il dit. Face aux rumeurs qui, ces derniers jours, annonçaient son limogeage, le premier ministre a réaffirmé qu'il n'avait *« ni l'ambition ni le souhait de participer à l'élection présidentielle ». « Je ne m'agrippe pas non plus à mon fauteuil de premier ministre »*, a-t-il ajouté. Dimanche, un sondage d'opinion réalisé pour la chaîne de télévision NTV indiquait que M. Primakov, en cas d'élection présidentielle, l'emporterait largement au second tour. – *(Corresp.)*

Nouveau massacre de civils au Timor oriental, selon un groupe indépendantiste

DJAKARTA. Un porte-parole indépendantiste du Timor oriental a accusé, dimanche 11 avril, des soldats *indonésiens d'avoir* tué treize civils qui se déplaçaient en minibus dans l'ancienne colonie portugaise. Ma*nuel Carrascalao, président du Mouvement* pour la réconciliation et l'unité des Est-Timorais, a déclaré depuis Dili, la capitale du territoire, *que ce nouveau massacre* avait eu lieu la veille à Ermera, à 25 km de Dili, à peu près au moment où un militant indépendantiste était assas*siné dans* la même région. Les civils auraient été tués parce qu'on les soupçonnait d'aider les rebelles séparatistes.
Ermera est situé à quelques kilomètres de Liquisa, où 25 personnes auraient été assassinées le 6 avril, selon l'évêque Carlos Belo. D'autres ont avancé le chiffre de 5 à 57 morts. Devant l'escalade des violences, Mgr Belo, prix Nobel de la paix 1996, a annoncé samedi qu'il suspendait sa médiation entre les partisans de l'intégration au sein de l'Indonésie et les Timorais favorables à l'indépendance. – *(Reuters.)*

En Colombie, des pluies diluviennes provoquent 25 morts et 41 disparus

BOGOTA. Huit personnes ont été tuées, trois blessées et une autre a disparu dimanche lors de glissements de terrain en Colombie, portant à 25 morts et 41 disparus le dernier bilan des victimes provoquées par les pluies torrentielles qui s'abattent sur le pays, ont annoncé les autorités. Selon le bureau gouvernemental de prévention des catastrophes, les pluies ont touché depuis deux semaines 8 des 32 départements du pays, faisant déborder les principaux cours d'eau. Les localités les plus affectées se situent dans les départements de Cauca, Narino, Valle (sud-ouest) et Cundinamarca (centre), dont Bogota est la capitale et où les autorités civiles ont décrété l'état d'alerte maximale. – *(AFP.)*

Le Zimbabwe rompt ses relations avec le FMI et la Banque mondiale

HARARE. Le parti au pouvoir au Zimbabwe a décidé de couper les ponts avec le Fonds monétaire *international* (FMI) et la Banque mondiale (BM) au terme de vains efforts pour obtenir un financement de *ces deux organismes au cours des derniers mois, a rapporté* dimanche 11 avril un journal gouvernemental. *Le Sunday Mail* cite le mi*nistre de l'industrie et du commerce, déclarant que d'autres sources de* financement devaient être recherchées. Le FMI et la Banque mondiale *ont été les principaux bailleurs de fonds du Zimbabwe* depuis les réformes engagées en 1991 en faveur de l'économie de marché. Les deux institutions ont suspendu une aide de quelque 53 millions de dollars depuis sept mois en raison de la politique suivie par Harare de redistribution des terres et de son implication militaire dans le conflit en République démocratique du Congo. – *(AFP, AP.)*

DÉPÊCHES

■ **IRAK : des chasseurs américains F-18** *ont attaqué dimanche* 11 avril deux sites de missiles air-sol dans le sud de l'Irak en réponse à une attaque par missile contre des avions de la coalition samedi et des tirs de DCA dimanche, a-t-on appris auprès du Commandement central des forces américaines (USCC), basé en Floride. Selon Bagdad, deux Irakiens ont été tués et neuf autres blessés dans ces raids. – *(AFP.)*

■ **IRAN : le chargé d'affaires irakien à Téhéran** a été convoqué, dimanche 11 avril, au ministère des affaires étrangères après l'assassinat samedi du général iranien Ali Sayad Chirazi, revendiqué par les Moudjahidine du Peuple, basés en Irak. Les autorités iraniennes ont *« protesté »* auprès du diplomate contre *« le soutien de l'Irak au groupe terroriste des Moudjahidine du Peuple »* et affirmé que *« de tels incidents affectent irréparablement les relations bilatérales ».* – *(AFP.)*

■ **Le président iranien, Mohamad Khatami,** a accepté, dimanche 11 avril, de se rendre en visite officielle à Bonn, à l'invitation du chancelier Gerhard Schröder. L'invitation lui a été transmise par le ministre à la chancellerie, Bodo Hombach, en visite à Téhéran depuis samedi. – *(AFP.)*

■ ***RUSSIE : un garde-frontière*** russe a été tué dimanche dans une escarmouche avec des contrebandiers, rapporte Interfax. L'échange de tirs près de l'île de Chechen, dans la mer Caspienne, a blessé deux autres gardes. Le trafic pour le caviar est très intense dans la région, qui est le principal producteur d'esturgeons. L'espèce est très menacée par la surexploitation et la pollution. – *(AP.)*

Un million de décès liés au travail chaque année, selon le BIT

GENÈVE. Il y a chaque année plus d'un million de décès liés au travail, tandis que des centaines de millions de travailleurs dans le monde sont victimes d'accidents et exposés à des produits dangereux, selon le Bureau international du travail (BIT). A la veille du Congrès mondial sur la santé et la sécurité du travail de Sao Paulo (Brésil), le BIT fait état de 250 millions d'accidents professionnels annuels entraînant des arrêts de travail. Quelque 3 000 personnes sont tuées chaque jour *« par leur travail »*. L'amiante est à elle seule responsable du décès de 10 000 travailleurs par an, selon l'organisation.
Douze millions d'accidents professionnels touchent des enfants qui travaillent et chaque année 12 000 en moyenne sont mortels. Le nombre de décès liés au travail dépasse les moyennes actuelles des morts par accidents de la route (990 000), par les conflits armés (502 000), par la violence (563 000) et par le sida (312 000), affirme le BIT. – *(AFP.)*

Contradictions hispani...

…emier ministre russe dément
…une ambition présidentielle

…eau massacre de civils
…mor oriental, selon un groupe
…pendantiste

…olombie, des pluies diluvienn…
…oquent 25 morts et 41 dispar…

…mbabwe rompt ses relation…
…le FMI et la Banque mondia…

…illion de décès liés au tabac…
…e année selon l'…

هكذا من الأصل

PARIS La préparation des élections européennes donne lieu, à Paris, à un regain de tension au sein de la droite et, principalement, du RPR. Le maire, Jean Tiberi, envisage d'annoncer sa candidature aux élections municipales de 2001 afin de couper court aux manœuvres de ses rivaux, qu'il estime encouragées ou, du moins, tolérées par la direction de son parti, c'est-à-dire par Philippe Séguin et Nicolas Sarkozy. ● PARMI les arrondissements « fragiles » de la droite, où la décision pourrait se faire dans deux ans, figure le 12e, théâtre d'un conflit apparemment insoluble entre le maire de l'arrondissement, Jean-François Pernin (UDF), et le député, Jean de Gaulle (RPR). ● LA GAUCHE observe les événements sans bouger, mais elle recèle aussi des conflits, tel celui que le président du groupe socialiste du Conseil de Paris, Bertrand Delanoë a failli provoquer dans le 5e.

Guerre des nerfs entre l'Hôtel de Ville et la direction du RPR

Craignant d'être pris de court, au lendemain des élections européennes de juin, par une offensive de ses rivaux, Jean Tiberi envisage d'engager ouvertement la bataille en déclarant sa candidature à sa propre succession comme maire de la capitale

PRIS en tenaille entre la direction du RPR, dont il sait qu'elle n'a pas l'intention de le choisir comme candidat à sa propre succession, et les élus de base, tentés de rejoindre des réseaux ennemis s'ils le sentent en position de faiblesse, Jean Tiberi adresse sommation sur sommation à son propre parti. Durant la dizaine de jours qui ont précédé la séance du Conseil de Paris, lundi 12 avril, le maire de Paris a tenu de multiples réunions, en petit comité, afin de trouver la riposte la mieux adaptée à la stratégie de déstabilisation dont il estime faire l'objet.

Son proche entourage est partagé sur l'opportunité d'une déclaration de candidature avant les élections européennes. Jean-François Legaret, adjoint chargé des finances, a défendu une position « légitimiste », consistant à ne pas troubler la campagne européenne de Philippe Séguin, comme celui-ci l'a fermement demandé dans une lettre écrite, le 26 mars, à l'intention des adhérents de la fédération RPR de Paris. *« Il faut casser le calendrier par des actions inopinées »*, estime au contraire Bernard Bled, secrétaire général de la Ville, persuadé que *« le jeu trop bien huilé du RPR, s'il va à son terme, exclut Jean Tiberi »*. Si cette thèse l'emporte, M. Tiberi pourrait, dès les prochains jours, se déclarer candidat et publier la liste de « ses » vingt chefs de file d'arrondissement.

ARMISTICE TEMPORAIRE

« Son travail de gestion de la Ville ne suffit plus. Il faut montrer l'existence d'une organisation politique autour de lui », estime M. Bled, qui affirme que les *« noyaux durs »* de cette organisation sont déjà en place. Le danger vient des *« ventres mous »* constitués par certains arrondissements en proie à des rivalités de personnes. Laissés dans l'incertitude, les réseaux locaux, militants ou associatifs, risquent de basculer, travaillés au corps par les rivaux potentiels du maire en place.

Ainsi, dans le 9e, M. Tiberi devrait prendre parti en faveur du député Pierre Lellouche (RPR), en guerre ouverte avec Vincent Reina (RPR), porte-parole de la fédération, qui s'est mis à dos, aussi, le maire de l'arrondissement, Gabriel Kaspereit (RPR). Dans le 4e, pourquoi ne pas soutenir Laurent Dominati, lieutenant d'Alain Madelin à Démocratie libérale ? *« Il présente l'avantage de tenir le terrain... Le véritable adversaire de M. Tiberi n'est pas M. Madelin, pour l'instant, mais M. Balladur, manœuvré par Nicolas Sarkozy »*, analyse M. Bled, qui pense avoir convaincu M. Tiberi sur ce point. Cet armistice présenterait l'avantage, au sein de la majorité municipale, de préserver les relations de M. Tiberi avec son premier adjoint, Jacques Dominati, président du groupe DL. Celui-ci ne se cache pas d'attiser les braises sous la bouilloire RPR, dont les divisions, ici ou là, peuvent servir ses intérêts, comme dans le 12e arrondissement *(lire ci-dessous)*.

Le 9 avril, au cours d'une conférence de presse préalable à la séance du Conseil, M. Tiberi a distillé des avertissements visant clairement l'ancien premier ministre. Flanqué de deux de ses adjoints, Philippe Goujon, principal lieutenant de M. Balladur à Paris, et Patrick Trémège, qui œuvre pour M. Madelin dans le 14e arrondissement, le maire s'en est pris aux *« entourages »*, qui font du *« zèle excessif »*. *« Que certains s'intéressent à leurs ambitions personnelles, je trouve ça ridicule, affligeant et condamnable. Il faut que cela s'arrête. Ce qui s'est passé il y a quelques mois* [l'offensive manquée de Jacques Toubon] *a laissé un effet déplorable. On a retrouvé l'union. Ceux qui s'amusent à recréer ce climat inacceptable prendraient une responsabilité grave sur le plan de la vie politique »*, a insisté M. Tiberi. M. Goujon, blême, n'a pas réagi ; M. Trémège, goguenard, non plus.

MENACES D'EXCLUSION

La veille, un sondage publié par *Valeurs actuelles* (daté 10-16 avril), réalisé par l'institut Louis-Harris les 29 et 30 mars auprès d'un échantillon de 557 personnes représentatif de la population parisienne inscrite sur les listes électorales, désignait M. Balladur comme *« meilleur candidat pour les électeurs de droite »*, avec 27 % d'opinions favorables. Après lui, M. Madelin (26 %), M. Sarkozy (16 %) et Françoise de Panafieu (15 %), M. Tiberi fermant la marche avec 6 %. M. Bled conteste la valeur des sondages publiés ces temps-ci, en soulignant notamment qu'ils sont effectués sur des échantillons de population peu nombreux.

M. Séguin a exprimé sa crainte d'une « municipalisation » de sa campagne européenne à Paris. M. Tiberi, *qui avait paru souscrire* à cette analyse, est désormais tenté de profiter du phénomène et de l'accentuer en se déclarant candidat à sa propre succession sans attendre le 13 juin. Après ses menaces de vendredi, la direction du RPR s'est agitée autour de l'idée que, *si le maire de Paris ne respectait pas l'accord prévoyant que le candidat sera désigné par la commission d'investiture de la Rue de Lille, il pourrait se voir exclu du parti.*

Cette éventualité laisse de marbre les partisans de la ligne « dure ». *« M. Séguin n'a pas exclu M. Toubon en 1998. Il n'a pas exclu Charles Pasqua, pourtant candidat contre lui aux européennes. Pourrait-il vraiment exclure M. Tiberi ? »*, ironise M. Bled. Ce dernier avait été un des principaux artisans de la riposte à l'offensive Toubon, il y a un an, préconisant des sanctions impitoyables contre les frondeurs. A cette occasion, M. Tiberi avait brisé l'image d'homme faible et indécis qui lui collait à la peau.

S'il mettait ses menaces à exécution, aujourd'hui, le maire de Paris démentirait une autre opinion répandue à son sujet : le « légaliste », le « légitimiste » qui ne manque pas une occasion de s'abriter derrière le formalisme des institutions, se révélerait, contre toute attente, capable d'entrer en rébellion contre son propre camp !

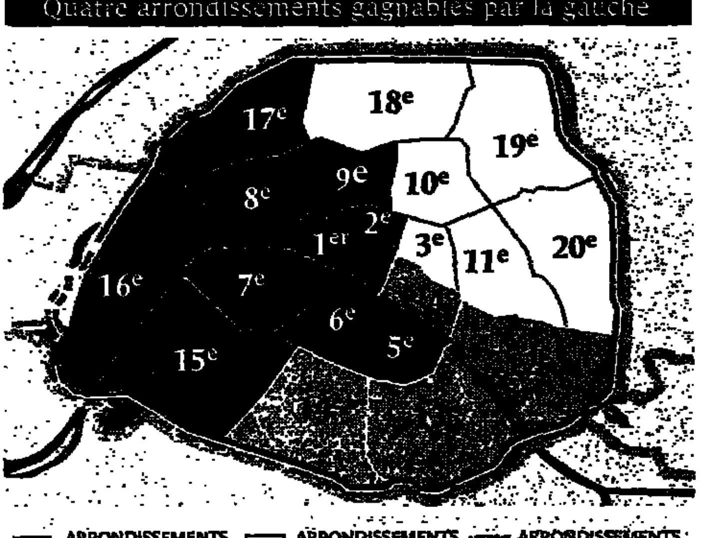
Pascale Sauvage

Une pression croissante depuis 1995

● **Aux élections municipales de 1995,** les listes d'union de la gauche, sous la conduite de Bertrand Delanoë, avaient emporté six des vingt arrondissements avec 46,46 % des suffrages, la majorité ayant réalisé un score de 47,90 %, et le Front national, 5,62 %.

● **Deux ans plus tard,** aux élections législatives, la gauche a transformé l'essai des municipales en prenant sept des dix-neuf sièges occupés par la majorité *municipale depuis* 1993. Elle progresse dans les arrondissements de l'est et obtient au premier tour 42,14 % des suffrages exprimés, contre 40,97 % à la droite.

● **Aux élections régionales de 1998,** la liste conduite par Edouard Balladur arrive en tête dans la capitale, avec 39,61 % des suffrages contre 35,49 % à celle de son adversaire socialiste, Marie-Pierre de la Gontrie. Le scrutin proportionnel confirme l'ancrage à gauche des six arrondissements conquis aux municipales de 1995. Il recoupe le scrutin majoritaire des législatives en révélant la progression de la gauche dans les 4e, 13e, et 14e arrondissements. Le 2e, peu peuplé, est moins révélateur de la progression globale de la gauche. *Le 12e, en revanche, crée la* surprise : droite RPR-UDF (37,37 %) et gauche plurielle (37,27 %) sont au coude à coude. Pour la première fois, le PS envisage la possibilité de gagner cet arrondissement, à condition de bénéficier d'un élan de la gauche dans la capitale.



Agitation sur les bancs de l'UDF parisienne

Un des enseignements attendus des élections européennes sera la mesure – donnée par le score de la liste de François Bayrou – du poids, dans la capitale, de l'UDF. Dirigé par Yves Galland (Parti radical), qui avait participé à la tentative de « putsch » de Jacques Toubon (RPR), le groupe UDF du Conseil de Paris, dont l'effectif est de neuf membres, avait voté contre le budget de M. Tiberi, fin 1998.

M. Galland a bien l'intention de faire entendre sa différence. Par écrit, il a demandé à M. Tiberi de réunir de nouveau, et *« régulièrement »*, l'intergroupe de la majorité municipale, institué pour ressouder celle-ci après la dissolution du groupe dissident présidé par M. Toubon entre avril et juillet 1998. *« Nos éventuelles divergences n'ont plus aucune chance d'être réglées préalablement aux séances plénières, au cours desquelles apparaissent malheureusement nos désaccords »*, prévient M. Galland.

Bertrand Delanoë en quête d'une rampe de lancement pour 2001

UN DISCRET tête-à-tête, le 31 mars, entre Bertrand Delanoë, sénateur et président du *groupe socialiste du Conseil de Paris, et Lyne* Cohen-Solal, adversaire de Jean Tiberi aux élections législatives de 1997, a évité l'embra*sement de la fédération socialiste* de la capitale. Pendant plusieurs jours, en effet, l'hypothèse d'une candidature de M. Delanoë aux élections municipales de 2001 dans le 5e arrondissement, fief historique du maire de Paris, a agité les secrétaires de section et dérouté quelques militants de l'arrondissement en question.

La place accordée à M. Delanoë dans le premier numéro du journal des socialistes du 5e arrondissement, intitulé *5e autrement*, est en grande partie à l'origine de ce trouble. Conseiller du 18e arrondissement, celui qui fut *le chef de file du PS aux municipales de 1995* s'exprime sur deux des quatre pages, dont la première en quasi-totalité, photographie à l'appui. Deux des questions qui lui sont posées portent spécifiquement sur l'arrondissement où Mme Cohen-Solal avait créé la surprise en mettant M. Tiberi, pour la première fois, en ballottage aux élections législatives de 1997. Si Mme Cohen-Solal s'exprime dans ce journal de *section, c'est en tant que conseillère régionale* et uniquement sur le thème de l'environnement. A aucun moment n'est rappelé son combat contre le *maire de Paris*. Cette parution a coïncidé avec le sentiment que les relations se tendaient entre Daniel Vaillant, maire du 18e arrondissement et ministre des relations avec le Parlement, et M. Delanoë, en deuxième place sur sa liste en 1995. Quand il s'agissait, cette année-là, pour la gauche, de gagner deux ou trois arrondissements – elle en a finalement emporté six –, il était relativement facile de s'entendre. Maintenant que la mairie de Paris semble accessible à la gauche, les rivalités s'exacerbent.

« JAMAIS JE NE QUITTERAI MONTMARTRE »

MM. Delanoë et Vaillant étant tous deux des candidats potentiels à la succession de M. Tiberi, il semble plausible, dans les rangs socialistes, qu'ils aient intérêt à développer chacun une stratégie personnelle. M. Delanoë, dans ce contexte, pourrait rechercher un combat au sommet dans un arrondissement névralgique de la bataille municipale : affronter M. Tiberi, *qui, s'il n'est plus maire du 5e, n'en a jamais lâ*ché les rênes, serait plus porteur que de figurer en bonne position sur la liste de M. Vaillant. D'autant que la deuxième place pourrait, parité oblige, revenir à une femme et que les partenaires du PS revendiqueront de figurer, eux aussi, au sommet.

« C'est méconnaître les équilibres politiques de l'arrondissement que d'envisager un tel cas de figure », proteste M. Delanoë, qui affirme que, s'il est candidat à Paris en 2001, ce sera *« en deuxième place sur la liste du 18e et nulle part ailleurs »*. *« Jamais je ne quitterai Montmartre »*, jure-t-il, reconnaissant volontiers la *« légitimité de Lyne Cohen-Solal à conduire la liste socialiste dans le 5e arrondissement »*. *Il n'empêche que celle-ci a préféré prendre* les devants en provoquant une rencontre avec le sénateur, pour lui faire part de sa détermination à transformer, en 2001, son essai des législatives.

P. S.

Les querelles intestines de la droite offrent une chance à la gauche dans le 12e arrondissement

POUR PRENDRE Paris en 2001, la *gauche devra non seulement* conserver les six arrondissements qu'elle a remportés en 1995, mais aussi en gagner d'autres : le 13e, où elle a été largement majoritaire aux législatives et aux régionales ; le 14e, à sa portée « sur le papier ». Pour garder Paris, il est un arrondissement que la droite ne doit pas perdre : le 12e, qui, aux élec*tions régionales de 1998, a mis au* coude à coude gauche « plurielle » et coalition RPR-UDF.

A droite comme à gauche, on est d'accord pour en faire le point névralgique du combat de 2001. *« La gagne de Paris nous fera gagner le 12e plutôt que l'inverse »*, estime Eric Chevaillier, conseiller régional et secrétaire de la section PS de l'arrondissement, où il milite depuis vingt ans. Pour lui, le vrai test politique se joue là : si la gauche échoue dans cet arrondissement *sociologiquement ancré à droite* mais en proie aux déchirements de l'équipe municipale, c'est que le cru de 2001 n'aura pas été suffi*samment porteur pour le PS et ses* alliés. Un avertissement, un an avant l'échéance présidentielle.

La guéguerre quotidienne qui oppose le maire UDF, Jean-François Pernin, soutenu par son premier adjoint RPR, Jean-Pierre Bechter, au député RPR Jean de Gaulle, soutenu par l'adjoint au maire de Paris, Jean-Pierre Burriez *(DL), inquiète l'Hôtel de Ville* comme les états-majors du RPR, de DL et de l'UDF. L'arrondissement a toujours cultivé le particularisme d'une forte rivalité entre centristes et gaullistes. Sous l'autorité de Pierre de Bénouville (RPR), la « synthèse » des deux familles avait pu se réaliser : le centriste Paul Pernin règne sur la mairie à partir de 1983 ; la circonscription législative est définitivement attribuée au RPR en 1988, date du retour au scrutin majoritaire.

En 1993, M. de Bénouville décide de ne pas se représenter. Son suppléant, M. Bechter, par ailleurs conseiller général de Corrèze, est évincé par Jacques Chirac, en quête d'un point de chute pour *Jean de Gaulle, député sortant des* Deux-Sèvres, qui souhaitait se faire élire à Paris. Jean-François Pernin, dont il était convenu qu'il succéderait à son père à la mairie, est le suppléant du petit-fils du général de Gaulle, dont l'arrivée, selon lui, *« ouvre une période bizarre »*. Le nouveau député et le maire, M. Pernin père, ne s'entendent pas.

TRACTS ANONYMES

Le divorce est consommé lorsque la famille Pernin découvre – la création d'une association de financement de la campagne de M. de Gaulle étant publiée au *Journal officiel* – que M. de Gaulle envisage de se présenter en 1995 à la mairie d'arrondissement. L'accord RPR-UDF prévoit que la liste soit conduite par le RPR, mais que la mairie revienne à l'UDF. Finalement, Camille Cabana conduit la liste, où le député figure en quatrième place. M. Burriez, alors à l'UDF, lance l'idée d'être candidat, mais ne va pas au bout de cette démarche, ressentie comme une agression par M. Pernin fils, qui sera *élu comme* prévu.

La guerre est déclarée. Aux législatives de 1997, M. Bechter, avec le maire comme suppléant, se présente contre M. de Gaulle, secondé par M. Burriez. Chaque séance du conseil d'arrondissement donne lieu à des incidents, soit que M. de Gaulle et ses alliés n'y assistent pas, soit qu'ils *contestent le* maire. *Plusieurs* adjoints « gaullistes » ont été privés de délégation ; des tracts anonymes *circulent sur les uns comme* sur les autres. M. Cabana doit user de son autorité pour rétablir l'ordre en séance. Claude-Annick Tissot (RPR), qui a montré sa détermination, au conseil régional, face à l'ancien président de celui-ci, Michel Giraud (RPR), est muette. *« La droite vole très bas, ça abîme ses réseaux locaux, qui sont légitimistes et n'aiment pas le désordre »*, constate M. Chevaillier.

Conscient et ravi de l'enjeu qu'il représente pour 2001, M. Pernin « travaille » l'arrondissement, le seul que l'UDF ait conservé dans la capitale. M. Burriez a été intronisé candidat de Démocratie libérale par *la fédération parisienne du* parti d'Alain Madelin. Jean Tiberi ne parvient pas à vider la querelle entre M. Bechter et M. de Gaulle, dont on estime, à la fédération RPR de Paris, qu'il revient à M. Chirac de l'arbitrer.

En face, le PS cherche un candidat. Dominique Strauss-Kahn, pressenti pendant quelques mois, aurait renoncé, d'un commun accord avec les militants locaux : un candidat de cette envergure, trop *menaçant, risquerait de ressouder* la droite contre lui. La section socialiste garde aussi en mémoire la candidature de Pierre Joxe, chef de file des socialistes pour la Mairie de Paris, en 1989, et qui avait été « parachuté » au dernier moment dans l'arrondissement. Traumatisée par cette expérience malheureuse, la section, qui s'estime aujourd'hui reconstruite, souhaite se mettre au service d'un(e) candidat(e) d'un certain poids, mais désireux(se) de s'implanter durablement dans l'arrondissement.

P. S.

M. Pasqua rend M. Chevènement responsable de la rupture de ses contacts à gauche

M. de Villiers espère un rapprochement durable avec le sénateur RPR

M. Pasqua et M. de Villiers ont officialisé, samedi 10 avril, la constitution d'une liste commune aux élections européennes, baptisée Rassemblement pour la France et l'indépendance de l'Europe. Alors que le député de Vendée se satisfait pleinement de cet accord, le sénateur des Hauts-de-Seine s'est employé à convaincre ses partisans qu'en l'état une alliance avec la gauche « souverainiste » n'était pas possible.

LA CONTRACTION était inévitable. Du Rassemblement pour la République, cofondé, en 1976, par Charles Pasqua, et du Mouvement pour la France, présidé par Philippe de Villiers, est né, vendredi 9 avril, le « Rassemblement pour la France et *(en plus petits caractères)* l'indépendance de l'Europe ». L'intitulé de la liste Pasqua-Villiers vaut pour l'après-13 juin.

Le député de Vendée, en tout cas, ne cache pas que l'accord passé avec le sénateur des Hauts-de-Seine aura *« des lendemains »*. Les élections européennes sont, pour lui, des *« élections intermédiaires »*, avant l'élection présidentielle. L'alliance conclue avec M. Pasqua élargit la clientèle potentielle de M. de Villiers et, observe ce dernier sans ambages, *« je suis le plus jeune »*. De ce côté-ci du nouveau « RPF », les choses sont parfaitement claires. Le député était demandeur d'un accord et, après avoir recherché, en vain, les possibilités d'un large rassemblement, M. Pasqua y est venu. Plus tôt que prévu et, sondages à l'appui, en acceptant la parité. *« Sans dire un mot ni faire un geste, j'ai bénéficié de l'implosion du FN. Avec Pasqua, nous faisons œuvre de salubrité publique, nous sommes en situation de bloquer le développement du Front national »*, se félicite M. de Villiers en rêvant pour la liste d'*« un score à deux chiffres »*.

Chez M. Pasqua, en revanche, le changement de stratégie, bien que prévisible, mérite quelques explications. Avec l'aplomb qui le caractérise dans les situations difficiles, M. Pasqua a entonné, dimanche 11 avril, lors d'une réunion de ses relais de campagne, un vieux chant des grognards de l'Empire : *« On va leur percer le flanc, ranplanplan… »* Plus sérieusement, la veille au soir, l'ancien ministre avait pris soin d'apaiser les craintes d'un groupe relativement important de jeunes immigrés de la seconde génération qui militent à ses côtés depuis plusieurs mois et qui digèrent difficilement l'accord avec le député de Vendée. *« A peine ont-ils quitté la cité des 4 000 qu'ils se retrouvent au Puy-du-Fou. Le film va un peu vite pour eux »*, reconnaît un proche de M. Pasqua.

Autre mécontent, l'ancien commissaire au Plan Henri Guaino préfère, pour l'heure, se réfugier dans *« un silence sidéral »*. En milieu de semaine, il avait préparé une batterie de tracts sur la baisse des charges, la protection sociale, la lutte contre le chômage, la défense du service public. Vendredi, un correctif a été apporté à la conclusion des ces argumentaires : *« Votez Charles Pasqua… et Philippe de Villiers. »* M. Guaino était de ceux qui conseillaient à M. Pasqua d'élargir ses thèmes de campagne en reprenant celui de la *« fracture sociale »* qu'avait développé avec bonheur Jacques Chirac lors de l'élection présidentielle de 1995.

« PORTES OUVERTES »

M. Pasqua est donc contraint de s'expliquer. *« Nous ne serons pas plus à droite*, a-t-il assuré. *Ce qui a changé, c'est mon positionnement personnel. Je suis conduit à représenter la gauche à moi tout seul. » « Il faudra que nous allions un peu plus loin avec Villiers dans la discussion sur l'organisation de la société française »*, a-t-il promis. A l'attention des *« amis du MDC »*, il a souhaité que *« les portes restent ouvertes »*. M. Pasqua justifie l'accord du 9 avril par le fait que, la veille, dans un point de vue publié par *Le Monde*, Bernard-Henri Lévy invitait à *« chasser le Chevènement de notre tête »*. Le ministre de l'intérieur aurait, alors, indiqué à ses amis qu'il avait déjà informé le premier ministre de son intention de démissionner du gouvernement en cas d'engagement de forces terrestres en Yougoslavie et que, par conséquent, il fallait faire corps autour de lui. C'est à partir de cet épisode, rapporté par M. Pasqua, que les contacts entretenus notamment avec Max Gallo et Didier Motchane se seraient révélés vains. *« Il est difficile aujourd'hui pour les gens de gauche de sortir des appareils partisans »*, a expliqué le sénateur des Hauts-de-Seine, dimanche, aux militants de Demain la France.

M. Pasqua redoute aussi qu'en raison de la guerre dans les Balkans les pressions exercées par l'entourage du président de la République sur François Bayrou, tête de la liste UDF, finissent par aboutir à un rapprochement avec le RPR et Démocratie libérale. Auquel cas, il pourrait être marginalisé. L'accord passé avec M. de Villiers demeure toutefois fondé sur une commune identité de vues contre le traité de Maastricht, contre celui d'Amsterdam et contre l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie. Il ne saurait s'élargir en direction de Charles Millon, président de La Droite et candidat potentiel aux élections européennes. M. de Villiers, qui aurait sans doute été moins intransigeant, a reconnu, dimanche, sur Radio J, qu'il ne fallait pas donner le *« sentiment d'un salmigondis »* en acceptant sur la liste quelqu'un qui s'est prononcé en faveur du traité d'Amsterdam.

Jean-Louis Saux

M. Séguin et le « nanisme politique de l'Europe »

Dans un entretien au *Journal du dimanche* du 11 avril, Philippe Séguin estime que la *« vraie prise de conscience »* provoquée par le conflit du Kosovo *« est celle du nanisme politique de l'Europe »*. Répondant à François Bayrou, qui souhaite la mise en place d'une communauté européenne de défense (CED), il juge *« extraordinaire que, quarante-cinq ans plus tard, certains aient encore la nostalgie de la soumission »*. Le président du RPR ajoute que si la mise en place d'une défense européenne, *« est nécessaire, elle n'est pas suffisante »*.

M. Séguin indique qu'en raison de la crise yougoslave il s'imposera, durant la campagne européenne, *« une certaine retenue à l'égard du gouvernement compte tenu de l'accord qui existe sur ce dossier* (…) *entre le premier ministre et le président de la République ». « Notre liste se présentera comme la seule liste soutenant ces positions sans la moindre restriction »*, ajoute-t-il en proposant un débat à François Hollande.

La diversité de la liste de M. Hollande n'efface pas les divergences en son sein

Les militants ont approuvé sa composition

SAGEMENT, Lionel Jospin s'est assis au premier rang, entre Jean-Pierre Chevènement, présent en tant que président du Mouvement des citoyens (MDC), et Roger-Gérard Schwartzenberg, représentant le Parti radical de gauche (PRG). Comme eux, il s'est contenté, en spectateur, de faire monter l'applaudimètre au gré des interventions de la convention du Parti socialiste, samedi 10 avril, à la Mutualité, à Paris. Sur scène, sous un grand panneau carmin reprenant le slogan du programme commun PS-MDC-PRG, *« Construisons notre Europe »* (*Le Monde* du 10 avril), les quatre-vingt-sept candidats de la liste de François Hollande, approuvée par les militants avec 87,78 % de votes favorables sur 48 717 suffrages exprimés (avec une participation de 44,05 %), avaient pris place. Mais seuls les quatre premiers ont pris la parole : Pervenche Berès, Sami Naïr (MDC), Catherine Lalumière (PRG), obligée par une fracture de la cheville à s'exprimer dans un fauteuil roulant, et M. Hollande. Sans touche musicale ni fausse note.

Devant une salle peu réactive, M. Naïr a expédié rapidement les désaccords sur les traités de Maastricht et d'Amsterdam. *« Inutile de dissimuler ces divergences*, a souligné le vice-président du MDC. *Mais devant le nouveau paysage français et européen, nous avons fait le choix de nous tourner vers l'avenir. » « Si notre liste réunit des sensibilités différentes*, a-t-il assuré, *elle est fondée sur un accord politique de fond. Ce n'est pas une juxtaposition de positions diverses ou contradictoires, c'est l'expression d'une convergence sur l'essentiel »*. M. Naïr a rappelé sobrement son analyse divergente de la crise du Kosovo. *« Le règlement de cette crise européenne ne doit pas échapper aux Européens »*, a-t-il observé, en tirant la conclusion que, *« pour combattre vraiment la nation ethnique, il ne faut pas nier la nation, mais lui opposer la nation citoyenne »*.

Plus en connivence, et avec plus de succès à l'applaudimètre, Mme Lalumière a affirmé que, de la crise du Kosovo, *« pourrait sortir une nouvelle Europe si nous avions la clairvoyance et la volonté de le faire »*. *« L'Europe respectera les nations mais elle devra écarter les effroyables dérives du nationalisme »*, a lancé l'ancienne ministre de François Mitterrand.

Avant de décliner le programme commun, M. Hollande a longuement évoqué le conflit du Kosovo. *« Notre Europe, fondée sur la démocratie, peut-elle tolérer l'épuration ethnique à ses portes ?*, a-t-il lancé. *Peut-elle accepter les actes d'un régime qui met à mal les équilibres fragiles de la région des Balkans, au risque d'une déflagration générale ? Peut-elle fermer les yeux sur la déportation d'une population d'un territoire où elle a toujours vécu (…) ? »*.

MOBILISER LES OPINIONS

Pour le premier secrétaire, c'est parce que les socialistes répondent trois fois non qu'ils *« ont approuvé la décision de l'Europe de rechercher une solution diplomatique avec le processus de Rambouillet et de recourir à la force, le temps nécessaire pour y revenir »*. M. Hollande, qui participera, mercredi 14 avril, à Bruxelles, à une réunion socialiste européenne, a souhaité qu'en sorte une *« initiative »* en faveur des réfugiés, *« afin de mieux coordonner les actions et de mieux mobiliser les opinions publiques »*, et pour appuyer l'*« idée d'une grande conférence sur la paix, la stabilité et la sécurité dans les Balkans »*.

M. Hollande a plaidé pour un débat sur l'Europe de la défense : *« Ne le laissons pas s'échapper ou alors nous n'aurons plus le droit de nous plaindre de la dépendance à l'égard de l'OTAN et des Etats-Unis »*. Présentant le programme PS-MDC-PRG *« en cohérence avec la politique du gouvernement de Lionel Jospin »*, afin d'obtenir une majorité *« de gauche »* à Strasbourg, M. Hollande a observé : *« Certains chercheront les divergences et les nuances. Il en demeure sûrement mais nous présentons un texte commun qui nous rassemble tous »*. Victorieux à l'applaudimètre, M. Hollande n'avait plus qu'à remercier ceux qui ont voulu, *« un moment, et un moment seulement »*, faire *« un bout de chemin »* avec les socialistes.

Michel Noblecourt

M. Mégret se pose en défenseur de la famille traditionnelle

LES CENT TRENTE mégrétistes réunis, dimanche 11 avril, à La Madeleine (Nord) ont regretté les temps, trop lointains à leur goût, où les instituteurs *« pouvaient encore taper avec leur règle sur les doigts des enfants »*, où le père de famille régnait en maître sur la famille tandis que les femmes vaquaient à leurs fourneaux avec leurs derniers-nés accrochés à leurs jupes. Le Front national-Mouvement national, présidé par Bruno Mégret organisait en effet, dans la banlieue de Lille, son deuxième conseil régional, sur le thème de la famille, après celui qu'il avait tenu sur l'immigration, le 28 mars, à Nice (*Le Monde* du 30 mars).

Soupçonnés de vouloir jeter aux orties l'orthodoxie programmatique frontiste, Bruno Mégret et ses partisans profitent de la période électorale européenne pour rappeler qu'il n'en est rien. Deux autres conventions sont prévues, l'une à Metz, l'autre à Bordeaux, sur le *« social »* et la *« sécurité »*.

« UN PÈRE, UNE MÈRE ET DES ENFANTS »

Pour tout nationaliste extrémiste, l'*« âge d'or de la famille »*, comme l'a souligné Philippe Eymery, conseiller régional du Nord-Pas-de-Calais, débute avec le régime de Pétain et continue jusqu'en 1958. Au-delà commence la destruction de la cellule familiale. Donc de la Nation. Donc de la civilisation européenne. Par l'*« abandon d'une véritable politique familiale au profit d'une politique sociale »*, mais également par une politique favorisant l'*« invasion d'immigrés »*, comme n'ont pas manqué de le déplorer les différents orateurs.

M. Mégret l'a rappelé : pour le FN-MN, la famille, qui ne s'entend que comme *« française »* et avec *« un père, une mère et des enfants »*, nombreux si possible, *« constitue le fondement organique de la nation* (…), *les forces vives de la France »*. Aussi, quand *« elle se disloque, c'est la nation qui périclite »*. L'Etat se doit donc, pour la préserver, d'intervenir en renforçant les aides diverses, qui ne doivent plus être soumises aux conditions de ressources, principe égalitaire que rejette violemment le FN – MN.

Les pouvoirs publics doivent également, selon M. Mégret, restaurer l'autorité paternelle, notamment en instaurant un revenu maternel au moins égal au SMIC qui permettrait aux femmes d'éduquer leurs enfants et, explique-t-il, de *« diminuer le chômage »* en libérant des postes de travail. Plus encore, continue ce grand admirateur de Napoléon, l'État doit *« mettre en œuvre une politique fondée sur l'élan psychologique* (…), *une politique d'expansion, de conquête, de volonté d'exister »*. Le récent débat et l'adoption de la loi sur le PACS ont bien évidemment été l'objet des foudres mégrétistes. A leurs yeux, en effet, le pacte civil de solidarité est *« un mariage* bis *»* destiné *« à détruire la famille »*, mais aussi une porte ouverte *« à l'immigration »* par le biais de *« PACS de complaisance »*.

CLARTÉ DU VOTE ET MAIN TENDUE

M. Mégret a profité de l'occasion pour revenir sur la campagne électorale européenne en fustigeant tant Philippe Séguin que la liste menée par Charles Pasqua et Philippe de Villiers. Il a mis en doute la sincérité du premier, qui, *« après avoir été contre Maastricht, se déclare aujourd'hui européen »*. Et il a souligné les distorsions entre les positions du président du Mouvement pour la France – *« qui s'était illustré comme chevalier blanc des valeurs traditionnelles notamment familiales »* – et Charles Pasqua, *« partisan, lui, de ce PACS »* comme *« de la régularisation des clandestins »*. M. Mégret a donc invité les électeurs de M. de Villiers à s'interroger sur la *« clarté de leur vote »* et à saisir la main qu'il leur tend…

Christiane Chombeau



Accord entre la culture et l'éducation nationale sur les enseignements artistiques

ENTRE 500 ET 1 000 ATELIERS d'expression artistique devraient être créés dans les lycées généraux et professionnels dès la rentrée 1999, en application de la réforme qui concernera les classes de seconde d'abord, puis de première et de terminale. Ils s'ajouteront aux 680 options artistiques déjà implantées dans les établissements. Lors d'une conférence de presse, vendredi 9 avril, Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, et son collègue de l'éducation nationale, Claude Allègre, ont précisé les conditions de la collaboration entre les deux institutions qui entendent *« démocratiser l'accès à la culture »* dès l'école.

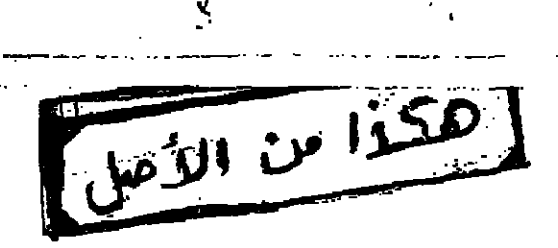
Dans les lycées généraux et professionnels, M. Allègre espère que 50 % d'élèves pourront progressivement bénéficier d'un tel enseignement, au lieu de 3 % actuellement. La réforme a prévu un programme de soixante-douze heures dans l'année sous la forme d'ateliers ouverts à plusieurs champs artistiques : sensibilisation à l'architecture et à l'espace urbain, les arts appliqués, le théâtre, la danse, la musique, le cinéma, l'écriture…

ÉQUIPEMENTS

Des conventions seront signées entre les rectorats et les directions régionales de l'action culturelle (DRAC) pour le recrutement de professionnels ou d'étudiants spécialisés dans les différents domaines sur la base des projets définis avec les élèves. Mme Trautman a également précisé qu'une partie du plan de 4 milliards de francs prévu pour la rénovation des lycées devrait être consacré à l'équipement d'installations culturelles dans les établissements. Elle a par ailleurs indiqué son intention d'inciter les institutions culturelles à s'engager dans ces programmes de sensibilisation.

Sans mésestimer les obstacles statutaires liés à la qualification de ces intervenants et leur collaboration avec les enseignants, les deux ministres se sont engagés à multiplier les échanges et surtout à y apporter les financements conjoints correspondants. Le plan qu'ils ont présenté prévoit également une sensibilisation à l'image dès le plus jeune âge, le développement de la musique dans les écoles primaires, en liaison avec les conservatoires et les écoles de musique, ainsi que deux festivals nationaux consacrés au chant choral et au théâtre. Enfin, outre le renforcement des activités culturelles dans les universités, le plan ministériel insiste sur la formation spécifique des enseignants, en formation initiale et continue, dans les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM).

Michel Delberghe



A Saint-Ouen, des familles tsiganes d'origine roumaine vivent dans des conditions d'extrême précarité

La Ville de Paris, propriétaire du terrain, a pris un arrêté d'expulsion

Médecins du monde (MDM) intervient une fois par semaine dans un camp tsigane où l'eau a été coupée et où les épidémies se développent. Depuis la chute du communisme, la crise économique en Roumanie a accentué les discriminations dont ces familles sont victimes. La loi Chevènement, qui a durci leurs conditions de séjour, rend plus difficiles leurs allers-et-retours entre la Roumanie et la France.

ON NE DEVINE PAS leur présence avant d'avoir franchi l'entrée du terrain où ils sont installés. A l'abri des regards, derrière de hauts murs, trois cents Tsiganes roumains dont une moitié d'enfants vivent depuis un an sur le site d'une ancienne usine électrique, rue des Bateliers à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis). L'impression de désolation et la puanteur des tas d'ordures qui s'étalent entre les caravanes désossées saisissent d'un coup. Ils ont été chassés de Saint-Denis au printemps 1998, quelques semaines avant le coup d'envoi de la *Coupe du monde de football*. Le camion de Médecins du Monde (MDM) qui leur rend visite chaque jeudi matin est leur seul véritable lien avec leur pays « d'accueil ».

REPORTAGE

De jour le terrain vague est déserté pour le métro où femmes et enfants vont « travailler »

Serrées les unes contre les autres, par groupes de cinq ou six, une soixantaine de caravanes sont visiblement habitées comme le suggèrent les portes closes, le linge qui sèche, les auvents bricolés. Une centaine d'autres, au moins, à l'abandon, portes et fenêtres arrachées, ont sans doute servi de bois de chauffage. Rachetées on ne sait où, tractées avec les moyens du bord, ces caravanes ont été rassemblées sur le terrain en quelques semaines, quand le camp s'est installé. *« Les Roms arrivent sans rien, souvent à pied,* explique Félicia, l'interprète roumaine de Médecins du Monde. *Ils rachètent les caravanes sur place à des familles retournées au pays ou parties ailleurs. Beaucoup ont des maisons, en Roumanie. »*

D'un côté, les familles venues de la région de Timisoara, plus loin, un groupe originaire d'Arad : les Tsiganes se sont regroupés par région ou par village. Dans la journée, le terrain vague est déserté au profit des beaux quartiers et du métro parisien où femmes et enfants vont « travailler » : la manche, les jonquilles, la récup'. Restent des hommes, quelques femmes, des enfants et des adolescents qui traînent.

La situation sanitaire, sur le camp, est alarmante. Plusieurs cas de tuberculose et d'hépatite B ont été recensés, une épidémie de gale sévit depuis des mois. Avec deux infirmières de MDM, comme chaque jeudi matin, le docteur Nicolas Gruat attend dans son camion que les « clients » arrivent. La médecine humanitaire est une médecine lente : quatre heures de stationnement pour cinq à six patients.

Une jeune femme de dix-huit ans voudrait récupérer le carnet de santé de son fils de six mois, hospitalisé. Elle a *« repris »* l'enfant *« pendant que les infirmières mangeaient dans leur bureau »*. Sans papiers, elle avait peur d'avoir à payer. Elle n'ose pas retourner à l'hôpital *« à cause de la police et du juge »*. Le carnet de santé délivré aux enfants nés en France est souvent la seule trace de leur existence. La plupart des adultes, eux, sont expulsables d'un jour à l'autre. Du coup, les enfants servent de « boucliers » et sont envoyés en première ligne pour « travailler ».

Une femme de quarante-cinq ans monte dans le camion. Hypertension, arthrose, maux de tête. Elle a quitté la Roumanie pour la France afin de sortir son fils de prison. Ses cinq autres enfants vivent avec elle sur le camp. Une autre femme amène sa fillette de huit ans qui *« ne mange plus »*. Elle parle quelques *mots de français*, explique qu'elle a aussi mal à la tête, qu'elle vit en France depuis cinq ans, à Saint-Ouen depuis six mois, qu'elle a tourné dans d'autres camps, à Cergy, Nanterre, Saint-Denis. Avec sa fille aînée, quinze ans, elle fait la manche sur les Champs-Elysées, tous les jours, dix heures d'affilée. Les plus jeunes restent au camp et vont au *« camion-école »* qui stationne tous les vendredis.

« FAIRE LES PARE-BRISE »

Daniel, dix-sept ans, se débrouille en français, appris au collège en Roumanie où ses parents *« possèdent une maison »*. Il *« fait les pare-brise »* avec deux cousins. Gagne *« à peu près 100 francs par jour »*. Son père a un titre de séjour *« pour un mois encore »*. Ensuite ils repartiront sans doute.

Depuis quelques semaines, le camp se vide. Certains s'en vont, vers Londres ou Dublin, où les conditions d'accueil, affirment-ils, sont meilleures qu'en France. D'autres mettent le cap sur l'Espagne, où les travaux saisonniers et la saison touristique vont reprendre après la pause de l'hiver. Beaucoup repartent en Roumanie, pour quelques mois, laissant parfois, sur le camp, femmes ou enfants.

L'aggravation des conditions d'hygiène pousse aussi au départ. Un robinet d'eau avait été installé sur le trottoir durant l'été mais il n'a pas résisté aux premiers gels de novembre. La facture est restée impayée, l'eau a définitivement été coupée. Depuis, les occupants s'alimentent dans les jardins ouvriers situés en face du terrain. Les ordures ont été ramassées en mai et juin 1998 par la municipalité, grâce à des containers déposés à l'entrée du camp. Mais l'état du sol empêche tout ramassage mécanisé à l'intérieur du camp, assure le docteur Mario Salvy, directeur des affaires sanitaires de la ville. Il est truffé d'énormes trous – les anciens sous-sols de l'usine – qui servent à la fois de dépôts d'ordures et de latrines.

La ville rappelle les propositions formulées en août 1998 par Paulette Fost, alors maire communiste de Saint-Ouen, concernant l'aménagement d'aires d'accueil dans la petite couronne parisienne et la recherche de solutions *« au plan national »*. *« Ces familles roumaines,* expliquait alors la maire, *n'ont ni le statut de gens du voyage ni de droits juridiquement et administrativement établis. Il faut donc des règles nationales applicables par tous. »* Le premier ministre avait alors été saisi. Cela, visiblement, n'a eu pour seul effet que d'allonger la durée de vie du camp.

« D'habitude, les Roms sont virés en quelques semaines, un mois ou deux maximum. Là ça dure depuis presque un an », remarque Catherine, infirmière bénévole. Propriétaire du terrain, la Ville de Paris a pourtant obtenu du préfet un arrêté d'expulsion. Mais il n'a pas été exécuté. Les descentes de police se sont seulement intensifiées rue des Bateliers, accélérant le départ de nombreuses familles.

Christine Garin

La loi Chevènement contraint les Roms au séjour irrégulier

LA FIN du régime communiste et la chute de Ceausescu, en 1989, ont jeté par familles entières les Tsiganes d'origine roumaine – les Roms – sur les routes de l'exil. Direction l'Europe de l'Ouest. Estimée à 6 à 8 millions d'individus, cette population, largement concentrée en Roumanie, forme depuis le début des années 90 des contingents importants de demandeurs d'asile. Leur principale destination : l'Allemagne, puis l'Italie et l'Espagne, où subsistent de gros gisements de travail clandestin ; la France, enfin, où la pression migratoire s'est accentuée après l'adoption par l'Allemagne de mesures dissuasives et répressives sur le séjour illégal.

Selon un rapport de juin 1998 sur « les dynamiques migratoires roumaines », d'Olivier Brachet, directeur du Comité rhodanien d'accueil des réfugiés et de défense du droit d'asile, et de Rachid Benattig, plus d'un million de ressortissants roumains auraient profité de visas touristiques pour émigrer illégale*ment à travers l'Europe de l'Ouest* en 1991 et 200 000 auraient formulé une demande d'asile entre 1991 et 1993. En France, la population tsigane roumaine est estimée à environ 1 500 personnes.

« POINTS D'ATTACHE »

En Roumanie, durant la période communiste, les Tsiganes étaient massivement recrutés dans les emplois les moins qualifiés, travaux de voirie ou travaux agricoles saisonniers. Sédentarisés par l'emploi durant des décennies, ils ont été les premiers exposés aux mesures brutales de licenciement et la dégradation de leurs conditions de vie a renforcé leur marginalisation. Les auteurs rapportent, par exemple, que des incidents graves ont eu lieu contre les Tsiganes, en Roumanie, au début des années 90, au moment où ont été redistribuées les terres nationalisées. Dans de nombreux villages, une *rumeur s'était répandue selon* laquelle une disposition de la loi favorisait les familles nombreuses...

Les discriminations qui jalonnent le quotidien des Tsiganes en Roumanie – difficultés d'embauche, tracasseries administratives, agressions physiques – ne sont pourtant pas le seul motif de leur départ massif à l'étranger. Comme les autres catégories de migrants roumains, ils aspirent à de meilleures conditions de vie, mises à portée de main par l'ouverture des frontières. Et, même s'ils ne sont pas des *« gens du voyage »* au sens traditionnel du terme, puisqu'ils ont des *« points d'attache »*, maisons ou villages, très identifiés, où ils séjournent régulièrement, ils renouent aussi, en reprenant la route, avec une tradition gommée pendant la période communiste mais profondément ancrée.

Entre 1988 et 1997, la demande *d'asile roumaine est passée de* moins de 1 000 par an à près de 5 000 et elle représentait alors environ 20 % de la demande totale d'asile. Depuis l'été 1998, la loi Chevènement sur l'immigration a, toutefois, complètement bouleversé la donne. Jusque-là, moins de 1 % des demandeurs d'asile roumains, Tsiganes et non-Tsiganes, obtenaient, *in fine*, l'asile politique. Mais tous profitaient de procédures d'instruction des dossiers très longues ainsi que d'un système de recours suspensif, qui leur permettait de bénéficier de titres de séjour provisoires, parfois pendant un an ou plus. Or la loi Chevènement a étendu la procédure *« prioritaire »* – c'est-à-dire accélérée – de détermination du statut de réfugié à certains pays censés avoir renoué avec la démocratie. La Roumanie est considérée comme telle. L'appel devant la commission de recours des réfugiés a par ailleurs perdu son caractère suspensif. Résultat : les demandes d'asile émanant de ressortissants roumains, toujours rejetées dans plus de 99 % des cas, le sont dans des délais désormais très courts et les familles déboutées se retrouvent très vite, en situation irrégulière.

Le durcissement de la loi a donc eu un effet immédiat. L'Office français de protection des réfugiés et apatrides avait enregistré 504 demandes d'asile émanant de Roumanie en janvier 1998. Ce chiffre était tombé à 265 en juin et à 67 en décembre. A partir de ces chiffres, peut-on extrapoler une baisse des flux d'entrée ? Olivier Brachet pense que oui. *« La mendicité se pratique par définition sur la voie publique,* fait-il remarquer. *Elle est donc très difficile à pratiquer sans statut régulier. »*

Ch. G.

L'obligation pour les communes d'aménager des aires d'accueil pourrait être renforcée

ON NE SAIT PAS précisément combien de groupes de Tsiganes d'origine roumaine tournent autour des grandes villes de France. Rejetés par la communauté des « gens du voyage » elle-même, sans représentants ni porte-parole, fragilisés par leur statut de demandeurs d'asile, ils sont relégués dans des habitats de fortune, bâtiments désaffectés et friches industrielles.

La non-application de la loi Besson de 1990 accentue la compétition pour les places de stationnement au sein de la population nomade « patentée » et marginalise un peu plus cette communauté. Cette loi du 31 mai 1990 sur le droit au logement fait obligation aux communes de plus de 5 000 habitants d'aménager des aires d'accueil et à tous les départements d'adopter un *« schéma départemental d'accueil des gens du voyage »*.

« MUSCLER » LA LOI

En réalité, un quart seulement des communes concernées et un tiers des départements ont rempli cette obligation légale. Soit un total de 10 000 emplacements (dont 825 en Ile-de-France et 5 000 dans les communes de moins de 5 000 habitants), pour une population estimée à environ 260 000 personnes, dont 80 000 itinérants, 70 000 semi-sédentaires et 110 000 sédentaires.

Expulsions musclées, tranchées creusées autour des terrains pour en empêcher l'accès aux caravanes : les initiatives intempestives d'élus viennent régulièrement, comme durant l'été 1998, rappeler aux communautés non sédentaires – de moins en moins nombreuses – qu'elles sont indésirables. Le secrétaire d'Etat au logement, Louis Besson, laisse entendre, depuis plusieurs mois, qu'il faudrait « muscler » sa loi, notamment en imposant des délais pour l'aménagement des aires, voire en sanctionnant en cas de refus. Un projet de texte est prêt mais le gouvernement ne semble pas pressé de remettre sur le tapis du Parlement un débat dont se passeraient bien les élus.

Ch. G.

La hausse des prix pétroliers pèse sur l'inflation

LES PRIX à la consommation ont progressé de 0,4 % en mars, selon l'indice provisoire publié, lundi 12 avril, par l'Insee. Ce résultat mensuel, le plus élevé depuis septembre 1996, porte le glissement annuel des prix à 0,4 % contre 0,2 % fin février. C'est la remontée sensible des cours du pétrole brut, qui se sont appréciés de près de 50 % depuis un mois et demi, qui est à l'origine de cette inversion de tendance. Les prix des produits pétroliers, à la pompe, ont ainsi augmentré de 1 % au cours du seul mois de mars, alors que sur les douze derniers mois, ils accusent une baisse de 3,8 %. Dans sa note de conjoncture publiée le 26 mars, l'Insee estime qu'à la fin du mois de juin, le rythme annuel de l'inflation devrait encore avoisiner 0,4 %.

PRIX À LA CONSOMMATION
variations mensuelles en %

A	M	J	J	A	S	O	N	D	J	F	M
0,3	0,1	0,1	-0,4	0,2	0,1	-0,1	0	0,1	-0,3	0,3	0,4

1998

Mobilisation massive des chasseurs

La défense des *« intérêts de la chasse »* a rassemblé, samedi 10 avril à Toulouse, vingt mille personnes, selon la police, et trente-cinq mille selon les organisateurs, lors d'une manifestation organisée par la fédération des chasseurs de la Haute-Garonne. Pierre Fuziès, président de la fédération de chasse de la Haute-Garonne, a averti que *« si on ne nous écoute pas, (...) on passera à la vitesse supérieure »*. Les chasseurs réclament principalement un maintien strict de l'application de la loi du 3 juillet 1998 – contraire à la réglementation européenne –, qui fixe les dates d'ouverture et de fermeture de la chasse aux oiseaux migrateurs, ainsi que l'ouverture *« immédiate »* de négociations avec le gouvernement. Considérant que *« Matignon a peur des Verts »*, les chasseurs ont fustigé Dominique Voynet, ministre de l'environnement, qui, selon eux, refuse de négocier.

Les policiers hors de cause après le décès d'un jeune homme à Paris

LE PARQUET du tribunal de grande instance de Paris a mis, samedi 10 avril, *« hors de cause »* les policiers qui ont interpellé Souleymane Fofana, dans la nuit de jeudi à vendredi, square Léon, dans le 18e arrondissement de Paris. Agé de dix-neuf ans, le jeune homme est décédé après s'être *« lui-même tiré une balle »* au niveau du thorax, a conclu l'Inspection générale des services (IGS), *saisie à la demande du parquet*. La mort est intervenue dans les locaux de la police judiciaire à la suite d'une hémorragie interne (*Le Monde* daté 11-12 avril).

Dans la nuit de jeudi à vendredi, armé d'un revolver 357 Magnum, Souleymane Fofana manifestait des intentions suicidaires, square Léon. Un coup de feu est parti au moment de son interpellation. La balle a traversé son corps et blessé l'un de ses camarades. Entendu par l'IGS sur son lit d'hôpital, celui-ci a confirmé, selon les enquêteurs, le déroulement des faits.

DÉPÊCHES

■ **INDÉPENDANTS : l'industriel Gérard Bourgoin, vice-président du Centre national des Indépendants (CNI), a été élu président de ce mouvement, samedi 10 avril, lors de la réunion de son comité directeur, à Paris. Succédant à Jean Perrin, M. Bourgoin est maire de Chailley (Yonne) et vice-président du conseil général de l'Yonne.**

■ **SAINT-OUEN :** Jacqueline Dambreville (PCF) a été élue maire de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), dimanche 11 avril. Mme Dambreville succède à Paulette Fost (PCF), maire de Saint-Ouen de*puis vingt ans. Agée de quarante-deux ans, elle est conseillère mu*nicipale depuis 1995. Elle a été la candidate du PCF aux élections législatives de 1997, dans la circonscription enlevée par Bruno Leroux (PS).

■ **35 HEURES : le patronat de la métallurgie (UIMM) brandit à nouveau** la menace d'une remise en cause des conventions collectives, dans le dernier numéro de son mensuel *Actualité*, publié vendredi 9 avril. L'UIMM estime ainsi qu'il *« conviendrait d'envisager une remise en cause des conventions collectives »* si la seconde loi sur les 35 heures ne prévoit pas *« les modifications législatives nécessaires à l'extension de l'intégralité des dispositions des accords de branche »*.

■ **CORSE : un attentat a gravement endommagé les locaux de la perception** de Prunelli di Fiumorbu (Haute-Corse), dans la nuit de samedi 10 à dimanche 11 avril, faisant suite à une série d'actions non revendiquées depuis la fin de la trêve électorale du FLNC-Canal historique. Le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, et le secrétaire d'Etat au budget, Christian Sautter, ont condamné *« ce lâche attentat »*.

■ **DROGUE : deux personnes ont été écrouées,** samedi 10 avril, après la saisie la veille de deux kilos d'héroïne – ainsi que 100 grammes de cocaïne, 447 cachets d'ecstasy, du cannabis, 142 buvards d'acides et une somme d'argent de près de 10 000 francs –, dans le cadre du démantèlement par la gendarmerie d'un réseau de trafic de drogue à Marly (Moselle) et dans la région messine.

■ **JUSTICE : Elisabeth Guigou a demandé aux avocats** de ne pas *« donner une importance disproportionnée »* aux propos tenus le 1er avril par la juge Eva Joly qui semblait mettre en cause leur probité. *« Si les propos tenus vous ont choqués, ce dont je suis consciente, gardons-nous de leur donner une importance disproportionnée, compte tenu des circonstances dans lesquelles ils ont été tenus et rapportés »*, a déclaré la ministre de la justice, samedi 10 avril, lors de l'assemblée mensuelle du Conseil national des barreaux.

Un projet de désaccoutumance à la voiture pour l'Ile-de-France

Le préfet de région devait présenter, lundi 12 avril, les orientations du futur plan de déplacements urbains. Ce document vise à réduire, d'ici cinq ans, l'usage de l'automobile dans l'agglomération parisienne en privilégiant les transports en commun

L'ÈRE de la voiture triomphante va peut-être s'achever dans la région parisienne. L'avant-projet du plan de déplacements urbains (PDU), dont l'élaboration, en Ile-de-France, revient à l'Etat – contrairement aux autres régions – devait être présenté, lundi 12 avril, par Jean-Pierre Duport, le préfet de région. Ses grandes orientations, qui seront discutées par les collectivités locales, sont susceptibles, selon la préfecture, d'inverser une tendance qui paraissait inéluctable : le recours, de plus en plus fréquent, et pour le moindre trajet, de l'automobile par les Franciliens.

Grâce à la loi sur l'air, le PDU sera, dès l'an 2000, le texte de référence pour les 1 283 maires d'Ile-de-France, les huit conseils généraux et le conseil régional. Tous les documents d'urbanisme et tous les plans de circulation devront alors être *« compatibles »* avec les prescriptions du PDU édicté par l'Etat. Faute de quoi, les élus risqueront des recours devant le tribunal administratif, qui pourront être engagés par le préfet, par les particuliers ou les associations.

Les dispositions du PDU devraient ainsi entrer en vigueur dans les cinq prochaines années, à l'issue d'ultimes concertations avec les collectivités locales, et au terme d'une enquête publique qui s'achèvera en juin 2000. Elles seront d'autant plus facilement applicables qu'elles concernent essentiellement des infrastructures existantes : le PDU de la préfecture de région impose, en effet, un partage de la voirie au profit des autobus. Pour cela, une véritable révolution est demandée à la RATP et aux opérateurs privés pour la gestion de leurs lignes de banlieue.

En petite couronne, les entreprises de transports vont devoir mettre rapidement en place un réseau de rocades à *« haute qualité de service »*, avec des *« bus rapides et confortables, réguliers et fréquents, même aux heures creuses et le week-end »*. Des lignes express, ouvertes entre les villes de banlieue, préfigureront le tracé du « Grand Tram », la rocade de tramways, proposée par l'Etat à la région, et qui ne pourra être achevée que dans une douzaine d'années.

En grande couronne, ce sont de nouvelles lignes qui devront être créées ou restructurées dans tous les centres urbains. Le bus devra alors être capable d'assurer les déplacements internes à ces communes, et non plus uniquement le rabattement vers les gares. *« Le bus peut être un moyen de transport rapide et efficace s'il circule dans un couloir réservé »*, rappelle Chaptal Duchêne, responsable des infrastructures et des transports à la direction régionale de l'équipement.

TRACÉS PIÉTONNIERS SÉCURISÉS

Grâce au PDU, la politique en faveur du vélo devrait enfin sortir des micro-opérations à caractère électoraliste, menées ici et là sans aucune cohérence. Le réseau des pistes cyclables sera dorénavant conçu pour assurer le rabattement sur les gares, et des liaisons à travers la zone dense de l'agglomération et à l'intérieur des villes, ainsi qu'une desserte de proximité dans les quartiers. Enfin, les cheminements piétons *« sécurisés »* devront inciter les habitants aux plaisirs de la marche.

La SNCF, elle aussi, va devoir s'adapter aux contraintes du PDU. Le réseau ferré devra ainsi être exploité *« de façon à mieux desservir sur l'ensemble de la journée les zones denses de banlieue »*. La SNCF se voit invitée, de cette façon, à contribuer à un volet important du PDU : celui de l'urbanisme. Les représentants de l'Etat souhaitent en effet *« reconstruire la ville sur la ville »* en proche banlieue, afin que *« les habitants se réapproprient leurs quartiers »*. L'harmonisation des réglementations locales pour les livraisons des marchandises devrait permettre de sortir de l'anarchie actuelle. Les plates-formes logistiques multimodales devront être préservées face à la spéculation foncière qui menace souvent de les faire disparaître en zone dense.

L'avant-projet de PDU envisage des mesures directement destinées à compliquer l'usage de l'automobile afin d'inverser les pratiques actuelles. Ainsi une hausse importante et fortement dissuasive du tarif des amendes est-elle suggérée. Les communes sont invitées à limiter les possibilités de stationnement pour les non-résidents. Enfin, le PDU propose de revenir de façon radicale sur les réglementations qui ont incité, ces dernières années, les entreprises franciliennes à proposer des places de stationnement à leurs salariés. Comme dans de nombreux pays étrangers, les employeurs vont être encouragés à mettre en place, pour leur personnel, des plans de déplacement excluant le recours à la voiture individuelle.

La présentation de l'avant-projet de PDU intervient quelques jours après la requête de l'association régionale des usagers des transports (Fnaut Ile-de-France) devant le tribunal administratif de Paris contre Philippe Massoni, préfet de police de Paris, pour *« carence »* dans l'exercice de ses missions en matière de circulation et de stationnement. La Fnaut reproche au préfet un *« laxisme »* et des *« interventions »* qui constitueraient *« un frein à l'instauration d'une politique de priorité aux transports collectifs »*.

Christophe de Chenay

L'accessibilité toujours en retard

Une enquête de l'Association des paralysés de France (APF), publiée dans le cadre du salon Mobicity, à Paris du 8 au 11 avril, confirme l'indigence des transports en commun en matière d'accessibilité aux personnes handicapées. Sur trente-huit villes de plus de 60 000 habitants, vingt-cinq sont qualifiées d'*« inaccessibles »*, six de *« partiellement accessibles »* (Lyon, Tours, Nîmes, Caen, Saint-Etienne et Troyes) et sept d'*« accessibles »* (Grenoble, Strasbourg, Nantes, Lille, Toulouse, Bordeaux et Valence). Selon la même enquête effectuée en 1996, trente et une villes de plus de 60 000 habitants étaient *« inaccessibles »*. Depuis la loi du 30 juin 1975, l'accessibilité est pourtant obligatoire. L'APF demande *« simplement que les textes soient respectés et appliqués »* et rappelle qu'à Paris seuls cinq taxis sur quatorze mille sont actuellement accessibles aux personnes à mobilité réduite.

Réduire les émissions polluantes ou améliorer la circulation : des exigences contradictoires

À QUELQUES MOIS de l'échéance fixée par la loi sur l'air, l'élaboration des plans de déplacements urbains (PDU) semble s'accélérer. Selon un bilan publié par le Groupement des autorités responsables des transports (GART), *« toutes les villes qui sont dans l'obligation d'élaborer un PDU ont lancé la démarche »*. Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement, a confirmé que 40 % des autorités urbaines seront en mesure d'approuver leur plan dans les délais et plus de 65 % avant la fin du premier semestre 2000.

LES OBJECTIFS EXPLICITES DE LA LOI SUR L'AIR

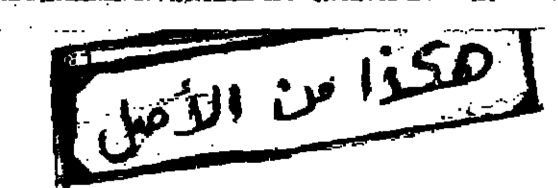
Ce bilan tranche quelque peu avec la première estimation établie, fin décembre 1998, par le ministère de l'environnement et l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), qui montrait que les villes accusaient un retard certain : seules un quart des agglomérations avaient alors entamé leur réflexion (*Le Monde* du 18 décembre 1998). La loi sur l'air du 30 décembre 1996 prévoit que toutes les agglomérations de plus de 100 000 habitants devront avoir adopté, avant le 1er janvier 2000, leur projet de plan, afin de définir *« les principes de l'organisation des transports de personnes et de marchandises, de la circulation et du stationnement, dans le périmètre des transports urbains »*.

A cette date-butoir, l'ensemble de la procédure d'adoption des plans (consultation des assemblées territoriales, enquête publique et approbation par le préfet) devra être bouclé ; à défaut, c'est au préfet que revient la tâche d'élaborer le PDU.

Mais les deux ministères concernés ont une différence d'appréciation sur les objectifs des PDU : celui des transports met l'accent sur la priorité aux transports en commun, alors que celui de l'environnement insiste sur la *« diminution du trafic automobile »*, inscrite dans la loi : une circulaire aux préfets, qui devait être envoyée fin décembre 1998 pour leur préciser les enjeux des plans, avec notamment des objectifs de réduction des émissions polluantes à atteindre, est toujours en discussion entre les deux ministères.

Or les textes sont clairs : le PDU vise à repenser la place de la voiture en ville, en diminuant le trafic automobile, et en facilitant les circulations non polluantes. En décembre 1998, France Nature Environnement avait ainsi saisi le ministère de l'environnement pour protester contre le contenu des PDU en cours de discussion, reprochant aux services chargés des transports dans les collectivités locales et à ceux du ministère de n'envisager ces plans que comme une réorganisation des transports en commun.

Sylvia Zappi



Le quotidien populaire « Bild Zeitung » l'a baptisée « la journaliste la plus courageuse d'Allemagne ». Renate Flottau, cinquante-quatre ans, correspondante de l'hebdomadaire « Der Spiegel » en ex-Yougoslavie depuis douze ans, a refusé de quitter le pays après les attaques de l'OTAN : *« Je resterai jusqu'à ce qu'ils me jettent dehors »*. Cette journaliste d'origine serbe parle couramment le serbo-croate et l'albanais. Elle a réussi depuis le début des bombardements en Yougoslavie deux « coups » extraordinaires. D'abord, le lundi 29 mars, « la dernière interview non censurée » du chef modéré kosovar Ibrahim Rugova, alors que des rumeurs alarmantes couraient sur sa vie. L'entretien a été réalisé juste avant que Rugova ne soit contraint par le président Serbe Milosevic d'apparaître à ses côtés, le 1er avril, à la télévision serbe. Publié le lundi suivant, cet entretien a achevé de dissiper les derniers doutes sur la liberté de parole dont jouirait le leader albanais. Surtout, Mme Flottau a passé six jours dans la maison d'Ibrahim Rugova à Pristina, du 31 mars au 5 avril. Pour vérifier les rumeurs sur Ibrahim Rugova – blessé, mort, en fuite –, elle s'est rendue au domicile du chef modéré des Albanais du Kosovo peu avant que la police serbe n'investisse la maison. Dissimulant son identité aux policiers serbes, la correspondante du « Spiegel » y est restée, vivant, avec la famille d'Ibrahim Rugova, le départ du leader albanais pour sa rencontre forcée avec Slobodan Milosevic à Belgrade, et son retour. Elle a profité d'une visite de l'ambassadeur de Russie avec des journalistes au domicile d'Ibrahim Rugova pour s'éclipser, avant de subir deux interrogatoires musclés de la police serbe. Elle a pu ensuite rejoindre Belgrade. Mère de deux garçons, Renate Flottau, déclare : « Mon hobby, c'est mon boulot »

Avec Rugova, otage de Milosevic à Pristina

MERCREDI 31 MARS

A Pristina, après la septième nuit de bombardements, règne l'anarchie. Dans les rues, les redoutables commandos « Tigers » du tchéknik serbe Arkan font la chasse aux Albanais. La police serbe aide aux expulsions. Elle passe systématiquement au peigne fin les quartiers albanais.

La marmite de rumeurs bouillonne de nouvelles effrayantes. Une radio occidentale annonce que le leader albanais Ibrahim Rugova serait blessé ou même mort. Fehmi Agani aussi, un proche de Rugova, que je connais très bien, aurait été assassiné. Tout cela est-il vrai ?

J'ai encore parlé avec Rugova il y a deux jours. Il s'agissait de parfaire une dernière fois notre entretien de la fin de semaine dernière. Le leader albanais, désespéré par l'expulsion de son peuple hors du Kosovo, demandait à l'Alliance atlantique de risquer le tout pour le tout et *« de menacer, en cas de besoin, d'une destruction complète de la Serbie»*.

Donc, encore une visite chez Rugova. Ma voiture est restée depuis le début des attaques aériennes sur le parking près du Grand hôtel. Le signe « 40-P » sur la plaque minéralogique signale à chaque policier que le propriétaire de la voiture est un représentant des médias allemands. Il serait maintenant insensé de se déplacer dans Pristina avec une telle pancarte.

Je descends donc à pied jusqu'au quartier albanais Velanja, afin de vérifier la rumeur. Il est un peu avant onze heures. La rue où se trouve la résidence de Rugova, peinte en blanc, semble étrangement vide et abandonnée. J'ai appris plus tard que tous les Albanais qui y vivent en ont été violemment chassés le matin même par la police serbe.

Après un long moment, Rugova ouvre. Il est prêt à dire à la population albanaise, sur mon magnétophone, qu'il est en vie et que les expulsés ne doivent pas perdre l'espoir en un avenir meilleur.

Quand je veux m'en aller, le beau-frère de Rugova surgit dans la pièce et pose son doigt sur ses lèvres en signe d'avertissement. Nous descendons prudemment les marches depuis le premier étage et observons, au coin d'un mur, les voitures des policiers et les véhicules blindés s'approcher de la maison puis s'arrêter devant elle.

Deux douzaines de soldats de la police spéciale serbe en descendent. Ils tambourinent contre le portail de fer, puis l'arrachent brutalement. Trois hommes en uniforme se précipitent dans la maison et nous poussent tous au rez-de-chaussée dans une pièce qui servait auparavant aux conférences de presse.

Nous, c'est-à-dire dix-sept personnes : Rugova, sa femme Fana avec leurs trois enfants, deux sœurs avec leurs familles et Adnan K. Merovci, l'homme à tout faire et le chef du protocole de Rugova, qui était par hasard ce matin-là dans la maison du leader albanais. Parmi les sept enfants, l'un vient juste d'avoir dix-huit mois.

Il est midi. Nous restons là en silence pendant que deux policiers casqués et vêtus de gilets de protection gardent leurs armes pointées sur nous, menaçantes. Un troisième s'adresse grossièrement à Rugova : *« Eh oui ! Monsieur Rugova, c'est la politique qui a tout foutu en l'air. »* Ses deux camarades lui font signe de se retenir : *« La ferme ! ce n'est pas notre problème. »*

D'un coup de crosse de fusil, la caméra de surveillance au-dessus de l'entrée est arrachée. Que va-t-il advenir de nous maintenant ? Cela fait des jours que courent à Pristina des rumeurs de liquidations ciblées par des commandos d'exécution. L'un des hommes en uniforme pose deux bouteilles de limonade sur la table : *« Nous autres Serbes, nous sommes aussi des humains »*, dit-il, presque en s'excusant. Dehors, d'autres véhicules blindés passent. Est-ce qu'on vient nous chercher ?

Puis, vers 16 h 30, arrive le commandant de la police spéciale. Ses instructions sont brèves : la police occupe les pièces du bas et le second étage. Nous restons au premier étage *« sous protection policière »*, tous dans une seule pièce.

En chuchotant, nous convenons, Rugova et moi, qu'il serait trop dangereux de révéler maintenant mon identité de journaliste. *Adnan lui-même croit que je suis* une amie de la famille. Adnan est désigné par la police comme le *« médiateur »* entre Rugova et ses nouveaux « protecteurs ». De l'extérieur, on entend le bruit des vitres des fenêtres brisées, de la destruction des portes. La police occupe manifestement toutes les maisons environnantes.

L'antenne satellite est déconnectée, le cable de la télévision et le fil du téléphone sont arrachés du mur. *« Avez-vous une radio ? »*, hurlent-ils. Nous répondons que non. Quant aux téléphones mobiles, ils sont hors d'usage depuis le début des attaques aériennes. Puis la machine de propagande serbe se met en marche. Radovan Urosevic, de la *centrale de médias serbes*, rencontre certains collègues fidèles au régime. Rugova doit apparaître devant les caméras et le monde pour assurer qu'il est en bonne santé et qu'il est un homme libre. Tout autre propos ne serait jamais diffusé par la radio d'Etat. Et nous mettrait tous en danger de mort.

Pour autant, nos protecteurs serbes ne paraissent pas particulièrement heureux. Ils auraient très peur, confie l'un d'eux, aussi bien des attaques de l'OTAN que d'une possible action de libération des Albanais demeurés à Pristina.

A 19 heures, comme tous les jours, le courant est coupé à Pristina. L'eau, il n'y en a que pendant quelques heures. La grande famille de Rugova remplit à peu près vingt bouteilles par jours en guise de réserves. Nous restons assis à la lueur d'un néon que le *fils de Rugova, Menem*, un *génie* de la technique, maintient en activité avec des batteries pendant une heure. Puis c'est au tour de la combinaison de batterie suivante d'entrer en action. Elle ressemble au projecteur d'un stade de football.

A 20 heures, Rugova est appelé. On lui propose d'aller le lendemain matin à Belgrade. Le président de la Yougoslavie Slobodan Milosevic veut lui parler, *« pour discuter d'une solution à la crise »*. Rugova y consent, à contre-cœur, et conscient qu'il n'a pas d'autre choix.

La nuit, nous dormons à même le sol, pressés comme des sardines, les uns contre les autres. Rugova s'assoupit sur le canapé devant lui, un mouchoir étendu sur la tête –, une vieille habitude. Les attaques aériennes de la nuit ne sont pas trop violentes, elles semblent viser des cibles assez loin du centre ville.

A 20 heures, Rugova est appelé. On lui propose d'aller à Belgrade. Slobodan Milosevic veut lui parler, « pour discuter d'une solution à la crise ». Rugova y consent, à contre-cœur, conscient qu'il n'a pas d'autre choix

JEUDI 1ER AVRIL

Rugova est irrité. Il a été réveillé bien trop tard pour partir à Belgrade. Quand il dort, c'est profondément, même quand les enfants *font du bruit dans la pièce depuis* des heures. Les enfants ne parlent que l'albanais. En 1990, les Albanais du Kosovo ont commencé à installer leurs propres écoles dans des maisons privées : le « serbe » est pour eux une langue étrangère. A 9 heures, départ dans la BMW de la police serbe. Rugova est inquiet de la façon dont l'opinion albanaise accueillera sa rencontre avec Milosevic.

Nous restons assis toute la journée en silence sur les fauteuils et les chaises. La femme de Rugova, Fana, coupe du pain de la veille et le fait griller dans le four. Nous mangeons tous dans un même plat en fer blanc. Il y a une maigre soupe au vermicelle en sachet.

Quand Rugova revient vers 18 h 30, il est visiblement bouleversé. Milosevic l'a manifestement utilisé aux seules fins de sa propagande. *En tout cas*, il n'a pas fait de proposition concrète en vue d'une solution pacifique.

Des images de Rugova, souriant amicalement, en conversation avec Milosevic sont présentées à l'opinion mondiale déconcertée. En fait, raconte Rugova, qui, dans sa colère, refuse de s'asseoir, Milosevic a pesté comme un ogre – contre *Clinton, les médiateurs* américains Hille et Holbrooke, mais surtout contre le chancelier Schröder. Du temps de Helmut Kohl, d'après Milosevic, l'OTAN n'aurait jamais bombardé son pays.

Avec magnanimité, le tsar des Serbes promit à son hôte Rugova : *« On ne vous touchera pas un cheveu, nos soldats s'en portent garants. »* Rugova contresigna un communiqué préparé, selon lequel il était favorable à une solution par *« des moyens politiques »*.

Ce n'est qu'un *« slogan »*, expliqua-t-il plus tard devant un verre de whisky. Cela ne signifie rien. Par *« des moyens politiques »*, il comprend en effet la signature serbe de l'accord de Rambouillet et la garantie de l'autonomie du Kosovo par des troupes de la paix. *Au reste, il se dit persuadé que* les politiciens occidentaux n'accorderont eux aussi aucune importance à sa signature.

Rugova n'est pas seulement furieux, mais il a l'air d'être profondément déprimé ce jour-là. Le voyage de Pristina à Belgrade à travers des villages vides aux maisons abandonnées l'a choqué. On ne voyait pas même un chien sur les routes, dit-il dégoûté. Il ajoute, résigné : *« Je suis un président sans peuple. Quelle carte puis-je encore jouer contre Belgrade ? Quel sens y a-t-il encore à rester comme le dernier héros à Pristina ? »* Il veut prier Belgrade de l'évacuer avec sa famille pour des raisons humanitaires, sous une bonne protection, à Skopje. *De là*, estime le leader des albanais, il pourrait mieux influer sur le développement de la crise du Kosovo, inciter ses compatriotes à *revenir. C'est là que ses compagnons* de lutte politique sont depuis longtemps.

Rugova ne comprend pas que l'OSCE ait pu abandonner les Albanais sans tambours ni trompettes, et les livrer sans défense aux bouchers serbes.

Jusqu'à une heure du matin, nous restons assis autour d'une grande table. Nous ne parlons qu'en chuchotant. Quelques uns piquent du nez de fatigue sur leur assiette. D'autres cherchent à réchauffer l'ambiance par quelques blagues isolées. Le fils de Rugova, Menem, chante : *« Nous sommes les derniers en ville. »*

VENDREDI 2 AVRIL

Cela devient de plus en plus désespéré. Nous fixons les murs où sont accrochés les diplômes de Rugova, le tableau d'un combattant chrétien du nom de « Bogdan », le grand drapeau albanais, les lambris du plafond. De temps en temps, nous relevons un peu les jalousies pour voir si le cordon de police est toujours dans la rue. *Pas de changement*. Parmi nous, certains marchent nerveusement dans la pièce. Nous écoutons prudemment, avec les écouteurs, les radios étrangères. *La rencontre de* Rugova et de Milosevic est tenue par la plupart des médias étrangers comme un coup de propagande serbe.

A onze heures, la ligne de téléphone est réinstallée. Mais la police est aux écoutes. Elle interrompt tout appel douteux. Adnan parvient à avoir l'ambassadeur des Etats Unis à Skopje, Christopher Hill. Il cherche à lui décrire la situation, espère son soutien. Mais l'Américain réagit de façon *plutôt* vague. Si les Serbes veulent bien organiser le transport de Rugova jusqu'à la frontière, il est prêt à l'attendre de l'autre côté.

Rugova s'adonne à son passe-temps préféré : la diversité minérale du Kosovo. Sa collection de minéraux est immense. Le Kosovo compte, en raison des trésors de son sol, dit-il fièrement, parmi les pays les plus riches du monde. Il a réparti quelques cristaux, émeraudes et autres pierres précieuses dans de petits verres remplis d'eau. Quelques gouttes de cela sur le visage, sermonne-t-il, font l'effet d'une cure de jouvence.

Adnan appelle le cabinet de Milosevic. Il demande à nouveau un geste humanitaire, une sortie sous protection vers Skopje. Mais Milosevic veut poursuivre les entretiens à Belgrade. Rugova réplique : ce n'est qu'à Skopje où se trouvent ses conseillers et les membres du LDK qu'il peut décider d'une poursuite des discussions avec Milosevic, ou même d'un accord éventuel. On rappelera.

Nous attendons, évidemment en vain. *« Milosevic joue avec moi au chat et à la souris »*, reconnaît amèrement Rugova. *« En ayant suffisamment troublé le monde avec notre prétendu accord, il veut me faire passer auprès de mon peuple pour un traître. »* Mais Rugova a conscience d'être encore un interlocuteur de valeur : c'est seulement si les Albanais acceptaient un nouveau tour de table que l'OTAN pourrait arrêter les bombardements.

Il y a de la soupe aux haricots blancs et l'on respire un peu. La radio allemande parle d'une initiative des USA, de l'Allemagne, de la France et de l'Italie : on inviterait Rugova avec sa famille afin de vérifer sa *« liberté »*. Mais ce n'est qu'un feu de paille, qui s'éteint vite. Entretemps, Rugova lutte contre un début de grippe. Nous l'appelons le *« virus Milosevic »*.

Le soir, nous discutons sur la possibilité de ma fuite. Mais livrer à ce moment mon identité serait beaucoup trop risqué. Le monde croira finalement que Rugova a librement demandé une protection serbe. Rugova *croit toujours à un* départ vers la Macédoine. Je dois alors continuer d'agir en membre de la famille, camouflée d'un foulard sur la tête, et avec un enfant dans les bras.

SAMEDI 3 AVRIL

L'ambiance est oppressante, comme le temps qu'il fait. Tous sont assis, apathiques, sur leurs chaises. Milosevic exige à nouveau la venue de Rugova. Cette fois-ci, il doit mettre en scène avec le chef de la délégation serbe lors des négociations pour la paix de Rambouillet, Ratko Markovic, *un show pour la presse à Belgrade*. Le leader des Albanais refuse. Le vice-premier ministre yougoslave, Nikola Sainovic, est envoyé sur Pristina.

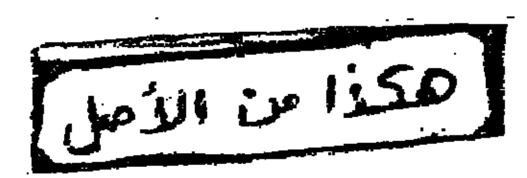
Le monde est troublé, maintenant que l'on connaît l'interview du *Spiegel* où Rugova parle en faveur de l'intervention de troupes au sol. Cela sonne tout à fait autrement que l'accord avec Milosevic et le prétendu appel commun pour une cessation de l'attaque de l'OTAN. Il me semble que Rugova surestime l'état de l'information à l'Ouest quand il croit que *« maintenant, ils savent précisément dans quelle situation je me trouve »*.

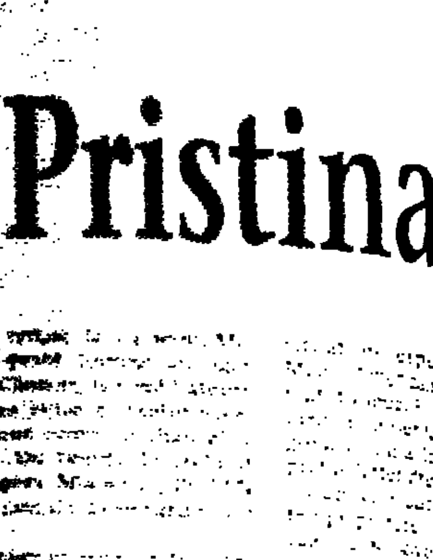
Sainovic arrive vers 21 heures, sans proposition concrète. Mais le *monde doit apprendre demain* que les *« discussions avec les Albanais »* vont se poursuivre. Rugova, dit-il d'un ton plein *de dérision, est bien sûr* un homme libre. Il peut bien aller en Macédoine. Il devrait pourtant faire attention à ce que,


TOMASEVIC/REUTERS

La maison d'Ibrahim Rugova à Pristina.







La rencontre entre Slobodan Milosevic et Ibrahim Rugova, le 1er avril, au palais présidentiel à Belgrade.

REUTERS

sur la route, des Serbes furieux pourraient bien *« mettre en scène »* toutes sortes de péripéties possibles. Un avertissement on ne peut plus clair.

Nous entendons à la radio que le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, désire entrer en contact avec Rugova afin de savoir pour de bon s'il est favorable à une poursuite ou à une cessassion des attaques de l'OTAN. Rugova réagit distraitement. Les nouvelles de la radio l'intéressent à peine. Il cherche à cacher son amertume. Il n'arrive pas à comprendre comment tous ceux qui lui ont fait la cour pendant des années, l'on décoré de leurs prix et se sont fait photographier avec lui de façon très médiatique, regardent à présent impuissants le dictateur serbe l'humilier. Pas plus que la nouvelle selon laquelle l'Ouest voudrait accueillir 100 000 réfugiés albanais. *« Maintenant, le reste va aussi s'enfuir du Kosovo »*, dit-il, *« car chacun rêve de s'installer à l'Ouest. »* Aucun ne reviendra. Son fil Menem appelle cela satiriquement un *« nettoyage ethnique humanitaire »* du Kosovo.

DIMANCHE 4 AVRIL

C'est Pâques. Rugova se sent de nouveaux pour quelques instants le *« président »* d'un peuple de deux millions de personnes. Il raconte fièrement qu'il a fait de la fête catholique de Pâques une fête d'Etat au Kosovo. Les écoliers albanais auraient eu, comme à l'Ouest, des vacances à ce moment de l'année.

Fana, sa femme, colore trente œufs dans une décoction de peaux d'oignons. Les policiers serbes avaient apporté les œufs la veille, avec du lait pour les enfants et de l'eau minérale. Les enfants peignent les œufs pendant que Rugova espère en un appel libérateur de Belgrade. Il arrive vers midi. Mais il ne contient que l'information selon laquelle il doit recevoir le soir l'ambassadeur russe avec Sainovic.

Les sœurs de Fana sont assises par terre et mélangent de la farine et de l'eau pour cuire comme chaque jour dix miches de pain. Près du four électrique, un four à charbon est là, au cas ou le courant serait coupé. Le bébé de huit mois est placé dans une serviette de bain nouée, les parents le bercent pour l'endormir. Pendant la journée, on le promène dans le landeau à travers la pièce pour l'apaiser.

L'ambassadeur russe refuse. Il n'a obtenu, dit-on, de Belgrade aucune garantie concernant la sécurité pour ce jour-là. Sa visite est reportée à lundi. Nous restons assis en silence devant notre « menu de Pâques », du riz avec du poulet. Une fois par jour, les protecteurs serbes autorisent un beau-frère de Rugova à monter des provisions du congélateur de la cave. Plus tard, nous mangeons également les croutes de pain laissées par les enfants, grossièrement cuites dans le foyer.

Vers minuit, l'OTAN bombarde, cette fois-ci à proximité immédiate. La maison a tremblé. Tout le monde saute de son couchage et s'assoie à nouveau à table. Nous craignons que les Serbes ne fassent sauter la résidence de Rugova pour en accuser plus tard l'OTAN.

LUNDI 5 AVRIL

Peu avant l'arrivée de l'ambassadeur russe Yuri Kotow, Rugova voit une possibilité pour moi de fuir. On attend de nombreux journalistes au second étage, là où la rencontre doit avoir lieu. Je devrais me tenir derrière Rugova quand il s'y rendra et me mêler alors aux journalistes. Le plan réussit. Les journalistes attendaient en haut, je suis soudain parmi eux, tout naturellement, j'attends quelques minutes puis quitte la première la résidence. Un employé de la police me demande d'où je viens : *« De la conférence de presse avec l'ambassadeur russe »*, répondis-je. « OK », dit-il en me laissant passer. Je respire à nouveau pour la première fois l'air pur, je vois le soleil après six jours et me dirige vers le Grand hôtel.

Ma voiture n'est plus sur le parking. Mon sac a disparu de la chambre. A la réception, on est prévenant. On s'est fait du souci. Le sac va arriver, ma voiture a été mise pour des raisons de sûreté, par la dépanneuse, sur un parking éloigné de 500 mètres environ. Le soulagement est de courte durée. Deux personnes des *« forces de sécurité »* surgissent, confisquent mon passeport, et me conduisent pour interrogatoire dans la salle à manger du Grand hôtel. Il y a deux hommes, l'un avec un béret de tricot noir, l'autre avec une casquette à visière, et une blonde, ayant à peine la trentaine.

> « Je suis un président sans peuple. Quelle carte puis-je encore jouer contre Belgrade ? Quel sens y a-t-il encore à rester comme le dernier héros à Pristina ? »

L'*« interrogatoire »* est brutal et éhonté. *« Quel service secret y a-t-il derrière le Spiegel ? » « Nous savons que vous êtes une espionne. » « Comportez-vous correctement, sinon les choses se passeront mal. » « Nous savons tout sur vous dans les dix dernières années. »*

Les interrogateurs s'intéressent principalement au lieu de mon séjour pendant les derniers jours et les dernières nuits. Je dis que j'étais avec les réfugiés à la frontière macédonienne. Puis on me confronte avec presque tous les contacts que j'avais eus ces dix dernières années, et que j'étais censée avoir utilisés pour mes *« activités d'espionnage »*. Mon travail d'information avait été dans tous les cas *« hostile à l'Etat »*. L'interview avec Rugova, surtout, fâche les hommes de la sûreté hors de toute mesure. Ils connaissent aussi tous mes contacts avec des commandants de l'UCK.

Notre conversation est visiblement transmise par un micro dans une autre pièce. Une heure après, l'homme au béret noir quitte la pièce, revient après quelques minutes et s'excuse pour le *« comportement quelque peu brutal des forces de sûreté »* –, on a été seulement troublé par ma disparition. La voiture comme le sac vont aussitôt arriver. On espère en outre quelque chose de positif sur les Serbes dans le prochain *Spiegel*. Je pourrai alors continuer à travailler comme journaliste au Kosovo. Manifestement, un « supérieur » avait décidé d'user de clémence à mon endroit.

Pourtant, ni la voiture ni le sac n'arrivent. Une heure plus tard, un employé de la police m'empoigne par les cheveux : dans la voiture de police ! *« Qu'est-ce que tu cherches donc ici, toi qui es Allemande ? »* Attente au contrôle de police. Les hommes en uniformes sont agités : on attend les troupes au sol de l'OTAN, assurent-ils, enthou siastes, en brandissant leurs poings en l'air. Tous, ajoutent-t-ils, quitteront le Kosovo dans des cercueils.

Mes poches sont inspectées. Mon corps de même. Puis on me restitue mon passeport –, je ne devrai pas sortir du Grand hôtel. On ne veut pas avoir de problèmes avec moi. Pristina s'est transformée. Maintenant, chaque Serbe porte une arme, chacun se sent appelé à être un super héros patriotique. Les femmes en uniforme noir se comportent comme les Amazones de l'univers.

Une grande partie du personnel serbe de l'hôtel s'est enfuie depuis longtemps, y compris les vingt collaborateurs du centre de presse établi au premier étage. L'hôtel est plein de militaires, de policiers, de volontaires d'Arkan et de membres de la police spéciale. Je crois reconnaître l'un d'eux. Il était l'un des assaillants de la résidence de Rugova. Lui aussi paraît m'avoir remarquée. A la fin de l'après-midi, une employée de l'hôtel me prend à part. *« Vous devez disparaître. Vous n'êtes plus en sécurité ici. »* Je téléphone à Belgrade, prie ma secrétaire serbe de demander auprès du ministre de l'information Komnemic si je peux rentrer en Yougoslavie après être allée en Macédoine.

Komnenic est membre du SPO, le parti de Vuk Draskovic longtemps courtisé à l'Ouest comme offrant une alternative à Milosevic. Mais le ministre de l'information s'indigne seulement de ce qu'une Serbe de pure race puisse s'abaisser à travailler pour une rédaction allemande. Qu'est-ce que cette journaliste allemande peut donc avoir à faire au Kosovo !

Je reste donc dans ma chambre 505 au Grand hôtel, dormant comme toujours depuis l'attaque aérienne avec mes chaussures, mon anorak et la lampe de poche à la main. Les attaques aériennes sont plus proches cette nuit, mais les missiles ne passent pas immédiatement devant la fenêtre de l'hôtel. Je suis contente quand point le matin.

MARDI 6 AVRIL

Les visages des « forces de sécurité » qui m'ont promis la restitution de la voiture et du sac, sont devenus de glace. Un employé de l'høtel me conseille de déguerpir rapidement. On a des doutes sur mon séjour des six dernières nuits. On prétend que je dois être liquidée.

Rasa, de la police serbe de Belgrade, veut m'aider. Ma secrétaire l'a alarmé. Il conseille, au lieu de ma voiture et de mon sac avec mon ordinateur, mon appareil photo et mon argent liquide, de sauver *« plutôt ma tête »*. Rasa : *« Tire-toi, monte tout de suite dans l'autobus pour Belgrade. »* Il s'occupera pour qu'on me laisse passer aux postes de contrôle sur la route.

Le départ du bus est dans cinq minutes, et la gare routière est au moins à quarante minutes à pieds. Et c'est de nouveau l'un des rares Serbes qui ne me regarde pas comme *« hostile à l'Etat »* qui m'y obtient un billet « non-régulier », conjure le conducteur du bus et m'installe dans le car de Pristina à Belgrade, entre des soldats serbes, des policiers et des patriotes de la première ligne.

A côté de moi est assis Dragan. Je lui déclare que je suis une journaliste suisse. Au moins la Suisse ne bombarde-t-elle pas avec les Alliés. Dragan dit qu'il ne comprend plus le monde depuis que l'OTAN bombarde. Dans le bus, la radio est mise à fond. Clinton est comparé avec Hitler, l'OTAN avec les terroristes. Toute nouvelle au sujet de maisons serbes détruites ou d'avions de l'OTAN abattus est commentée avec un fort *« Ohé ! »* ou *« Hoho ! »*

Soudain, nous voyons devant nous des colonnes de tracteurs, petites camionnettes et voitures de tourisme sur des kilomètres, chargées à craquer de réfugiés albanais. *« D'où viennent-ils ? »*, demande le conducteur de bus étonné. *« Ils ont été chassé pendant la nuit de la frontière macédonienne »*, dit un soldat en uniforme vert. La caravane de misère s'étend à l'infini, de Gnjilane jusqu'à presque Bujanovac. *« Allez en Turquie ! »*, raillent les passagers du bus en colère.

Le voyage se poursuit, passant devant la caserne détruite de Leskovac. Puis sur l'« Autoput » qui conduit à Nis. A peu près quinze autobus avec des « volontaires » viennent à notre rencontre. Les passagers du bus les saluent avec les mains tendues et des cris de sympathie. En plein centre de Nis, entre des immeubles tassés les uns contre les autres, le centre de commandement de la police a été détruit. La précision de l'OTAN, reconnaît Dragan, est *« fantastique »*.

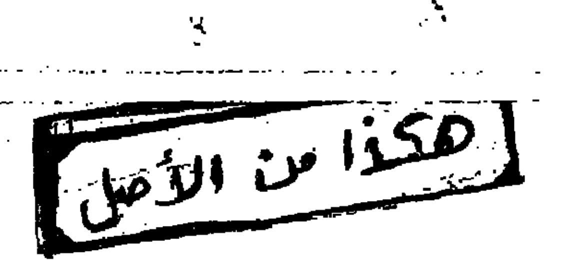
> « Milosevic joue avec moi au chat et à la souris (...) En ayant suffisamment troublé le monde avec notre prétendu accord, il veut me faire passer auprès de mon peuple pour un traître »

Puis on continue vers Belgrade. Il n'y a plus maintenant que la police militaire qui contrôle, et exclusivement des soldats en uniforme qui voyagent en bus. On cherche des déserteurs. Les nouvelles évoquent mille cinq cents soldats allemands en Macédoine qui auraient, dit-on, jeté bas leurs armes et fui en Grèce. Personne n'en doute dans le bus, non plus que des autres annonces de soutien venu du monde entier pour la Serbie.

Vers 20 h 30, on aperçoit Belgrade, presque comme Las Vegas après des semaines d'obscurité totale à Pristina. La vie semble battre normalement. Personne ne réagit au déclenchement de l'alarme stridente, signalant une attaque aérienne imminente. On s'est habitué à la guerre.

Renate Flottau

(Traduit de l'allemand par Denis Thouard)



Guerre juste et paix juste

Suite de la première page

La *« paix juste »* est l'objectif vers lequel tend la nouvelle gauche démocratique, en ce moment à la tête de presque toutes les nations européennes. Une gauche qui cherche dans l'éthique des droits de l'homme les paramètres d'un nouvel internationalisme.

La gauche européenne se trouve aujourd'hui face à la responsabilité de guider le difficile passage vers ce nouveau système de rapports entre les nations. Dans le *monde entier, certes*, mais avant tout en Europe. L'engagement pour les droits de l'homme ne connaît pas de frontières et doit s'étendre de la Birmanie au Rwanda, de la Chine au Kurdistan. Mais il doit absolument commencer, après la leçon de Sarajevo, par la décision de considérer comme insupportable la violation systématique et planifiée de ces droits au cœur même de l'Europe.

C'est ce qui a été et ce qui est le mobile de l'intervention armée de l'OTAN dans les Balkans, à laquelle nous avons exprimé, avec angoisse, mais aussi avec une conscience sereine, notre adhésion. La seule raison fondamentale qui a justifié le recours à la force a été la nécessité d'une *« ingérence humanitaire »* qui soit en mesure de bloquer la violence systématique exercée sur le peuple du Kosovo. Une action criminelle qui durait depuis des mois et avait déjà causé deux mille morts et près

La gauche européenne
se trouve aujourd'hui face
à la responsabilité
de guider le difficile
passage vers
un nouveau système
de rapports
entre les nations

d'un demi-million de réfugiés fuyant en désordre dans les forêts et les montagnes. Si l'on voulait réagir, il n'y avait pas d'autre voie qui puisse être empruntée dans l'immédiat que l'usage de la force, limité et contrôlé, avec pour but de contraindre le pouvoir serbe à modifier radicalement son attitude. En même temps, nous avons toujours soutenu que toutes les solutions politiques possibles devaient être poursuivies et encouragées. Ce n'est pas un hasard si nous avons apporté notre entier soutien à toutes les tentatives politiques, de celle du premier ministre russe Evgueni Primakov aux initiatives du Vatican, et que nous avons proposé une réflexion commune de tous les leaders socialistes européens.

Nous voulons que les réfugiés albanais du Kosovo rentrent chez eux ; qu'ils vivent dans des conditions de sécurité et sans le cauchemar d'une nouvelle odieuse purification ethnique ; que les droits des Kosovars soient garantis dans le contexte d'une stabilité de toute la région balkanique. Voilà le but à poursuivre, voilà la *« paix juste »* pour laquelle nous nous sommes engagés. Par l'action politique : même si, dans certains cas, celle-ci peut se voir obligée de recourir à la force, elle ne doit jamais abdiquer son rôle directeur.

Il est tout à fait évident que de l'issue de cette guerre découleront des conséquences à long terme, *dans la mesure où s'affirmera ou* non cette *« société civile européenne »* – pour reprendre l'heureuse expression de Giorgio Ruffolo – qui devrait élargir les frontières actuelles de l'Union politique et monétaire. Il est indubitable que le destin de l'Europe, en tant que sujet politique capable de jouer un rôle actif à l'époque de la globalisation, pourra tirer de cet événement une légitimité nouvelle ou, au contraire, la plus douloureuse remise en cause.

C'est bien toute l'histoire de ce siècle qui nous délivre cette vérité : derrière ce qui se passe ces jours-ci, il y a la trame toujours vivante des vieux conflits, l'entrelacs des identités et des intérêts de populations qui ont exercé une influence *décisive sur la dialectique entre* Orient et Occident, entre religions diverses, entre modèles différents de civilisation.

Si l'on regarde les problèmes dans cette optique, il apparaît clairement que l'Europe ne peut pas ne pas jouer un rôle central dans ces événements. Se taire sur les persécutions serbes au Kosovo et attendre que la stratégie de Milosevic s'affirme dans toute sa lucidité dévastatrice signifierait, entre autres, enterrer toute réflexion sérieuse sur le futur élargissement de l'Europe. C'est justement maintenant, au cœur de la crise, que l'Europe – la classe dirigeante européenne – doit faire entendre sa voix et parler un langage commun, si elle ne veut pas étouffer un grand projet politique entre les frontières provinciales d'une aire de libre-échange dépouillée des ambitions qui en ont accompagné l'inspiration et le développement.

Naturellement, il ne s'agit pas d'un processus spontané. L'*« ingérence humanitaire »* a besoin d'un cadre juridique moins précaire et d'un projet politique à la fois plus hardi et plus mûri. Mais il n'empêche que seule une forte légitimité politique, sur la base d'un consensus autour de cette intervention – autour de cette vision du conflit que nous vivons actuellement – sera la garantie que l'Europe ne déléguera plus à d'autres le rôle politique qui lui revient.

Tout cela rend encore plus dramatique, s'il est possible, l'épreuve que nous devons affronter. Elle met en cause l'Italie, de même que les autres grandes nations européennes, en la plaçant devant ses responsabilités primordiales – qu'elle ne doit jamais oublier – : préserver l'identité tutélaire et l'autonomie de notre civilisation et, en même temps, réaffirmer le rôle international de notre pays dans la Méditerranée et en direction de l'Europe balkanique.

C'est aussi pour cette raison que nous devons – et en premier lieu le gouvernement italien – jouer un rôle dans l'Alliance. Personne n'est assez myope pour écarter cet argument. Au demeurant, il est clair que notre adhésion aux choix et aux orientations de l'OTAN ne répond pas seulement aux obligations auxquelles nous avons souscrit, mais qu'elle est aussi la condition pour que l'Italie soit activement présente dans les nouveaux équilibres mondiaux qui se mettent en place. Il n'y rien de scandaleux là-dedans. C'est au contraire la base d'une vision politique dotée du souffle nécessaire pour dominer les événements en évitant de se laisser dominer par eux.

L'aide humanitaire aux réfugiés du Kosovo, dans laquelle l'Italie se trouve au premier rang, n'est pas, dans ce contexte, une intervention mineure ou secondaire. Au contraire : à côté de l'inévitable intervention militaire et de l'indispensable initiative politique pour la *« paix juste »*, l'organisation des secours aux populations martyrisées par la purification ethnique, outre qu'elle est un devoir moral impérieux, est aussi un investissement pour l'avenir, la construction, au moment le plus dramatique, de bases solides pour une amitié et une coopération entre les deux rives de l'Adriatique, qui constitue une cheville essentielle de la nouvelle politique de sécurité en Europe.

Telle est donc la véritable portée des problèmes que nous avons à affronter. Nous sommes en plein dans un défi politique et stratégique décisif, qui concerne l'avenir de la civilisation européenne et la fonction que notre continent pourra assumer sur la scène internationale dans les prochaines décennies. Nous sommes engagés dans une épreuve qui peut marquer, pour le meilleur ou pour le pire, l'avenir de toute une classe dirigeante et, avec celle-ci, l'avenir de cette gauche démocratique et *des valeurs que nous avons choisi* de construire.

C'est sans aucun doute – je voudrais le dire sans rhétorique – l'épreuve la plus difficile que la génération aujourd'hui *« au pouvoir »* en Europe ait jamais eu à affronter. La surmonter avec équilibre, sagesse et morale signifiera jeter les bases d'une nouvelle ère de notre histoire commune.

Walter Veltroni
(Traduit de l'italien par François Maspero.)
© La Stampa

Le Chevènement que nous avons dans notre tête

par René-Victor Pilhes

LES lecteurs de ce journal l'auront évidemment compris : l'article de Bernard-Henri Lévy « Chasser le Chevènement de notre tête » (*Le Monde* du 8 avril) n'avait pas pour objet de nous éclairer sur la grave question du Kosovo. Il visait à faire mal, à tuer les conceptions politiques du ministre de l'intérieur, une certaine idée qu'il se fait de la République, de la vocation et du rôle de la France dans ce monde convulsif, égaré, ravagé par l'injustice, les oppressions diverses, la misère souvent extrême.

Quelques précautions calculées au trébuchet ne changent rien à l'affaire. Par exemple : « Chevènement, Le Pen, même combat ? Je ne dis pas cela. » Merci pour lui, Monseigneur. Moyennant quoi, Bernard-Henri Lévy distingue un *« pacte secret »* entre ceux qui condamnent les frappes de l'OTAN, d'où qu'ils viennent, tous unis par leur haine de l'Amérique.

Puis, n'y tenant plus, il conclut : *« Chasserons-nous enfin le Chevènement de notre tête et le Milosevic du cœur de l'Europe ? »* Il fallait oser. Bernard-Henri Lévy a osé. Car, s'il est fort risqué de lui chatouiller un orteil, lui, par contre, s'accorde toutes les libertés, se permet toutes les outrances.

Pour lui donc, le président du Mouvement des citoyens a tout bonnement de la graine fasciste. Indifférent au drame du Kosovo, il arpente les couloirs du pouvoir en rêvant à une France nationale et socialiste. J'invite les lecteurs à bien méditer ce qui suit : voilà la punition, le jugement, encourus par tous ceux qui, aujourd'hui, se réfèrent à la Révolution de 1789, aux combats de celle-ci contre les monarchies coalisées, à la Déclaration des droits de l'homme et du *citoyen* (c'est moi qui souligne), à la France libre et au Conseil national de la résistance. Cette fois, s'ils en doutaient encore, ils sont édifiés. L'*oukase* est tombé. Et sur une cible de choix. Ceux qui s'interrogent sur la pertinence et l'opportunité de ces bombardements sont les suppôts de ces *« soldats de Milosevic qui (...) remettent en œuvre le geste du tri contre lequel s'est pensée l'Europe d'après Auschwitz »*. Notre apprenti-sorcier grossit ainsi les bataillons racistes, antisémites, bouffeurs de République, cette gueuse.

Cependant, Bernard-Henri Lévy est trop avisé pour ignorer cela, même si, aveuglé par sa hargne, le sentiment de son importance et son espèce de fanatisme, il n'en aperçoit pas tous les dangers. Alors, pourquoi feint-il de l'ignorer et s'abandonne-t-il à pareille exécration, pour ne pas dire plus, de ce ministre ? Pourquoi donne-t-il à entendre qu'aux yeux de ce dernier, mieux valait laisser déporter les Kosovars plutôt que de bombarder ? Jean-Pierre Chevènement a-t-il jamais posé la question en ces termes ? Qu'on soit ici obligé de le préciser est infiniment désolant.

Les articles abondent dans notre presse, qui exposent en long et en large en quoi ces frappes de l'OTAN ont été préparées et décidées en dépit du bon sens, en quoi elles ont précipité le nettoyage du Kosovo par les miliciens et les policiers serbes après que l'OSCE eut reçu instruction de quitter le territoire, en quoi, enfin, elles rendent l'avenir plus qu'incertain et font du dictateur un héros national.

Les opposants serbes à Milosevic ne sont pas les derniers à expliquer cela. Les auteurs de ces articles se tromperaient-ils qu'ils ne mériteraient pas pour autant d'être associés au *« pacte secret »* qui unirait les contempteurs systématiques de l'Amérique ! Quant à celle-ci, elle est la plus puissante nation que le monde ait connue et le fait pesamment sentir en tous domaines et tous lieux : pourquoi n'a-t-on pas le droit de la critiquer sous peine d'être aussitôt assimilé à Jean-Marie Le Pen par Bernard-Henri Lévy ?

Comment les gens qui ont combattu leur vie durant fascisme,

Bernard-Henri Lévy veut les droits
de l'homme mais pas ceux du citoyen.
Soudain, on comprend mieux sa détestation
du ministre de l'intérieur,
de ce républicain sourcilleux

vichysme, colonialismes en tous genres, peuvent-ils et pourront-ils supporter cela ? Ils ne le peuvent et ne le pourront plus. Tout simplement. Il y a des insinuations qui valent accusations et qui ne doivent pas être lancées à la légère. Pour l'Europe, ce n'est pas en avoir une *« vision torve »* que de la concevoir en s'appuyant sur un réalisme élémentaire : elle s'unira peut-être un jour, mais par ses peuples et leurs propres initiatives, non par une monnaie ou des expéditions guerrières étroitement contrôlées par les Américains, en vertu d'un *« droit d'ingérence »* à leur discrétion, dans un monde où les droits de l'homme sont bafoués, violés, à peu près partout.

Où cette *« politique de la morale »* conduira-t-elle l'OTAN la prochaine fois ? M. Chevènement a posé cette question, à sa manière, à ses collègues ministres. Où est son crime ? Est-ce passible d'excommunication ?

En vérité, ce qui met Bernard-Henri Lévy hors de lui, c'est que la démocratie, ce soit aussi la République, c'est l'idée qu'un Etat digne de ce nom ait les moyens de gouverner un peuple, adossé à un Parlement souverain librement élu, c'est le droit de ce peuple à être dirigé par des hommes par lui *délégués* et selon les lois votées en son nom et à la majorité par ces hommes, et non par des aréopages lointains et non élus, par conséquent sans légitimité démocratique. Voilà pourquoi Bernard-Henri Lévy tire à vue sur ceux qui incarnent cette idée-là, sans nuances : la nation, c'est de la graine fasciste. Tout le monde dans le même sac.

Ce qu'il souhaite ardemment, non sans quelque fébrilité, c'est que, dans l'avenir, les concepts de nation et d'Etat volent en éclats. Bernard-Henri Lévy veut les droits de l'homme mais pas ceux du citoyen.

Soudain, on comprend mieux sa détestation du ministre de l'intérieur, de ce républicain sourcilleux, homme de gauche irréprochable, gouvernant sérieux et responsable, de ce Chevènement que nous avons dans notre tête, serviteur passionné de notre belle et impérissable devise : *« Liberté, égalité, fraternité »*.

René-Victor Pilhes *est écrivain.*

Pierre, Pascal, Régis, les autres et le Kosovo

par Christophe Gallaz

L'INDÉCENCE de l'intelligentsia parisienne exploitant depuis plus de quinze jours les événements du Kosovo pour organiser ses jeux de positionnement spécifiques à longueur de tribunes libres publiées dans la presse est totale autant que consternante. Pierre répond à Pascal qui réplique à Jean-François dont la thèse lui paraît sous-tendre celle de Régis au moment même où le ministre Jean-Pierre cite un auteur allemand d'une manière propre à conforter l'affreux Le Pen selon Bernard-Henri. On pensait que le trou noir du crime et de la détresse absolus, à quelques centaines de kilomètres de la capitale française, y ferait taire d'un coup tous les petits ego vernaculaires. On se trompait.

Cette circonstance médiocre est pourtant éclairante. Elle nous renseigne sur la manière dont les *« valeurs fondamentales »*, ce corps de principes diffus au nom desquels l'OTAN s'est lancée dans l'opération qu'on connaît, sont désormais instrumentalisées. A vrai dire, la catastrophe humanitaire a pris au Kosovo des proportions telles, en termes de chiffres et de gravité, qu'il faut l'analyser non plus seulement comme une conséquence fortuite des bombardements auxquels l'Alliance procède depuis la fin du mois de mars sur le territoire de l'ex-Yougoslavie, ou comme leur dérapage imprévisible, mais comme un fait qui pourra témoigner durablement des mécanismes psychologiques et structurels caractérisant notre époque.

Un processus schizophrénique semble à l'œuvre dans nos sociétés modernes, occidentales en tout cas, qu'on peut aisément décliner : moins leurs élites possèdent de repères intérieurs et manifestent d'aptitude à la pensée patiente et discrète, plus elles font l'exhibition d'une opinion militante et finalement narcissique sur la scène publique. Moins elles se sentent aptes à l'infléchissement réel des processus économiques et politiques modelant la société qui les entoure, plus elles se vouent à la production de credo universels chatoyants. Et moins elles savent percevoir les dégâts et les bénéfices éventuels de la mondialisation culturelle, plus elles essaient d'exhausser leur silhouette en s'affirmant comme les dépositaires d'une fonction propre à transcender toutes les contingences.

La mode est assez forte, et dure depuis suffisamment longtemps, pour avoir déjà transformé l'organigramme et les agissements de maints Etats. Depuis la première moitié des années 80, époque à laquelle le gouvernement français décida d'instituer un ministère qui s'occupât non seulement de la santé publique mais aussi de l'action humanitaire, y compris à l'extérieur des frontières hexagonales, les *« valeurs fondamentales »* sont devenues globales au sens où l'entendraient, à propos de leur *business* et de son expansion, les plus forcenés chevaliers de la finance et de l'industrie.

De même qu'existent aujourd'hui des avions
de guerre furtifs, l'usage par l'Occident
des « valeurs fondamentales » a pour effet
de rendre la personne humaine furtive

Et puisque cette période-là fut aussi celle d'un désenchantement généralisé quant à la splendeur sociale de l'économie, on peut en déduire une loi de corrélation facile à formuler : plus nos communautés se sentent habitées d'incertitudes, plus elles s'efforcent, par l'intermédiaire de leurs classes dominantes, de brandir la morale comme un calicot salvateur.

Pourquoi ? Parce qu'il en va, pour ces communautés tremblantes qui sont les nôtres, d'enjeux sérieux. Il en va du sentiment qu'elles ont d'elles-mêmes et de leur survie telle qu'elles l'imaginent et la définissent. Cette circonstance est durablement valide. Grâce aux droits de l'homme, la France dispose d'un réservoir éthique qu'elle n'est pas près d'épuiser, pouvant à l'envi se féliciter de constituer le berceau planétaire des Lumières et leur conservatoire patenté. Les Etats-Unis, pétris d'une histoire moindre, ont choisi de procéder différemment : ils s'abritent derrière les panneaux publicitaires du bien défini selon les Ecritures, afin de régenter plus efficacement, dans la recherche de ses intérêts bien compris, le reste de la planète.

Autrement dit, la promotion des normes stipulant l'harmonie des peuples a souvent valeur d'alibi, qui permet à certains pays de déguiser leurs fantasmes ou leurs empêchements intimes, tout en soutenant leur volonté de rayonner à large échelle. Les *« valeurs fondamentales »* signifient ainsi beaucoup moins fréquemment le désir de protéger la personne humaine que le souci de s'affirmer sur la scène internationale. Les pays de l'OTAN ont visiblement cédé à ce schéma. Ils ont commencé de bombarder le territoire de l'ex-Yougoslavie au nom des *« valeurs fondamentales »*, mais faute d'être eux-mêmes pleinement sensibles à la substance humaine qui réside en leur propre sein, ils n'ont songé qu'après coup, c'est-à-dire trop tard, aux populations jetées dans un surcroît de détresse par leur intervention.

Tout le drame est là. Entendons-nous clairement. Il fallait sans aucun doute agir d'urgence contre les entreprises criminelles de Slobodan Milosevic. Mais il aurait fallu le faire à la faveur d'une planification qui soit aussi compassionnelle à l'égard des populations civiles en danger d'exode forcé qu'elle s'est révélée militaire à l'encontre des positions serbes. Réflexion tragiquement non menée. Pourquoi, encore une fois ? Parce que, aujourd'hui, les populations civiles n'existent plus. Elles sont une instance imperceptible. Elles sont occultes. Elles échappent aux radars usuels de nos perceptions sensibles dans une proportion qu'accroissent indirectement – voilà le scandale sur lequel il faut revenir – les palabres à teneur circonstanciellement microcosmique de Pierre, Pascal, Jean-François, Régis et Jean-Pierre confortant l'affreux Le Pen selon Bernard-Henri.

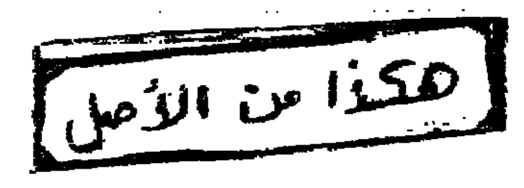
De même qu'existent aujourd'hui des avions de guerre furtifs, l'usage par l'Occident des *« valeurs fondamentales »* a donc pour effet de rendre la personne humaine furtive. Son image est surabondamment diffusée sur tous les téléviseurs de la planète, mais les spectateurs que nous sommes ont démissionné du devoir qui consiste à prêter, à cette même image, la matérialité bouleversante d'un congénère. C'est dire à quel point nous nous adonnons machinalement, dans nos sociétés claironnant la vertu, à la version non dictatoriale, banale et quotidienne, donc infiniment intolérable, de ce qu'on nomme en cas de crime imposé le nettoyage ethnique.

Voilà pourquoi nous sommes devenus incapables d'une solidarité qui ne soit pas réparatrice. Notre prise en compte de l'autre au préalable et consubstantiellement, et non pas a posteriori, lorsque cet autre est réduit à l'état de martyr et donc d'icône définitivement neutralisée, semble impossible. Nos institutions caritatives internationales se sont d'ailleurs majoritairement spécialisées dans l'industrie du dédommagement sanitaire, qui est évidemment plus spectaculaire et plus mobilisateur au moment des collectes.

Tel est l'accomplissement de l'horreur annoncée naguère par les *« musulmans »* des camps de concentration nazis, ces *« Muselmänner »* qui n'étaient ni des rescapés ni des déjà-morts, mais des entre-deux dénués de tout au point d'avoir perdu jusqu'à la parole qui leur aurait permis de se dire.

Furtifs, aujourd'hui, non seulement les avions de l'Amérique performante, donc, mais aussi les multitudes civiles auxquelles les nations plus favorisées ne portent secours qu'après les avoir vues plongées dans l'anonymat comme si c'étaient des choses, privées de leur autonomie, gagées sur les échiquiers du pouvoir, jouées par les dictateurs de l'heure contre leurs justiciers du moment, commentées de loin par des exégètes à plastron, bombardées par des missiles *high-tech*, décimées au bout de la mitraillette ou à l'arme blanche, pourchassées sur les routes du Kosovo puis entassées dans des camps. Ces dizaines de milliers d'enfants qui pleurent, ces femmes recrues de fatigue, ces vieillards effarés, ces mourants couchés dans l'herbe après avoir franchi des éternités de cailloux et de boue, et toutes leurs chaussures percées, sous le bal des hélicoptères qui jouissent dans l'urgence et le rire de Hitler.

Christophe Gallaz *est écrivain et chroniqueur.*



هكذا من الأصل

2000 DÉBATS POUR LE SIÈCLE À VENIR Bertrand Badie, professeur des universités à l'Institut d'études politiques de Paris

« La Realpolitik classique qu'on connaît depuis deux siècles s'estompera »

L'intervention de l'OTAN en Serbie renforce la thèse de ce spécialiste des relations internationales, qui prévient que la globalisation de l'économie et de la communication entraîne un recul irrémédiable de la primauté de la souveraineté nationale au profit des valeurs communes à l'humanité

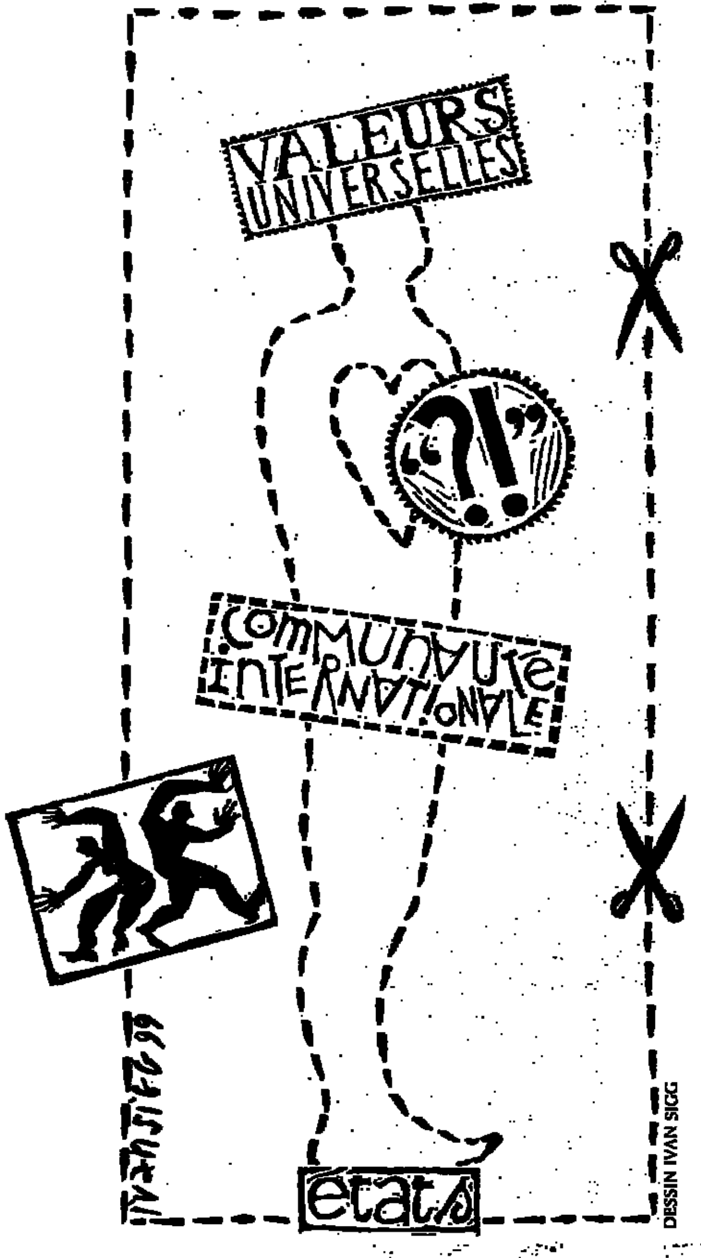
« Dans un livre paru en janvier, vous annoncez le recul général, à l'avenir, de la souveraineté comme notion centrale des relations internationales. Trois mois plus tard, l'intervention armée de l'OTAN en Serbie, quoi qu'on en pense, fait effectivement fi de la souveraineté d'un Etat sur son territoire. Vous devez trouver là comme une confirmation éclatante de votre pronostic ?

– Du point de vue du dépassement de la souveraineté des Etats, l'attaque de l'OTAN n'est pas une première. On peut voir des précédents dans l'intervention conduite par les Etats-Unis pour rétablir la démocratie en Haïti en 1994, ou dans la résolution 688 de l'ONU, qui, en 1991, instaurait un devoir d'assistance aux Kurdes irakiens. Mais, par son ampleur et son caractère guerrier, l'offensive alliée contre la Yougoslavie constitue un tournant "antisouverainiste". Elle indique de nouvelles lignes de fracture dans la pratique internationale des années à venir.

» Rambouillet prévoyait l'envoi de troupes étrangères sur le sol d'un Etat qui n'en voulait pas, afin de protéger une population dont l'existence était mise en danger par un pouvoir politique "souverain". Ainsi, avant même l'offensive armée, la communauté internationale juge de son devoir d'intervenir parce qu'elle considère que les "valeurs communes de l'humanité" sont en jeu. Ça, c'est fondamentalement nouveau : la diplomatie ne se détermine plus en fonction des seuls intérêts nationaux, mais à partir de principes qui s'élèvent au-dessus de la conception réaliste classique des Etats, celle qui fonde la communauté internationale. Les diplomates sont entrés à reculons dans l'affaire kosovare. Mais, à un moment, les Etats, contraints par l'espace public international, se sont trouvés piégés par leur acceptation, non dite, des nouvelles règles du jeu internationales, qui exige la protection de certaines valeurs de l'humanité.

» Cela pose d'ailleurs un problème, qui s'aggravera à mesure que la souveraineté sera remise en cause : user de la force pour rétablir des "droits universels", et plus seulement pour protéger ses seuls intérêts, est coûteux. D'où la doctrine du "zéro mort". Comment persuader des Etats qui n'ont pas d'intérêt national à se faire les vicaires d'intérêts universels pour lesquels ils devront payer sans être sûrs de ne pas subir des coûts supérieurs à ce que leurs opinions publiques peuvent admettre ?

– *« La souveraineté* [des Etats] *prétendait autrefois régner en maître absolu »* et tend à devenir *« un principe parmi d'autres dont plusieurs la contredisent directement »*, écrivez-vous. Vu sous cet angle, l'affaire du Kosovo ouvre-t-elle une ère nouvelle ?



DESSIN IVAN SIGG

– Sous réserve d'inventaire, on peut considérer que ce qui se passe depuis vingt jours marque une rupture considérable, exprimée par les gouvernements et les intellectuels. Voyez le cas de Jacques Chirac : politiquement, il est issu d'un courant souverainiste, or aujourd'hui, il affirme la primauté du principe de responsabilité. C'est une évolution qui, jamais, n'avait été exprimée comme telle à un tel niveau, et qui fait jurisprudence. Cela ne signifie pas pour autant que le processus sera linéaire. Si l'opération contre la Serbie se conclut par un échec politique – en avalisant d'une manière ou d'une autre l'épuration ethnique au Kosovo –, la banalisation de l'ingérence peut être remise en cause. Mais une doctrine a été énoncée, qui correspond à un vrai bouleversement. Ses remises en cause ponctuelles ne renverseront pas la tendance de fond.

– Quel rôle joue la globalisation de l'économie dans ce recul de la souveraineté ?

– Elle favorise l'interdépendance des Etats et tend à enlever à la souveraineté toute signification opérationnelle. Ce mouvement ira croissant. Cependant, on lie trop vite globalisation et économie. Ce qui me paraît dominant, c'est la globalisation de la communication par l'abolition des distances, qui jusqu'ici garantissait aux gouvernants le quasi-monopole de l'action diplomatique. Aujourd'hui, dans le monde du satellite, d'Internet, des mouvements financiers et d'images continus, l'individu est directement projeté sur la scène internationale. Le Kosovo envahit l'espace public, prend de vitesse l'action diplomatique, plus lente et fortement parasitée par les intérêts nationaux. L'économie s'est facilement adaptée à cette globalisation, quand la diplomatie court encore derrière.

– Ce même 24 mars où l'OTAN commençait de bombarder la Serbie, les Lords britanniques confirmaient leur refus de reconnaître l'immunité souveraine au général Pinochet. Le même jour, Romano Prodi, désigné à la tête de la Commission de Bruxelles, déclarait *« irréversible »* le fait que *« l'harmonisation des politiques pourrait exiger que les pays* [européens] *abandonnent de nouvelles parts de souveraineté »*.

– Oui, la concordance dans les temps des trois événements est frappante. Le processus d'intégration régionale est une première tentative concrète de réponse au dépassement de la souveraineté reine, le lieu où se réalisent pratiquement les mécanismes de la mondialisation. En soi, celle-ci est une idée, sans produit politique capable de l'incarner. L'ONU reste très loin de l'utopie du « gouvernement mondial ». En revanche, ce que la mondialisation ne peut réaliser encore sur le plan politique, on tente déjà de le construire à des échelons régionaux. C'est vrai de l'Union européenne comme d'autres intégrations politico-économiques spatialement délimitées. Prodi a raison de parler d'irréversabilité.

> « Par son ampleur, l'offensive alliée contre la Yougoslavie constitue un tournant "antisouverainiste" »

– Mais ce monde sans souveraineté n'est pas sans risques.

– Evidemment, un monde où les souverainetés nationales sont diminuées, ou démantelées, peut entraîner des risques majeurs. Dans un tel monde, les communautés politiques ne délibèrent plus, ou seulement partiellement. Si, finalement, les citoyens votent sans que leurs élus aient prise sur les grandes décisions, il y a là une dangereuse régression qui entraîne un essoufflement de la conscience politique des individus. S'ils n'ont plus la maîtrise du processus politique, ils auront tendance à se réfugier dans d'autres identifications – ethniques, religieuses... Or ce repli identitaire est souvent à l'origine du chaos ou de crises graves.

– Ne peut-on craindre un monde où le plus fort imposerait ce qui entre ou n'entre pas dans la catégorie des droits universels protégés ?

– Ce risque est évident. Car la responsabilité dont je parle et la communauté internationale que je postule ne sont encore ni l'une ni l'autre institutionnalisées. Les Etats qui agissent comme les bras séculiers d'une communauté internationale dépositaire des valeurs universelles prennent aussi en compte leurs intérêts nationaux. Ils revendiquent *ipso facto* un droit de décision pour ce qui relève de l'intervention et ce qui en est exclu. C'est déjà le cas : observez la différence entre le traitement de la question kosovare et de la question kurde ou palestinienne par les Etats-Unis.

– Pourtant, on vous sent plutôt en empathie avec l'idée d'une érosion des souverainetés nationales.

– Oui, parce qu'à côté des risques évoqués il y a une prise de conscience générale de la notion de droit universel. Je suis frappé du fait que chez ceux qui dénoncent les frappes de l'OTAN, on sent un malaise. Les souverainistes ont mauvaise conscience. Il y a vingt ans, c'eût été impensable. Le devoir d'agir face à la barbarie devient un acquis pratique, qui se conjugue avec la constitution du Tribunal pénal international et la judiciarisation du système international. Regardez aussi l'affaire Total en Birmanie. On juge inadmissible qu'une entreprise collabore avec une junte déconsidérée. L'évolution récente des relations entre les Etats-Unis et la Chine est également frappante. En quelques mois, les difficultés se sont accumulées, avec un retour en force de la question des droits de l'homme. Il y a là une rupture profonde et éminemment positive, qui entravera de plus en plus le jeu "réaliste" des relations internationales.

» D'où l'émergence de la notion de responsabilité. Une fois la primauté de la souveraineté mise en cause, il faut bien la remplacer par *un principe normatif nouveau*. Ce substitut sera façonné par l'interdépendance croissante entre les Etats, qui créera progressivement des obligations nouvelles, lesquelles donneront corps à la notion de responsabilité. Ce phénomène entièrement nouveau articule différemment le système international et l'articulera de plus en plus. Il s'avérera progressivement que l'on ne peut plus être indifférent à la violation des droits fondamentaux, aux problèmes écologiques, au développement, aux périls démographiques, etc., *chez soi et chez les autres*.

» Quand Kissinger demande, en évoquant la guerre au Kosovo, de revenir au *« réalisme »*, son exigence tombe à plat, à contre-courant. Sur le fond, les raisons de la Realpolitik de l'OTAN d'agir au Kosovo sont effectivement très faibles. C'est donc bien que la Realpolitik a pris un coup dans l'aile. A l'avenir, la Realpolitik classique, celle que l'on connaît depuis deux siècles, s'estompera. Il faut espérer qu'elle ne sera pas remplacée par le chaos, mais par le triomphe de la responsabilité. »

Propos recueillis par Sylvain Cypel

Un observateur des mutations de la diplomatie

AGRÉGÉ de relations internationales, Bertrand Badie, quarante-huit ans, est professeur des universités à l'Institut d'études politiques de Paris. Sous l'influence de sociologues comme Georges Lavau et Pierre Birnbaum, il a entrepris, avec plusieurs de ses collègues, de mettre à plat les mutations que subissent les relations internationales et interétatiques à la lumière des bouleversements technologiques et sociaux du monde moderne. Ces relations, explique-t-il dans son dernier ouvrage, *Un monde sans souveraineté – Les Etats entre ruse et responsabilité*, paru chez Fayard en janvier, sortent de plus en plus du champ de la diplomatie réaliste. Elles sont désormais soumises à la nécessité de prendre en compte le jeu d'une série de forces sociales – la communication, l'économie, les flux culturels et religieux, les mouvements d'opinion, les problèmes d'éthique – qui tendent à bouleverser les relations internationales classiques.


BERTRAND BADIE

La « clause sociale » de l'OMC ou la convention contre la corruption de l'OCDE, note-t-il, vont dans le même sens que le refus de reconnaître l'immunité au général Pinochet, l'exigence de faire juger les dirigeants Khmers rouges par un tribunal international et, bien entendu, le refus d'accepter l'épuration ethnique au Kosovo.

De père persan, M. Badie s'est également beaucoup intéressé à l'islam politique (*Les Deux Etats*, Fayard, 1987) et aux flux transnationaux (*Le Défi migratoire*, Presses de Sciences-Po, 1994, et *La Fin des territoires*, Fayard, 1995).

S. C.

Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères, au « Grand Jury RTL-"Le Monde"-LCI »

« Les Russes pourraient peut-être s'associer à une force dans le cadre des Nations unies »

« Les gestes des Occidentaux en direction de la Russie font-ils partie de la recherche d'une solution au conflit avec la Serbie ou bien ont-ils pour fonction de ménager les dirigeants russes ?

– Il ne s'agit pas de "ménager" les Russes. Il s'agit, d'abord, de les respecter, mais, surtout, de travailler avec eux, parce qu'ils sont utiles. Ils sont même, à nos yeux, indispensables pour la suite : ils sont une composante de la sécurité, donc de la stabilité, en Europe ; ils ont été des membres très actifs du Groupe de contact pendant toute la période politico-diplomatique et ils ont partagé exactement les mêmes analyses que nous, les mêmes objectifs ; ils ont fait pression eux aussi, avec tous les moyens dont ils disposaient, sur Belgrade. Malheureusement, ils n'ont pas réussi à fléchir l'obstination de Belgrade. Ils se sont retirés de cette démarche à partir du moment où nous avons, nous, pensé qu'on n'avait pas d'autre choix que d'employer la force.

» Depuis que l'Union soviétique a commencé à changer fondamentalement – grâce à Mikhaïl Gorbatchev, puis, en tant que Russie, avec Boris Eltsine –, les pays occidentaux n'ont pas commis l'erreur absolument tragique qui avait été commise après la première guerre mondiale par rapport à l'Allemagne. Au contraire, l'idée a prévalu qu'il fallait accompagner cette mutation, ce long changement. Petit à petit, la Russie a été associée aux sommets des Sept, devenus sommets des Huit dans ces circonstances. Là où nous avons peut-être été moins pertinents – mais tout le monde s'est un peu trompé, y compris les dirigeants russes –, c'est sur le type de politique économique qu'il fallait développer sur les décombres de l'économie soviétique.

– Quand M. Eltsine parle de "*guerre mondiale*", cela fait peur, non ?

– Il faut remettre ce propos dans son contexte. Il faut en tenir compte, mais il ne faut pas oublier le cap stratégique des dirigeants russes, qui est de faire en sorte que la Russie s'intègre de plus en plus dans la communauté mondiale. Ils savent qu'ils ont un certain nombre d'étapes à franchir. Cette affaire du Kosovo vient à un très mauvais moment pour eux. Ce n'est pas de leur faute, c'est pas de la nôtre, c'est un fait. D'une façon ou d'une autre, nous rétablirons ce dialogue stratégique à long terme avec la Russie, qui n'est pas rompu. Cela aura une utilité immédiate pour le Kosovo et une utilité bien plus vaste, après, pour l'Europe en général.

– Ne faut-il pas, quand même, redouter les conséquences du conflit avec la Serbie sur le pouvoir de M. Eltsine, qui est ébranlé ?

– En dépit des difficultés qu'il a pu connaître, je crois que M. Eltsine garde une grande autorité morale en Russie. C'est un vrai démocrate, le peuple russe le sait. La Russie n'a pas envie de se laisser entraîner dans des aventures. Naturellement, sur le spectre de la vie politique russe, il y a aussi des nationalistes ou des leaders qui peuvent vouloir utiliser le traumatisme de l'opinion. Je crois que les dirigeants russes – le président Eltsine, le premier ministre Primakov – sont des personnalités fortes, qu'ils sont capables de résister à ce moment, de canaliser ces emportements, sans perdre de vue leur cap stratégique dont je parlais il y a un instant.

» Nous sommes en train de travailler avec eux à une réunion dans laquelle les différents ministres concernés pourraient se retrouver pour aller plus loin dans la recherche de la solution. Par exemple, cela pourrait être les ministres des pays du G 8. On est dans une phase où les dirigeants russes peuvent montrer que leur pays va jouer un rôle, et leur opinion peut se ressouder autour d'eux sur ce plan.

– Y a-t-il eu des contacts préliminaires ?

– Il y a eu une réunion au niveau des directeurs politiques. On a réfléchi au type de conclusion auxquelles on pourrait aboutir. On ne peut pas faire une réunion des ministres des Huit – ni du Groupe de contact, d'ailleurs, le problème est le même – si l'on ne s'est pas mis d'accord à l'avance sur les résultats auxquels on peut parvenir. La réunion des ministres n'est pas encore programmée ; nous y travaillons.

– Les Russes vous ont-ils dit qu'ils ne pourraient accepter une offensive terrestre de l'OTAN ?

– Ils l'ont dit publiquement, naturellement, mais je vous rappelle que les autorités américaines disent quasiment tous les jours qu'une telle offensive n'est pas prévue ni programmée.

– Les Russes reprennent-ils à leur compte les cinq points de l'OTAN, qui sont devenus, aussi, ceux de l'ONU ?

– Pour ce qui concerne le cessez-le-feu, oui, sans problème. Pour ce qui concerne le droit au retour des réfugiés, oui, naturellement. Pour ce qui concerne le principe d'un accord politique, oui, puisqu'ils ont élaboré avec nous ce qu'on a appelé les accords de Rambouillet.

» Ensuite, on arrive à un point qui a été la difficulté principale de Rambouillet : les conditions de la sécurité dans le Kosovo de demain. Il est évident qu'on ne peut pas imaginer, sans transition, des Kosovars et des Serbes côte à côte, sans oublier les autres minorités. Il faut une sécurité internationale. Aucun des deux groupes ne peut faire confiance aux forces de sécurité des autres, c'est tout à fait impensable. Les projets antérieurs parlaient presque exclusivement d'une force de l'OTAN. Les Russes pourraient peut-être s'associer à une force qui serait déterminée dans le cadre des Nations unies. C'est une des pistes sur lesquelles nous travaillons.

– Le cadre de l'ONU suppose, de toute façon, l'accord des Russes...

– Il faut que ce règlement ait le maximum d'autorité et de crédibilité. Donc, la réponse normale, c'est le Conseil de sécurité. C'est ce dont nous parlons avec nos partenaires russes et aussi, naturellement, avec les Américains et avec les autres membres, permanents ou non, du Conseil de sécurité. »

Propos recueillis par Anita Hausser, Patrick Jarreau et Olivier Mazerolle

هكذا من الأصل

Le risque de l'indépendance sans la paix au Timor

LA NÉGOCIATION d'un règlement timorais a vraiment besoin d'un coup de fouet. A Djakarta, un régime de transition éprouve, par définition, du mal à imposer une politique avancée, il est vrai, sans grande conviction. Sur place, une pesante incertitude fait le jeu de ceux qui ne veulent pas d'un règlement dont l'inconnue n'est pas tant l'issue – probablement l'indépendance – que les modalités. A l'ONU et dans les chancelleries, l'intérêt est ailleurs. Les risques de dérapages n'en sont que plus sérieux, ainsi que l'ont prouvé les raids récents de miliciens pro-indonésiens contre des civils, même si leur bilan demeure controversé.

Certes, il n'y a guère de raisons de croire au miracle sur un territoire pauvre que les Indonésiens ont conquis en 1975 et mis au pas dans les années suivantes au prix de 200 000 victimes – le quart de la population de l'époque. Comme le président Suharto n'avait jamais obtenu la reconnaissance de l'annexion, en 1976, de la « vingt-septième province » de l'Indonésie, sa chute ne pouvait que se traduire, à terme, par l'abandon de ce qui fut, pendant plus de deux décennies, le boulet de la diplomatie de Djakarta. L'offre, le 27 janvier, par M. Habibie, le successeur de Suharto, d'un choix aux Timorais entre une *« large autonomie interne »* et l'indépendance n'a donc surpris que par sa rapidité et l'absence apparente de concertation préalable avec ses diplomates et ses généraux. Mais elle était dans les cordes.

Ce qui s'est passé depuis est plus préoccupant. Dominés par la peur, les civils indonésiens qui administrent l'ancien territoire portugais n'ont plus que l'envie d'être rapatriés, au risque de désorganiser la fonction publique, l'enseignement et le commerce du territoire. Les militaires, qui coiffent cette administration semblent plus retors : installés sur place depuis plus de vingt ans, y entretenant quelques intérêts, ils paraissent tentés par le baroud d'honneur qui revient à armer leurs supplétifs locaux afin de faire pencher la balance en faveur de l'autonomie. Politique du pire ? C'est peut-être le cas sur un territoire bien pauvre et dont l'armée indonésienne a été si longtemps le maître incontesté. En outre, l'affaiblissement du pouvoir central à Djakarta ne constitue qu'une incitation supplémentaire aux yeux de certains galonnés.

Voilà sans doute pourquoi Xanana Gusmao, le plus influent de tous les Timorais, a pris le risque d'appeler les indépendantistes à reprendre les armes pour mettre terme à des exactions perpétrées par des milices pro-indonésiennes. Alors que la négociation tendait à s'essouffler à New York, sous les auspices de l'ONU, il a révélé ainsi sa frustration, répondu à l'appel de ses fidèles et tenté de réveiller une communauté internationale qui, elle aussi, a tendance à s'assoupir. Le « prisonnier de Djakarta », en fait assigné à résidence depuis février dans la capitale indonésienne, a surtout voulu souligner la nécessité d'une intervention de « casques bleus » au Timor-Oriental pendant la phase de transition, qu'il souhaite relativement longue, avant l'indépendance. Les tensions sont trop fortes pour qu'une simple force de police internationale maintienne l'ordre pendant et après une *« consultation des Timorais »* qui pourrait avoir lieu au plus tôt en juillet et sous une forme encore indéterminée.

LA BONNE FOI DE DJAKARTA

Le gouvernement indonésien – on pouvait s'y attendre – a réagi en menaçant de le renvoyer dans une prison où il a déjà passé sept des vingt années auxquelles il a été condamné. Dewi Fortuna Anwar, conseillère du président Habibie, a jugé *« très malheureux »* son appel aux armes et affirmé qu'il ne pourrait qu'*« enflammer »* les choses alors que la présidence indonésienne était *« très sérieuse »* dans sa quête d'une *« solution pacifique »*. L'avocat du leader indépendantiste a rétorqué que Xanana Gusmao *« ne voulait pas relancer la guerre, mais qu'il n'avait pas le choix parce que, alors qu'il œuvrait en faveur de la réconciliation nationale, les militaires avaient continué de tuer des gens »*.

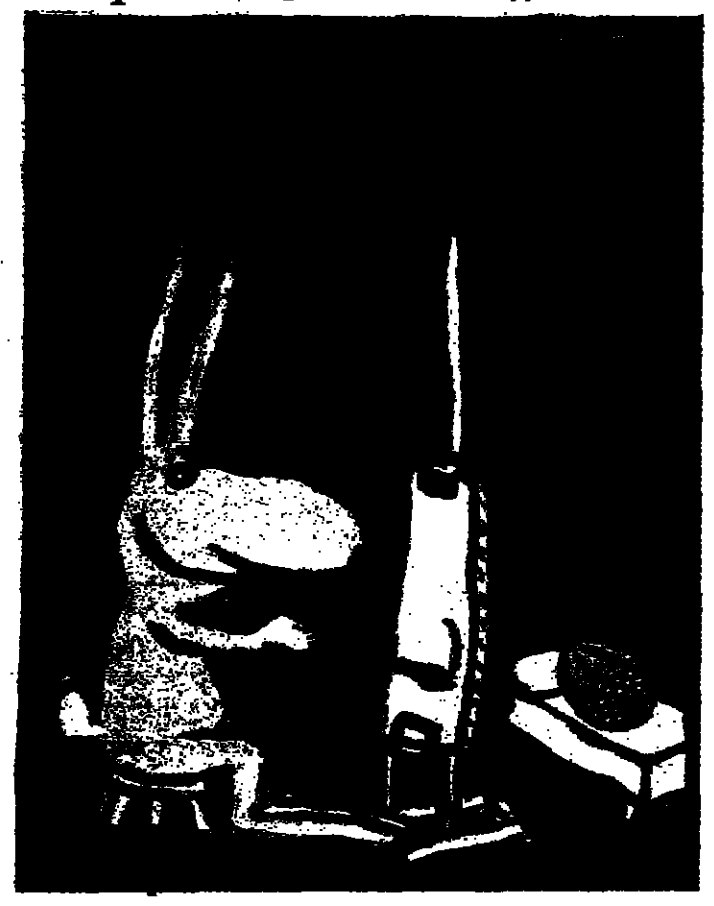
La bonne foi de M. Habibie, à deux mois de délicates élections générales en Indonésie, n'est peut-être pas en cause. Mais, pour éviter la multiplication des dérapages, le chef de l'Etat indonésien a besoin de s'assurer qu'il est suivi à domicile, notamment par ses forces armées. C'est la seule façon de convaincre que le choix offert aux Timorais entre l'autonomie et l'indépendance n'est pas une manœuvre dilatoire. Ainsi pourrait-il mieux tenir en laisse ceux qui, à Djakarta comme au Timor-Oriental, souhaitent repousser tout règlement.

Les Indonésiens ne peuvent pas se faire d'illusions sur la volonté de l'immense majorité de quelque huit cent mille Est-Timorais d'accéder à l'indépendance. Djakarta demande, en priorité, d'éviter un référendum sur ce sujet, dont le résultat serait probablement une gifle après plus de vingt ans de politique d'intégration. C'est le principal objet de la négociation des modalités d'une *« consultation générale »* qui doit reprendre à New York le 20 avril, sous l'égide de l'ONU, entre l'Indonésie et le Portugal, l'ancien colonisateur. Cette négociation a subi quelques retards, Djakarta avançant que sa proposition de *« large autonomie »* aux Timorais n'était pas prête.

La responsabilité de l'ONU, qui n'a jamais reconnu l'annexion du Timor-Oriental, est importante. Les tensions continuent de s'exacerber sur un territoire où les Indonésiens font encore la loi tout en se déclarant prêts à s'en retirer. Un départ brutal de l'Indonésie pourrait provoquer une catastrophe qui rappellerait l'anarchie laissée derrière eux par les Portugais en 1974-1975 et qui avait provoqué un appel d'air que l'armée indonésienne avait alors comblé. Pour survivre, le Timor-Oriental a besoin de la coopération de Djakarta et d'une aide internationale, y compris d'une force d'interposition, pendant au moins quelques années. Pour éviter l'indépendance sans la paix.

Jean-Claude Pomonti

Le lapeintre *par Solotareff*



Le Rwanda, une société traumatisée

CINQ ANS après le génocide au Rwanda, les plaies restent béantes. Dans le pays même, 125 000 personnes restent détenues dans l'attente d'un procès improbable. En 1997 et 1998, 1 118 personnes ont été jugées et à ce rythme, il faudra cent cinquante ans pour que justice soit rendue aux 500 000 à 800 000 Rwandais morts entre le 7 avril et le 21 juillet 1994. Les victimes, survivants de familles massacrées, propriétaires spoliés pendant les mois de terreur, sont logées à la même enseigne que les assassins présumés : une poignée d'entre elles seulement ont été indemnisées par des tribunaux débordés, minés par l'inexpérience des magistrats et les pressions du pouvoir politico-militaire. Pas plus que la justice, la paix n'est revenue. Ces cinq dernières années, les bandes armées issues de l'appareil génocidaire de 1994 ont continué, avec une intensité variable selon la fortune des armes, leurs incursions à l'intérieur du Rwanda, massacrant les victimes qui leur avaient échappé, provoquant et justifiant la politique de répression sanglante des maîtres de Kigali, le Front patriotique rwandais (FPR), qui a pris le pouvoir en juin 1994, chassant par les armes les responsables du génocide.

La gangrène s'est communiquée à toute l'Afrique centrale. Le conflit rwandais est directement à l'origine des deux guerres qui ont ravagé le Zaïre du président Mobutu, puis l'actuelle République démocratique du Congo de Laurent-Désiré Kabila, en 1996-1997 et en 1998. Par un jeu absurde d'alliances à coloration ethnique ou affairiste, une dizaine de pays – qui comptent presque tous parmi les plus pauvres du monde – sont aujourd'hui impliqués dans ces conflits dont personne n'entrevoit l'issue. Face à cette impossibilité d'envisager l'avenir, il faut une fois de plus se retourner vers le passé. Deux des principales organisations internationales de défense des droits de l'homme, Human Rights Watch et la Fédération internationale des droits de l'homme, viennent d'apporter leur contribution à ce travail en publiant *Aucun témoin ne doit survivre*, un énorme ouvrage qui veut mettre au jour les causes, le déroulement, les mécanismes et les effets immédiats du génocide de 1994.

GÉNOCIDE À CIEL OUVERT

Celui-ci fut déclenché dans la nuit du 6 au 7 avril, après que l'avion ramenant à Kigali le président Juvénal Habyarimana eut été abattu au-dessus de l'aéroport de la capitale rwandaise. Le président Habyarimana était hutu, membre d'une ethnie qui représente entre 85 % et 90 % des 8 millions de Rwandais. Les Tutsis étaient environ 600 000. Au pouvoir depuis 1973, dirigeant d'un parti naguère unique, en difficulté face à la vague de démocratisation qui balayait l'Afrique, le président Habyarimana avait choisi de renforcer son pouvoir en s'appuyant sur les divisions ethniques. L'histoire coloniale du Rwanda le lui permettait : « historiens » et « ethnologues » belges (le Rwanda et le Burundi furent des colonies de Bruxelles) ou français ont produit tout un corpus à l'idéologie nauséabonde opposant les Tutsis « hamitiques » (et donc proche des Européens) aux Hutus bantous. Renversant ce complexe d'infériorité, se nourrissant du ressentiment provoqué par la mythologie coloniale, les partisans du Hutu Power appelèrent au génocide des Tutsis dès le début des années 90.

Ainsi est né un crime unique dans l'histoire du monde : un génocide public, au grand jour. Là où les nazis, les Khmers rouges, ont cherché le secret, les *interahamwes* (les milices hutues) et les idéologues ont procédé au grand jour. Les médias du génocide appelaient clairement les populations à s'engager dans le massacre, les autorités (territoriales, militaires, partisanes) prenaient publiquement en charge l'organisation des massacres.

Aucun témoin ne doit survivre décrit longuement ce mécanisme mis en place au niveau national, mais aussi dans chacune des préfectures du Rwanda. Cette minutie permet de corriger certaines idées reçues : même si le génocide rwandais reste pauvre en moyens matériels si on le compare à l'industrie de la mort des camps nazis, toutes les victimes n'ont pas été assassinées à l'arme blanche par des paysans en furie. L'armée et la police du régime Habyarimana ont procédé à des assassinats de masse à la grenade ou avec des armes à répétition. Ce point permet d'écarter l'idée selon laquelle la totalité de la population hutue a été partie prenante des massacres. Ceux-ci ont impliqué des milliers de personnes – probablement des dizaines de milliers, dont beaucoup agissaient sous la contrainte – mais, comme le dit un témoin tutsi, *« il y a une différence entre hutu et assassin »*.

En désignant clairement les coupables, on montre par le même coup leurs complices. *Aucun témoin ne doit survivre* revient une fois de plus sur les compromissions des responsables de la politique africaine française avec les partisans du Hutu Power au nom du vieil antagonisme entre francophones et anglophones (les dirigeants tutsis, élevés en Ouganda, parlent anglais), sur la fraternité des armes qui unissait militaires français et Hutus dans la lutte contre le FPR, au point d'aveugler les premiers, qui préférèrent ne rien voir des préparatifs du génocide. Mais aussi sur l'hypocrisie des autorités belges et l'impuissance délibérée des Nations unies.

Le traitement de la crise rwandaise par l'ONU restera sans doute comme l'un des chapitres les plus lamentables de l'histoire de l'Organisation. L'inaction militaire, politique et diplomatique ne s'est d'ailleurs pas arrêtée avec le génocide. Les auteurs montrent comment l'ONU a délibérément passé sous silence le massacre de dizaine de milliers de Hutus commis par le FPR au cours de sa conquête du Rwanda. Les dirigeants tutsis se sont certainement souvenus de cette indulgence, lorsque, au printemps 1997, ils ont décidé l'extermination des réfugiés hutus rwandais qui erraient dans les jungles du Zaïre.

A l'intérieur, le FPR apparaît comme un maître magnanime qui admet la participation de Hutus à son gouvernement, mais chacun des ministres hutus vit sous la menace de dénonciations pour complicité de génocide, comme ce fut encore le cas ces derniers jours pour le premier ministre Pierre-Célestin Rwigema. Cette instrumentalisation politique des procédures judiciaires pour génocide sape la confiance des victimes et des accusés dans le système judiciaire et contrecarre les effets thérapeutiques des procès sur une société rwandaise encore profondément traumatisée.

Thomas Sotinel

PRÉCISION

STRAFOR FACOM

Dans l'article « Valeur du jour » (*Le Monde* du 10 avril) sur Strafor Facom, nous avons omis de préciser que certaines citations (Fimalac *« n'a pas les moyens financiers nécessaires au développement »* du groupe alsacien et Strafor *« a besoin de plusieurs milliards de francs pour assurer sa croissance »*) ne se trouvent pas dans le communiqué publié à l'issue de son conseil d'administration par Strafor Facom mais proviennent de l'un des porte-parole de cette société.

Le Monde
21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http : //www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Où est la presse unique ?

DANS la bataille en cours au Kosovo, l'opinion serbe compte, évidemment. Or elle est manipulée, prisonnière d'une propagande efficace. S'il y a une « presse unique » à dénoncer, une pression médiatique unidimensionnelle à critiquer, c'est à Belgrade qu'il faut les chercher. Les Serbes, la majorité d'entre eux, ne savent rien de ce qui se passe au Kosovo. Ils ignorent les campagnes d'épuration ethnique. Ils n'ont pas vu les images de villages incendiés par l'armée. Ils n'ont pas lu les récits des réfugiés. Ils n'ont pas entendu les témoignages de ces familles auxquelles on a dit : *« C'est le tracteur ou la mort. »* Pas une histoire de massacre n'a filtré. Les Serbes ne connaissent que la version du régime : des bases de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) détruites au cours d'opérations de « pacification » (ce qui voudrait dire une guérilla kosovare active dans toute la province), des malheureux fuyant les bombardements de l'OTAN (ce qu'aucun réfugié n'a confessé une fois passée la frontière).

Communiste d'appareil, formé à l'agit-prop stalinienne, Slobodan Milosevic mène depuis 1989, date de son arrivée au pouvoir, un combat essentiel à sa survie : la guerre contre les médias serbes et le pluralisme de l'information. Ce fut vrai durant le conflit bosniaque. C'est encore plus vrai pour le Kosovo. Depuis des mois, le régime harcèle la presse. Les radios et journaux indépendants ont été fermés. Les journalistes non soumis vivent dans un climat de terreur : amendes, emprisonnements, tabassages. Et maintenant assassinat : comment lire en « fait divers » le meurtre, dimanche soir 11 avril, de Slavko Curuvija, propriétaire du *Dnevi Telegraf*, quotidien indépendant interdit par les autorités ?

Le seul média de masse qui règne sur l'opinion est la télévision d'Etat. Comme au temps du régime communiste, cette télévision unique impose l'ordre des choses schizophrène caractéristique des pouvoirs totalitaires : il n'y a qu'une « réalité », celle que recrée la propagande et qui supplante la simple vérité des faits. Dans une folle entreprise de déréalisation, le réel y est soumis à l'idéologie, effacé, tenu à distance, gommé des têtes. Mots volés, mensonges d'Etat, mise en scène, tout est résumé dans l'épisode Ibrahim Rugova, comme le montre le document de l'hebdomadaire *Der Spiegel* que nous publions en pages « Horizons ». Le malheureux leader kosovar est condamné au rôle qui fut celui d'Alexandre Dubcek dans la Prague occupée par l'armée soviétique en 1968.

En temps de guerre, la presse occidentale n'est certes pas à l'abri de la désinformation. Mais on ne saurait, en cultivant une posture sceptique généralisée, mettre à équivalence la diversité des médias « occidentaux » et l'unicité des médias serbes, comme sont tentés de le faire certains médiologues. La presse « occidentale » souligne les faiblesses et contradictions de l'OTAN, de même qu'elle rapporte non seulement le drame des Kosovars, mais aussi l'angoisse des Belgradois sous les bombes. Faute de l'admettre, les critiques univoques de la presse « occidentale » versent, paradoxalement, dans la propagande.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau
Directeur artistique : Dominique Roynette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Frachon, Erik Izraelewicz (*Editoriaux et analyses*) ;
Laurent Greilsamer (*Suppléments et cahiers spéciaux*) ; Michel Kajman (*Débats*) ;
Eric Le Boucher (*International*) ; Patrick Jarreau (*France*) ; Franck Nouchi (*Société*) ; Claire Blandin (*Entreprises*) ;
Jacques Buob (*Aujourd'hui*) ; Josyane Savigneau (*Culture*) ; Christian Massol (*Secrétariat de rédaction*)
Rédacteur en chef technique : Eric Azan

Médiateur : Robert Solé

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;
partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du *Monde*,
Fonds commun de placement des personnels du *Monde*,
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS **Le Monde**

Pondichéry, Karikal et le blocus indien

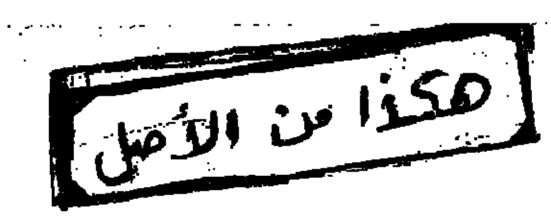
SELON des voyageurs arrivés récemment à La Nouvelle-Delhi et venant de Pondichéry et de Karikal, les Etablissements français en Inde font actuellement l'objet d'un véritable blocus économique. On sait que l'accord douanier signé entre la France et l'Inde britannique en 1941 et dénoncé l'année dernière par l'Inde nationale a cessé d'être en vigueur depuis le 1er avril de cette année.

Selon ces voyageurs, les autorités douanières et policières indiennes appliquent les règlements avec la plus grande rigueur et font désormais des enclaves françaises de Pondichéry et Karikal autant de places assiégées. Non seulement les marchandises de première nécessité ne sont plus importées du territoire indien, mais elles ne circulent même plus entre les villages, séparés par des bandes de territoire indien sévèrement surveillées par des douaniers et des policiers impitoyables.

Un malaise très vif est ressenti par la population, qui n'a pas tardé à s'apercevoir que la tolérance britannique d'avant 1941 a été remplacée par une volonté systématique, utilisée à des fins politiques, de blocus qui ne respecte même pas le droit au transit entre les enclaves, prévu par la convention de Barcelone de 1921, dont l'Inde est signataire.

Certains observateurs suggèrent l'envoi sur place d'un informateur neutre et le recours éventuel aux Nations unies, car ils estiment qu'une atmosphère de liberté est nécessaire pour le référendum prévu le 11 décembre prochain, référendum qui se trouve selon eux vicié par la politique délibérée de pressions et de mesures vexatoires de la part des autorités indiennes.

(13 avril 1949.)



ENTREPRISES

LE MONDE / MARDI 13 AVRIL 1999

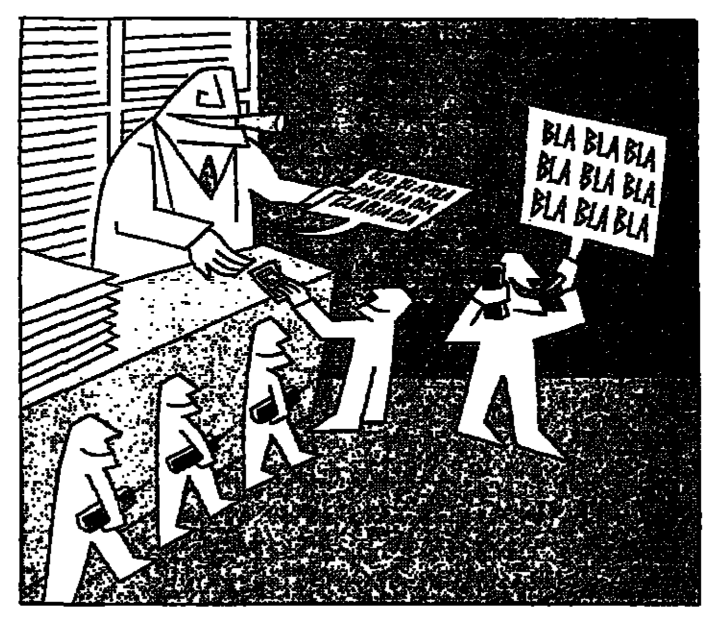
TÉLÉCOMMUNICATIONS **Les opérateurs de téléphonie fixe tentent de concurrencer France Télécom sur le marché des particuliers. Un an après le lancement du 7 de Cegetel, Télé 2 et 9 Télécom partent à l'assaut de ce marché. ● LES CONCURRENTS s'étaient concentrés, jusque-là, sur la cible des seules entreprises. Plus qu'un effort technologique, c'est une approche de marketing qui est nécessaire pour séduire les particuliers. ● LES CARTES prépayées sont en plein essor et visent la même clientèle. Elles peuvent être achetées dans le commerce et permettent d'appeler de n'importe quel combiné. ● LA MULTIPLICATION du nombre des opérateurs a conduit à la création de véritables Bourses des minutes téléphoniques. Ne pouvant pas produire eux-mêmes les minutes demandées par leurs clients, les opérateurs trouvent chez leurs concurrents la « marchandise » qui leur manque.**

La concurrence téléphonique fait son entrée dans les foyers

La bagarre commerciale pour la conquête du grand public ne portait jusqu'à présent que sur les mobiles. Un an après la fin officielle du monopole de France Télécom, de nouveaux opérateurs commencent à courtiser les particuliers

EN FRANCE, il aura fallu attendre plus d'un an après l'ouverture de la téléphonie fixe à la concurrence pour que les opérateurs privés s'intéressent aux 23 millions de particuliers abonnés au téléphone. Ce marché, estimé à 40 milliards de francs, est, jusqu'à présent, contrôlé à hauteur de 97 % par France Télécom, le 7 de Cegetel (groupe Vivendi) ayant, pour sa part, séduit 780 000 abonnés. Mais l'annonce, le 2 mars, par Télé 2 d'une offre simple et attrayante a fait l'effet d'une bombe : 44 centimes la minute partout en France, sauf à l'intérieur d'un même département, toute la journée. En deux semaines, Télé 2 a séduit 75 000 clients et vise 1 million d'abonnés fin 1999.

Les Français ne sont pas encore habitués à faire jouer la concurrence. *« Tant que les communications locales restent contrôlées par France Télécom, il est difficile d'avoir accès au client »*, estime Pascal Bourgue, porte-parole de 9 Télécom, filiale de Telecom Italia. La concurrence est théoriquement ouverte sur le marché local mais, techniquement, il faut encore passer par France Télécom pour toucher l'abonné. Les modalités techniques pour faciliter l'accès direct au client sont en cours d'examen par l'Autorité de régulation des télécommunications (ART).



« Depuis un an, les nouveaux entrants ont investi massivement pour déployer des réseaux de télécommunications. Puis ils ont attaqué le marché des entreprises. Maintenant, ils se tournent vers les particuliers, un marché de masse, afin de remplir leurs tuyaux », estime Karine Susini, responsable de l'activité télécommunications auprès de la société d'études de marché IDC. *« On n'aborde pas le marché des particuliers sur un plan technique, mais sur un plan marketing. »*

Télé 2, par exemple, a recruté un directeur marketing, Jean Donadieu, qui s'occupait précédemment de la promotion de la poupée Barbie chez Mattel. Kertel, la filiale de Pinault-Printemps-Redoute, a décidé de matérialiser son offre sous la forme d'un petit boîtier, le Kerbox. Branché sur le téléphone, il permet de sélectionner automatiquement l'opérateur (France Télécom ou Kertel) le plus avantageux en fonction de l'appel. Le 9 avril, 9 Télécom a dévoilé son offre. Ce nouvel opérateur ne veut pas se présenter comme un « hard discounter », mais comme un généraliste. Son offre pour les particuliers comporte un système de fidélisation (remise de 3 % après un an) et d'incitation à la consommation (remises de 5 % à 10 % en fonction du montant de la facture). Pour sa part, Esprit Telecom, filiale du groupe américain GTS-Esprit Telecom et titulaire du préfixe 6, devrait lancer son offre aux particuliers en juin 1999. Pierre-Henri Drevon, directeur général d'Esprit Telecom France, estime *« qu'il n'existe pas un marché de 40 milliards de francs, mais 40 marchés de 1 milliard »*. Tout est envisageable, même des forfaits à prix élevé (800 francs par exemple) pour des appels illimités dans toute l'Europe. L'opérateur Kast Telecom (titulaire d'un préfixe à quatre chiffres) projette également de formuler ses propositions en été 1999. Il le fera en association avec Siris, qui dispose du préfixe 2. L'offre de Kast Telecom tentera de se distinguer par les services : messagerie unifiée, assistant personnel.

POTENTIEL DE CROISSANCE

Siris, qui, jusqu'à présent, s'adresse uniquement aux entreprises, pourrait ainsi toucher le grand public sans investissement supplémentaire. Omnicom, opérateur français détenteur du préfixe 5, a adopté la même démarche. En novembre 1998, il a confié à Carrefour le soin de proposer au public une offre de télécommunications.

Tous ces nouveaux concurrents partent du constat que le marché de la téléphonie fixe résidentielle conserve un potentiel de croissance. Car les Français téléphonent peu : 700 minutes par an, contre 1 200 pour les Britanniques et 1 400 pour les Allemands. La baisse des prix devrait les inciter à téléphoner plus. Toutefois, d'ici à deux ou trois ans, le marché de la téléphonie fixe devrait être affecté par la montée en puissance de la téléphonie mobile et de l'Internet. Les opérateurs préparent donc des offres convergentes incluant ces trois modes de communication.

Seuls France Télécom et le groupe Cegetel en ont pour l'instant les moyens. Les autres doivent conclure des partenariats, dans le domaine d'Internet comme pour la téléphonie mobile. C'est ce que recherche 9 Télécom. Son partenaire naturel devrait être Bouygues Telecom, puisqu'ils ont un actionnaire commun, Telecom Italia. Mais Bouygues Telecom a préféré s'allier à Siris pour proposer de la téléphonie fixe à ses clients.

Pour négocier de telles alliances, les opérateurs qui se lancent sur le marché des particuliers devront être en position de force. C'est pourquoi leurs ambitions sont importantes : chacun d'entre eux veut rapidement obtenir 1 million d'abonnés, soit 4 % de part de marché total.

Enguérand Renault

Le succès des cartes prépayées, rivales des télécartes

DEPUIS PLUS D'UN AN, les particuliers peuvent acheter dans les bureaux de tabac, les Relais H, dans la grande distribution (et bientôt à La Poste) de nouvelles cartes prépayées. Ces cartes offrant un crédit de communications, émises par des opérateurs privés, font concurrence aux traditionnelles télécartes à puce de France Télécom. Si ces dernières ne sont utilisables que dans les cabines téléphoniques, les cartes prépayées permettent d'appeler de n'importe quel combiné (fixe, mobile, cabine téléphonique), en tapant un code.

Ce marché est d'accès facile. Les nouveaux entrants n'ont pas besoin d'acquérir de licence d'opérateurs auprès de l'Autorité de régulation des télécommunications (ART), ni d'investir lourdement dans des infrastructures ou un sytème de gestion de la clientèle. C'est le choix qu'a fait Intercall, le leader français dans le secteur. D'autres, comme Omnicom ou Kertel, la filiale de Pinault-Printemps-Redoute, ont décidé de faire de la carte prépayée le premier vecteur pour toucher le grand public.

Selon l'observatoire créé par Ténor (organisation professionnelle) et Cesmo (cabinet de conseil en télécommunications), le nombre de cartes prépayées ne dépassait pas 1,8 million en 1997, contre 113 millions de télécartes France Télécom. En 1998, les premières atteignaient 10,5 millions, les secondes avaient fléchi à 105 millions. En un an, les cartes prépayées ont généré 383,5 millions de minutes de téléphone et un chiffre d'affaires de 92 millions d'euros (604 millions de francs).

Selon l'étude de Ténor/Cesmo, le nombre de cartes prépayées devrait s'élever à 27 millions en 1999, avec un chiffre d'affaires de 225 millions d'euros, et connaître, les deux années suivantes, un rythme de croissance semblable. Aux Etats-Unis, le marché de la carte prépayée devait atteindre 5 milliards de dollars (4,6 milliards d'euros) en 2000, avec 500 millions de cartes.

Pour Claude Benchetrit, le président d'Intercall, le produit répond aux besoins des consommateurs. La carte prépayée, pratique à utiliser et facile à trouver, offre une grande indépendance (pas de contrat avec un opérateur). Surtout, elle permet de contrôler ses dépenses. En achetant une carte de 50 francs ou de 100 francs, on peut téléphoner sans dépasser son budget. Les cartes sont bien adaptées aux populations étrangères résidant en France, qui peuvent utiliser des cartes prépayées aux tarifs avantageux pour certaines destinations.

La clé de la réussite réside dans le marketing de l'offre et dans le réseau de distribution. Intercall a distribué 4,13 millions de cartes en 1998 (chiffre d'affaires de l'activité 160 millions de francs) dans les bureaux de tabacs, les grands magasins, Tati et Leader Price. Mais elle réalise également des cartes promotionnelles pour toutes les sociétés qui le désirent.

DANS LA GRANDE DISTRIBUTION

Kertel, qui a vendu près de 600 000 cartes, s'appuie sur le réseau de distribution de Pinault-Printemps-Redoute. Mais il écoule également des cartes via la grande distribution (Carrefour, Promodès), les Relais H, et vient de signer un accord avec Cetelem (filiale de Paribas spécialisée dans le crédit à la consommation). Omnicom, qui a débuté son activité de cartes prépayées en septembre 1998, les commercialise via Carrefour, Casino, Interdiscount, les bureaux de tabacs et les Relais H. RSL Com, filiale d'un opérateur américain, est un acteur discret de ce marché. Ce qui ne l'empêche pas d'être numéro deux du secteur, avec 1,2 million de cartes vendues. Mais il ne veut pas apparaître en première ligne et a élaboré une gamme de produits pour des revendeurs spécialisés. Disposant de son propre réseau téléphonique en France, il peut remplir ses « tuyaux » pour les appels internationaux et nationaux.

France Télécom, l'opérateur historique, ne pouvait pas rester sans réagir. En juin 1998, il a lancé sa carte prépayée baptisée « Le ticket de téléphone ». Cette carte est la seule à offrir des tarifs intéressants sur les communications locales. *« Pour toutes les destinations, France Télécom applique ses tarifs, majorés de 14 % »*, explique Marc Fossier, directeur de la division publiphonie et cartes. Vendu à 250 000 exemplaires en 1998, *« Le ticket de téléphone » devrait atteindre 2 millions d'unités en 1999.*

E. R.

Les minutes, une denrée qui se vend comme à la Bourse

SI LES OPÉRATEURS de télécommunications se livrent à une féroce concurrence pour conquérir la clientèle, ils n'en entretiennent pas moins d'étroites relations entre eux. Qu'ils soient de taille internationale ou locale, tous achètent et vendent des minutes de télécommunications à leurs concurrents suivant leurs besoins de capacité vers telle ou telle destination. La minute de télécommunication est devenue un produit banalisé qui se négocie comme tel.

Il existe même des endroits où les opérateurs négocient leur « marchandise ». Dans le centre de Paris, la société Telehouse héberge, sur 1 000 mètres carrés, des machines appartenant à la plupart des opérateurs présents en France. Toutes ces machines sont connectées entre elles et s'échangent des minutes. Un opérateur ayant besoin de minutes pour une destination précise peut ainsi trouver son bonheur. Il achemine ensuite l'appel vers son propre réseau et facture son client. *« En se regroupant sur un même plateau, les opérateurs évitent d'installer des lignes téléphoniques spécialisées entre eux, ce qui est très coûteux »*, souligne James Shibduth, directeur de Telehouse France.

Cette filiale d'un groupe présent à Londres (60 000 mètres carrés) et aux Etats-Unis se borne à accueillir les opérateurs et ne veut pas leur faire de concurrence en négociant lui-même des minutes. Une autre société, Executive Telecom, pratique aussi l'hébergement. Mais elle joue également le rôle d'acheteur « en gros » de minutes pour le compte des clients qu'elle abrite.

« Ce marché est apparu il y a cinq ans avec la déréglementation internationale et s'est étendu aux communications longues distances (hors département) en France depuis le 1er janvier 1998 », précise Pierre-José Billotte, le président d'Executive Telecom. Ce dernier pense que l'année 1999 verra le marché se structurer. Les quantités et les destinations devraient se standardiser. Surtout, la notion de qualité des communications devrait prendre de l'importance alors qu'actuellement seule la variable du prix est prise en considération.

Ce marché attire des habitués de la Bourse. Finacor, un courtier en produits financiers, a lancé en janvier 1999, une nouvelle activité baptisée Finphone, spécialisée dans le courtage de minutes téléphoniques. Finphone intervient dans deux domaines : la négociation de liaisons louées (lignes téléphoniques affectées à un grand consommateur de télécommunications, comme une banque ou une multinationale) et le courtage de minutes de communications.

Alain Beluche, directeur international de Finacor et responsable de cette activité, reconnaît que le marché est encore difficile d'accès. *« Actuellement, il est entre les mains d'opérateurs de télécommunications, de grossistes ou de vendeurs de cartes prépayées. Tous ces intervenants se livrent à une concurrence féroce qui conduit à une baisse continuelle des tarifs. Il n'y a pas encore de contrats standards ni de produits dérivés pour acheter à terme de la capacité téléphonique et ainsi spéculer à la hausse ou à la baisse des prix »*, précise M. Beluche. Ce n'est qu'une question de temps.

E. R.

Olivetti marque un point dans son offensive sur Telecom Italia

MILAN
correspondance

Le week-end a été amer pour Franco Bernabè, l'administrateur délégué de Telecom Italia. L'assemblée générale convoquée, samedi 10 avril, pour approuver le plan de défense contre l'offre publique d'achat (OPA) d'Olivetti n'a pas pu se tenir, le quorum n'ayant pas été atteint. Du coup, la voie se dégage pour Olivetti : le groupe d'Ivrea, qui prépare la plus importante OPA jamais conçue en Italie (pour 60,4 milliards d'euros), avait annoncé qu'il ne lancerait pas son offre si certaines des mesures de défense projetées par Telecom Italia étaient approuvées par l'assemblée. Franco Bernabè pourrait cependant avoir d'autres cartes en réserve, y compris l'arrivée d'un chevalier blanc.

Selon la législation italienne, une société qui fait l'objet d'une OPA ne peut adopter de mesures de défense qu'avec l'approbation d'actionnaires détenant au moins 30 % du capital, le quorum des présences à l'assemblée étant fixé à un tiers. C'est sur son plan industriel et surtout sur la conversion des actions sans droit de vote en actions ordinaires que Telecom Italia devait obtenir samedi le feu vert de ses actionnaires. Or ceux qui se sont présentés à Turin ne représentaient que 22,38 % du capital. L'assemblée a donc été immédiatement annulée, tout comme la réunion de dimanche en dernière convocation, qui n'a totalisé que 17,29 % du capital.

Pour les dirigeants de Telecom Italia, la défaite est d'importance. Les deux principaux actionnaires, le Trésor public (3,43 %) et la banque centrale (2,29 %) – vestige de l'époque où la société était publique et détenait le monopole des télécommunications –, n'ont pas participé à l'assemblée. Le gouvernement de Massimo D'Alema avait annoncé depuis plusieurs jours sa « neutralité », mais son absence a favorisé de fait Olivetti. Franco Bernabè n'a pas pu davantage compter sur le « noyau dur » de ses actionnaires – des banques et des assurances, ainsi que l'Ifil de la famille Agnelli –, qui est venu le soutenir mais ne représente que 5,64 % du capital. Surtout, le plan de défense de Telecom Italia n'a su convaincre, malgré une campagne massive de publicité, ni les petits porteurs ni les investisseurs institutionnels.

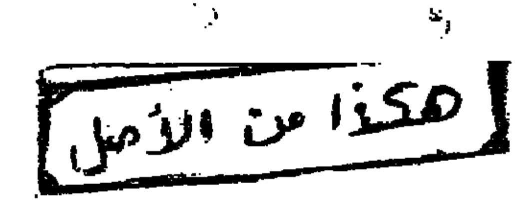
CESSION D'ACTIFS

Au cours d'une conférence de presse improvisée, samedi matin, Franco Bernabè a tenté d'expliquer les options qui lui restent. La direction du groupe va continuer à céder des actifs, notamment sa filiale de télévision à péage Stream, dont la vente est attendue dans les prochains jours. Mais le conseil d'administration n'envisage pas, dans l'immédiat, de convoquer une nouvelle assemblée, y compris celle qui devait approuver, fin avril, la plus importante des mesures de défense, l'OPA de Telecom Italia sur sa filiale de téléphonie mobile TIM. En revanche, le conseil *« évaluera les propositions que le marché pourrait lui présenter »*. La presse italienne a unanimement interprété cette annonce comme la prochaine entrée en lice d'un chevalier blanc étranger – British Telecom, Deutsche Telekom ou l'espagnol Telefonica.

Cet épisode représente une première victoire pour Roberto Colaninno, le patron d'Olivetti, qui a, lui aussi, utilisé de pleines pages publicitaires pour tenter de convaincre les actionnaires de son adversaire. Le groupe d'Ivrea a déclaré que l'annulation de l'assemblée marque *« le désintérêt et les doutes du marché concernant les mesures présentées par le management de Telecom Italia »*. Olivetti avait annoncé qu'il renoncerait à son OPA en cas d'approbation de la conversion des actions d'épargne en actions ordinaires et de l'OPA sur TIM. A la fin de la semaine dernière, le groupe a présenté à la Consob (la commission des opérations boursières) le dossier, presque complet, qui décrit son offre. Si aucun obstacle ne surgit, l'OPA pourra être lancée dans les derniers jours du mois d'avril. Olivetti recueillera automatiquement les actions si plus de 67 % du capital adhèrent à son offre, et y renoncera en cas d'adhésion de moins de 35 % des actionnaires.

Roberto Colaninno et Franco Bernabè risquent tous les deux leur image et leur carrière dans cette bataille. Le premier a suscité nombre de critiques fin mars, lorsque Olivetti a liquidé une participation significative qu'il détenait dans… Telecom Italia, sans avertir immédiatement la Consob. Et certains aspects de son offre suscitent encore des doutes dans la communauté financière, notamment l'énorme endettement qui résultera de l'opération ou le fait que, s'il recueille plus de 35 % mais moins de 67 % d'adhésions à son offre, Olivetti restera libre de prendre ou non le contrôle de Telecom Italia. Mais M. Bernabè, qui n'a pas réussi à mobiliser ses actionnaires autour de son projet, vient de perdre une manche. Il semble qu'il manque encore l'élément décisif qui permettra aux marchés de choisir leur camp.

Marie-Noëlle Terrisse



Le « call center » européen d'Air France emploiera 240 personnes à Londres

La CGT parle de main-d'œuvre à bas prix

LONDRES
de notre correspondant à la City

L'ouverture par Air France, en avril, d'un centre de réservation européen à Londres s'inscrit dans la stratégie des compagnies aériennes de rationalisation des centres d'appel actuellement disséminés en Europe. La CGT accuse la compagnie de vouloir tirer profit de la déréglementation du marché du travail en Grande-Bretagne, où le coût de la main d'œuvre est devenu l'un des plus bas de la zone OCDE.

« Avec 275 langues parlées, Londres est probablement l'une des villes les plus cosmopolites en Europe. C'est l'endroit idéal pour le recrutement de personnel polyglotte. Cette initiative souligne notre volonté d'être une compagnie vraiment européenne », a déclaré Thierry Verdier, le directeur du nouveau *European call center* londonien, qui doit employer 240 personnes. Dans un premier temps, le site de Wembley, dans la banlieue nord de la capitale, traitera les appels du public et des agences de voyage provenant du Royaume-Uni et de l'Irlande. A partir de l'été, le champ d'opération sera étendu aux réservations originaires d'Allemagne, d'Autriche, de Belgique, d'Espagne, d'Italie et de Suisse. Parmi les langues utilisées, outre le français, l'anglais, l'italien, l'espagnol et l'allemand, le suisse alémanique, le flamand et le catalan.

Air France suit l'exemple des compagnies américaines TWA et Delta, qui ont concentré leurs réservations pour toute l'Europe à Londres. Pour Air France, la Grande-Bretagne est non seulement le deuxième marché en Europe après l'Allemagne, mais Londres, première place financière européenne, est aussi un carrefour des liaisons aériennes avec les Etats-Unis, l'Afrique et le Proche-Orient.

BILLETS ÉMIS DE BOMBAY

En Amérique du Nord, Air France est en train de concentrer ses activités de réservation à Miami (qui couvrira aussi l'Amérique latine) et à Montréal. *« Le transport aérien se mondialise. Des services comme les réservations au téléphone se déplacent facilement dans les pays où la main d'œuvre est bon marché et où les syndicats sont faibles. Aujourd'hui, grâce aux progrès technologiques et à l'abaissement du coût des communications, la location géographique importe peu »*, insiste un analyste de la City. Ainsi British Airways a son centre de réservation principal à Newcastle, dans le nord de l'Angleterre, alors que l'émission d'une partie des billets se fait à Bombay, en Inde.

Fiscalité souple, faibles charges sociales, personnel flexible... En France, les syndicats considèrent que le *call center* de Wembley illustre la volonté d'Air France, dont le capital a été en partie ouvert au public, de réduire ses coûts salariaux en prévision d'une possible deuxième tranche. Mais l'annonce de la création d'un millier d'emplois au *hub* d'Air France à Charles-de-Gaulle-2 aurait eu raison de l'hostilité du ministre des transports, Jean-Claude Gayssot, à cette délocalisation outre-Manche.

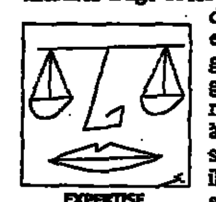
Marc Roche

IBM est condamné à réintégrer des salariés mal reclassés

La société informatique devrait se pourvoir en cassation

Le groupe informatique IBM avait incité quarante-cinq salariés, dont l'emploi était supprimé, à intégrer une société qui n'a, en fait, jamais fonctionné. La cour d'appel de Montpellier a accusé IBM de dol. Dans un jugement très sévère, elle condamne IBM à réintégrer ces salariés et à leur verser d'importantes indemnités.

LA CONFUSION entre *« suppressions d'emplois »* et *« licenciements »* met souvent hors d'eux les dirigeants d'entreprises. Entre les mesures d'âge et les reclassements dans d'autres entreprises, les grands groupes arrivent souvent à éviter que les salariés dont ils se séparent se retrouvent inscrits à l'ANPE. IBM est de ceux-là : il a supprimé plusieurs milliers d'emplois ces dernières années, sans prononcer un seul licenciement pour motif économique. Outre des mesures d'âge exceptionnelles – dès 51 ans –, le groupe s'est efforcé de retrouver un emploi aux « IBMers » dont il se séparait. Mais cette obsession du reclassement a connu un raté de taille à Montpellier. En 1994, la firme y a supprimé 800 emplois et a créé un parc industriel sur lequel elle a, entre autres, attiré une société, DSIE, qui entendait fabriquer et vendre des écrans d'ordinateurs, en partenariat avec une société sud-coréenne. Moyennant subventions, DSIE, dont le dirigeant est un ancien d'IBM, devait reprendre 45 salariés d'IBM. Le 30 mai 1994, chacun d'eux signe un protocole dit de *« résiliation conventionnelle du contrat de travail »*, accompagné d'un avenant spécifiant que la résiliation ne vaut que si le salarié signe un contrat à durée indéterminée avec DSIE. Ce sera chose faite. Quelques semaines de vacances seront même accordées aux salariés.


EXPERTISE

Mais, dès la rentrée de septembre, ceux-ci s'aperçoivent que DSIE n'a quasiment aucune activité. Tous seront licenciés pour motif économique en février 1995. Avec l'appui de la CFDT, vingt salariés demandent leur réintégration devant les prud'hommes. Le tribunal les déboute et leur accorde une indemnité de 3 000 francs. Mais, le 1er avril, devant la cour d'appel de Montpellier, les salariés ont obtenu gain de cause. Selon eux, IBM France avait connaissance, au premier semestre 1994, de la situation précaire de DSIE et les a trompés en s'abstenant de les en informer. Ils demandent donc annulation du contrat de résiliation et retour à la situation antérieure ainsi que des dommages et intérêts.

« MANŒUVRES »

De son côté, IBM soutient qu'au jour de la signature des protocoles, l'intention frauduleuse n'était pas établie. Il refuse la réintégration, prétendant que cette mesure n'est pas prévue par le code du travail et que son plan social n'ayant pas été annulé, les actes subséquents ne peuvent pas l'être. Enfin, comme les indemnités de départ étaient élevées, il refuse les dommages et intérêts demandés. Le tribunal ne l'a pas suivi. Pour lui, il convient de rechercher si le consentement des salariés a été recueilli par erreur ou dol.

Pour le tribunal, *« le dol est une cause de nullité de la convention lorsque les manœuvres pratiquées par l'une des parties sont telles qu'il est évident que, sans ces manœuvres, l'autre partie n'aurait pas contracté »*. Pour le juge, IBM a, *« notamment du fait de son caractère multinational, la possibilité d'avoir de façon rapide et sûre des informations sur d'autres entreprises susceptibles de travailler avec elle ou pour elle »*. Au 31 juillet 1994, *« aucune étude des opérations de production évoquées, ni aucune étude de marché relative à la vente de ces moniteurs n'ont été effectuées »*. Les salariés, au printemps 1994, *« n'ont eu pour information que des déclarations rassurantes de leur employeur, tant sur la naissance d'un parc scientifique que sur l'installation sur ce parc d'une société constituée par des groupes puissants, sans qu'il soit porté à leur connaissance que ces "groupes puissants" n'avaient apporté aucune garantie financière au soutien de leurs engagements »*.

Pour le juge, *« ce mécanisme dans lequel une des parties, supérieure à l'autre en raison de sa taille internationale, de ses capacités à appréhender les systèmes financiers et économiques, a conduit l'autre partie, en position d'infériorité tant pour son individualité que pour ses difficultés d'accès aux renseignements financiers et économiques, à souscrire un engagement dont elle a été persuadée qu'il lui permettrait de conserver un emploi, s'analyse comme un dol »*. En conséquence, le juge condamne IBM à réintégrer les salariés à compter d'un délai de quinze jours suivant la notification du présent arrêt, sous astreinte d'un montant de 1 000 francs par jour et par salarié. Par ailleurs, en raison du *« comportement frauduleux »* et du préjudice subi par les salariés, IBM est condamné à verser entre 100 000 et 400 000 francs d'indemnités à chacun des vingt plaignants. L'entreprise, qui explique que le principal dirigeant de DSIE *« y a cru »*, va exécuter ce jugement, même si elle envisage de se pourvoir en cassation.

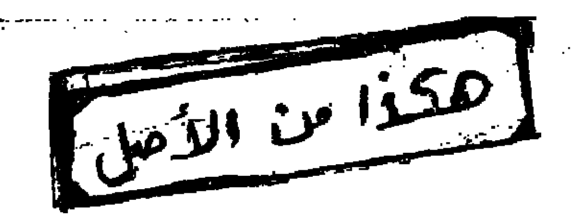
Frédéric Lemaître

L'usine britannique de Peugeot travaille sept jours sur sept

L'USINE Peugeot de Ryton, au cœur de l'Angleterre, est, depuis le 9 avril, le premier site automobile européen à travailler sept jours sur sept. La filiale britannique de Peugeot, qui emploie 6 000 personnes, a embauché 900 ouvriers supplémentaires. L'objectif est de produire 150 000 véhicules cette année, dont les deux tiers exportés. C'est le résultat du succès de la 206 et de l'accord sur le temps de travail conclu en 1997. *« L'extension de notre activité le week-end couronne plusieurs années d'augmentation de la productivité. Nous avons atteint aujourd'hui les meilleurs niveaux européens »*, déclare Richard Parnham, directeur-général de Peugeot Motor Company.

Échec sur les 35 heures au Crédit agricole

LES SYNDICATS du Crédit agricole doivent se prononcer, mardi 13 avril, sur un projet d'accord sur les 35 heures qui prévoit 10 300 embauches sur trois ans et le maintien des salaires. Après consultation de leurs mandants, les responsables de la CFDT, favorables à la signature, ont constaté que 80 % des sections y sont opposées, en raison surtout de l'accroissement de la flexibilité. Ce syndicat, principale organisation de la banque, ne signera donc pas le texte. FO, la FGSOA et la CGC ont également décidé de ne pas le signer tel quel. La CGT et la CFTC avaient quitté la négociation.



Young & Rubicam est devenue la nouvelle référence publicitaire mondiale

Dans un entretien au « Monde », Edward Vick, PDG du groupe publicitaire américain, que l'hebdomadaire « Advertising Age » vient d'élire « réseau de communication de l'année », explique sa vision du métier et juge la communication de l'OTAN

NEW YORK
de notre envoyée spéciale

La cinquantaine dynamique, Edward Vick est depuis décembre 1997 PDG du groupe américain Young & Rubicam, constitué des réseaux Young & Rubicam pour la publicité, Landor pour le design, Burson Marsteller pour les relations publiques, Wunderman Cato Johnson pour le marketing relationnel, etc. Donné moribond il y a trois ans en raison de son image vieillotte, le groupe new-yorkais brigue aujourd'hui la quatrième place du marché, devant le japonais Dentsu, et se distingue par ses performances financières et son organisation à contre-courant. En six mois et après avoir introduit 42 % de son capital à Wall Street – une autre tranche pourrait être cédée au public dans les prochaines semaines –, Young & Rubicam est devenue la nouvelle référence publicitaire.

« Quel bilan faites-vous de votre introduction en Bourse ?

– Tous les indicateurs demandés aux entreprises cotées en Bourse sont au rendez-vous. C'est une bonne surprise ! Après avoir vécu pendant soixante-quinze ans en toute indépendance, nous avons franchi le pas de la cotation publique sans savoir vraiment ce qui nous attendait. La seule chose que nous savions était qu'il nous fallait, nous aussi, faire partie de ces groupes capables de mettre d'importantes sommes d'argent sur la table pour financer leur croissance. Nous avons ainsi annoncé, le 5 avril, l'acquisition pour 175 millions de dollars *(162,3 millions d'euros)* de KnowledgeBase Marketing, une grosse entreprise de gestion de bases de données.

– Envisagez-vous d'autres acquisitions à court terme ?

– Brand Dialogue, notre société de communication interactive qui emploie déjà trois cents personnes, va continuer à grandir organiquement et par acquisitions. Nous n'envisageons pas d'étoffer Landor, notre réseau de design, ni notre réseau publicitaire. Nous essaierons seulement d'améliorer notre palmarès à Cannes *[Le festival international de la publicité qui a lieu en juin, chaque année]* cette année, c'est symbolique pour attirer les talents. En revanche, nous avons de sérieux projets d'acquisition dans la communication médicale, où on nous a fait plusieurs propositions. Nous n'avons pas encore pris de décision pour l'instant.

– Faites-vous partie de ceux qui croient au développement de la publicité ethnique ?

– C'est une discipline à laquelle nous accordons une attention soutenue. Nous avions le groupe Bravo pour la communication destinée à la communauté hispanique. En novembre, nous avons acquis l'agence Kang & Lee, qui se développe, elle, sur le marché asiatique américain. Nous aimerions vraiment nous adjoindre une agence de communication destinée aux Afro-Américains. Nous réalisons, depuis un an seulement, que nous avons une agence hispanique sans avoir pour autant de stratégie sur ces questions. Or, si vous prenez les Afro-Américains, les Hispaniques et les Asiatiques, ils constituent presque la majorité de la population des Etats-Unis !

– S'agit-il d'une nouvelle mode publicitaire qui pourrait être exportée en Europe ?

– La question n'est pas nouvelle, et je pense que c'est spécifiquement américain. Pendant deux cents ans, l'Amérique a été un melting-pot. Ce qui voulait dire que, lorsque les réfugiés arrivaient d'autres pays au début du siècle, ils se fondaient dans la masse et s'"américanisaient". Aujourd'hui, les segments de population d'origine étrangère comme les Afro-Américains, les Hispaniques ou les Asiatiques sont tellement importants qu'ils déterminent la société : ils ne se mélangent plus et retiennent de plus en plus de leur propre culture au lieu de former un pays homogène. C'est vraiment une situation unique.

– Ne craignez-vous pas en découpant la société américaine en tranches "ethno-marketing" de nourrir les discriminations ?


EDWARD VICK

– Il y a des valeurs communes largement partagées, comme chez vous en Europe. Et puis parfois il faut parler, pour être plus précis, plus persuasif, différemment à une communauté ou à une autre, comme vous distinguez en Europe un Allemand d'un Français. Dans certains cas, vous pouvez parler à tous les Européens d'une seule voix, dans d'autres cas, il est préférable d'utiliser des références qui leur sont propres. Chez nous la situation est analogue. Il y a dix ans, nous n'avions pas les médias qui nous permettaient d'atteindre ces communautés de façon spécifique. Nous utilisions donc les médias de masse avec une certaine déperdition. Grâce à la multiplication des médias, notamment ethniques, nous pouvons segmenter davantage.

– L'agence de relations publiques américaine Hill & Knowlton a été chargée de distiller les "bonnes images" de la guerre du Golfe, en 1991. Que pensez-vous aujourd'hui, en tant que publicitaire et vétéran du Vietnam, de la communication de l'OTAN sur l'engagement des alliés au Kosovo ?

– En dehors du fait politique, l'OTAN a un véritable problème de relations publiques, de gestion de sa communication et de l'image qu'elle donne de son intervention. Le Kosovo, ce sont des sables mouvants dans lesquels nous avançons centimètre par centimètre, comme au Vietnam. Pour sa communication, l'OTAN a pris le sujet à l'envers. Ils ont fait de grandes déclarations sur ce qu'ils voulaient faire et aligné les armes les plus sophistiquées en pensant que cela allait être facile parce qu'au Panama et, finalement, dans le Golfe aussi, ça avait été facile. Au Kosovo, ce n'est pas le cas ! Or, le leadership, c'est pour une grande part de la communication. Vous devez savoir ce que vous êtes en train de faire et ensuite vous communiquez. Cela étant, les relations publiques ne peuvent pas se substituer à une mauvaise stratégie, elles n'ont jamais réussi à vendre un mauvais produit. L'OTAN doit s'attendre à un retournement de l'opinion publique. Surtout s'il est question de l'envoi de troupes au sol. »

Propos recueillis par Florence Amalou

Soixante-quinze ans de publicité

● L'agence de publicité Young & Rubicam, rappelle l'hebdomadaire américain *Advertising Age* (daté du 2 novembre 1998), a été créée en 1923 par John Orr Young et Raymond Rubicam. Leur première réalisation, une brochure publicitaire, explique comment fabriquer à la maison ses propres lacets de chaussures.

● **Cinq ans plus tard**, les deux associés s'installent dans le bâtiment que le groupe occupe encore au 285 Madison Avenue, à New York.

● **En 1951**, Young & Rubicam conçoit et produit le premier spot télévisé en couleurs aux Etats-Unis pour les desserts Jell-O.

● **En 1980**, Young & Rubicam devient le numéro un mondial de la publicité, devant un autre américain, J. Walter Thompson, et achète le bâtiment de Madison Avenue.

● **Quatre ans plus tard**, et après dix ans de croissance ininterrompue, Young & Rubicam affiche des profits en forte baisse, ce qui l'oblige à fermer l'agence de San Francisco (Calfornie) et à vendre celle de Cincinnati (Ohio).

● **En 1998**, Young & Rubicam, qui a renoué avec la croissance, a réalisé une marge brute de 1.522 milliard de dollars, en progression de 10 % par rapport à 1997.

Le plan de l'AFP sera présenté en novembre

REDONNER confiance et imposer un mode de gestion plus rigoureux. Le nouveau président de l'Agence France Presse (AFP), Eric Giuily, élu le 9 mars, a esquissé les grandes orientations de sa stratégie à cinq ans, au cours du comité d'entreprise du jeudi 8 avril et qui sera soumis au conseil d'administration du 14 avril. Le nouveau PDG a souhaité trancher avec la gestion passée de Jean Miot, en affirmant qu'il ne reprendrait pas à son compte le plan qui impliquait des départs à partir de cinquante-sept ans. Eric Giuily a également prévu de soumettre un budget 1999 *« en équilibre »*.

Son plan doit *« être présenté au conseil d'administration mi-novembre, pour être appliqué dès l'an 2000 »*. Il a promis *« une large concertation et un dialogue approfondi au sein de l'entreprise »*. Concrètement, des groupes de travail pluridisciplinaires seront mis en place à la mi-avril et la rédaction du plan *« s'effectuera sur la base des rapports définitifs de chaque groupe »*.

Tous les axes de développement seront analysés, qu'il s'agisse de l'international, le multimédia, l'emploi de la langue anglaise, l'importance donnée aux sports et à l'économie. Quatre ou cinq groupes, réunissant chaque fois *« toutes les composantes de l'agence, rédaction, service commercial, technique, etc., seront impliquées »*, a-t-il indiqué. M. Giuly ne fera pas appel à un cabinet extérieur pour élaborer son plan stratégique, même si des personnalités extérieures pourront être consultées *« en fonction de leurs compétences sur le sujet »*.

SUIVI MENSUEL

Afin de *« recentrer l'agence sur ses clients »* et *« être plus collectif dans les procédures de décisions »*, le président a proposé la nomination de deux directeurs généraux adjoints, l'un chargé de l'information, l'autre de la gestion de la coordination. Denis Brûlet, actuel directeur de l'information, devrait être promu directeur général adjoint tandis que le second sera choisi à l'extérieur de l'agence. Par ailleurs, *« le commercial, le développement et la communication sont séparés et rattachés directement au président »*.

Pour répondre aux critiques très sévères du rapport de l'inspection générale des finances rendu public en juillet 1998, le PDG de l'agence met en place lundi matin des indicateurs financiers et de gestion plus précis. Un coordinateur sera nommé par filiale et un comité de suivi de ces filiales se réunira tous les deux mois. Le PDG compte aussi mettre en place avant la fin de l'année *« un suivi mensuel des résultats et performances »* du groupe.

Nicole Vulser

Marathon Productions à l'assaut du marché américain

ONZE MILLE professionnels, étrangers à 85 %, se retrouvent au Marché international des programmes de télévision (MIP TV) du 12 au 17 avril à Cannes. Malgré leur faible nombre, les exposants français font bonne figure. C'est le cas de Marathon Productions, qui occupe un des plus gros stands du marché. Sans tapage, cette société de production, créée en 1990 par Olivier Brémond et Pascal Breton, s'est imposée comme un des leaders sur le marché français de la fiction pour la télévision.

Marathon Productions n'a pas cherché, dès son lancement, la compétition frontale avec ses concurrents. Plutôt que de s'engager sur le secteur encombré et périlleux du *prime time* – l'après 20 h 30 –, la jeune société a d'abord exploré le créneau prometteur du *day time* – la journée – et spécialement la fin d'après-midi.

Selon Olivier Brémond et Pascal Breton, *« le 18-20 heures réalise 40 % des recettes publicitaires de la télévision »*. *Sous le soleil*, série produite par Marathon Productions, est la reine de cette tranche horaire. Après 103 épisodes de 52 minutes, diffusé le samedi sur TF 1, *Sous le soleil* enregistre *« 34 % de parts d'audience sur l'ensemble des foyers »*, précise Pascal Breton. Performante en audience, la série l'est aussi par son coût : chaque épisode est livré pour 2,9 millions de francs. TF 1 devrait prochainement signer avec Marathon Productions pour une année supplémentaire.

« ÉCONOMIES D'ÉCHELLE »

Après être devenue *« la plus longue série de ce format jamais produite en France »*, selon Pascal Breton, *Sous le soleil* a aussi séduit les télévisions étrangères. Elle a été achetée par plus de 30 pays dont l'Allemagne. La chaîne allemande Vox a acquis 130 épisodes.

L'international est la vraie source de bénéfices de Marathon Productions. Elle reprend à son profit la stratégie habituelle des productions américaines : rentabiliser une série sur le marché national puis la vendre à prix compétitif à l'étranger. Ainsi, Marathon Productions négocie la série de 6 000 francs (914,7 euros) à 216 000 francs (32 929 euros) l'épisode suivant les territoires.

Le succès de *Sous le soleil* a attiré l'attention des majors américaines. *« Notre stratégie est relayée par un grand studio américain, la Paramount »*, annonce Marathon Productions. *« Après avoir analysé toutes les séries européennes, la Paramount a estimé que la série a une chance de réussir sur le marché nord-américain »*, précise Pascal Breton. Cet engouement pourrait même déboucher sur une minirévolution culturelle. *« Pour la première fois*, s'enthousiasme le cofondateur de Marathon Productions, *ils ont l'idée de doubler la série pour la vendre à un network ou bien à une importante chaîne du câble qui financerait le doublage. »* Mais la société devrait financer elle-même le doublage de la série pour la vendre directement à un network.

Marathon Productions ne se limite pas à *Sous le soleil*. D'autres séries, telle *Extrême limite*, déjà en troisième diffusion le samedi à 16 h 30 sur TF 1, ou *25 degrés sud*, toujours sur TF 1, le mercredi à 14 h 40, assurent les revenus de Marathon Productions. En 1998, elle a réalisé 200 millions de francs de chiffre d'affaires (30,49 millions d'euros) et 4 millions de francs de résultat net. Les ventes à l'étranger ont rapporté 38 millions de francs. Olivier Brémond et Pascal Breton prévoient une hausse de 40 % des revenus tirés de l'international. Marathon songe à exploiter son savoir-faire sur le *prime time*.

La mise au point d'un système de *« double tournage où deux équipes réalisent chacune, en parallèle, quatre épisodes par mois »* permet à Marathon Productions d'être *« la seule société à être capable de fournir 40 épisodes de 52 minutes par an à une chaîne »*. Même *« les Américains n'y parviennent pas »*, signale Pascal Breton. Ce système permet aussi une *« économie d'échelle de 15 % »*. Les autres *« gros chantiers »* de Marathon Productions sont les *« grosses séries internationales coproduites en anglais »* et les longs-métrages. La société prépare pour la télévision *Les Voyages de Gulliver* avec le renfort de Canadiens et d'Allemands.

DÉVELOPPER LE DESSIN ANIMÉ

Toutefois, Marathon Productions n'oublie pas de travailler ses points forts. La société, installée depuis ses débuts sur les marchés de la fiction, du documentaire et de l'animation, vient de recruter Vincent Chalvon-Demersay. En compagnie de Jacqueline Tordjmann, il a relancé Saban France, devenu en dix ans *« le plus gros producteur français d'animation »*. M. Chalvon-Demersay prendra une *« participation progressive au capital de Marathon Productions »* détenu aujourd'hui par Olivier Brémont (43 %), Pascal Breton (21 %) et Gérard Bremont (36 %). Il souhaite *« développer le pôle animation en visant le marché international »*. Le budget moyen devrait atteindre 40 millions de francs (6,098 millions d'euros). Son objectif est que *« Marathon Productions soit considérée à parts égales comme une société de fictions, de documentaires et d'animation »*.

Guy Dutheil

هكذا من الأصل

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **RHÔNE-POULENC : la Food and drug administration (FDA),** autorité américaine de règlementation des médicaments, a refusé, vendredi 9 avril, l'approbation d'un médicament de Rhône-Poulenc contre les rhumes d'origine allergique, l'ébastine, vendu sous la marque Kestine.

● **PHARMACIE : les syndicats de l'industrie pharmaceutique** (85 000 salariés) ont accusé, vendredi, le patronat de la branche de mener *« dans l'impasse »* les négociations sur les 35 heures et ont *« dénoncé »* son attitude, jugée *« consternante et irresponsable »*.

● **RENAULT : le président du groupe français,** Louis Schweitzer, a déclaré dans une interview au quotidien *La Tribune* du 12 avril qu'il n'excluait pas de céder sa participation de 22,5 % dans le constructeur de camions nippon Nissan Diesel. Renault, a-t-il précisé, *« n'a pas vocation à avoir deux filiales poids lourds »*.

● **VOLKSWAGEN : le constructeur automobile allemand** a enregistré une hausse de 10 % de ses ventes au premier trimestre de 1999.

● **SHANGHAI GM : le joint-venture entre General Motors et la Shanghai Automotive Industry Coporation** a commencé, lundi 12 avril, à produire en série des modèles de voitures de tourisme Buick.

● **COMPAQ : le groupe informatique a averti les marchés** boursiers qu'en raison d'un ralentissement des ventes, son bénéfice au premier trimestre serait moitié moindre que prévu.

FINANCES

● **KOKUMIN BANK : les autorités bancaires japonaises** ont placé, dimanche 11 avril, sous tutelle cette petite banque de Tokyo (750 employés, 40 succursales), menacée d'effondrement après des retraits massifs consécutifs à des articles de presse spéculant sur une faillite prochaine de l'établissement.

● **NASDAQ : la Bourse électronique américaine,** qui regroupe les valeurs technologiques, est prête pour le basculement informatique de l'an 2000. Le Nasdaq a conclu, samedi, avec succès une série de tests étalés sur quatre week-ends consécutifs en mars et avril.

● **BANQUES POPULAIRES : la CFTC a, comme la CGC, signé un accord sur les 35 heures aux** Banques populaires, adhérentes à l'Association française des banques. Pourtant, les fédérations CFDT, CGT,FO et CFTC avaient décidé de ne signer aucun accord d'entreprise sur ce thème, car ils contestent l'accord de branche sur les 35 heures signé par le seul SNB-CGC.

RÉSULTATS

● **SNPE : la Société nationale des poudres et explosifs** a annoncé, lundi, un quasi doublement de son bénéfice net 1998, à 94,6 millions de francs (14,42 millions d'euros), contre 50 millions de francs en 1997.

AGENDA

MARDI 13 AVRIL

■ **ALLEMAGNE :** commerce extérieur en février.
■ **ETATS-UNIS :** statistiques des ventes au détail, des prix à la consommation, et des salaires en mars.
■ **JAPON :** rapport mensuel de la Banque du Japon.
■ **RÉSULTATS :** comptes trimestriels d'Intel.

MERCREDI 14 AVRIL

■ **EUROPE :** commerce extérieur de l'Euro-11 en janvier.
■ **ETATS-UNIS :** stocks des entreprises en février.
■ **ALLEMAGNE :** commerce de détail en février.
■ **RÉSULTATS :** comptes de 1998 du BHV, de Mannesmann, Continental ; résultats trimestriels d'Apple.

JEUDI 15 AVRIL

■ **FRANCE :** balance des paiements de janvier.
■ **ALLEMAGNE :** conseil de la Bundesbank.
■ **ITALIE :** production industrielle en février.
■ **ESPAGNE :** prix à la consommation en mars.
■ **RÉSULTATS :** comptes définitifs de 1998 de Clarins, Merck, Deutsche Telekom ; résultats trimestriels de General Motors, Ford, Delta Airlines, Carrefour.

VENDREDI 16 AVRIL

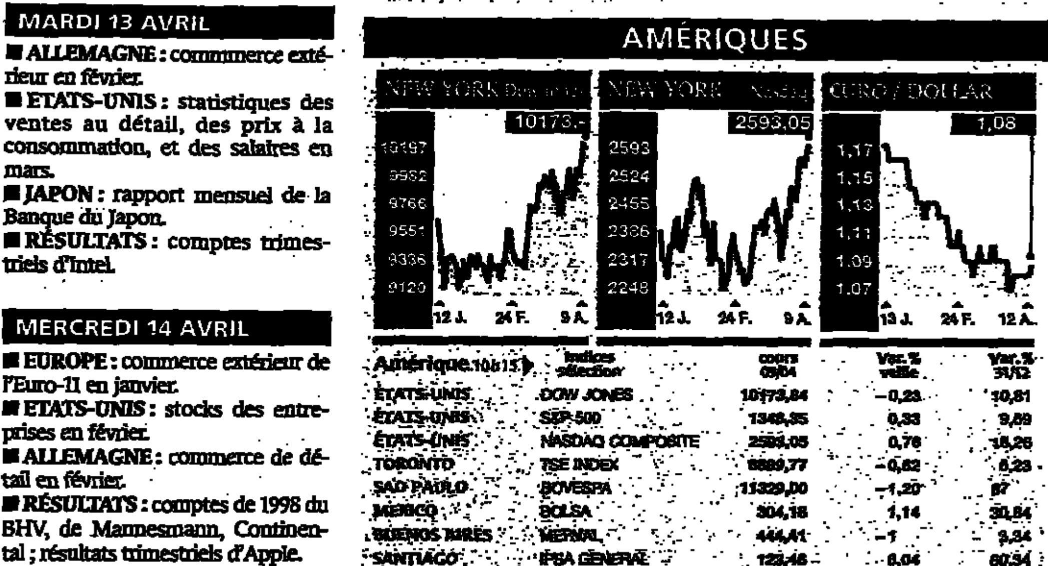
■ **EUROPE :** réunion des ministres des finances à Dresde jusqu'au 18 avril.
■ **JAPON :** masse monétaire en mars.
■ **ETATS-UNIS :** production industrielle et mises en chantier en mars.

EUROPE

FRANCFORT DAX 30 — 5130,97 | LONDRES FT 100 — 6416,80 | PARIS CAC 40 — 4331,46

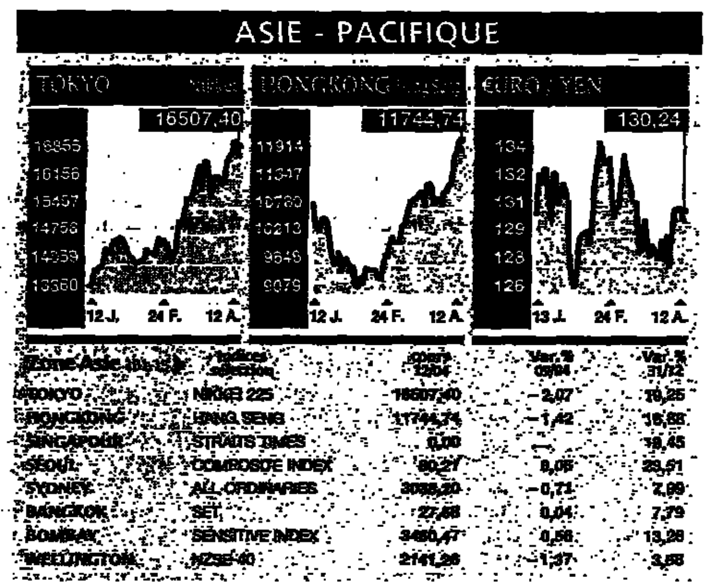
Europe 12h30 ▶	Indices sélection	cours 12/04	Var. % 09/04	Var. % 31/12
EUROPE	EURO STOXX 50	[illegible]	0,22	10,84
EUROPE	STOXX 50	[illegible]	−0,02	11,68
EUROPE	EURO STOXX 324	317,67	0,07	6,43
EUROPE	STOXX 653	304,70	−0,17	8,13
PARIS	CAC 40	4331,46	−0,73	9,86
PARIS	MIDCAC	1641,36	0,07	−0,38
PARIS	SBF 120	2911,83	−0,80	9,61
PARIS	SBF 250	2738,92	−0,31	9,56
PARIS	SECOND MARCHÉ	1847,83	0,03	−7,68
AMSTERDAM	AEX	534,47	−0,61	−0,72
BRUXELLES	BEL 20	3313,43	−0,52	−5,72
FRANCFORT	DAX 30	5130,97	0,13	2,57
LONDRES	FTSE 100	6416,80	−0,57	9,08
MADRID	STOCK EXCHANGE	10067,10	−0,34	2,34
MILAN	MIBTEL 30	36735,00	−0,07	4,50
ZURICH	SPI	7328,40	−0,79	2,34

AMÉRIQUES



Amérique 10h15 ▶	Indices sélection	cours 09/04	Var. % veille	Var. % 31/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	10173,84	−0,23	10,81
ÉTATS-UNIS	S&P 500	1348,35	0,33	9,69
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	2593,05	0,76	18,26
TORONTO	TSE INDEX	6689,77	−0,62	6,23
SAO PAULO	BOVESPA	11329,00	−1,20	67
MEXICO	BOLSA	304,18	1,14	30,84
BUENOS AIRES	MERVAL	444,41	−1	9,34
SANTIAGO	IPSA GENERAL	123,46	6,04	60,34
CARACAS	CAPITAL GENERAL	4212,06	−0,90	−12,04

ASIE - PACIFIQUE



Zone Asie 08h15 ▶	Indices sélection	cours 12/04	Var. % 09/04	Var. % 31/12
TOKYO	NIKKEI 225	16507,40	−2,07	19,25
HONGKONG	HANG SENG	11744,74	−1,42	16,88
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	0,00	—	19,45
SÉOUL	COMPOSITE INDEX	80,27	0,05	29,61
SYDNEY	ALL ORDINARIES	3035,20	−0,71	7,99
BANGKOK	SET	27,68	0,04	7,79
BOMBAY	SENSITIVE INDEX	3480,47	0,56	13,28
WELLINGTON	NZSE-40	2141,26	−1,37	3,58

ÉCONOMIE

Net recul des exportations chinoises au premier trimestre

LES EXPORTATIONS chinoises ont continué à subir de plein fouet l'impact de la crise financière asiatique, avec une baisse de près 8 % au cours du premier semestre de cette année, a rapporté, lundi 12 avril, la presse officielle chinoise. Selon les dernières statistiques douanières citées par *Le Quotidien du peuple*, les exportations chinoises ont atteint 37,3 milliards de dollars (34,5 milliards d'euros) au cours du premier trimestre de cette année, soit une baisse de 7,9 % par rapport à la même période l'an dernier. *« Une baisse du commerce extérieur, en particulier des exportations, aura une influence négative sur la croissance tout en augmentant les pressions sur l'expansion de la demande intérieure »*, relève le journal, citant des experts économiques chinois.

Après avoir longtemps constitué l'un des principaux moteurs de la croissance chinoise, contribuant pour environ 2 % à l'augmentation de 8,8 % du PIB chinois enregistré en 1997, les exportations chinoises avaient, pour la première fois depuis quinze ans, enregistré une croissance quasi nulle (+ 0,5 %) l'an dernier, en raison de l'impact de la crise financière asiatique.

■ **Les Etats-Unis et la Chine ont signé,** samedi, l'accord commercial qui ouvre le marché chinois au blé, à la viande et aux agrumes américains, a annoncé le bureau de la représentante américaine pour le commerce (USTR).

■ **CORÉE DU SUD : le président sud-coréen, Kim Dae-Jung,** a annoncé, lundi, que Séoul envisageait de rembourser au Fonds monétaire international (FMI) 7,7 milliards de dollars supplémentaires d'ici la fin de l'année. Il s'est dit confiant dans la capacité de l'économie nationale de renouer avec une croissance de 2 % cette année après la grave récession de 1998 (− 5,8 %, selon des chiffres encore provisoires).

■ **ARABIE SAOUDITE : le chômage en Arabie saoudite a plus que doublé** depuis 1993, et s'établit actuellement à 27 % de la population active, a indiqué, dimanche à Djeddah, le directeur de l'université du roi, Abdel Aziz,

■ **ÉMIRATS ARABES UNIS : les Emirats arabes unis vont adopter en 1999** un budget fédéral en hausse par rapport à l'année précédente, prévoyant notamment une augmentation des dépenses publiques et une aggravation du déficit, a indiqué le ministre d'Etat aux affaires des finances.

■ **LETTONIE : l'indice des prix à la consommation** pour le mois de mars en Lettonie a affiché une légère progression de 0,1 %, comparé à février, a indiqué, vendredi, l'Office letton des statistiques.

■ **LITUANIE : les investissements étrangers directs en Lituanie** se sont chiffrés à 6,5 milliards de lits (1,38 milliard d'euros), soit un investissement per capita de 439 dollars, a annoncé, vendredi, l'Office national des statistiques. Les Etats-Unis se placent à la tête des plus grands investisseurs, devant la Suède et la Finlande.

■ **BRÉSIL : le ministère brésilien des mines et énergies** a annoncé une probable nouvelle hausse des combustibles de quelque 7,5 % d'ici à la fin avril, pour compenser la dévaluation du real face au dollar et l'augmentation du prix du pétrole sur le marché international.
■ **L'ancien ministre brésilien des finances** et actuel consultant international à la banque américaine Merrill Lynch, Marcilio Marques Moreira, a estimé, vendredi, que le produit intérieur brut (PIB) brésilien va reculer de 1 % à 2 % cette année, soit une baisse inférieure à celle de 4 % prévue dans l'accord révisé entre le Brésil et le FMI.

■ **PÉTROLE : le déclin de la production non OPEP et les prix bas du pétrole** *« pourraient créer les conditions d'un nouveau choc pétrolier vers 2002 »*, estime la banque d'investissement américaine Prudential Securities, citée dans le bimensuel français *Le Pétrole et le gaz arabes*.

■ **UNION EUROPÉENNE : le chômage dans les quinze pays de l'Union européenne** a baissé en février 1999, pour s'établir à 9,6 % de la population active, contre 9,7 % en janvier 1999, selon les chiffres publiés vendredi par Eurostat, l'office statistique de l'UE. Dans les onze pays de la zone euro, le chômage est resté en février au même niveau pour le deuxième mois de suite, soit 10,5 % de la population active. Eurostat estime que 16,3 millions de personnes étaient au chômage dans l'UE en février 1999, et 13,5 millions dans la zone euro.

■ **ÉTATS-UNIS : l'indice des prix à la production** en mars aux Etats-Unis a augmenté de 0,2 %, et l'indice de base (hors énergie et alimentation) est demeuré inchangé, a annoncé, vendredi, le département du travail. Sur douze mois, les prix à la production sont en hausse de 0,8 %.

VALEUR DU JOUR

Discussions envenimées autour de Gucci

Action Gucci — en dollars à New York — 76

APRÈS AVOIR occupé les prétoires, c'est sur le terrain de la communication que se poursuit la guerre que se livrent les groupes LVMH et Pinault Printemps Redoute (PPR) pour le contrôle de Gucci. Dimanche 11 avril, le numéro un du luxe mondial a réaffirmé, dans un communiqué, que le groupe dirigé par François Pinault avait pris le contrôle de Gucci, ce qui *« rend impraticable toute OPA sur cette société »*.

Pour appuyer ses propos, le groupe présidé par Bernard Arnaut cite un *« procès-verbal du directoire du PPR en date du 19 mars »* qui aurait *« reproduit des propos de Serge Weinberg, président du directoire, annonçant explicitement la prise de contrôle du groupe Gucci »*. Selon ce document, trois membres du comité stratégique de Gucci seraient désignés par PPR. Le géant du luxe a demandé d'annuler la prise de 40 % de Gucci par PPR, grâce à une augmentation de capital réservée, ce qui a dilué à environ 20 % la participation du groupe de LVMH dans le designer italien.

« Les arguments avancés par LVMH ne résistent pas à l'examen », a rétorqué lundi matin M. Weinberg, joint par *Le Monde*. Il minimise l'importance de son entrée dans le conseil stratégique de Gucci et précise que PPR est minoritaire dans le conseil de surveillance. De plus, le terme de *« prise de contrôle »* mentionné par LVMH fait allusion au fait que Gucci sera désormais consolidé dans les comptes de PPR.

Dans une interview diffusée lundi sur Radio Classique, Pierre Godé, chargé par LVMH des négociations avec Gucci, s'est par ailleurs plaint que l'opération menée par PPR soit *« un transfert de contrôle qui permet à un tiers d'acquérir le pouvoir dans la société sans payer la prime de contrôle »*. Une analyse que l'on réfute chez Gucci : *« L'augmentation de capital réservée à PPR s'est faite au prix de 75 dollars l'action, soit une prime de 13 % par rapport au cours avant l'annonce de l'opération. »* Gucci juge qu'une OPA de LVMH est possible car environ 3 milliards de dollars du capital de Gucci est essentiellement aux mains de fonds de pension, pour lesquels *« le seul argument est le prix »*.

Laure Belot et Joël Morio

SUR LES MARCHÉS

PARIS

L'INDICE CAC 40 de la Bourse de Paris était en baisse de 0,70 % à 4 332,43 points, lundi 12 avril à la mi-séance. Vendredi, la Bourse de Paris avait terminé la séance en hausse de 0,75 % à 4 363,14 points grâce à l'ampleur de la baisse des taux décidée par la Banque centrale européenne.

FRANCFORT

LUNDI 12 AVRIL, la Bourse allemande progressait de 0,20 % à 5 143,98 points à la mi-séance. Vendredi, la Bourse de Francfort avait profité de la baisse de taux de la Banque centrale europénne. L'indice DAX avait clôturé à 5 133,92 points en hausse de 1,31 %.

LONDRES

LA BOURSE de Londres a ouvert en repli lundi 12 avril, influencée par la baisse des places asiatiques et surtout la crainte d'un recul à Wall Street après la mise en garde de Compaq sur ses profits futurs. Près de deux heures après le début des cotations l'indice Footsie reculait de 0,93 % à 6 412,70 points. Vendredi 12 avril il avait clôturé en hausse de 0,54 % à 6 472,8 points.

TOKYO

APRÈS les gains enregistrés au cours des semaines précédentes, la Bourse de Tokyo a marqué une pause lundi 12 avril, les investisseurs prenant une partie de leurs bénéfices. L'indice Nikkei a cédé 2,1 % pour finir à 16 507,40 points.

NEW YORK

L'INDICE DOW JONES de la Bourse de New York s'est légèrement replié, vendredi 9 avril, après avoir progressé de 1,11 % la veille, sous l'effet de la baisse des taux en Europe. Victime de prises de bénéfice, le Dow Jones a ainsi cédé 0,23 %, à 10 173,84 points. L'indice composite Nasdaq et le Standard and Poor's 500 ont, de leur côté, poursuivi leur progression pour terminer à des niveaux historiques. L'indice Nasdaq a gagné 0,76 %, à 2 593,05 points, et le Standard and Poor's a monté de 0,33 %, à 1 348,35 points.

TAUX

LES MARCHÉS OBLIGATAIRES européens étaient bien orientés, lundi 12 avril, à l'ouverture, continuant à bénéficier des effets positifs de la baisse des taux en Europe. Les rendements des obligations à dix ans, qui évoluent à l'inverse du prix, se détendaient respectivement de 0,055 %, à 3,898 %, en France, et de 0,044 %, à 3,801 %, en Allemagne.

MONNAIES

LUNDI 12 AVRIL en début de matinée, le dollar pâtissait de la perspective d'une nouvelle baisse de l'indice Dow Jones. Il se négociait à 120,43 yens, contre 120,90 yens vendredi soir et après s'être échangé à 121,25 yens jeudi soir. L'euro profitait de cette baisse du dollar pour retrouver des couleurs. La devise européenne se traitait à 1,0833 dollar, contre 1,0797 vendredi.

Taux de change fixe zone €uro

€uro contre ▶	Taux	contre franc ▶	Taux
FRANC	6,55957	€URO	0,15245
DEUTSCHEMARK	1,95583	DEUTSCHEMARK	3,35386
LIRE ITALIENNE (1000)	1,93627	LIRE ITAL. (1000)	3,38774
PESETA ESPAG. (100)	1,66386	PESETA ESPAG. (100)	3,94238
ESCUDO PORT. (100)	2,00482	ESCUDO PORT. (100)	3,27190
SCHILLING AUTR. (10)	1,37603	SCHILLING AUTR. (10)	4,76703
PUNT IRLANDAISE	0,78756	PUNT IRLANDAISE	8,32894
FLORIN NÉERLANDAIS	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS	2,97660
FRANC BELGE (10)	4,03399	FRANC BELGE (10)	1,62607
MARKKA FINLAND.	5,94573	MARKKA FINLAND.	1,10324

Hors zone €uro

€uro contre ▶	09/04
COURONNE DANOISE	7,4323
COUR. NORVÉGIENNE	8,4120
COUR. SUÉDOISE	8,9440
COURONNE TCHÈQUE	38,036
DOLLAR AUSTRALIEN	1,7182
DOLLAR CANADIEN	1,6202
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	2,0212
DRACHME GRECQUE	323,70
FLORINT HONGROIS	253,33
ZLOTY POLONAIS	4,2918

Cours de change croisés

12/04 12h30 ▶	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours €URO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR.S.
DOLLAR	—	0,83417	1,08645	0,16561	1,61690	0,67847
YEN	119,88000	—	130,24000	19,85500	193,73000	81,33500
€URO	0,92043	0,76781	—	0,15245	1,48805	0,62450
FRANC	6,03815	5,03545	6,55957	—	9,75980	4,09670
LIVRE	0,61851	0,51595	0,67200	0,10245	—	0,41975
FRANC SUISSE	1,47390	1,22915	1,60140	0,24410	2,38235	—

Taux d'intérêt (%)

Taux 09/04 ▶	Taux J.J.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	2,79	2,57	3,95	4,84
ALLEMAGNE	2,58	2,62	3,85	4,79
GDE-BRETAG.	5,25	4,99	4,48	4,38
ITALIE	2,93	2,90	4,09	5,03
JAPON	0,19	0,09	1,53	—
ÉTATS-UNIS	4,88	4,39	5,03	5,44
SUISSE	0,73	0,81	2,32	3,76
PAYS-BAS	2,76	2,60	3,98	4,85

Matif

Cours 12h30 ▶	Volume 12/04	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5			
JUIN 99	6425	96,68	96,34
Euribor 3 mois			
JUIN 99	1047	97,36	97,37

Matières premières

En dollars ▶	Cours 09/04	Var. % veille
MÉTAUX (LONDRES)		$/TONNE
CUIVRE 3 MOIS	—	—
ALUMINIUM 3 MOIS	1284	0,39
PLOMB 3 MOIS	503	−0,98
ETAIN 3 MOIS	5300	—
ZINC 3 MOIS	1011	−0,49
NICKEL 3 MOIS	5088	−0,48
MÉTAUX (NEW YORK)		$/ONCE
ARGENT A TERME	4,87	−0,20
PLATINE A TERME	79585,92	0,10
GRAINES DENRÉES		$/BOISSEAU
BLÉ (CHICAGO)	286	0,09
MAÏS (CHICAGO)	216,76	0,46
SOJA TOURTEAU (CHG.)	133,9	0,37
SOFTS		$/TONNE
CACAO (NEW YORK)	1088	1,76
CAFÉ (LONDRES)	1464	—
SUCRE BLANC (PARIS)	196	—

Pétrole

En dollars ▶	Cours 09/04	Var. % veille
BRENT (LONDRES)	14,86	—
WTI (NEW YORK)	16,82	0,30
LIGHT SWEET CRUDE	16,59	2,09

Or

En €uros ▶	Cours 09/04	Var % 08/04
OR FIN KILO BARRE	8400	+0,60
OR FIN LINGOT	8420	+0,84
ONCE D'OR (LO) $	280,60	−0,14
PIÈCE FRANCE 20 F	50,80	+0,90
PIÈCE SUISSE 20 F	51,10	+0,59
PIÈCE UNION LAT. 20 F	50,10	+2,24
PIÈCE 10 DOLLARS US	282	−0,70
PIÈCE 20 DOLLARS US	475	−2,46
PIÈCE 50 PESOS MEX	311	+0,48

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde ». www.lemonde.fr/bourse

مكرر من الأصل

VALEURS EUROPÉENNES

● La valeur **Dresdner Bank** a gagné, vendredi 9 avril, 2,9 %, à 38,53 euros, après la publication de ses résultats. La troisième banque allemande a enregistré une amélioration de son profit net en 1998 de 55,4 %, à 1,858 milliard de deutschemarks.

● L'action **Enaco** a cédé, vendredi, 10,7 %, à 7,81 euros, après que la chaîne de supermarchés espagnole eut diminué ses estimations de croissance des bénéfices pour l'année fiscale qui s'achèvera en mai, en raison d'une baisse de ses ventes au mois de décembre 1998.

● Le titre **BASF** a grimpé, vendredi, de 6,8 %, à 38,90 euros, après l'annonce par son rival Equistar Chemicals de la fermeture provisoire de son site de production d'éthylène au Texas. Parallèlement, les spéculations des opérateurs se poursuivent sur un éventuel rachat de Union Carbide par BASF, bien que la société allemande ait démenti.

● L'action **Preussag** a baissé, vendredi, de 3,6 %, à 509 euros. Les nouvelles actions et obligations convertibles que le groupe de tourisme s'apprête à lancer pourraient affaiblir la valeur des actions existantes.

● La valeur **ING Groep** a profité vendredi, comme de nombreuses actions du secteur bancaire, de la baisse des taux en Europe décidée jeudi 8 avril. Le titre a pris 2,8 %, à 53,20 euros.

STOXX 653: 315 – 294 – 273 – 253 – 232 – 212 ; 20 AVRIL – 9 OCT. – 12 AVRIL ; 304,70 ; M 300,54 – M 302,95 – J 303,61 – V 305,23 – L 304,70

EURO STOXX 50: 3697 – 3442 – 3186 – 2930 – 2674 – 2419 ; 13 AVRIL – 9 OCT. – 12 AVRIL ; 3697,86 ; M 3644,57 – M 3659,32 – J 3669,61 – V 3689,61 – L 3697,86

12/04 12 h 23 ▶

AUTOMOBILE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AUTOLIV SDR	SE	36,50	-1,06
BASF AG	BE •	38,25	-0,39
BMW	DE •	637	....
CONTINENTAL AG	DE •	23,2	-0,43
DAIMLERCHRYSLER	DE •	87,1	-0,46
FIAT	IT •	3,1	-1,59
FIAT PRIV.	IT •	1,58	-0,63
LUCAS VARITY	GB	4,28	+0,35
MICHELIN-B- /RM	FR •	44,53	+0,09
PEUGEOT /RM	FR •	146,1	-1,83
PIRELLI	IT •	2,71	+1,50
RENAULT	FR •	34,08	+1,07
VALEO /RM	FR •	77,15	+0,85
VOLKSWAGEN	DE •	62,2	-0,48
VOLVO -A-	SE	24,26	....
VOLVO -B-	SE	24,82	-0,22
▶ DJ E STOXX AUTO P		266,76	-0,51

BANQUES

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ABBEY NATIONAL	GB	20	-0,59
ABN AMRO HOLDIN	NL •	18,95	-0,79
ALLIED IRISH BA	GB	15,63	-1,22
ALPHA CREDIT BA	GR	72,91	....
ARGENTARIA R	ES •	21,95	+0,09
B PINTO MAYOR R	PT •	18,2	....
BANCO ESSI R	PT •	10,51	....
BANK AUSTRIA AG	AT •	58,1	-2,59
BANK OF IRELAND	GB	19,33	+0,39
BANK OF PIRAEUS	GR	28,03	....
BANKINTER R	ES •	35,5	-1,11
BARCLAYS PLC	GB	28,15	-1,56
BAYR.HYPO-U.VER	DE •	54,7	+4,19
BCA FIDEURAM	IT •	5,59	-2,27
BCA INTESA	IT •	5,5	-1,79
BCA ROMA	IT •	1,46	....
BCO BILBAO VIZC	ES •	14,19	-0,91
BCO CENTRAL HIS	ES •	12,05	-1,63
BCO POPULAR ESP	ES •	58,3	-0,34
BCO SANTANDER	ES •	20,16	-0,30
BCP R	PT •	28,58	....
BNP /RM	FR •	75,2	-0,46
CCF /RM	FR •	85,15	-0,99
CHRISTIANIA BK	NO	3,84	+0,33
COMIT	IT •	7,27	+0,28
COMM.BANK OF GR	GR	165,02	....
COMMERZBANK	DE •	29,85	-0,50
DEN DANSKE BK	DK	103,90	-0,77
DEN NORSKE BANK	NO	3,41	+0,70
DEUTSCHE BANK A	DE •	49,75	-0,20
DEXIA CC	BE •	146,7	+0,48
DEXIA FCE RM	FR •	128,9	+0,31
DRESDNER BANK	DE •	38,7	+1,57
ERGO BANK	GR	77,20	....
FIRST AUSTRIAN	AT •	575	....
FOERENINGSSB A	SE	23,37	-0,24
FOKUS BK	NO	9,15	....
HALIFAX	GB	12,40	-0,83
HSBC HOLDS	GB	31,56	-2,93
IONIAN BK REG.S	GR	61,17	....
JYSKE BANK REG	DK	75,35	+0,78
KAPITAL HOLDING	DK	38,21	-0,70
KBC BANCASSURAN	BE •	62,85	-1,49
LLOYDS TSB	GB	14,84	+0,71
MERITA	FI •	5,08	-3,07
NAT BANK GREECE	GR	72,10	....
NATEXIS	FR •	50,5	-0,98
NATL WESTM BK	GB	22,81	-2,05
NORDBANKEN HOLD	SE	5,41	-2,81
ROLO BANCA 1473	IT •	22,8	-0,88
ROYAL BK SCOTL	GB	19,97	-1,76
S-E-BANKEN -A-	SE	11,52	-3,74
STE GENERAL-A-/	FR •	167	-0,18
SV HANDBK -A-	SE	34,10	-0,33
UBS REG	CH	307,80	-0,71
UNICREDITO ITAL	IT •	4,96	-1,78
UNIDANMARK -A-	DK	65,28	-1,02
XIOSBANK	GR	28,20	....
▶ DJ E STOXX BANK P		277,28	-0,69

PRODUITS DE BASE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ALUMINIUM GREEC	GR	61,01	....
ARJO WIGGINS AP	GB	2,41	-0,61
ASSIDOMAEN AB	SE	18,39	-2,66
AVESTA	SE	3,71	+1,22
BEKAERT	BE •	437,6	+0,48
BILTON	GB	4,51	....
BOEHLER-UDDEHOL	AT •	44	-0,45
BRITISH STEEL	GB	1,90	....
BUHRMANN NV	NL •	15,6	-2,21
BUNZL PLC	GB	3,67	+0,41
CART.BURGO	IT •	6,23	-1,58
ELKEM ASA, OSLO	NO	13,37	+0,45
ELVAL	GR	12,11	....
INPARSA	PT •	17,11	....
JOHNSON MATTHEY	GB	7,05	....
MAYR-MELNHOF KA	AT •	40,22	-0,27
METSAE-SERLA A	FI •	7,3	....
MODO B FR	SE	21,24	-1,04
NORSKE SKOGIND-	NO	29,36	+0,20
OUTOKUMPU OY -A	FI •	9,8	+0,93
PECHINEY-A-	FR •	34,53	+0,09
PORTUCEL INDUST	PT •	5,16	....
RAUTARUUKKI K	FI •	6,25	-0,79
RIO TINTO	GB	13,48	-1,74
SIDENOR	GR	25,35	....
SILVER & BARYTE	GR	29,01	....
SMURFIT JEFFERS	GB	1,88	+0,81
SONAE INDUSTRIA	PT •	10,89	....
SOPORCEL	PT •	10,42	....
SSAB SW ST A FR	SE	11,63	-0,48
STORA ENSO -A-	FI •	8,9	-1,98
STORA ENSO -R-	FI •	9,2	....
SVENSKA CELLULO	SE	21,13	+0,27
THYSSEN	DE •	174	....
TRELLEBORG B	SE	9,11	-0,61
UNION MINIERE	BE •	32,05	-1,38
UPM-KYMMENE COR	FI •	24,5	-0,81
USINOR	FR •	13,63	-0,37
VIOHALCO	GR	29,92	....
VOEST-ALPINE ST	AT •	28,1	-0,39
▶ DJ E STOXX BASI P		161,48	-0,42

CHIMIE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AGA -A-	SE	11,98	-0,93
AGA -B-	SE	11,96	-0,93
AIR LIQUIDE /RM	FR •	138	+0,07
AKZO NOBEL	NL •	....	....
BASF AG	DE •	38,25	-0,39
BAYER AG	DE •	37,57	-0,74
BOC GROUP PLC	GB	13,77	+0,33
CIBA SPEC CHEM	CH	72,86	-0,43
CLARIANT N	CH	449,02	-0,83
DEGUSSA-HUELS	DE •	35,5	+2,60
DYNO INDUSTRIER	NO	15,34	....
EMS-CHEM HOLD A	CH	4834,27	....
HENKEL KGAA VZ	DE •	69,5	+3,27
ICI	GB	8,43	-0,70
KEMIRA	FI •	5,4	....
LAPORTE	GB	9,76	+11,19
PERSTORP -B-	SE	9,34	....
SNIA	IT •	1,23	-1,60
SOLVAY	BE •	61,05	+0,08
TESSENDERLO CHE	BE •	46,15	-1,81
▶ DJ E STOXX CHEM P		315,82	-0,55

CONGLOMÉRATS

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AKER RGI -A-	NO	10,82	+1,11
CGIP /RM	FR •	46,98	+1,41
CIR	IT •	1	+1,01
D'IETEREN SA	BE •	422	-2,09
GAZ ET EAUX /RM	FR •	41,29	-0,51
GBL	BE •	176,5	-0,85
GENL ELECTR CO	GB	8,72	-0,51
GEVAERT	BE •	64,5	-2,27
HAGEMEYER NV	NL •	27,7	-1,60
INCHCAPE PLC	GB	2,05	+0,73
INVESTOR -A-	SE	41,59	-0,53
INVESTOR -B-	SE	41,98	-0,92
KVAERNER -A-	NO	16,06	....
LVMH / RM	FR •	232,1	-1,69
MYTILINEOS HOLD	GR	14,40	....
NORSK HYDRO	NO	36,97	+0,97
OERLIKON-BUEHRL	CH	139,34	-1,98
ORKLA -A-	NO	14,15	+0,85
ORKLA -B-	NO	12,18	+1,49
SONAE INVESTIME	PT •	37	....
VEBA AG	DE •	51,7	-0,58
▶ DJ E STOXX CONG P		239,32	-0,90

TÉLÉCOMMUNICATIONS

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
BRITISH TELECOM	GB	15,88	+0,75
CABLE & WIRELES	GB	11,81	-1,61
DEUTSCHE TELEKO	DE •	40,4	-1,22
EUROPOLITAN HLD	SE	88,89	....
FRANCE TELECOM	FR •	80,05	-1,54
HELLENIC TELE (	GR	22,08	....
KONINKLIJKE KPN	NL •	38,9	-0,26
CAMDEN NATIONAL	GR	....	....
PORTUGAL TELECO	PT •	43,95	....
SWISSCOM N	CH	363,86	-1,53
TELE DANMARK	DK	104,27	-1,90
TELECEL	PT •	158,2	....
TELECOM ITALIA	IT •	9,88	+5,44
TELECOM ITALIA	IT •	5,33	-5,83
TELEFONICA	ES •	43,05	-0,83
TIM	IT •	6,85	-4,34
VODAFONE GROUP	GB	17,82	-0,74
▶ DJ E STOXX TCOM P		862,79	-0,81

CONSTRUCTION

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ACCIONA	ES •	63,15	-1,30
ACESA REG	ES •	12,21	-1,37
AKTOR SA	GR	14,30	....
ASKO OY	FI •	14,2	....
AUMAR R	ES •	21,13	-1,49
AUTOSTRADE	IT •	7,11	-0,28
BCA INTESA	IT •	5,5	-1,79
BICC PLC	GB	1,58	+0,95
BLUE CIRCLE IND	GB	5,32	+1,70
BOUYGUES /RM	FR •	234,5	-1,05
BPB	GB	4,36	+1,38
CARADON	GB	1,89	-1,55
CBR	BE •	86,3	-1,76
CHARTER	GB	5,37	+0,28
CIMPOR SGPS R	PT •	25,9	....
COLAS /RM	FR •	175	+3,87
CRH PLC	GB	17	+0,79
CRISTALERIA ESP	ES •	47,89	+0,19
DRAGADOS CONSTR	ES •	32,18	+0,56
FOM CON CONTRAT	ES •	58,5	....
GROUPE GTM	FR •	88,9	+0,28
HANSON PLC	GB	8,34	+0,36
HEIDELBERGER ZE	DE •	58,95	+3,36
HELLTECHNODO.R	GR	10,75	....
HERACLES GENL R	GR	25,33	....
HOCHTIEF ESSEN	DE •	30,7	-3,15
HOLDERBANK FINA	CH	242,99	+0,78
HOLDERBANK FINA	CH	1084,87	-0,40
IMETAL /RM	FR •	110,5	-1,25
ITALCEMENTI	IT •	10,1	-0,43
ITALCEMENTI RNC	IT •	4,49	-0,22
LAFARGE /RM	FR •	89,1	-1
MICHANIKI REG.	GR	8,37	....
PARTEK	FI •	9,15	+1,44
PHILIPP HOLZMAN	DE •	124	-0,80
PILKINGTON PLC	GB	1,16	....
RMC GROUP PLC	GB	12,24	-0,38
RUGBY GRP	GB	1,55	-1,89
SAINT GOBAIN /R	FR •	151	+0,33
SEMAPA	PT •	18,1	....
SKANSKA -B-	SE	32,88	-1,67
SUPERFOS	DK	12,24	....
TARMAC	GB	1,68	+0,89
TAYLOR WOODROW	GB	2,62	-1,63
TECHNIP /RM	FR •	97,7	-0,20
TITAN CEMENT RE	GR	76,27	....
UNICEM	IT •	9,87	-0,40
URALITA	ES •	8,43	-1,29
VALENCIANA CEM	ES •	9,5	-1,04
WIENERB BAUSTOF	AT •	169,9	+0,41
WILLIAMS	GB	6,05	+0,99
▶ DJ E STOXX CNST P		192,59	-0,52

CONSOMMATION CYCLIQUE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ACCOR /RM	FR •	218,8	-0,55
ADIDAS-SALOMON	DE •	77	-0,65
ALITALIA	IT •	3,17	-0,94
AUSTRIAN AIRLIN	AT •	28,75	-0,40
BANG & OLUFSEN	DK	63,24	-2,08
BARRATT DEV PLC	GB	4,76	-0,93
BEAZER GROUP	GB	3,05	-0,49
BENETTON GROUP	IT •	1,71	-0,58
BERKELEY GROUP	GB	9,92	-2,34
BRITISH AIRWAYS	GB	6,86	-0,86
BRYANT GROUP PL	GB	1,96	+0,76
CHARGEURS RM	FR •	60	....
CLUB MED. /RM	FR •	87,2	+0,81
COATS VIYELLA	GB	0,62	-2,33
COMPASS GRP	GB	11,30	-2,18
COURTAULDS TEXT	GB	2,31	-7,74
DT.LUFTHANSA N	DE •	21,8	+0,23
ELECTROLUX -B-	SE	18,84	-1,46
EMI GROUP	GB	7,15	+1,05
EURO DISNEY /RM	FR •	1,21	....
FINNAIR	FI •	4,8	+0,63
G WIMPEY PLC	GB	2,41	-1,22
GRANADA GROUP P	GB	20,21	-0,66
HERMES INTL	FR •	73	+0,76
HPI	IT •	0,62	....
HUNTER DOUGLAS	NL •	29,3	+1,21
KLM	NL •	24,7	+2,82
LADBROKE GRP	GB	4,16	-1,75
MOULINEX /RM	FR •	10,3	-2,74
NCL HLDG	NO	2,07	....
PATHE /RM	FR •	231,5	-0,69
PENTLAND GRP	GB	1,59	....
PERSIMMON PLC	GB	3,70	-0,80
PREUSSAG AG	DE •	509	-0,10
RANK GROUP	GB	3,48	-1,68
SAIRGROUP N	CH	209,17	-0,74
SAS DANMARK A/S	DK	9,15	....
SEB /RM	FR •	64,05	-0,39
THE SWATCH GRP	CH	577,40	+0,22
THE SWATCH GRP	CH	128,89	-0,24
WILLIAM BAIRD	GB	1,55	-3,70
WILSON BOWDEN	GB	10,40	+1,75
WOLFORD AG	AT •	42	-0,71
WWW UK UNITS	GB	8,79	-3,92
▶ DJ E STOXX CYC GO P		155,89	-0,21

PHARMACIE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ASTRA -A-	SE	20,52	-0,81
ASTRA -B-	SE	20,87	-0,81
ELAN CORP	GB	62,46	....
GLAXO WELLCOME	GB	29,82	-0,40
HOECHST AG	DE •	42,2	+0,48
NOVARTIS N	CH	1578,15	-0,59
NOVO NORDISK B	DK	101,58	-1,95
ORION A	FI •	20,2	....
ORION B	FI •	19,8	....
RHONE POUL/RM	FR •	42,32	-1,81
ROCHE HOLDING	CH	16783,57	-0,89
ROCHE HOLDING G	CH	11268,28	-0,47
SANOFI /RM	FR •	155,5	-0,51
SCHERING AG	DE •	108,25	+0,23
SMITHKLINE BEEC	GB	13,03	+0,46
ZENECA GROUP	GB	44,02	....
▶ DJ E STOXX PHAR P		369,47	-0,48

ÉNERGIE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AKER MARITIME	NO	9,63	+8
BG	GB	5,25	-1,94
BP AMOCO	GB	15,32	-1,25
BURMAH CASTROL	GB	13,59	-0,71
CESPA	ES •	31,25	+1,73
ELECTRAFINA	BE •	110,5	-1,25
ELF AQUITAINE /	FR •	128	+1,53
ENI	IT •	5,69	-0,87
ENTERPRISE OIL	GB	5,18	+2,97
F.OLSEN ENERGY	NO	6,78	+1,79
LASMO	GB	1,80	+0,83
OMV AG	AT •	84,62	-1,31
PETROFINA SA BR	BE •	497,6	-0,35
PETROLEUM GEO-S	NO	12,96	+0,93
PRIMAGAZ /RM	FR •	69	-0,65
PROSAFE	NO	6,72	+4,83
REPSOL	ES •	46,7	-0,21
ROYAL DUTCH CO	NL •	48	+0,10
SAGA PETROLEUM	NO	9,51	+1,91
SAIPEM	IT •	3,83	....
SHELL TRANSP &	GB	6,04	-1,69
SMEDVIG -A-	NO	9,63	+1,89
TOTAL /RM	FR •	112,3	+1,17
▶ DJ E STOXX ENGY P		264,8	+0,39

SERVICES FINANCIERS

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
3I	GB	9,79	-0,91
ALMANIJ	BE •	65,8	-1,20
ALPHA FINANCE	GR	33,52	....
AMVESCAP	GB	9,21	+1,48
BAIL INVEST /RM	FR •	128,5	+1,20
BPI-SGPS R	PT •	28,7	....
BRITISH LAND CO	GB	8,30	+1,09
CAPITAL SHOPPIN	GB	5,55	-1,06
COBEPA	BE •	66	-1,20
CORP FIN ALBA -	ES •	135,9	-0,15
CPR /RM	FR •	41,17	-0,07
CS GROUP N	CH	182,55	-1,02
EURAFRANCE /RM	FR •	435,5	+0,11
FONCIERE LYONNA	FR •	122,5	-0,08
GECINA /RM	FR •	100	-1,96
HAMMERSON	GB	6,44	+2,61
KAPITAL HOLDING	DK	38,21	-0,70
LAND SECURITIES	GB	12,52	+0,84
LIBERTY INT.HDG	GB	6,17	....
MEDIOBANCA	IT •	12,35	-1,98
MEDIOLANUM	IT •	6,29	-0,94
MEPC PLC	GB	6,54	-1,79
METROVACESA	ES •	22,86	-0,61
MEDIOLANUM	NL •	6,29	-0,94
PARIBAS	FR •	98,2	+0,87
PROVIDENT FIN	GB	15,87	-3,44
RODAMCO NV	NL •	21,65	....
SCHRODERS PLC	GB	22,90	-0,32
SEFIMEG N /RM	FR •	63,5	+1,60
SIMCO N /RM	FR •	80,85	+0,75
SLOUGH ESTATES	GB	4,79	....
UNIBAIL /RM	FR •	120,5	-0,41
UNIM	IT •	0,49	....
VALLEHERMOSO	ES •	10	+0,81
WOOLWICH PLC	GB	5,80	-1,52
▶ DJ E STOXX FINS P		255,53	-0,41

ALIMENTATION ET BOISSON

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ALLIED DOMECQ	GB	6,89	-0,43
ASSOCIATE BRIT	GB	6,23	+0,24
BASS	GB	12,45	+0,24
BBAG OE BRAU-BE	AT •	40	-2,03
BONGRAIN /RM	FR •	349,7	+0,46
BRAU-UNION	AT •	47,6	-1,16
CADBURY SCHWEPP	GB	13,19	-0,45
CARLSBERG -B-	DK	37,54	-0,36
CARLSBERG AS -A	DK	37	-1,79
CHR. HANSEN HLD	DK	96,63	+0,71
CULTOR -1-	FI •	17,75	-0,28
DANISCO	DK	44,24	+1,88
DANONE /RM	FR •	230,5	+0,44
DELTA DAIRY	GR	16,13	....
DIAGEO	GB	10,25	....
ELAIS OLEAGINOU	GR	20,70	....
ERID.BEGH.SAY /	FR •	135,9	+1,19
GREENCORE GROUP	GB	3,44	....
HEINEKEN	NL •	43,9	-0,68
HELLENIC BOTTLI	GR	27,80	....
HELLENIC SUGAR	GR	8,36	....
HUHTAMAKI I VZ	FI •	32,5	....
KERRY GRP-A-	GB	12,22	....
MONTEDISON	IT •	0,95	+1,06
NESTLE N	CH	1670,84	-0,19
PARMALAT	IT •	1,34	-0,74
PERNOD RICARD /	FR •	56,8	-2,91
RAISIO GRP V	FI •	9,24	+0,98
RIEBER & SON -B	NO	5,83	....
TATE & LYLE	GB	5,99	-0,74
UNICER R	PT •	21,49	....
UNIGATE PLC	GB	6,29	+0,24
UNILEVER	NL •	64,75	+0,39
UNILEVER	GB	8,45	+0,18
▶ DJ E STOXX F & BV P		230,65	-0,38

BIENS D'ÉQUIPEMENT

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ABB AB -A-	SE	12,13	....
ABB AB -B-	SE	12,19	+0,46
ABB BADEN	CH	1274,42	-1,93
ADECCO CHESEREX	CH	469,69	+4,81
ALSTOM	FR •	26,26	-2,33
ALUSUISSE LON G	CH	1035,29	-0,12
ASSOC BR PORTS	GB	4,13	-0,71
ATLAS COPCO -A-	SE	24,32	-1,36
ATLAS COPCO -B-	SE	24,43	-1,13
ATTICA ENTR SA	GR	8,19	....
BAA	GB	9,95	-0,74
BBA GROUP PLC	GB	6,78	-8,44
BERGESEN	NO	13,08	-1,79
BONHEUR	NO	19,41	....
CMB	BE •	34,8	-0,57
CMG	GB	25,80	-9,57
COOKSON GROUP P	GB	2,13	-3,38
DAMPSKIBS -A-	DK	6727,39	-3,35
DAMPSKIBS -B-	DK	7196,31	-2,73
DAMSKIBS SVEND	DK	10250,18	....
DELTA PLC	GB	2,10	....
DET SONDENF NO	NO	5,55	+3,56
ELECTROCOMPONEN	GB	7,08	+1,28
EQUANT NV	DE •	88	+5,08
FINNLINES	FI •	28,5	-5
FKI	GB	2,28	-0,66
FLS IND.B	DK	18,16	-0,74
FLUGHAFEN WIEN	AT •	39	-1,07
GKN	GB	15,14	+0,30
GLYNWED INTL PL	GB	2,91	-2
HALKOR	GR	9,01	....
HAYS	GB	10,89	-0,28
HEIDELBERGER DR	DE •	50,9	+0,79
HELLAS CAN SA P	GR	21,61	....
IFIL	IT •	3,62	-0,28
IMI PLC	GB	4,06	-0,73
ISS INTL SERV-B	DK	61,89	....
KOEBENHAVN LUFT	DK	99,57	+0,68
KON.NEDLLOYD	NL •	20,2	-0,74
KONE B	FI •	97	-1,02
LAHMEYER	DE •	48,91	....
LEGRAND /RM	FR •	198	-3,23
LEIF HOEGH	NO	10,10	....
LINDE AG	DE •	588	+1,07
MAN AG	DE •	28,05	-0,18
MANNESMANN AG	DE •	130,6	+0,23
METALLGESELLSCH	DE •	17,7	-0,56
METRA A	FI •	18,8	....
MORGAN CRUCIBLE	GB	3,38	-1,30
NFC	GB	2,07	....
NKT HOLDING	DK	89,29	....
OCEAN GROUP	GB	14,41	-2,71
PENINS.ORIENT.S	GB	14,37	-1,23
PREMIER FARNELL	GB	3,09	-0,95
RAILTRACK	GB	20,09	+0,22
RANDSTAD HOLDIN	NL •	42,4	-0,12
RATIN -A-	DK	182,80	....
RATIN -B-	DK	170,20	-1,17
RAUMA OY	FI •	11	-2,57
RENTOKIL INITIA	GB	5,87	-1,25
REXAM	GB	2,99	-1,85
REXEL /RM	FR •	73,5	+0,83
RHI AG	AT •	24,5	....
RIETER HLDG N	CH	524,17	-0,59
SANDVIK -A-	SE	18,73	-1,47
SANDVIK -B-	SE	18,84	-1,17
SAURER ARBON N	CH	475,95	-1,68
SCANIA AB -A-	SE	24,93	-0,46
SCANIA AB -B-	SE	25,10	-0,22
SCHINDLER HOLD	CH	1427,88	-0,44
SCHINDLER HOLD	CH	1528,06	+0,95
SCHNEIDER /RM	FR •	52,95	-1,94
SEAT-PAGINE GIA	IT •	1,01	+2,02
SECURICOR	GB	8,46	-2,91
SECURITAS -B-	SE	14,87	-0,37
SGS GENEVA BR	CH	852,93	-2,44
SHANKS & MCEWAN	GB	3,54	....
SIDEL /RM	FR •	72,5	-0,75
BTR SIEBE	GB	4,36	-1,35
SITA /RM	FR •	206,1	+0,05
SKF -A-	SE	12,63	-0,44
SKF -B-	SE	13,25	-1,56
SOPHUS BEREND -	DK	27,31	-0,98
STORK NV	NL •	18,25	-1,08
SULZER FRAT.SA1	CH	614,98	+1,03
SVEDALA	SE	15,08	-2,17
SVENDBORG -A-	DK	9687,45	....
T.I.GROUP PLC	GB	6,20	+0,24
TOMRA SYSTEMS	NO	39,11	+1,23
VA TECHNOLOGIE	AT •	88	-8,50
VALMET	FI •	10,15	-0,68
▶ DJ E STOXX IND GO P		339,29	-0,55

(Publicité)

http://www.lemonde.fr

La Bourse au quotidien : l'actualité des entreprises les cotations en direct les informations financières...

ASSURANCES

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AGF /RM	FR •	50,8	-0,39
ALLEANZA ASS	IT •	11,45	+1,78
ALLIANZ AG	DE •	297,5	+0,68
ALLIED ZURICH	GB	13,34	-0,11
ASPIS PRONIA GE	GR	15,45	....
AXA /RM	FR •	125,1	-0,16
CGU	GB	14,98	-1,95
CNP ASSURANCES	FR •	28,88	-0,80
CORP.MAPFRE REG	ES •	18,58	-0,64
ERGO VERSICHERU	DE •	116	-0,42
ETHNIKI GEN INS	GR	48,74	....
FONDIARIA ASS	IT •	5,38	-0,37
FORSIKRING CODA	DK	104,54	....
FORTIS AMEV NV	NL •	....	....
GENERALI ASS	IT •	37,65	-0,26
GENERALI HLD VI	AT •	195	-1,17
INA	IT •	2,76	+2,22
IRISH LIFE	GB	9,06	....
LEGAL & GENERAL	GB	11,39	+0,13
MUENCH RUECKVER	DE •	199	+2,93
NORWICH UNION	GB	6,68	-0,68
POHJOLA GRP.B	FI •	51,8	+1,38
PRUDENTIAL CORP	GB	12,54	+0,36
RAS	IT •	10,05	-0,99
ROYAL SUN ALLIA	GB	8,63	-1,02
SAMPO -A-	FI •	28,44	-1,54
SWISS RE N	CH	2164,38	-1,20
SEGUROS MUNDIAL	PT •	26,12	....
SKANDIA FOERSAE	SE	16,72	-1,32
STOREBRAND	NO	7,01	....
SWISS LIFE BR	CH	610,80	+0,21
TOPDANMARK AS	DK	168,18	....
TRYG-BALTICA	DK	24,22	-4,26
ZURICH ALLIED N	CH	616,96	+0,41
▶ DJ E STOXX INSU P		346,47	-0,05

MEDIAS

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
B SKY B GROUP	GB	8,14	+1,48
CANAL PLUS /RM	FR •	287,6	+0,88
CARLTON COMMUNI	GB	8,58	+0,47
ELSEVIER	NL •	14,15	+1,48
HAVAS ADVERTISI	FR •	161	-0,82
INDEPENDENT NEW	IR •	4,35	....
LAGARDERE SCA N	FR •	31,35	+3,47
MEDIASET	IT •	8,36	+0,12
PEARSON	GB	19,39	+0,23
REED INTERNATIO	GB	7,86	-1,38
REUTERS GROUP	GB	14,37	-1,39
SCHIBSTED	NO	11,21	+1,03
TELEWEST COMM.	GB	4,49	-0,66
TF1	FR •	175,2	-3,84
UNITED NEWS & M	GB	8,88	+1,19
WOLTERS KLUWER	NL •	175,8	-0,57
WPP GROUP	GB	7,84	+0,38
▶ DJ E STOXX MEDIA P		318,35	....

BIENS DE CONSOMMATION

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AHOLD	NL •	37,5	+0,54
ASDA GROUP PLC	GB	2,22	+0,68
ATHENS MEDICAL	GR	19,31	....
AUSTRIA TABAK A	AT •	61	-0,16
BEIERSDORF AG	DE •	66	-0,99
BIC /RM	FR •	46,33	-1,22
BRIT AMER TOBAC	GB	7,35	-0,20
CASINO GP /RM	FR •	89,06	-1,01
CFR UNITS -A-	CH	1493,61	+0,85
CPT MODERNES /R	FR •	519	....
DELHAIZE	BE •	86,65	-0,41
ESSILOR INTL /R	FR •	313	+0,81
ETS COLRUYT	BE •	646	-1,30
FYFFES	GB	2,20	....
GIB	BE •	36,04	-0,03
GOODYS	GR	24,58	....
IMPERIAL TOBACC	GB	9,31	-0,63
KESKO OY	FI •	14,1	....
L'OREAL /RM	FR •	650	-2,11
MODELO CONTINEN	PT •	18,7	....
PAPASTRATOS CIG	GR	15,57	....
PROMODES /RM	FR •	626	-0,79
RECKITT & COLMA	GB	9,82	-0,30
SAFEWAY	GB	3,66	....
SAINSBURY J. PL	GB	5,55	-1,32
SEITA /RM	FR •	60	-1,96
SMITH & NEPHEW	GB	2,33	-3,09
STAGECOACH HLDG	GB	3,28	-4,02
TABACALERA REG	ES •	18,16	-0,98
TAMRO	FI •	4,1	+0,99
TESCO PLC	GB	2,39	+3,87
TNT POST GROEP	NL •	25,96	-1,70
▶ DJ E STOXX N CY G P		536,05	-1,11

COMMERCE DISTRIBUTION

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ARCADIA GRP	GB	3,87	....
BOOTS CO PLC	GB	12,64	+1,44
CARREFOUR /RM	FR •	722	-0,69
CASTO.DUBOIS /R	FR •	207	+1,37
CENTROS COMER P	ES •	19,47	-1,02
CONTINENTE	ES •	26,3	-0,75
DIXONS GROUP PL	GB	21,66	+2,73
GEHE AG	DE •	44,25	+1,72
GREAT UNIV STOR	GB	11,09	+0,95
GUILBERT /RM	FR •	129,5	-1,88
HENNES & MAURIT	SE	70,77	-0,16
JERONIMO MARTIN	PT •	33,44	....
KARSTADT AG	DE •	371	-1,59
KINGFISHER	GB	13,82	+4,48
MARKS & SPENCER	GB	6,14	-2,59
METRO	DE •	63,5	-0,88
NEXT PLC	GB	12,43	+1,33
PINAULT PRINT./	FR •	188,1	-1,59
RINASCENTE	IT •	7,39	-0,14
STOCKMANN A	FI •	20,1	....
VALORA HLDG N	CH	225,45	-0,26
W.H SMITH GRP	GB	11,23	-1,89
WOLSELEY PLC	GB	6,99	+0,86
▶ DJ E STOXX RETL P		359,67	-0,62

HAUTE TECHNOLOGIE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ALCATEL /RM	FR •	114,6	-0,95
ALTEC SA REG.	GR	14,65	....
BAAN COMPANY	NL •	8,95	+5,30
BARCO	BE •	172,7	+0,06
BRITISH AEROSPA	GB	6,38	+0,70
CAP GEMINI /RM	FR •	160,6	-0,80
COLOPLAST B	DK	92,17	....
COLT TELECOM NE	GB	18,41	+0,90
DASSAULT SYST./	FR •	36,81	-4,14
FINMECCANICA	IT •	0,93	-2,11
FRESENIUS MED C	DE •	56,5	-2,25
GAMBRO -A-	SE	9,08	-0,81
GETRONICS	NL •	36,9	+0,41
GN GREAT NORDIC	DK	31,75	-2,48
INTRACOM N	GR	60,80	....
KON. PHILIPS EL	NL •	72,8	-1,49
MERKANTILDATA	NO	8,50	-2,05
MISYS	GB	8,43	-1,56
NERA ASA	NO	1,89	....
NETCOM ASA	NO	29,19	....
NOKIA -A-	FI •	78,55	-51,40
NOKIA -K-	FI •	157,5	....
NYCOMED AMERSHA	GB	7,93	-0,37
OCE	NL •	25,25	+0,80
OLIVETTI	IT •	2,93	+1,38
ROLLS ROYCE	GB	4,08	-1,45
SAGEM	FR •	501	-1,38
SAP AG	DE •	250	....
SAP VZ	DE •	285	....
SEMA GROUP	GB	10,38	-1,27
SIEMENS AG	DE •	62,1	-0,80
SMITHS IND PLC	GB	13,34	-3,24
STMICROELEC SIC	FR •	104,3	-3,07
TANDBERG DATA A	NO	4,28	....
THOMSON CSF /RM	FR •	27,5	-1,03
WILLIAM DEMANT	DK	61,22	-0,50
▶ DJ E STOXX TECH P		401,62	-1,86

SERVICES COLLECTIFS

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ANGLIAN WATER	GB	10,82	-0,97
BRITISH ENERGY	GB	8,34	-0,53
CENTRICA	GB	1,68	+0,89
EDISON	IT •	8,73	+0,58
ELECTRABEL	BE •	339,9	-0,32
ELECTRIC PORTUG	PT •	18,55	....
ENDESA	ES •	23,51	+0,73
EVN	AT •	124	-0,46
GAS NATURAL SDG	ES •	86,9	+0,76
HAFSLUND -A-	NO	5,83	-2
HAFSLUND -B-	NO	3,51	....
IBERDROLA	ES •	13,68	+0,66
ITALGAS	IT •	4,44	-0,22
NATIONAL GRID G	GB	6,68	-1,96
NATIONAL POWER	GB	7,24	+0,62
OESTERR ELEKTR	AT •	145,4	-0,54
POWERGEN	GB	10,43	-1,27
SCOT POWER	GB	7,87	+0,76
SEVERN TRENT	GB	12,08	-0,61
SUEZ LYON EAUX/	FR •	172,8	+0,12
SYDKRAFT -A-	SE	25,04	....
SYDKRAFT -C-	SE	17,44	....
THAMES WATER	GB	13,55	+0,22
TRACTEBEL	BE •	147	-0,47
UNION EL.-FENOS	ES •	14,51	+1,47
UNITED UTILITIE	GB	10,87	-0,81
VIAG	DE •	472	-1,67
VIVENDI/RM	FR •	238,7	-1,05
▶ DJ E STOXX PO SU P		329,07	-0,69

EURO NOUVEAU MARCHÉ

12/04 12 h 23 ▶

AMSTERDAM

	Cours en euros	% Var. veille
AIRSPRAY NV	25,05	-2,91
ANTONOV	0,88	....
C/TAC	12,15	-1,22
CARDIO CONTROL	9,1	+1,11
CSS	13,7	-3,52
HITT NV	8,6	....
INNOCONCEPTS NV	19,7	-1,50
NEDGRAPHICS HOLD	17,98	+0,56
POLYDOC	2,25	....
PROLION HOLDING	88,3	+0,36
RING ROSA	6,65	-0,75
RING ROSA WT	0,8	-5,88
UCC HOLDING NV	12,5	-3,10

BRUXELLES

	Cours en euros	% Var. veille
ENVIPCO HLD CT	2,1	-2,33
FARDEM BELGIUM ABC	21,6	....
INTERNOC HLD	4,1	....
INTL BRACHYTHER B	18,4	+3,06
LINK SOFTWARE B	11,5	....
PAYTON PLANAR	2,35	-2,08
SYNERGIA	8,3	+2,47

FRANCFORT

	Cours en euros	% Var. veille
1 & 1 AG & CO.KGAA	122,61	-3,11
AIXTRON	201	-0,50
AUGUSTA BETEILIGUN	64	-0,78
BB BIOTECH ZT-D	31,95	+0,47
BB MEDTECH ZT-D	17,7	-2,21
BERTRANDT AG	80	....
BETA SYSTEMS SOFTW	15,9	-3,05
CE COMPUTER EQUIPM	101	-0,07
CE CONSUMER ELECTR	329	+4,44
CENIT SYSTEMHAUS	222	-0,89
DRILLISCH	130	+1,56
EDEL MUSIC E.98	336	-8,18
ELSA	63,5	....
EM.TV & MERCHANDI	887	+1,30
EUROMICRON	26,4	+0,38
GRAPHISOFT NV	17,7	-3,28
HOEFT & WESSEL	184	-0,81
HUNZINGER INFORMAT	66,9	....
INFOMATEC	243	-2,80
INTERSHOP COMMUNIC	285	+4,06
KINOWELT MEDIEN	174	....
LHS GROUP	25,75	-1,15
LINTEC COMPUTER	139	+1,46
LOESCH UMWELTSCHUT	5,4	....
MENSCH UND MASCHIN	40	....
MOBILCOM	200,5	+0,86
MUEHL PRODUCT & SE	17,75	+1,43
MUEHLBAUER HOLDING	69	+1,47
PFEIFFER VACU TECH	39,05	-1,14
PLENUM	126,4	+0,95
PSI	71	-5,33
QIAGEN NV	88,3	-4,91
REFUGIUM HOLDING A	32,1	+3,22
SACHSENRING AUTO	14,7	....
SALTUS TECHNOLOGY	31,8	-0,93
SCM MICROSYSTEMS	78,5	-0,75
SER SYSTEME	385	-0,27
SERO ENTSORGUNG	5,8	....
SINGULUS TECHNOLOG	126	+0,40
SOFTM SOFTWARE BER	65,5	-0,82
TDS	78	+0,65
TECHNOTRANS	48	-5,88
TELDAFAX	37,75	+7,86
TELES AG	208	....
TIPTEL	7,6	+0,13
TRANSTEC	54	-7,82
W.E.T. AUTOMOTIVE	43	-1,15

★ CODES PAYS ZONE EURO
FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne
IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande
LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche
FI : Finlande - BE : Belgique.

CODES PAYS HORS ZONE EURO
CH : Suisse - NO : Norvège - DK : Danemark
GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SE : Suède.

هكذا من الأصل

Contradictions hi...

VALEURS FRANÇAISES

● L'action **Alstom** chutait de 2,51 %, à 26,81 euros, lundi 12 avril, en début de séance. Pourtant, de nombreux bureaux d'études, parmi lesquels Salomon Smith Barney, Schroder, CPR Finance et Merrill Lynch, ont relevé leur opinion sur le titre.

● A l'ouverture du marché lundi, la valeur **Bic** se redressait légèrement de 1,28 %, à 47,5 euros, après avoir perdu 6,2 %, à 46,9 euros, vendredi 9 avril. La dévaluation du real brésilien a pesé sur les ventes du groupe au premier trimestre 1999. Son chiffre d'affaires s'est inscrit en baisse de 6 %, à 273 millions d'euros par rapport au premier trimestre 1998.

● L'action **Canal Plus** se négociait en hausse de 1,37 %, à 288,9 euros lundi en début de matinée. Le titre avait déjà enregistré un gain de 4,20 %, à 285 euros, vendredi 9 avril, suite aux informations parues dans le *Financial Times* selon lesquelles le groupe français aurait fait une offre d'environ 110 millions de dollars pour racheter les abonnés du bouquet satellite italien Stream auprès de Telecom Italia.

● La valeur **CCF** restait relativement stable, à 85,95 euros (– 0,06 %), lundi matin, après les déclarations dans le *Journal des Finances* du président de la banque française, Charles de Croisset, indiquant que le CCF, doté de 5 milliards de francs de cash, examinait plusieurs acquisitions.

RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 12 AVRIL — **Cours relevés à 12 h 30**

Liquidation : 23 avril

France ▶	Précédent en euros	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille	% Var. 31/12 (1)
CROUPE PARTOUCHE	64	64	419,81	...	– 2,80
GUILBERT	132	130	852,74	– 1,51	+ 13,73
GUYENNE GASCOGNE	400	398,10	2611,36	– 0,47	+ 4,21
HACHETTE FILI.ME	215	228,80	1500,83	+ 6,41	+ 13,71
HAVAS ADVERTISIN	182,50	182	1193,84	– 0,27	+ 27,71
IMETAL	111,90	112,10	735,33	+ 0,17	+ 31,34
IMMEUBLES DE FCE	15,85	15,95	104,63	+ 0,63	– 16,22
INFOGRAMES ENTER	69,10	67,65	443,76	– 2,09	+ 19,94
INGENICO	20,96	20,95	137,42	– 0,04	– 15,21
INTERBAIL	22,06	22,06	144,70	...	– 0,63
INTERTECHNIQUE	280	278,50	1826,84	– 0,53	+ 2,12
S.I.T.A	200	201	1318,47	+ 0,50	– 9,98
SKIS ROSSIGNOL	11,38	11,30	74,12	– 0,70	– 8,50
SOCIETE GENERALE	167,30	166	1088,89	– 0,77	+ 20,28
SOC.FONC.LYON.#	122,60	122,50	803,55	– 0,08	– 8,51
SODEXHO ALLIANCE	145,20	152,80	1002,30	+ 5,23	– 18,83
SOGEPARC (FIN)	71,50	71,65	469,99	+ 0,20	– 5,97
SOMMER-ALLIBERT	24,95	25,60	167,92	+ 2,60	+ 11,11
SOPHIA	35,10	34,91	228,99	– 0,54	– 3,59
SPIR COMMUNIC. #	55,10	56,90	373,24	+ 3,26	+ 11,89
STRAFOR FACOM	81,50	81,70	535,92	+ 0,24	+ 32,30
SUEZ LYON.DES EA	172,60	172,50	1131,53	– 0,05	– 1,42
SYNTHELABO	198,20	199	1305,35	+ 0,40	+ 10,37

International ▶	Précédent en euros	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille	% Var. 31/12 (1)
MATSUSHITA #	18,94	18,04	118,33	– 4,75	+ 25,19
MC DONALD'S #	43,34	42,20	276,81	– 2,63	+ 29,72
MERCK AND CO #	76,10	75,90	497,87	– 0,26	+ 19,24
MITSUBISHI CORP.	6,93	6,72	44,08	– 3,03	+ 41,17
MOBIL CORPORAT.#	86,85	85,90	563,47	– 1,09	+ 13,02
MORGAN J.P. #	119,50	119,70	785,18	+ 0,16	+ 30,89
NIPP. MEATPACKER	12,83	...	...	...	– 3,02
PHILIP MORRIS #	32,24	32,08	210,43	– 0,49	– 29,71
PROCTER GAMBLE	93,60	94	616,60	+ 0,42	+ 18,31
SEGA ENTERPRISES	17,50	...	...	...	– 3,34
SCHLUMBERGER #	54	53	347,66	– 1,85	+ 33,90
SONY CORP. #	94,75	92	603,48	– 2,90	+ 50,44

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3 ; ■ coupon détaché ; ● droit détaché ; # contrat d'animation ; o = offert ; d = demandé ; † offre réduite ; ↓ demande réduite ; ♦ cours précédent.

DERNIÈRE COLONNE RM (1) :

Lundi daté mardi : % variation 31/12 ; Mardi daté mercredi : montant du coupon en euros ; Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon ; Jeudi daté vendredi : compensation ; Vendredi daté samedi : nominal.

NOUVEAU MARCHÉ

LUNDI 12 AVRIL — Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

SECOND MARCHÉ

LUNDI 12 AVRIL — Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ▶	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille
COFIDUR #	10,45	68,55	– 5
CORA INDUSTR. ♦	33,60	220,40	...
DELACHAUX S.	129	846,18	– 0,76
DELMON INDUS.	32,80	215,15	– 0,60
DIGIGRAM #	18,50	121,35	+ 0,27
DISTRIBORG G.	49,80	326,67	+ 0,20
EMIN-LEYDIER	43,80	287,31	– 0,22
FLAMMARION S.	28,50	186,95	+ 4,01
GRAVOGRAPH ♦	9,10	59,69	...
GPE GUILLIN	20,85	136,77	...

SICAV ET FCP

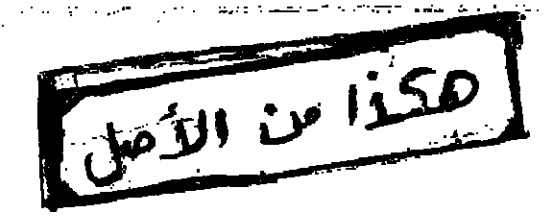
Une sélection.

Cours de clôture le 9 avril

Émetteurs ▶ — Valeurs unitaires euros / francs — Date cours

LÉGENDE

★ Hors frais. ★★ A titre indicatif.



SPORTS L'équipe de France de rugby, qui restait sur deux grands chelems d'affilée, termine à la dernière place du Tournoi des cinq nations 1999, ayant subi une défaite (22-36), samedi 10 avril, au Stade de France, face à l'Ecosse, lauréate de l'épreuve grâce à une meilleure différence de points. ● DEJA BATTUS par le pays de Galles (34-33) et l'Angleterre (21-10), les Français inquiètent à moins de six mois de la Coupe du monde 1999. ● DANS SON ANALYSE pour *Le Monde*, Jean Trillo fustige le manque de combativité et d'intelligence tactique d'une équipe à forte tradition de jeu. ● L'ANGLETERRE, battus, dimanche 11 avril, à Wembley, par le pays de Galles (31-32), à la dernière minute, n'ont pas pu signer le onzième grand chelem de leur histoire. ● EN 2000, le tournoi des Cinq nations deviendra tournoi des Six nations à la faveur de l'entrée en compétition du XV d'Italie.

Le XV de France au bord de la crise de nerfs après sa défaite face à l'Ecosse

La victoire du XV du Chardon (36-22) consacre le beau rugby de mouvement des Ecossais, qui s'adjugent le dernier Tournoi des cinq nations de l'histoire. L'équipe de France ne parvient pas à surmonter ses étranges déficiences et prend la dernière place de la compétition

« RIDICULE. » C'est le mot de la fin d'Emile Ntamack, l'arrière du XV de France. C'est le dernier mot d'un invraisemblable Tournoi des cinq nations qui a vu l'équipe de France plonger, en un mois, dans un abysse de doute et de déraison. C'est la seule conclusion possible après la consternante prestation des Tricolores, qui ont concédé, samedi 10 avril, face à l'Ecosse, leur troisième défaite consécutive (22-36) dans le tournoi 1999, son troisième revers d'affilée au Stade de France, après les rencontres avec l'Australie (21-32) et le pays de Galles (33-34).

Ridicule fut la défense française, qui, pendant une demi-heure, offrit aux trois-quarts écossais toute la place nécessaire, et même davantage, pour aller inscrire cinq essais au pied des poteaux, par Martin Leslie (9e, 27e), Alan Tait (11e, 23e) et Greg Townsend (14e). Point de plaquages des troisième ligne, point de résistance du côté des centres, des réactions naïves à la moindre feinte : pourquoi s'embarrasser de mouvements compliqués, devaient se dire les Glenn Metcalfe, Greg Townsend et autres Alan Tait, tout surpris de traverser le premier rideau et le reste de la défense française plein champ, *« comme dans du beurre »*. Cinq essais écossais entre la 9e et la 27e minutes: du jamais-vu, ni à Paris ni à Murrayfield. *« Incroyable ! »*, s'esclaffait Gavin Hastings à la mi-temps.

L'ancien arrière du XV d'Ecosse, aujourd'hui consultant à la BBC, avait rapidement fait ses comptes : son pays n'avait jamais marqué autant de points (33) face à la France, et il restait 40 minutes à jouer. Elle furent beaucoup plus calmes. Ses compatriotes ont augmenté leur avantage d'une seule pénalité de Kenny Logan (52e), avant de sortir sous l'ovation, gênée mais sincère, du public parisien. Pour cette dernière des Cinq Nations, l'ambiance du Stade de France renvoyait étrangement à l'atmosphère de la der du Parc des Princes, où, en novembre 1997, les spectateurs avaient accordé un triomphe identique aux Sud-Africains de Nick Mallett, bourreaux de cette équipe de France jamais à l'aise au moment d'envoyer les génériques de fin.

Ridicules furent ensuite les attaquants français. Avant de sortir sur blessure (entorse du genou), dès la 2e minute, Thomas Castaignède avait pourtant démontré qu'il y aurait des intervalles à prendre, cet après-midi-là, dans la défense écossaise.

UN RUGBY JUBILATOIRE

D'une formidable accélération, il avait envoyé à l'essai Emile Ntamack, puissant, opportuniste. Plus tard, après un essai de Christophe Juillet (21e) sur une mêlée à 2 mètres de la ligne écossaise, c'était au tour de Christophe Dominici de percer jusque dans l'en-but adverse (29e). Mais ensuite, que de précipitations, que d'erreurs de débutants ! Gagnés par la panique, guettés par le spectre d'une nouvelle déculottée, les coéquipiers de Raphaël Ibanez ont encore bredouillé un jeu incohérent.

Rétifs au magistral cours de rugby simple et efficace des Ecossais, ils se sont souvent enferrés, tête baissée et « qui m'aime me suive », quand leurs adversaires s'ingéniaient à jouer debout, tête haute, appuis solides et soutien permanent. Un rugby jubilatoire, auquel les Français n'ont pu résister. On a vu, côté français, Philippe Carbonneau obligé de contourner un de ses partenaires pour essayer de relancer le jeu. On a vu, après plusieurs temps de jeu, le pilier Franck Tournaire hériter d'un ballon en position d'ailier, et ne pas savoir quoi en faire. On a vu le demi de mêlée parisien Chritophe Laussucq, rentré à la place de Philippe Carbonneau, lui aussi blessé au genou, « tomber » un ballon tout seul, en voulant jouer rapidement une pénalité. *« Cela ne m'était pas arrivé depuis que je jouais en minimes »*, confessera-t-il, penaud.

L'équipe de France de Jean-Claude Skrela et Pierre Villepreux est au bord de la crise de nerfs. Depuis le début de la saison internationale, elle vit dans la fébrilité, plongée dans une étonnante déprime que rien ne justifie vraiment. Après deux grands chelems, le XV de France avait connu un automne mitigé – une victoire sur l'Argentine et une défaite assez encourageante contre l'Australie –, puis l'hiver avait débuté par un net succès en Italie et par une belle démonstration de courage en Irlande. Pas de quoi déprimer ! Et pourtant, tout s'est effondré en une mi-temps face au pays de Galles, le 6 mars.

« Ce groupe avait toujours vécu sur des moments positifs, sur des victoires, avance le capitaine, Raphaël Ibanez. *Aujourd'hui, on se met dans des situations qu'on n'a pas l'habitude de vivre. »* Ces Bleus n'ont plus que de maigres certitudes ; ils tentent de *« recoller les morceaux »* en attendant de sortir de leur errance, mais le moindre grain de sable fait tout voler en éclats. La sortie de Richard Dourthe contre le pays de Galles, celle de Thomas Castaignède contre l'Ecosse ont provoqué les mêmes périodes de flottement. *« On se sent impuissants, on est maladroits*, avoue Emile Ntamack. *On est incapables d'enchaîner les actions. Quand ce n'est pas à cause de la discipline, c'est la technique qui faillit. »* Et quand elle s'abandonne, cette équipe ne fait malheureusement pas les choses à moitié : c'est la débandade.

La France termine à la toute dernière place du Tournoi des cinq nations, comme en 1969 : c'était déjà au lendemain d'un grand chelem, mais en 1999, à quelques mois de la Coupe du monde, ce coup de blues laisse perplexe. Pour dédramatiser la situation, les Français lorgnent volontiers vers le parcours des Bleus d'Aimé Jacquet, oubliant au passage que, s'ils n'enthousiasmaient pas les foules, ces Bleus-là avaient toujours dégagé une immense force morale et perdaient fort peu de matches. Le rugby tricolore a moins de six mois pour soigner sa déprime ; moins de six mois pour donner raison à John Telfer, l'entraîneur écossais, qui affirmait, samedi, que ses joueurs n'avaient pas eu affaire à une équipe de France *« normale »*.

Eric Collier



REUTERS

Malgré les efforts d'Emile Ntamack, le Quinze de France a subit le jeu brillant des Ecossais

Fin de saison compromise pour Philippe Carbonneau et Thomas Castaignède

Le demi de mêlée de l'équipe de France et de Brive, Philippe Carbonneau, a quitté la pelouse du Stade de France juste avant la mi-temps, samedi 10 avril, victime d'une entorse au genou qui pourrait l'éloigner des terrains pendant six mois et donc compromettre sa participation à la Coupe du monde, disputée en octobre-novembre. Thomas Castaignède, sorti dès la 2e minute, également à cause d'une entorse au genou, devrait être rétabli dans six ou sept semaines, trop tard pour le Top 16 (la phase finale du championnat de France), qu'il dispute actuellement avec son club de Castres. Ces deux blessures viennent s'ajouter à la longue liste d'internationaux blessés cette année. Selon Jean-Claude Skrela, onze joueurs titulaires l'année dernière manquaient à la fin du match contre l'Ecosse.

TOURNOI DES CINQ NATIONS

FRANCE 22 — ÉCOSSE 36

Samedi 10 avril • Stade de France, à St-Denis • Temps ensoleillé • Terrain excellent • Public enthousiaste • 78 918 spectateurs • Arbitre : M. Thomas (PdG).

LES EQUIPES

FRANCE Entraîneurs : Skrela et Villepreux • Ntamack • Garbajosa ; Giordani (Lombard, 63e) : Comba ; Dominici • Castaignède (Aucagne, 3e) ; Carbonneau (Laussucq, 39e) • Labit : Juillet : Castel (Benetton, 56e) • Cléda (Auradou, 56e) ; Brouzet • Tournaire : Ibanez (cap.) : Califano (Marconnet, 56e)

ÉCOSSE Entraîneurs : Telfer • Metcalfe • C. Murray ; Tait ; J. Leslie ; Logan • Townsend ; Armstrong (cap) • M. Leslie ; Reid ; Pountney (Walton, 74e) • Grimes ; S. Murray (Reed, 80e) • Burnell ; Bulloch ; Hilton (Graham, 67e)

LE MATCH

1re MI-TEMPS / 2e MI-TEMPS / TOTAL

FRANCE		ÉCOSSE
47 %	POSSESSION DE LA BALLE	[illegible] %
49 %		51 %
41 min. 05 (21'32 + 19'33)	TEMPS PASSÉ DANS LE CAMP ADVERSE	43 min. 47 (20'58 + 22'49)
20 dont 10 / 10	NOMBRE D'ACTIONS DANS LES 22 M ADVERSES	26 dont 14 / 12
19 dont 11 / 8	ACTIONS OFFENSIVES POSITIVES	27 dont 14 / 13
10 dont 5 / 5	ACTIONS DÉFENSIVES DÉCISIVES	9 dont 6 / 3
8 dont 5 / 3	BALLES RÉCUPÉRÉES	12 dont 6 / 6

LES POINTS

FRANCE : 3 essais de Ntamack (2e), Juillet (21e), Dominici (28e) ; 2 transformations (21e, 28e) et 1 pénalité d'Aucagne (40e).
ÉCOSSE: 5 essais de M. Leslie (9e, 27e), Tait (11e, 23e), Townsend (14e) ; 4 transformations (9e, 11e, 14e, 27e) et 1 pénalité de Logan (52e).

FAUTES

Pénalités en faveur de la France : 10 (6+4), dont 1 tentée (1+0) et 1 transformée (1+0).
Pénalités en faveur de l'Écosse : 8 (4+4), dont 2 tentées (0+2) et 1 transformée (0+1).

HOMMES DU MATCH

Christophe Dominici, en plein naufrage tricolore, s'est distingué par sa combativité, sa vélocité et sa capacité à donner de la profondeur au jeu. La fulgurance de ses accélérations lui a permis de s'infiltrer dans la défense écossaise, et d'aplatir dans l'en-but.

Gregor Townsend a parfaitement orchestré le jeu réaliste et performant des Écossais, notamment lors de la première demi-heure. Investi des pleins pouvoirs en matière d'ébauches des offensives, il a marqué un essai et en a offert un autre à Martin Leslie.

ESSAI DU MATCH En inscrivant cinq essais en moins de 30 minutes, les Écossais ont déclenché un festival offensif et prouvé leur fraîcheur physique en plus de leur talent. En profitant des maladresses adverses, Martin Leslie et ses coéquipiers ont mis en évidence les failles de la défense française.

L'Angleterre échoue, à Londres, aux portes du grand chelem

LONDRES
de notre envoyé spécial

Les choeurs gallois n'ont pas que de la voix : ils ont aussi de l'oreille et chantent *a capella* sans jamais perdre ni le rythme, ni la mesure. En ces périodes troublées où la planète rugby se cherche un nord, eux savent, dans les grands moments, puiser au souvenir de leurs ancêtres, de quoi ragaillardir quinze bonshommes. Comme pour célébrer un événement – le dernier match du tournoi à cinq nations –, ils avaient convoqué, dimanche 11 avril, sur le gazon ardent de Wembley, l'esprit de ce rugby monté du fond de leurs mines centenaires et aujourd'hui fermées.

C'est là, dans ce pays de vertes vallées noircies par la poussière de charbon, que, le 1er janvier 1910, naissait le tournoi des Cinq nations. Ce jour-là, dans le stade de Swansea, les Gallois recevaient la France, enfin admise par les Lords du vénérable International Board, à participer à l'épreuve reine du *« noble game »*. Une épreuve sans autre enjeu que celui de la compétition pure et du plaisir de venir à bout de l'adversaire. Du coeur, les Gallois n'en manquent pas. Et quand ils le mettent à l'ouvrage sur un terrain de rugby, rien, pas même quinze Anglais parfaitement organisés et plutôt bien inspirés, ne saurait calmer leur ferveur qui leur valut, jadis, le surnom de « diables rouges ». Dimanche à Wembley, ce temple du football anglais, qui, dans l'attente de l'achèvement des travaux du Millenium stadium de Cardiff, sert depuis deux saisons d'antre galloise, on aurait pu croire l'espace de deux heures que l'âme de l'Arms park s'était réincarnée dans ce quartier du nord de Londres, tandis que ressurgissaient les folles envolées du rugby gallois des années 70.

L'HEURE DE LA RENAISSANCE

En guise d'ultime salut, de dernier coup de chapeau à ce bon vieux *Five Nations Championship*, qui deviendra dès le 5 février 2000, avec l'entrée de l'Italie, le *Six Nations Championship*, Gallois et Anglais ont offert un spectacle comme ce sport nous en a rarement proposé ces derniers mois dans l'hémisphère nord. Au-delà du score serré (32-31) acquis par les Gallois à la dernière minute sur un essai du centre Scott Gibbs transformé par l'insatiable buteur Neil Jenkins, privant ainsi les Anglais d'une 24e victoire dans le tournoi et d'un onzième grand chelem, les deux équipes ont livré un match d'une époustouflante intensité. Les Gallois débordaient d'énergie et multipliaient les initiatives tandis que les Anglais – comble d'hérésie ! – allaient jusqu'à jouer des pénalités à la main... Avec cinq essais à inscrire au solde de cette rencontre, trois pour les Anglais (Dan Luger, 3e minute, Steve Hanley 21e et Richard Hill 40e), et deux pour les Gallois (Shane Howarth 47e et Scott Gibbs 87e), dix pénalités transformées (6 pour Neil Jenkins côté Gallois et 4 pour Jonny Wilkinson côté Anglais), les hommes de Lawrence Dallaglio et de Rob Howley, les deux capitaines, ont rappelé à ceux du Français Raphaël Ibanez que le rugby n'est pas seulement un jeu de balle. C'est aussi un sport de combat et d'engagement physique, un jeu de conquête du ballon et d'occupation de terrain où la complexité des règles n'interdit pas la simplicité des gestes.

Peut-être est-ce cette simplicité que Graham Henry, l'entraîneur néo-zélandais du XV du pays de Galles, a su réinculquer à ses hommes. Au fil des semaines, ceux-là sont parvenus à retrouver confiance et efficacité. Au cours des dernières années, ils avaient pourtant touché le fond, hésitant entre débâcle (51-0 contre la France, il y a un an) et faillite (96-13 contre les Springboks). Après des débuts difficiles – deux défaites contre l'Ecosse et contre l'Irlande – les Neil Jenkins, Rob Howley, Scott Quinnell et autres Shane Howarth ont réussi à vaincre les favoris du tournoi. A entendre les chants gallois qui faisaient vibrer les gradins du vieux stade de la capitale anglaise, on peut penser qu'en enterrant le tournoi des Cinq nations les « diables rouges » ont également sonné, dimanche, pour cette dernière à Wembley, l'heure de la renaissance.

Yves Bordenave

Une affaire de crédibilité

ANALYSE

Il y a des jours où on aimerait entraîner l'équipe de France et puis il y en a d'autres...

IL Y A des jours où l'on ne devrait pas vivre. France-Écosse représentait le match du rachat pour une équipe qui avait eu beaucoup de mal à vaincre l'Irlande et perdu ses deux autres rencontres du Tournoi des cinq nations. Il fallait donc sortir de l'abîme pour vaincre le XV du chardon avec la manière. Les Français ont réussi d'entrée de jeu, par une percée de Thomas Castaignède, à prendre le match en main pour une victoire que l'on entrevoyait déjà facile. Cet essai flamboyant sera la seule action française dans la tradition. Et les Écossais, qui, sur les matches précédents, avaient laisé entrevoir leurs qualités offensives, nous ont fait découvrir toute l'étendue de leur talent. Partis de leurs 22 mètres, ils ont joué délibérément le rugby offensif qu'ils avaient choisi. Plus vifs, plus rapides, leur jeu s'est développé avec une étonnante facilité, d'autant que les Français ont fait preuve d'une faiblesse défensive indigne d'un match international. Avec une promptitude stupéfiante, des Écossais volants nous ont flanqué par terre et même mis plus bas que terre. En face d'eux, une lourde phalange de laborieux vêtus de blanc partait à la chasse aux papillons.

Le XV du chardon, en pleine confiance, a libéré systématiquement, au placage, des ballons qui ont permis de donner du rythme et d'ouvrir de grands espaces. Des Écossais de grand vent, l'air léger, limpides et libres, se sont joués de Français confinés dans un air raréfié. Le rythme et l'habileté des adversaires les ont dépassés. L'équipe s'est défaite. Les gestes naturels sont devenus douloureux, des inhibitions ont tétanisé cette équipe dont la grande carcasse a sonné creux. La dynamique d'un groupe est complexe, son alchimie fait une part importante au hasard. Ce groupe très « propre », porteur des valeurs de notre rugby, est en train de perdre sa crédibilité.

La performance est liée à l'amalgame de plusieurs facteurs. Comment peut-on expliquer la mutation, en une saison, des Écossais, et, à l'inverse, la dégringolade des Français ? Il existe une raison. Il faut absolument la déceler pour que survive l'équipe de France. Peu de jeu collectif, peu de joueurs de niveau international, pas d'intelligence tactique, trop de fautes techniques individuelles, un manque d'enthousiasme et de fraîcheur physique, un calendrier trop chargé, beaucoup de blessés, le professionnalisme naissant ou encore la dépression du surmené, la surchauffe, le trop-plein ? Comparer Écosse-France 1998 (16-51) et France-Écosse 1999 (22-36) ajoute à l'imbroglio. L'encadrement de l'équipe de France remis en cause par ses revers successifs a encore le temps de trouver la solution – un équilibre thérapeutique entre les anxiolytiques avant une bonne dose d'euphorisants – et sauver la situation en vue de la Coupe du monde. En faisant l'inventaire des possibilités de cette équipe, en recherchant l'efficacité et le réalisme, on va surtout s'apercevoir qu'il faudra réapprendre à avancer. Pour cela, point de recette miracle. Il suffit de retrouver les fondements du jeu, la notion de combat surtout qui servira toujours de base à un jeu plus flamboyant. Il y a des jours où on aimerait entraîner l'équipe de France et puis il y en a d'autres...

Jean Trillo

★ Jean Trillo, ancien international, a été entraîneur du XV de France.

L'assiduité de José Maria Olazabal triomphe du Masters d'Augusta

Le golfeur espagnol a su économiser ses gestes pour dominer ses adversaires, sur l'un des parcours les plus rapides du monde, dont les organisateurs avaient encore augmenté les difficultés

L'Espagnol José Maria Olazabal s'est imposé pour la deuxième fois lors des Masters d'Augusta, disputé du 8 au 11 avril. Avec une carte de 280 (70, 66, 73, 71, – 8), il devance de deux coups l'Américain Davis Love III (69, 72, 70, 71, 282) et de trois coups l'Australien Greg Norman (71, 68, 71, 73, 283). En tête depuis la fin de la deuxième journée, le joueur, âgé de trente-trois ans, a résisté aux attaques de ces principaux adversaires. Le parcours avait été durci par les organisateurs et également rallongé de près de 40 mètres. Ce sont surtout les greens particulièrement rapides et tourmentés qui ont perturbé les joueurs. La victoire est revenue au golfeur le plus régulier, celui qui a su éviter les fautes irrémédiables. C'est une belle revanche sur le sort pour le Basque, victime d'une grave blessure au pied qui l'a tenu dix-huit mois éloigné des parcours.

QUAND la balle s'est engouffrée dans le dix-huitième trou du parcours, dimanche 11 avril, Jose Maria Olazabal a à peine laissé affleurer sa joie. Point de ces sauts de cabri excité, de ces plongeons exubérants dans les bras de proches, de ces hurlements qui font ressembler les golfeurs à de vulgaires footballeurs. Juste une accolade fraternelle avec son caddie, un salut de la casquette au public et l'homme s'est éclipsé pour cacher ses larmes.

L'Espagnol a pour habitude d'économiser ses gestes. Au golf, c'est en général une qualité, puisque la victoire y sourit à celui qui sait en faire le moins possible. Sur le parcours d'Augusta, du 8 au 11 avril, la sobriété était plus encore la clé de la victoire. Quiconque quittait l'ombre des magnolias qui bordent le club-house pour se diriger vers le départ du trou numéro un s'engageait dans un improbable voyage intérieur. Il convenait d'être sûr de son coup de canne et plus encore de ses nerfs. Le soixante-troisième Masters devait échoir à un homme tranquille.

EXCÈS DE CONFIANCE

Après trois jours d'une compétition opaque, et à l'orée de ce dimanche du couronnement, cette donnée seule était claire. Depuis le jeudi 8 avril, la fine fleur de la planète golfique paraissait bien dépourvue sur les greens énigmatiques d'Augusta. Les joueurs avaient beau étudier le terrain, s'éloigner, se rapprocher, se mettre à genou, s'allonger presque, triturer leurs trajectoires en tous sens, le mystère restait entier. Aucune pente ne semblait devoir mener au trou. Toutes, au contraire, avaient le vice de vous en éloigner. Chaque putt était un saut dans l'inconnu. Les greens d'Augusta passent pour les plus rapides du monde. Les projectiles, mêmes les plus adroits, ricochaient sur cette carapace et s'en allaient finir leur course dans d'inhospitalières bordures. *« La balle est arrivée comme un papillon atterrissant sur la pointe des pieds »*, disait joliment l'Australien Greg Norman pour décrire une de ses plus belles approches. Mais, le plus souvent, la même balle glissait comme un pet sur une toile cirée.

L'un après l'autre, les têtes brûlées du drive, les kamikazes du putting grimpaient sur le bûcher des vanités. Premier jour, première victime de marque : Tiger Woods. Un excès de confiance au trou numéro huit s'est soldé pour le prodige Américain d'un triple bogey (trois coups au-dessus du par) qui valait d'être médité. Le champion métis n'était plus qu'un pauvre hère tenaillé par la peur de mal faire, ânonnant ses gammes, moulinant des coups de club étriqués. Le talentueux attaquant s'était joué des difficultés du parcours en 1997, l'année de sa victoire (18 au-dessous du par, record absolu). Deux années plus tard, le parcours l'a ramené à sa condition d'humain faillible et à une dix-huitième place peu en rapport avec sa valeur. Idem pour son concurrent en tête du classement mondial, son compatriote David Duval. Son jeu flamboyant, mais par trop erratique, sur le sol miné de Géorgie, ne le conduira qu'à une sixième place.

Il fallait un golf plus pépère, plus mûri, pour vaincre dans ces Masters, celui d'un renard de trente-trois ans, par exemple. La carte de Jose Maria Olazabal (70, 66, 73, 71, 280, – 8) n'a pour mérite qu'une assiduité constante. Le Basque est celui qui aura commis le moins d'erreurs. Il n'a jamais tenté d'outrager le parcours, s'est coulé entre les ravissants massifs d'azalées, de glycines, de forsythias et de cornouillers. Onze participations et une victoire en 1994 aux Masters l'avaient instruit que ce cadre enchanteur était une tromperie. Alors l'impétrant s'est présenté avec l'humilité d'un pénitent dans l'Amen Corner, où les trous 11, 12 et 13 ne pardonnent rien aux morveux.

Olazabal n'aura pas flanché le dernier jour, quand seize joueurs se tenaient encore en cinq coups et que la meute hurlait à ses trousses. L'Américain Davis Love III et l'Australien Greg Norman, ses principaux adversaires, ont tenté de le pousser à la faute. Ils n'ont réussi qu'à se perdre eux-mêmes. Surtout Greg Norman qui, après qu'un eagle (deux coups au-dessus du par) l'eut positionné en tête au trou numéro 13, s'est sabordé sur les deux trous suivants par deux bogeys successifs (un coup au-dessus du par).

« JE SUIS TRÈS, TRÈS FIER DE MOI »

« Ollie », comme l'ont surnommé par commodité les Américains, continuait, lui, d'usiner son golf d'honnête homme. Au trou numéro 16, Davis Love III réussissait un birdie d'anthologie sur une approche, sa balle effectuant un virage à angle droit sur la pente extrême du green avant de mourir dans le trou. Arrivant au même par 3 avec la partie suivante, le Basque obtenait un résultat identique avec deux coups sans apparat mais de parfaite facture.

Jose Maria Olazabal est ainsi resté impavide jusqu'au trou 18. L'Américain Mark O'Meara, tenant du titre, n'avait plus qu'à lui remettre, comme l'exige la tradition, le blazer vert du vainqueur. L'Espagnol pouvait glisser dans la poche le chèque de 720 000 dollars, (668 000 euros) du lauréat. *« Je suis très, très fier de moi »*, a enfin admis le champion. Après s'être soumis pendant quatre jours aux caprices d'une balle et au diktat d'un parcours, le golfeur méritait bien cette pointe d'orgueil.

Benoît Hopquin

PROFIL

LE RETOUR GAGNANT

José Maria Olazabal revient d'un long voyage. *« Il m'est difficile d'exprimer ce que je ressens, surtout après ce par quoi je suis passé »*, déclarait-il, dimanche 11 avril en endossant pour la deuxième fois le blazer vert du vainqueur.

Un voyage immobile, cloué dans un fauteuil. Dix-huit mois à se croire perdu pour le golf, à gamberger sur la fragilité de la gloire. Victime d'une douleur tenace au pied apparue en 1995, l'Espagnol ne pouvait plus marcher l'année suivante. *« La salle de bains était à 3 mètres de mon lit mais il me fallait ramper pour y parvenir*, se souvient l'intéressé. *J'ai bien cru terminer dans une chaise roulante. »* Un praticien allemand clairvoyant a décelé finalement une excroissance osseuse qu'il s'est empressé de raboter.

Jusqu'à cette interruption forcée, le golf avait toujours été l'unique raison de vivre de « Txema », comme l'appellent ses amis basques de Fontarabie, son lieu de résidence. Fils d'un jardinier du golf royal de San Sebastian, Olazabal a touché un club à deux ans. Il a gagné son premier argent en jouant le caddie de la bonne société locale. Elève surdoué, il passe professionnel à dix-neuf ans, en 1985, juste après avoir disputé son premier Masters comme amateur.

Sa carrière prend vite un tour glorieux. A vingt et un ans, il est sélectionné pour la Ryder Cup, l'affrontement bisannuel qui oppose une sélection européenne à une sélection américaine. Il fait équipe avec son compatriote et modèle Severiano Ballesteros. Ce dernier est aussi bouillonnant que son jeune associé est calme : la paire fonctionne à merveille. Les victoires individuelles s'accumulent également qui le mènent à la consécration en 1994 avec un succès au Masters, jusqu'à dimanche son seul titre d'un tournoi du Grand Chelem. En 1995, l'Espagnol n'avait pas encore trente ans mais déjà près de 8 millions de dollars de gains quand sa douleur au pied a commencé à le tenailler. Elle s'est compliquée vite d'une hernie discale.

Son retour à la compétition, au début de 1997, lui a donc semblé un retour à la vie. Mais les résultats se faisaient encore attendre. *« Etre ici à cet instant est émouvant »*, a-t-il déclaré lors de la cérémonie de clôture.

B. H.

La Coupe de France de football fait rêver les clubs de deuxième division

IL EST d'ores et déjà établi qu'un club de deuxième division disputera la finale de la 82e Coupe de France, le 15 mai, au Stade de France. Les quarts de finale, joué du jeudi 8 au dimanche 11 avril, leur ont sourit.

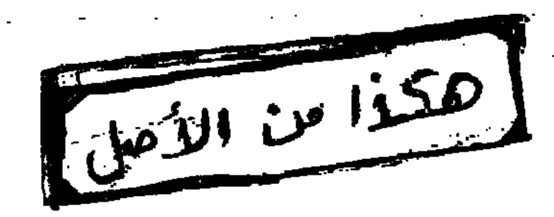
Sedan, invaincu depuis douze matches, toutes compétitions confondues, n'a pas tremblé contre Grand Rouen (CFA2), dimanche. Victoire nette : 2-0 (Alex Di Rocco à la 21e et Christophe Borbiconi à la 52e). Ce succès enjolive une saison qui pourrait bien voir les Ardennais, actuels troisième du championnat de D2, rejoindre l'élite.

Après sa victoire (2-0, Johnny Ecker à la 49e et Etienne Mendy, sur penalty, à la 66e) contre Angoulême (National), samedi, à Poitiers, Nîmes, finaliste malheureux en 1996 face à Auxerre (D1) mais autorisé à jouer la Coupe des coupes en raison de la qualification des Bourguignons en Ligue des champions, se prend également à rêver.

Pour Le Mans, en revanche, la performance est inédite. Jamais, le club n'a atteint pareil niveau depuis sa création, sous sa forme actuelle, en 1972. *« C'est l'année ou jamais »*, avait lancé l'entraîneur Marc Westerloppe, jeudi, après la victoire (3-1) contre Laval (D2).

Quant aux Nantais, vainqueurs de Guingamp (2-0, Olivier Monterrubio à la 29e et Yves Deroff à la 90e), samedi, ils voient là l'occasion de fournir un palmarès, riche d'une seule victoire en Coupe de France (1979) et de cinq places de finalistes.

Le tirage au sort des demi-finales aura lieu le 18 avril. Les matches se joueront les 27 et 28 avril.



Guillaume Auger a fait son apprentissage de « flahute » sur les pavés de Paris-Roubaix

Le jeune Français a renoncé peu après la tranchée d'Arenberg

La 97e édition de Paris-Roubaix s'est achevée, dimanche 11 avril, sur un nouveau triomphe de l'équipe italienne Mapei, qui, comme en 1996 et 1998, a monopolisé le podium. La victoire est revenue à Andrea Tafi, les Belges Wilfried Peeters et Tom Steels complétant le palmarès. Seuls sept coureurs français ont fini la course. Le premier d'entre eux, Emmanuel Magnien (Française des Jeux), a pris la 26e place.

ROUBAIX
de notre envoyé spécial

« QUAND on arrive en tête dans le vélodrome à Roubaix, ça doit donner les frissons... » L'Italien Andrea Tafi, victorieux dimanche 11 avril, de la classique cycliste Paris-Roubaix, ne démentirait certainement pas ces propos un rien rêveurs de Guillaume Auger. Le jeune coureur français – il a vingt-trois ans – de la formation BigMat Auber 93, lui, devra encore attendre avant de connaître cette sensation. C'est devant un écran de télévision, à quelques mètres de la piste du vélodrome roubaisien, qu'il a suivi le final victorieux du coureur de la Mapei. Soixante kilomètres avant l'arrivée, Guillaume Auger avait mis pied à terre. Trop loin de tout. Ejecté du peloton dès la tranchée d'Arenberg (Nord), 40 kilomètres plus tôt. Faute d'avoir su jouer des coudes pour aborder en bonne position ce laminoir et ses pavés, qui étaient pris en sens inverse afin de réduire les risques d'accidents, après celui dont avait été victime le Belge Johan Museeuw (Mapei), en 1998.


CYCLISME

« J'ai attrapé dans les derniers les pavés et quand je suis sorti de là, avec quatre autres coureurs, on a essayé de recoller au paquet, on voyait les voitures devant, mais on n'a jamais pu. On a ensuite roulé à une quinzaine, mais, de toute façon, depuis le début, ça roulait trop vite devant. C'était dur », faisait valoir Guillaume Auger, qui admettait que *« dans la tête c'était pas ça non plus »*. La faute à un genou douloureux, suite à une chute, deux jours plus tôt.

Alors, forcément, pour ce coureur bourguignon (il est natif de Joigny, non loin d'Auxerre, dans l'Yonne), c'était *« un peu la déception »*. Car il ne faut pas le pousser beaucoup pour qu'il explique que Paris-Roubaix le *« fait rêver »*. *« C'est la plus belle à mes yeux, la plus dure aussi »*, avouait-il trois jours avant le départ de « la reine des classiques », tout en citant des images qui l'ont marqué : le final entre Gilbert Duclos-Lassalle et Franco Ballerini en 1993 et la victoire de Frédéric Guesdon en 1997.

En 1998, pour sa première participation à Paris-Roubaix, le *« grand »*, comme on l'appelle chez BigMat Auber 93 (1,94 m pour 83 kilos), avait également connu la déception. *« Je voulais absolument finir mon premier Paris-Roubaix chez les professionnels, j'étais arrivé 60e à 26 minutes de Franco Ballerini mais j'avais été déclaré hors délai »*, se souvient-il.

Pour autant, à écouter son directeur sportif, Stéphane Javalet, rien n'est perdu pour Guillaume Auger, qui n'en est qu'à sa deuxième saison dans les rangs des professionnels : *« C'est de la graine de flahute, ces coureurs durs au mal. Il est en période d'apprentissage, mais c'est un gros moteur, et, quand tous les facteurs seront réunis – physique, mental et chance –, il sera parmi les potentiels grands de Paris-Roubaix. Duclos-Lassalle lui-même l'a dit. »*

L'intéressé admet volontiers qu'il a *« encore beaucoup de* choses *à apprendre »*. Mais son début de saison 1999 a d'ores et déjà été marqué par « un numéro ».

C'était sur le Tour méditerranéen, où Guillaume Auger en a épaté plus d'un dans le peloton en emportant une étape en solitaire, après 25 kilomètres d'échappée sous le mistral : il n'a pas brillé en amateurs dans les épreuves contre-la-montre pour rien !

Mais le qualificatif de « flahute », dont on le gratifie, remonte aussi à la 7e place qu'il a décrochée, en 1998, dans Kuurne-Bruxelles-Kuurne, une épreuve dans la plus pure tradition belge. *« J'aime bien cette ambiance »*, confie-t-il, reconnaissant qu'en 1998 il avait été *« impressionné »* le matin au départ de Paris-Roubaix : il s'était *« trouvé entre Johan Museeuw et Franco Ballerini »*, deux des figures de proue de ce type de course.

A propos d'ambiance, il ne lui déplairait pas, non plus, de découvrir celle du Tour de France. Mais il lui faudra patienter là aussi. *« Je n'y suis pas prévu cette année si l'équipe y est retenue*, révèle-t-il. *Mais si on me demandait d'y aller je ne dirais pas non. »*

Dans l'immédiat, en 1999, le Tour de l'Avenir figure à son programme. Cela tombe sans doute bien : Stéphane Javalet le considère ni plus ni moins comme *« l'avenir du vélo »*.

Philippe Le Cœur

LE CLASSEMENT

CYCLISME

Paris-Roubaix

Seuls 66 coureurs, sur 183 partants, ont rallié Roubaix, dimanche 11 avril, après 273 km (dont 51,5 km de pavés) d'une course disputée sous le soleil

Classement : 1. Andrea Tafi (Ita. /Mapei), les 273 km en 6 h 44 min 15 s (moyenne : 40,519 km/h) ; 2. Wilfried Peeters (Bel/Mapei), à 2 min 14 s ; 3. Tom Steels (Bel. /Mapei), à 2 min 26 s ; 4. George Hincapie (EU/Motorola), m. t. ; 5. Jo Planckaert (Bel. /Lotto), m. t. ; 6. Léon Van Bon (P-B/Rabobank), m. t. ; 7. Frank Vandenbroucke (Bel/Cofidis), m. t. ; 8. Andrei Tchmil (Bel. /Lotto), à 2 min 40 s ; 9. Johan Museeuw (Bel. /Mapei), m. t. ; 10. Lars Michaelsen (Dan. /La Française des Jeux), à 2 min 53 s ; 26. Emmanuel Magnien (Fra. /La Française des Jeux), à 4 min 37 s ; 31. Thierry Gouvenou (Fra. /BigMat Auber 93), à 5 min ; 44. Anthony Rokia (Fra. /Cofidis), à 13 min 39 s ; 46. Florent Brard (Fra. / Festina), m. t. ; 56. Christophe Mengin (Fra. /La Française des Jeux), m. t. ; 57. Christophe Bassons (Fra. /La Française des Jeux) ; 61. Stéphane Barthe (Fra. /Casino), m. t....

Charly Mottet renonce à diriger l'équipe de France

Charly Mottet, trente-six ans, a annoncé, dimanche 11 avril, qu'il démissionne de son poste de directeur sportif de l'équipe de France de cyclisme. L'ancien champion a déclaré à l'Agence France Presse (AFP) avoir pris cette décision pour *« des raisons personnelles et familiales »*, et non pas par rapport au contexte actuel du cyclisme qui traverse une grave crise à la suite de l'affaire Festina. Il s'est refusé à tout autre commentaire. *« Les prochains Championnats du monde sont maintenant dans moins de six mois et je ne voulais pas attendre davantage »*, a-t-il ajouté. L'ancien champion occupait la fonction de directeur sportif au sein de la Fédération française de cyclisme (FFC) depuis 1997, date à laquelle il avait succédé à Bernard Thévenet. Pour ses débuts, aux Championnats du monde de Saint-Sébastian (Espagne), Laurent Brochard sur route et Laurent Jalabert dans le contre-la-montre avaient gagné deux médailles d'or.

Un nouveau tiercé de l'équipe Mapei

ROUBAIX
de notre envoyé spécial

Pour la troisième fois en quatre éditions, l'équipe italienne Mapei s'est adjugé Paris-Roubaix, dimanche 11 avril. Pour la troisième fois en quatre éditions, les coureurs de la première formation mondiale ont trusté les trois premières places de « la reine des classiques ». Après le Belge Johan Museeuw, en 1996, et l'Italien Franco Ballerini, en 1998, c'est à nouveau un Italien, Andrea Tafi, trente-deux ans, qui a fait triompher les couleurs d'une équipe transalpine fortement irritée, une semaine plus tôt, d'avoir été dominée au Tour des Flandres et impliquée dans une affaire de colis d'amphétamines.

Auteur d'une échappée solitaire de 37 kilomètres. Andrea Tafi a devancé ses coéquipiers belges Wilfried Peeters et Tom Steels. Déjà classé troisième à Roubaix en 1996 – la direction de Mapei lui avait imposé de laisser la victoire à Johan Museeuw – et deuxième en 1998, Andrea Tafi a réalisé son rêve : s'imposer sur les pavés du nord avec le maillot de champion d'Italie sur les épaules. Comme le fit son compatriote Francesco Moser. Cette image avait marqué un Andrea Tafi encore adolescent. *« Peut-être qu'un jour moi aussi... »*, avait-il laissé échapper à la veille de l'épreuve.

Réputé pour son tempérament d'attaquant, Andrea Tafi en a apporté la preuve. Il a contribué à faire voler en éclats, dans la tranchée d'Arenberg, un peloton lancé aux trousses de six échappés matinaux, parmi lesquels figurait Tom Steels. Une première sélection dont ont été victimes Franco Ballerini, Andrei Tchmil, Johan Museeuw, Peter Van Petegem... C'est encore lui qui, plus tard, en attaquant sur les pavés de Mons-en-Pévèle (Nord), a permis d'isoler six hommes en tête.

Repérable entre tous, avec sa position très allongée sur le vélo et une casquette dont il ne garde que la base et la visière, Andrea Tafi affirme être *« transformé »* lorsqu'il roule sur les pavés. Mais c'est sur une portion de route asphaltée qu'il a construit sa victoire, lâchant ses compagnons sur une longue accélération après 236 kilomètres de course et après une crevaison qui l'a rejeté un moment du groupe de tête. Le visage barré par un perpétuel rictus, Andrea Tafi n'a pas usurpé le surnom de « Mobylette » qu'on lui donne dans le peloton.

Encore faudrait-il être absolument sûr de la nature du carburant avec lequel il fonctionne. Depuis un certain printemps 1994 et la domination qu'exerçait une autre équipe italienne, la Gewiss, dont on a su depuis qu'elle devait beaucoup à la chimie, les tiercés comme ceux réussis par la Mapei laissent un drôle d'arrière-goût.

Ph. L. C.

Au Grand Prix du Brésil, Hakkinen dame le pion à son rival, Schumacher

UN BREF MOMENT d'hésitation. Le Grand Prix du Brésil n'en est qu'à ses premiers kilomètres, dimanche 11 avril sur le circuit d'Interlagos, lorsque la monoplace conduite par Mika Hakkinen, en tête de la course, donne l'impression d'être victime de hoquets. Peu avant, son coéquipier de l'équipe McLaren/Mercedes, l'Ecossais David Coulthard, était resté immobilisé sur la grille de départ pour un problème de boite. A quoi pense Hakkinen à cet instant précis ?


FORMULE 1

Le 7 mars à Melbourne, pour la première épreuve de la saison, les deux voitures à la robe argentée n'avaient pu terminer la course en raison de problèmes mécaniques. Voitures les plus élaborées et les plus puissantes du plateau depuis le début de la saison dernière, les McLaren/Mercedes ont peu progressé dans le domaine de la fiabilité. *« J'ai bien cru que c'était fini. Mais l'équipe m'a dit par radio de continuer »*, expliquera-t-il plus tard.

JEU PRÉFÉRÉ

Ce bref instant de flottement allait ouvrir la porte à d'autres rebondissements. Rétrogradé à la troisième place derrière le Brésilien Rubens Barrichello (sur Stewart/Ford) et l'Allemand Michael Schumacher (Ferrari), Mika Hakkinen se retrouvait dans la position du *« chasseur »*. Lui qui, en 1998, dut subir les attaques de son poursuivant de l'écurie Ferrari, allait, fort de son titre de champion du monde, mettre la pression sur son adversaire le plus cher. A Melbourne, le duel Hakkinen-Schumacher n'eut pas lieu. Interlagos allait signer le véritable début du championnat du monde 1999.

Tout se passa au 42e tour. L'abandon de Rubens Barrichello, au grand dam des dizaines de milliers de spectateurs, rendait la situation plus lisible. Michael Schumacher avait ravitaillé quatre tours plus tôt. Seul en tête, Mika Hakkinen poussait sa voiture aux limites, comme le faisait son rival la saison passée, pour gagner quelques poussières de seconde. Le Finlandais ravitaillait à son tour et repartait avec une bonne centaine de mètres d'avance sur l'Allemand. Le tour était joué. McLaren/Mercedes venait de prendre Ferrari à son jeu préféré : celui de la stratégie de course.

« Quand je me suis retrouvé derrière Mika après mon ravitaillement, je pouvais juste pousser, attendre et espérer qu'il fasse une faute. Mais il a fait une belle course », commentait Michael Schumacher. L'Allemand devra-t-il attendre que son écurie rattrape son retard en matière de puissance et de mécanique pure ? Tout comme à Melbourne au mois de mars, les deux monoplaces de la *Scuderia* ont couru jusqu'au drapeau à damier. Grâce à sa 5e place, l'Irlandais Eddie Irvine conserve la tête du championnat du monde des pilotes.

Neuf voitures, sur vingt et une au départ, ont terminé cette deuxième course de l'année. Malgré des séances d'essais remarquées et un prodigieux début de course de Rubens Barrichello, aucune Stewart-Ford n'est allée jusqu'au bout. La progression de l'écurie de Jackie Stewart devrait permettre à l'un de ses deux pilotes d'emporter prochainement, et peut-être même cette saison, le premier grand prix de son histoire. *« Le fait de mener la course m'a rappelé le temps de la F3. Un podium était envisageable. Je pense que nous avons montré que nous pouvions mener une course »*, se satisfaisait Rubens Barrichello.

L'autre satisfaction du jour, du côté des « petites écuries », est venue de chez Prost-Peugeot. En terminant 6e, Olivier Panis offre le premier point de la saison à l'équipe française. Un petit rien qui signifie beaucoup. *« En dépit d'une pénalité de dix secondes qui lui a été infligée en raison d'un départ trop rapide et malgré un calage moteur lors du premier ravitaillement, Olivier a réussi à remonter en étant toujours constant et rapide. Il a fait une très belle course »*, saluait Alain Prost, impatient d'en découdre à nouveau. Le prochain Grand Prix sera celui de Saint-Marin. Il aura lieu, le 2 mai à Imola (Italie).

Frédéric Potet

RÉSULTATS

AUTOMOBILISME

Formule 1 : Grand Prix du Brésil (deuxième épreuve du Championnat du monde)

1. Mika Hakkinen (Fin., McLaren-Mercedes), les 309,024 km en 1 h 36 min 3 s 785 (moyenne : 192,994 km/h) ; 2. Michael Schumacher (All., Ferrari), à 4 s 9 ; 3. Heinz-Harald Frentzen (All., Jordan-Mugen Honda), à un tour ; 4. Ralf Schumacher (All., Williams-Supertec), à un tour ; 5. Eddie Irvine (Irl., Ferrari), à un tour ; 6. Olivier Panis (Fra., Prost-Peugeot), à un tour ; 7. Alexander Wurz (Aut., Benetton-Supertec), à deux tours ; 8. Toranosuke Takagi (Jap., Arrows), à trois tours ; 9. Marc Gene (Esp., Minardi-Ford), à trois tours. Les autres concurrents n'ont pas été classés.

Championnat du monde des pilotes : 1. Eddie Irvine (Irl.), 12 points ; 2. Mika Hakkinen (Fin.), 10 pts ; Heinz-Harald Frentzen (All.), 10 pts ; 4. Ralph Schumacher (All.), 7 pts ; 5. Michael Schumacher (All.), 6 pts ; 6. Giancarlo Fisichella (Ita.), 3 pts ; 7. Rubens Barrichello (Bré.), 2 pts ; 8. Pedro de la Rosa (Esp.), 1 pt ; 9. Olivier Panis (Fra.), 1 pt.

Championnat du monde des constructeurs : 1. Ferrari, 18 points ; 2. McLaren-Mercedes et Jordan-Mugen Honda, 10 pts ; 4. Williams-Supertec, 7 pts ; 5. Benetton-Supertec, 3 pts ; 6. Stewart-Ford, 2 pts ; 7. Arrows et Prost-Peugeot, 1 pt.

Nouveau succès des Kawasaki aux 24 Heures du Mans moto

L'ÉQUIPAGE FRANCO-ANGLAIS composé de Bertrand Sébileau, Steve Hislop et Chris Walker a donné à Kawasaki, dimanche 11 avril, sa deuxième victoire d'affilée dans les 24 Heures du Mans motocyclistes, la première épreuve du championnat du monde d'endurance. En s'imposant pour la huitième fois sur le circuit Bugatti, les *« motos vertes »* nourrissent l'espoir de détrôner Honda, neuf fois vainqueur de l'épreuve mancelle. Au terme d'une course à rebondissements – que l'écurie a dominé de bout en bout –, la ZX7RR no 11 a nettement devancé deux Suzuki d'usine, de 8 et 28 tours. Cette 22e édition restera marquée par l'hécatombe des motos officielles. Sur les sept engagées au départ, trois seulement ont franchi la ligne d'arrivée. La Kawasaki de la Guyot Motorcyle Team se classe quatrième et, fait rare dans les annales de la course, une Yamaha de la catégorie Stocksport (série) s'est hissée en 5e position.

Démâtage d'un concurrent de la course autour du monde après le départ de la dernière étape

LE NAVIGATEUR AMÉRICAIN BRAD VAN LIEW *(Balance Bar)* a démâté dimanche 11 avril au large des côtes de l'Uruguay peu après le départ de la quatrième et dernière étape d'Around Alone, course à la voile autour du monde en solitaire avec escales (*Le Monde* daté 11 et 12 avril). Après avoir entendu un craquement, il a expliqué qu'il était sorti sur le pont pour constater que le mât s'était rompu et pendait dans l'eau. Le Français Jean-Pierre Mouligné, qui était le concurrent le plus proche de lui à environ 18 milles, s'est détourné de sa route pour lui porter secours. Avant cette avarie, Van Liew était deuxième des voiliers de classe II derrière Jean-Pierre Mouligné *(Cray Valley)*. Marc Thiercelin, à bord de *Somewhere*, se trouvait en tête de l'étape et devançait de 25 milles l'Italien Giovanni Soldini (Fila) en classe I.

DÉPÊCHES

■ **ALPINISME : le Français Jean-Christophe Lafaille a réalisé en solitaire** la première ascension du *« bouclier »* des Grandes Jorasses dans le massif du Mont-Blanc, une voie de 400 mètres située sous l'éperon Croz (4 208 mètres). Parti vendredi 2 avril, l'alpiniste de 33 ans a atteint le sommet vendredi 9 avril, par très mauvais temps.

■ **BASKET-BALL : Bourg-en-Bresse (ProB), difficile vainqueur de Dijon (ProA)** 74-73, a créé, vendredi 9 avril, l'unique surprise des huitièmes de finale de la Coupe de France. Strasbourg, en passe de retrouver sa place parmi l'élite, demeure le seul autre club de ProB qualifié après sa victoire à Nantes (ProB) 80-73. Le match au sommet des quarts de finale opposera Pau-Orthez à Villeurbanne, mercredi 14 avril.

■ **BOXE : le Français Julien *« Bobo »* Lorcy a ravi la ceinture de champion du monde** des poids légers (WBA) à son compatriote Jean-Baptiste Mendy, samedi 10 avril, sur le ring dressé au Palais omnisports de Paris-Bercy. Jean-Baptiste Mendy, âgé de 36 ans, a été arrêté par l'arbitre à la 6e reprise, alors qu'il était mené aux points. Houari Amri, son manager, a annoncé qu'il allait poser réclamation pour non-respect du règlement dans un choc de têtes.

■ **CYCLISME : le coureur français Gregory Vollet**, vainqueur à Sydney de la deuxième manche de la Coupe du monde de cross country-VTT 1999, dimanche 11 avril, a pris la tête du classement de la compétition. Le Clermontois, qui a accéléré à deux tours de la fin, s'est imposé avec 7 secondes d'avance sur l'Australien Cadel Evans, détenteur de la Coupe du monde.

■ **FOOTBALL : le FC Barcelone a effectué un grand pas vers son deuxième titre** consécutif de champion d'Espagne, en s'imposant à Tenerife (2-3), samedi 10 avril au cours de la 29e journée. Le Barça compte sept points d'avance sur le Celta Vigo, auteur d'une belle victoire devant le Real Madrid (5-1), et huit sur Valence, qui a dû se contenter du match nul (1-1) contre l'Extremadura.

■ **L'AS Rome s'est imposée (3-1) face à la Lazio Rome,** leader du championnat d'Italie, dimanche 11 avril, lors de la 28e journée. Malgré cet échec, le premier en 16 matches, les joueurs de la Lazio conservent la tête du classement mais ne comptent plus que 4 points d'avance sur le Milan AC, victorieux de Parme (2-1), qui s'est hissé à la deuxième place au détriment de la Fiorentina, tenue en échec face à Bari (2-2). Bologne, adversaire de Marseille en demi-finales de Coupe UEFA, a obtenu le match nul à Turin contre la Juventus (2-2) et pointe à la huitième place.

■ **Newcastle, grâce à deux buts d'Alan Shearer, s'est qualifié pour la finale** de la Coupe d'Angleterre en battant Tottenham (2-0) après prolongations, dimanche 11 avril. Dans l'autre demi-finale, Manchester United et Arsenal n'ont pu se départager (0-0) après prolongations, et rejoueront mercredi 14 avril à Birmingham.

■ **Le Bayern Munich, toujours en course** en Ligue des champions et en Coupe nationale, a été tenu en échec (1-1) sur son terrain par Schalke 04, samedi 10 avril, lors de la 25e journée du championnat d'Allemagne. Le Bayer Leverkusen, vainqueur (2-1) de l'Eintracht Francfort, a profité de ce faux pas pour réduire son retard (13 points) sur les Bavarois, invaincus depuis le 21 novembre.

■ **HANDBALL : l'équipe néerlandaise de Nieuwegein** a battu la formation féminine de Nîmes (24-21), en demi-finales aller de la Coupe des villes samedi 10 avril. Le match retour se disputera le dimanche 18 avril à Nîmes.

■ **HOCKEY SUR GLACE : Amiens s'est imposé à Reims (1-3)** samedi 10 avril lors du deuxième match de la finale du championnat de France. Les Amiénois, qui mènent 2 victoires à 0, ont pris une option pour le titre, qui se dispute au meilleur des cinq matches.

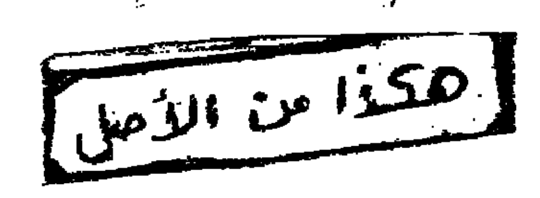
■ **SPORTS ÉQUESTRES : la Néerlandaise Anky Van Grunsven** s'est adjugé, pour la quatrième fois, la finale de la Coupe du monde de dressage, dimanche 11 avril à Dortmund (Allemagne). La cavalière, vice-championne olympique de 31 ans, a devancé l'Allemande Isabell Werth, double championne olympique.

■ **TENNIS : l'Espagnol Albert Costa, tête de série no 4 et vainqueur de Jérôme Golmard** en demi-finales (6-4, 6-4), a gagné le tournoi d'Estoril, première épreuve de la saison sur terre battue du circuit ATP, en battant l'Américain Todd Martin (no 2) 7-6 (7/4), 2-6, 6-3, dimanche 11 avril en finale.

■ **TENNIS DE TABLE : l'équipe masculine du Caen TTC a remporté la Ligue des champions européenne** en s'imposant, dimanche 11 avril, au Borussia Düsseldorf par 4 victoires à 3. Le capitaine Damien Eloi et ses coéquipiers s'étaient imposés au match aller en Normandie.

■ **VOLLEY-BALL : l'équipe de Poitiers, qui avait terminé en tête de la phase régulière,** s'est qualifiée pour les demi-finales du championnat de France en battant Tourcoing par 3 sets à 0, dimanche 11 avril à domicile. Les Poitevins affronteront Cannes au tour suivant, les 17, 24 et 25 avril. L'autre demi-finale opposera, aux mêmes dates, Sète à Parès-Volley.

■ **LOTO :** résultats des tirages no 29 effectués samedi 10 avril.
Premier tirage : 7, 20, 29, 35, 41, 44, numéro complémentaire : 33. Pas de gagnant pour 6 numéros. Rapports pour 5 numéros et le complémentaire : 1 252 040 F, 190 872,26 € ; 5 numéros : 7 775 F, 1 185,29 € ; 4 numéros et le complémentaire : 342 F, 52,13 € ; 4 numéros : 171 F, 26,06 € ; 3 numéros et le complémentaire : 34 F, 5,18 € ; 3 numéros : 17 F, 2,59 €.
Second tirage : 14, 28, 30, 37, 39, 40, numéro complémentaire : 25. Rapports pour 6 numéros : 30 903 735 F, 4 711 244 € ; 5 numéros et le complémentaire : 103 960 F, 15 848,59 € ; 5 numéros : 9 775 F, 1 490,18 € ; 4 numéros et le complémentaire : 392 F, 59,76 € ; 4 numéros : 196 F, 29,88 € ; 3 numéros et le complémentaire : 36 F, 5,48 € ; 3 numéros : 18 F, 2,74 €.



Net rafraîchissement

MARDI, une dépression assez creuse va rester stationnaire entre l'Ecosse et la Scandinavie. Après le passage d'une perturbation active sur le pays, le flux s'oriente au nord-ouest et un rafraîchissement s'ensuivra. Un front secondaire actif balaiera la France mardi.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – Le temps deviendra de plus en plus agité avec des averses qui seront parfois orageuses à la mi-journée sur la Normandie. il fera de 9 à 12 degrés.

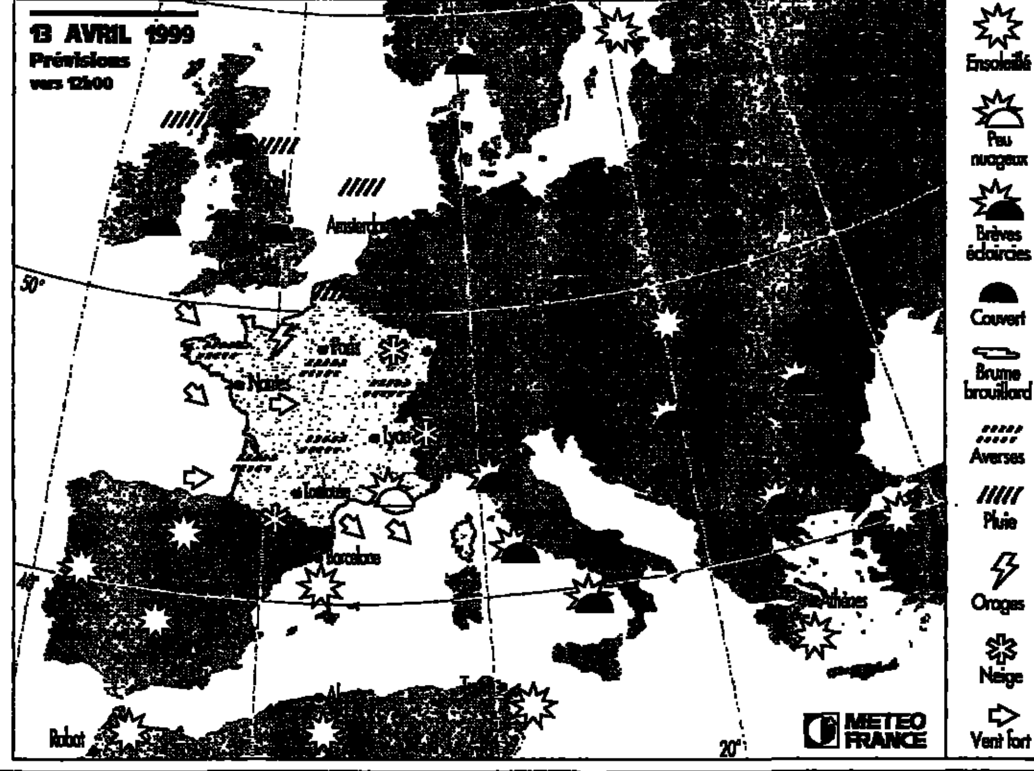
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Le temps sera chaotique avec à la mi-journée le passage d'une limite pluvieuse et instable. Des coups de tonnerre se feront entendre et il neigera sur les Ardennes à partir de 500 mètres. il fera de 7 à 11 degrés. Le vent de secteur ouest sera très fort avec 100 km/h sur les côtes.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Le ciel sera très agité avec de la pluie modérée ou des averses. On pourra entendre le tonnerre et il neigera à partir de 500 mètres. Une accalmie temporaire se produira à la mi-journée. Il fera de 7 à 9 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Le temps sera incertain avec des averses surtout sur les côtes. Il neigera sur les Pyrénées à partir de 1200 mètres. Il fera de 8 à 13 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Les nuages seront nombreux avec des averses qui donneront de la neige au-dessus de 800 à 1000 mètres. Il fera de 7 à 12 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – En Corse, le temps sera très agité le matin avec des averses fréquentes accompagnées d'orages. Le pourtour méditerranéen aura un ciel mitigé, partagé entre nuages et éclaircies. La tramontane et le vent d'ouest souffleront très fort le matin entre 100 et 120 km/h, puis s'atténueront un peu.

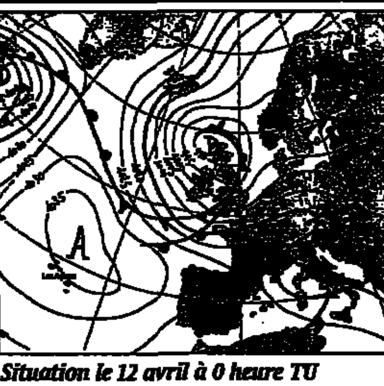


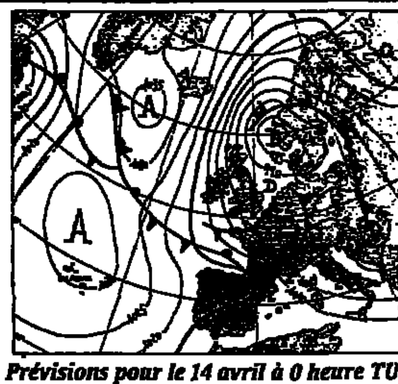
LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **AVION.** Programme d'été étoffé pour la compagnie KLM qui augmente ses fréquences au départ d'Amsterdam vers les Etats-Unis avec, notamment, un pont aérien (4 vols quotidiens), en collaboration avec Northwest, pour Detroit, aéroport offrant des correspondances vers 200 villes américaines. Fréquences plus nombreuses, aussi, vers le Pérou, l'Equateur, la Chine (ouverture de Shanghai), la Syrie, le Liban, le Kenya et l'Afrique du Sud. Depuis la France, des vols en transit à Amsterdam (ou Detroit pour l'Amérique du Nord) sont possibles au départ de Clermont-Ferrand, Le Havre, Lyon, Marseille, Mulhouse, Nantes, Nice, Paris, Strasbourg et Toulouse. Tarifs uniques quelle que soit la ville française d'embarquement et promotions vers 50 destinations (dernier départ le 12 juin, retour le 25 juin). Réservations tél. : 01-44-56-18-18, 3615 KLM et site Internet : www.klm.fr

PRÉVISIONS POUR LE 13 AVRIL 1999
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

				PAPEETE	25/30 S	KIEV	7/14 P	VENISE	10/16 C	LE CAIRE	15/25 S
				POINTE-A-PIT.	23/29 S	LISBONNE	13/23 S	VIENNE	9/14 C	MARRAKECH	15/30 S
				ST-DENIS-RÉ.	23/28 S	LIVERPOOL	6/11 P	**AMÉRIQUES**		NAIROBI	16/26 N
				EUROPE		LONDRES	7/11 C	BRASILIA	17/28 S	PRETORIA	16/26 N
				AMSTERDAM	7/8 P	LUXEMBOURG	3/7 P	BUENOS AIR.	12/22 S	RABAT	12/24 S
FRANCE métropole		NANCY	3/9 P	ATHENES	11/18 S	MADRID	3/24 S	CARACAS	23/29 N	TUNIS	11/21 S
AJACCIO	6/16 N	NANTES	8/12 P	BARCELONE	8/17 S	MILAN	8/19 N	CHICAGO	4/9 C	**ASIE-OCÉANIE**	
BIARRITZ	8/12 P	NICE	10/17 N	BELFAST	3/8 P	MOSCOU	9/15 C	LIMA	18/24 S	BANGKOK	25/29 P
BORDEAUX	8/13 P	PARIS	5/11 P	BELGRADE	10/16 N	MUNICH	2/10 C	LOS ANGELES	10/14 N	BOMBAY	23/31 S
BOURGES	4/11 P	PAU	7/12 P	BERLIN	2/11 C	NAPLES	10/16 N	MEXICO	15/27 S	DJAKARTA	27/30 P
BREST	9/11 P	PERPIGNAN	9/17 N	BERNE	4/11 P	OSLO	-5/9 C	MONTREAL	0/7 S	DUBAI	19/28 S
CAEN	7/9 P	RENNES	6/12 P	BRUXELLES	7/10 P	PALMA DE M.	5/19 S	NEW YORK	8/14 N	HANOI	23/29 N
CHERBOURG	7/9 P	ST-ETIENNE	2/11 P	BUCAREST	8/17 N	PRAGUE	3/11 C	SAN FRANCIS.	9/15 S	HONGKONG	23/24 P
CLERMONT-F.	3/11 P	STRASBOURG	5/9 P	BUDAPEST	10/16 S	ROME	9/17 N	SANTIAGO/CHI	2/25 S	JERUSALEM	14/22 S
DIJON	4/10 P	TOULOUSE	5/12 P	COPENHAGUE	3/7 C	SEVILLE	13/31 S	TORONTO	1/10 S	NEW DEHLI	24/40 S
GRENOBLE	4/12 P	TOURS	4/11 P	DUBLIN	3/9 C	SOFIA	7/13 N	WASHINGTON	9/17 N	PEKIN	7/14 P
LILLE	4/9 P	**FRANCE outre-mer**		FRANCFORT	4/9 P	ST-PETERSB.	-2/5 P	**AFRIQUE**		SEOUL	7/13 P
LIMOGES	3/10 P	CAYENNE	24/28 P	GENEVE	4/12 P	STOCKHOLM	-3/6 S	ALGER	7/22 S	SINGAPOUR	26/30 P
LYON	5/11 P	FORT-DE-FR.	24/28 S	HELSINKI	-3/3 C	TENERIFE	14/21 N	DAKAR	20/25 S	SYDNEY	15/20 N
MARSEILLE	7/16 N	NOUMEA	23/28 P	ISTANBUL	10/16 S	VARSOVIE	6/11 C	KINSHASA	23/31 P	TOKYO	15/18 C


Situation le 12 avril à 0 heure TU


Prévisions pour le 14 avril à 0 heure TU

ASTRONOMIE

Les radioastronomes se mobilisent pour ne pas devenir « aveugles »

VÉRITABLEMENT entrée dans les mœurs scientifiques après la deuxième guerre mondiale, la radioastronomie fut découverte un peu par hasard, en 1931, par l'Américain Karl Jansky. Cet ingénieur des Bell Telephone Laboratories s'aperçut que des émissions naturelles d'ondes hertziennes provenant de la Voie lactée parasitaient les communications transatlantiques. Aujourd'hui, ironie suprême, c'est le contraire qui se passe. La radioastronomie, ce regard porté sur la lumière invisible émise par l'Univers, est menacée à relativement court terme par le développement des télécommunications et notamment par les constellations de satellites dédiées à la téléphonie mobile, qui envahissent les cieux. A l'heure actuelle, seul le réseau Iridium de l'américain Motorola fonctionne, mais il sera suivi sous peu de concurrents tels Globalstar, ICO ou Teledesic. D'ici cinq à dix ans, des centaines de satellites déverseront en continu leurs flux d'ondes sur la Terre, au risque d'« aveugler » les radiotélescopes.

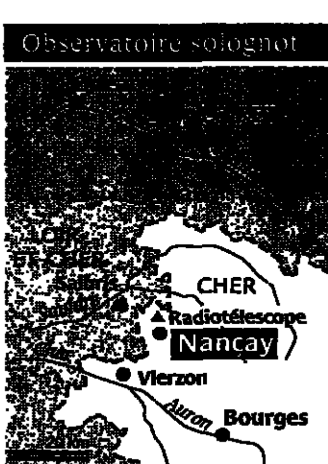
Pendant longtemps, les scientifiques n'avaient eu à se partager les bandes du spectre électromagnétique qu'avec les émetteurs obligés que sont les militaires, l'aviation civile et l'audiovisuel. Avec l'explosion des télécommunications, cette cohabitation tranquille a volé en éclats. D'autant plus que le mouvement naturel de la recherche pousse à construire des instruments de plus en plus sensibles alors que, en sens inverse, les émetteurs s'avèrent de plus en plus nombreux et puissants. Un peu comme si un preneur de son voulait enregistrer le chant des oiseaux alors qu'un Concorde décolle à côté de lui.

POLLUTIONS TERRESTRES

« A terme, c'est incompatible, reconnaît Eric Gérard, responsable scientifique du grand radiotélescope de Nançay (CNRS-Observatoire de Paris), un instrument unique en Europe, blotti au cœur de la forêt solognote. *Mais un affrontement avec les opérateurs des constellations de satellites serait stérile car le rapport de force est clairement à notre désavantage. Chaque réseau coûte au bas mot 10 milliards de francs alors que, par exemple, la rénovation du radiotélescope de Nançay a coûté 14 millions de francs. Nous avons plutôt intérêt à travailler ensemble. »*

Le problème étant évidemment

Observatoire solognot



planétaire, les radioastronomes du monde entier se serrent les coudes pour trouver des solutions. *« En préalable*, affirme Eric Gérard, *il faut que les astronomes descendent de leur tour d'ivoire pour persuader le public de l'intérêt de leurs recherches et justifier l'utilité de telle ou telle bande de fréquences. Ensuite, il faut protéger nos sites. Cela se fait de plusieurs façons. A Nançay, nous avons installé une antenne pour repérer les émetteurs qui brouillent nos instruments afin d'avertir les "pollueurs" en question. En général, cela se passe bien. Nous tâchons aussi d'immuniser nos récepteurs pour supprimer les parasites. Enfin, nous demandons aux opérateurs de ne pas installer trop de relais trop près de chez nous. »*

Mais ces solutions n'auront qu'un temps si la sensibilité des radiotélescopes est multipliée d'ici quelques années. Le partage du domaine hertzien par les comités internationaux *ad hoc* risque également de ne pas se révéler satisfaisant car les émetteurs peuvent « baver » dans les bandes voisines de celle à laquelle ils sont autorisés. Ainsi, le réseau Iridium, qui émet dans la bande 1 621,35-1 626,5 MHz, est-il dangereusement proche de la fréquence des 1 612 MHz signalant la présence du radical hydroxyle (OH), si important pour l'étude des étoiles en phase finale.

Pour s'affranchir des pollutions terrestres, certains, tel le radioastronome français Jean Heidmann, envisagent le grand saut : aller installer un instrument sur le seul endroit à l'abri de toutes les « radio-pollutions » terrestres, la face cachée de la Lune (*Le Monde* du 21 janvier), notre satellite présentant par ailleurs l'avantage de ne pas avoir d'atmosphère. Le projet n'est pas farfelu. Avec ses 100 kilomètres de diamètre et sa muraille rocheuse de 3 000 mètres, le cratère Saha fait déjà figure de candidat. *« Mais*, fait remarquer Eric Gérard, *même si on sait qu'on ira ailleurs un jour, mettre une antenne importante sur la Lune coûtera très cher et ne pourra se faire que dans dix ou quinze ans. D'ici là, une étape intermédiaire passera par le dialogue avec les autres services. Parmi les solutions figurent le partage géographique, qui consiste à créer une zone de silence autour des observatoires, le partage des fréquences puisque des bandes sont réservées à la radioastronomie et, en dernier recours, le partage du temps. »*

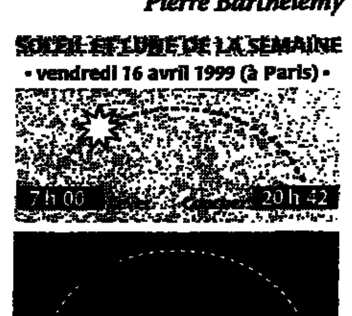
SE PARTAGER LE TEMPS

Se partager le temps non pas au niveau de la journée, mais, bien plus subtilement, au niveau de la... seconde. Ce en se basant sur le temps universel, calé sur des horloges atomiques ultra-stables. *« Une fraction de la seconde serait réservée à la radioastronomie et la partie restante servirait aux émetteurs*, explique Eric Gérard. *Quoi qu'il en soit, il faut investir dans de la matière grise pour utiliser le spectre électromagnétique de manière plus intelligente, et il faut que cela soit financé par tous ses utilisateurs, les ministères de la recherche et les agences d'attribution des fréquences. »*

En juillet, un symposium international se tiendra à Vienne, en Autriche, sur le thème de la sauvegarde du ciel astronomique. Après avoir dénoncé la pollution lumineuse des grandes villes et les milliers de débris laissés en orbite par le secteur spatial, les scientifiques se mobilisent pour que la Terre ne devienne pas une grande poubelle électromagnétique.

Pierre Barthélémy

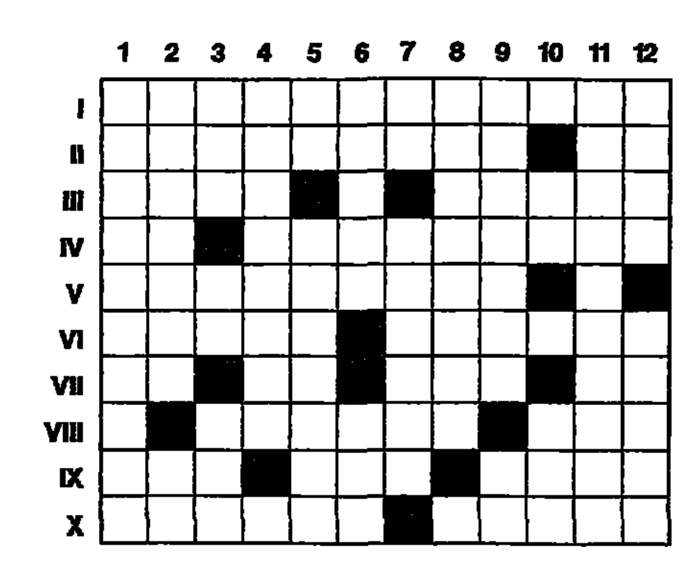
SOLEIL ET LUNE DE LA SEMAINE
• vendredi 16 avril 1999 (à Paris) •



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99087

♦ *SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).*



HORIZONTALEMENT

I. Affrontement incertain au deuxième tour. – II. Mais qui les paiera demain ? Auxiliaire. – III. Repère sur la côte. Font travailler les cuisses. – IV. N'est guère sensible au chant de l'union. Rassemblement de maçons. – V. Réflexion belle et subtile. – VI. Plusieurs tomes sur une galette. Même maman mais autre papa. – VII. Plein les mains. En liberté. Liaisons franciliennes. Couleur locale. – VIII. Faisons appel. Ne va pas plus loin que deux dans ses comptes. – IX. Moi. Sans effets. Chargé comme une bête. – X. Se fait sentir quand ça va mal. On peut compter dessus.

VERTICALEMENT

1. Se lancer dans les petites affaires. – 2. Finissent par bourreler. Stratégie asiatique. – 3. Sortie d'office. Fin de verbe. Dérange le chef. – 4. Porteur de pomme. – 5. Manifestation des suivants. Ne dépassent pas les quatre ans. – 6. Instrument de supplice. Vaut accord. – 7. Bas de gamme. Fermé la nuit. – 8. Portent le chapeau en sous-bois. – 9. Frapper avec force. Bien descendu. – 10. Informateur discret, parfois malveillant. Loup de mer. – 11. Permet de partir au quart de tour. – 12. Ouverture sur la table. Les mêmes pour les bons ou les mauvais morceaux.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99086

HORIZONTALEMENT

I. Glandouiller. – II. Recours. Aura. – III. Agencé. Sciât. – IV. Var. Ripe. Tri. – V. Ite. Oligo. DB. – VI. La. Ail. Mhs. – VII. Lierre. Emeri. – VIII. Orviétan. Les. – IX. Nées. Titillé. – X. Fédérateur.

VERTICALEMENT

1. Gravillons. – 2. Légataire. – 3. Acéré. Evef (fève). 4. Non. Arise. – 5. Ducroire. – 6. Oreillette. – 7. Us. Pl. Air. – 8. Segmenta. – 9. Lac. Ohm. It. – 10. Luit. Selle. – 11. Erard. Relu. – 12. Ratiboiser.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex
PRINTED IN FRANCE
Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 116

La fontaine romaine

UNE FONTAINE est construite, comme le montre le dessin ci-contre, sur six niveaux. A chaque niveau, chaque vasque déverse la moitié de son eau dans chacune des deux vasques situées juste au-dessous d'elle. La vasque blanche (la deuxième en partant de la gauche au niveau inférieur) a recueilli 1 litre.

Quelle quantité d'eau a-t-on versée dans la vasque supérieure ?

Et s'il y a un nombre quelconque n d'étages ?

Elisabeth Busser et Gilles Cohen
© POLE 1999

Solution dans *Le Monde* du 20 avril.

Solution du problème n° 115 paru dans *Le Monde* du 6 avril.

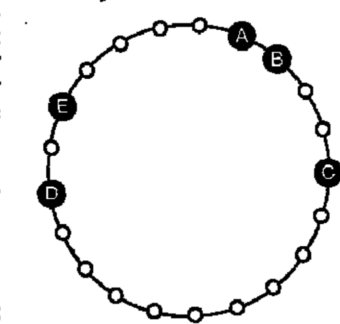
On peut placer au plus 5 pions noirs à des distances toutes différentes sur le cercle.

● En partant d'un point, et en tenant compte de la symétrie, on voit qu'il n'existe que 10 distances différentes entre deux points du cercle.

Or, si les distances entre les pions noirs sont différentes, il existera 1 distance pour 2 pions, 3 pour 3 pions, 6 pour 4 pions, 10 pour 5 pions, plus de 10 au-delà. Le nombre maximum de pions noirs est donc 5.

● La configuration ci-contre de 5 pions comporte 10 distances différentes.

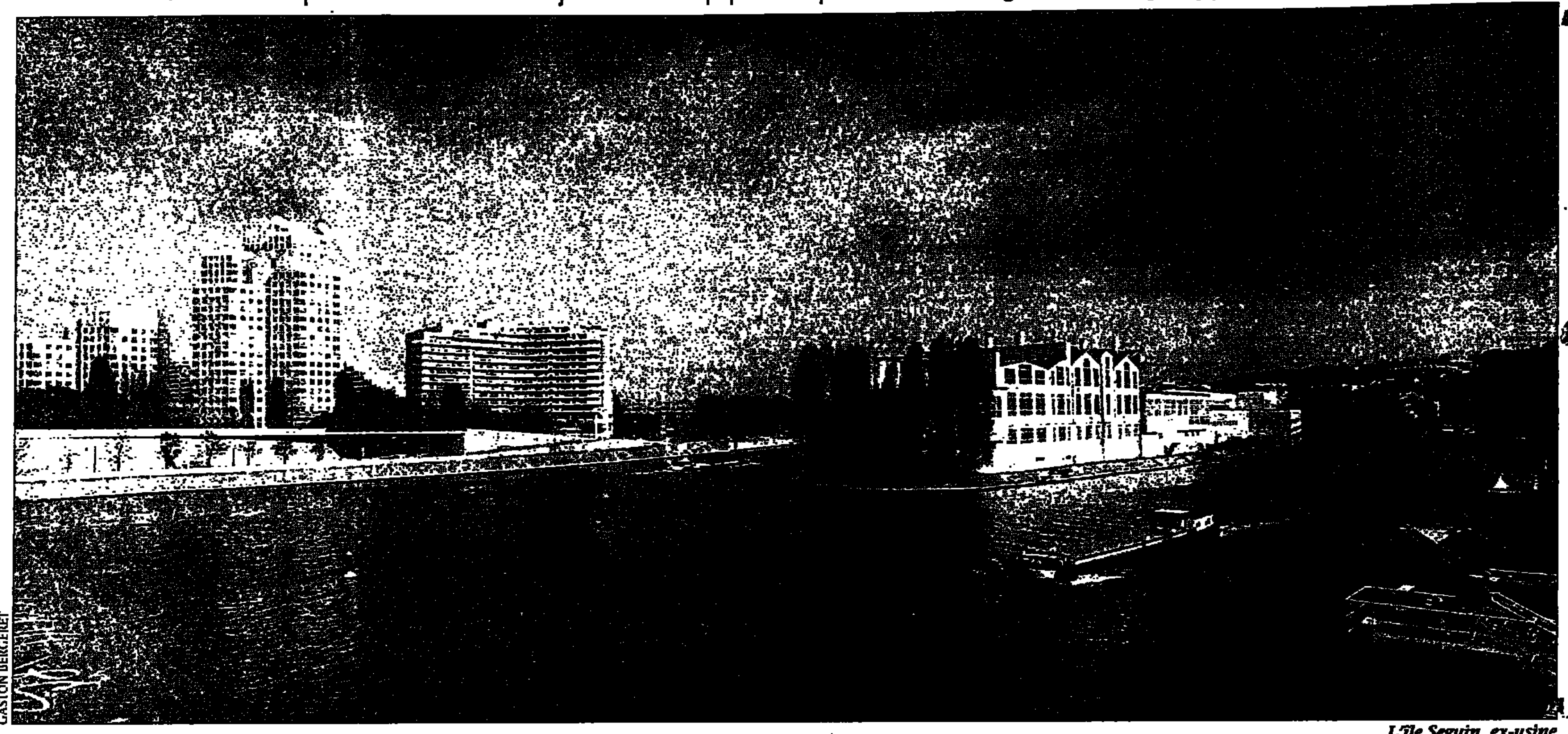
En comptant en arcs d'1/21 de circonférence, le pion A est éloigné de B, C, D et E de 1, 4, 7 et 5 arcs. B est éloigné de C, D et E de 3, 8 et 6 arcs. C est éloigné de D et E de 10 et 9 arcs. D est éloigné de E de 2 arcs. Remarquez que c'est le nombre d'arcs le plus petit qui a été pris en compte : ainsi, entre A et E, on compte 5 arcs et non 16.



URBANISME L'avenir des terrains Renault à l'ouest de Paris occupe à nouveau l'attention des architectes, des urbanistes et des aménageurs. Emmené par Jean Nouvel, un groupe d'architectes s'est élevé contre le projet de Bruno Fortier, lauréat au mois de février, contre Jean-Pierre Buffi et Paul Chemetov, d'un concours portant sur l'aménagement de 50 hectares à Boulogne et Meudon. ● FORTERESSE ouvrière fermée depuis 1992, l'île Seguin est le premier motif de cette querelle passionnée, mais bien organisée, qui agite toutes les tribunes publiques du patrimoine, la prochaine étant programmée le 23 avril à Chaillot par l'Institut français d'architecture. ● CAR L'ENJEU est plus vaste et plus complexe que la protection de tout ou partie de cet ensemble, que défend depuis des années le tandem Reichen et Robert.

L'île Seguin, moteur en panne des terrains Renault ?

L'ancienne forteresse industrielle est au cœur d'une polémique passionnée entre architectes. Faut-il réhabiliter ses bâtiments, symboles de l'épopée ouvrière, ou convient-il plutôt d'installer un vaste jardin et des équipements publics sur les vestiges de ce « Sing Sing pour prolétaires » ?



GASTON BERGERET

L'île Seguin, ex-usine Renault, au milieu de la Seine, entre Boulogne-Billancourt et Meudon.

LE 6 MARS, l'architecte Jean Nouvel publiait dans ces colonnes un point de vue prenant la défense de l'île Seguin, ex-forteresse ouvrière de Renault plantée au milieu de la Seine, entre Boulogne-Billancourt et Meudon. Dans sa foulée, plusieurs architectes devaient à leur tour s'indigner de cette amnésie programmée, et rejoignaient l'association créée par l'auteur de la Fondation Cartier pour conserver l'ensemble Seguin.

Quelle menace pesait donc sur ce *« krak des Chevaliers »* du prolétariat, hissé *de facto* au rang de monument du patrimoine industriel et de la mémoire ouvrière ? Un concours d'urbanisme portant sur 50 des 70 hectares détenus par la firme automobile, et gagné par l'architecte Bruno Fortier. Le 11 mars, toujours dans *Le Monde*, ce dernier montait à son tour au créneau, défendant et son projet et la décision par les organisateurs du concours d'arraser l'essentiel de l'île. Fortier lui aussi allait se voir soutenu par d'autres grands noms de l'architecture et du patrimoine.

Querelle d'experts, querelle d'esthètes ? Pas seulement. Jean Nouvel a en effet ouvert un débat nécessaire qui va bien au-delà de l'île Seguin et a largement débordé les milieux de l'architecture. *« Les énervements sont naturels. J'avais même pensé qu'ils se manifesteraient plus tôt »*, note Jean-Pierre Fourcade, le sénateur et maire (UDF) de Boulogne. Il est vrai que l'opération ne s'est pas déroulée dans l'ombre. Un groupe de travail, émanation du Syndicat intercommunal du Val de Seine, auditionne plusieurs architectes, puis trois équipes sont invitées à plancher par écrit sur le sort des terrains Renault. Paul Chemetov, qui a déjà été consulté par la Régie ; Jean-Pierre Buffi, qui s'est joliment tiré de la ZAC Bercy ; Bruno Fortier enfin, le futur lauréat.

UNE CITÉ SCIENTIFIQUE

Les trois architectes enregistrent la destruction de presque tous les bâtiments industriels. Le plan Fortier prévoit la création d'un parc de 10 hectares au centre du « trapèze », dans l'axe des hauts de Saint-Cloud ; le passage de la voie principale de circulation à l'intérieur de cet ensemble, ce qui libère les berges ; la conservation des ponts surélevés qui joignent la rive gauche à la rive droite ; enfin l'adoption d'une charte paysagère conforme aux souhaits de Dominique Voynet (promenades piétonnes sur les berges).

Avant même le verdict du jury, les trois projets sont présentés au public, à Sèvres, en 1998. 6 000 habitants visitent l'exposition, 600 expriment leur avis sur ce plan d'urbanisme présenté d'ailleurs comme un réservoir d'idées pour les élus, et non comme un plan contraignant. Pour le maire de Boulogne, l'heure n'est plus vraiment aux discussions : la première étape doit commencer en 2000-2001 et s'achever en 2005 au plus tard. Elle porte sur l'urbanisation d'un axe Meudon-Seguin-Boulogne, qui a l'avantage de fédérer les deux communes, l'île et les deux rives. Un transport en commun qui doit relier une station du tramway de Meudon à la station de métro Billancourt serait l'épine dorsale du projet. Une structure indépendante pourrait être chargée de la maîtrise d'ouvrage déléguée – un appel d'offres doit être lancé en ce sens –, le maire de Boulogne refusant toute idée de syndicat d'économie mixte (SEM), voulant suivre les opérations des ZAC et souhaitant contrôler les opérations privées. Renault et le syndicat doivent se partager le coût des infrastructures, les communes et les aménageurs se chargeant des équipements de proximité.

Le problème de fond reste la programmation. L'implantation d'une cité scientifique – unités d'enseignement, laboratoires, logements et centre de rencontre pour les chercheurs – à proximité d'entreprises de pointe (micromécanique, informatique, images numériques) semble emporter l'adhésion des autorités locales. Mais que conserver du passé industriel ?

« POLITIQUE DU BULLDOZER »

Renault gardera son siège social à Boulogne, même s'il le déplace du Point du Jour vers l'aval du pont de Sèvres. La Régie conservera également le bâtiment de Vasconi, le fameux *57 Métal*, que la firme veut reconvertir pour y loger son centre mondial de communication. Seront *a priori* sauvés quelques éléments emblématiques comme la chaufferie édifiée par l'architecte Laprade, située en proue de l'île Seguin, ainsi que les constructions de la poupe et la ligne des ponts. Mais aussi, sur le trapèze, la porte Jules-Guesde ou le bâtiment X à l'origine de la firme.

Jean Nouvel et ses trublions mis à part, l'accord serait-il complet ? Pas tout à fait. Jocelyne Riou, vice-présidente (PCF) de la région Ile-de-France, chargée de l'aménagement du territoire, rappelle que la région a son mot à dire sur l'implantation des lieux de recherche et des universités, comme sur le futur POS de Boulogne. Faut-il conserver les bâtiments de l'île Seguin ? Jocelyne Riou estime qu'*« un des mérites de Nouvel, c'est de s'être élevé contre la politique du bulldozer »*. Mais elle ajoute prudemment qu'une mémoire ne se loge pas nécessairement dans des briques ou du béton : *« L'Ile-de-France est confrontée à une désindustrialisation qui atteint un seuil critique. Il faut donc inverser les priorités et implanter ici de nouvelles activités. »* Peut-être un centre de recherche, *« mais lié à une activité industrielle de pointe »*.

La Régie Renault n'entend pas non plus rester muette. Michel Auroy, un des responsables de la firme, commence par donner des chiffres, une avalanche de chiffres qu'il multiplie par le facteur temps et la qualité de l'architecture. Le tout donne une énorme équation à résoudre : le théorème de Renault. Le prix n'est pas officiellement une des données du théorème, mais il est acquis que, grossièrement, Renault devrait retrouver dans son escarcelle entre 3 et 6 milliards de francs (760 à 915 millions d'euros). Michel Auroy agrémente sa démonstration de quelques postulats. Renault tient à son image et l'architecture en fait partie. *« Il ne faut donc pas rater cette opération. »* L'objectif de Renault, c'est un développement mondial, et celui-ci ne passe pas par la vente de ces terrains. *« Nous ne sommes donc pas fébriles, mais vigilants. »* Il ne faut pas focaliser son attention sur la seule île Seguin, *« où il n'y a rien à garder, sinon la proue et la poupe – et encore »*. Si l'on veut vraiment y conserver des structures anciennes, le vrai débat sera d'ordre économique : *« Combien cela coûtera-t-il ? »* Le pôle technologique est une idée intéressante. S'il est bien pensé, Renault sera présent dans le schéma, *« mais n'en sera jamais le moteur »*.

F. E. et E. de R.

Vingt ans de projets architecturaux au service de l'image d'une firme

C'EST UNE AFFAIRE qui remonte loin, et à laquelle ont été confrontés à des degrés divers les reponsables de Renault, les architectes et urbanistes, les hommes politiques et quelques promoteurs. On y trouve même François Barré, ancien conseiller de la firme au losange, aujourd'hui directeur de l'architecture et du patrimoine au ministère de la culture, qui surveille de près, assure-t-il, ce qui se passe dans le Val-de-Seine.

Dans la corbeille des penseurs, on trouve déjà... Jean Nouvel, appelé à dessiner la péniche du Club Renault, et qui devait également dessiner le pub du même nom sur les Champs-Elysées. Bernard Hanon, directeur, puis président du groupe à partir de 1979, demandera à Norman Foster de construire le centre de Swindon, en Grande-Bretagne, et Richard Meier sera consulté pour un projet au Point-du-Jour. Quant au Français Claude Vasconi, il se voit chargé du projet Billancourt 2000, soit la rénovation de la totalité du trapèze : une bagatelle de 32 hectares dont il ne construira finalement qu'un module au nom et à l'allure futuristes : *57 Métal*. *« Avec Hanon, Renault entrait dans le petit groupe des firmes soucieuses de leur image comme Olivetti ou IBM*, dit aujourd'hui Vasconi. *L'image, ce n'était plus seulement la voiture, c'était aussi l'environnement architectural de la Régie, jusqu'alors confié aux seuls techniciens de la Direction des travaux neufs et de l'entretien (DTNE), véritable fromage pour ingénieurs sans états d'âme. »* Mais en 1984, Renault est en difficulté après avoir tenté d'investir aux Etats-Unis. Hanon est remercié par Laurent Fabius. Georges Besse prend la relève et vire Vasconi, trop bavard à son goût.

DE QUOI SE MÊLE L'ETAT ?

Après le décès tragique de Georges Besse et avec l'arrivée de Raymond Levy, en 1986, la stratégie immobilière de la firme change du tout au tout. C'est alors la folle période de la spéculation. Avant même d'être privatisée (à 54 %), le 15 juillet 1996, Renault pense à valoriser la dot qui va lui échoir. L'entreprise arrête la production sur l'île Seguin en 1992, décide d'abandonner Billancourt, achète 150 hectares à Guyancourt, près de Saint-Quentin-en-Yvelines, pour y construire son Techno-Centre, mais continue d'investir sur l'architecture. L'agence Valode et Pistre coordonne l'édification de la nouvelle forteresse des blouses-blanches. L'ensemble sera achevé en 1998.

Pour autant, Renault ne se désintéresse pas du sort de ses friches boulonnaises. En 1994, souhaitant s'occuper seul de la commercialisation des terrains, le constructeur organise des consultations. Pas de programme ni de figure imposée. Renzo Piano livre un projet sensible qui reprend l'image, adoucie, du paquebot-forteresse et met en valeur les splendides coteaux de Meudon. Rogers balance un manifeste provocateur de collines urbaines. Tschumi hésite entre diverses postures : gratte-ciel et îlots ouverts sur l'île, néo-pavillonnaire sur Meudon. Seuls de leur espèce, Reichen et Robert proposent de réhabiliter en partie les anciennes usines.

La crise de l'immobilier rabote cependant les ambitions. En 1993, le schéma directeur d'Ile-de-France impose ses règles du jeu, que viendra compléter celui du Syndicat intercommunal de Val-de-Seine.

En 1990 , à la demande de Michel Rocard, Jean-Eudes Roullier, alors délégué à la recherche du ministère de l'équipement, a publié un rapport intelligent et fort complet sur les avenirs possibles des trois sites Renault, accompagné d'une étude tout aussi touffue d'Alexandre Chemetoff. Mais de quoi se mêlent l'Etat et ses scribes ? Traité avec désinvolture, le rapport Roullier aura pourtant laissé des traces dans l'inconscient collectif : la nécessité d'une cohérence et d'un lien entre les trois sites, la création d'un pôle fort, genre université technologique de pointe, la maîtrise de la circulation automobile, le souhait d'une bonne entente entre les partenaires : entreprise, Etat, communes.

F. E. et E. de R.

L'option de Reichen et Robert :

CONSULTÉS par la régie Renault en 1994, Bernard Reichen et Philippe Robert proposaient à la firme automobile une réhabilitation des bâtiments industriels de l'île Seguin pour les transformer en logements, bureaux ou autres lieux d'activités. Une spécialité que les deux architectes ont déclinée avec bonheur sur des sites comme la chocolaterie Noisiel. Le projet est actuellement retravaillé par le seul Philippe Robert. *« Le vrai potentiel de l'île Seguin*, soutient ce dernier, *ce sont ces 110 000 m² couverts d'un seul tenant, trois fois les Halles de Baltard, cette succession de nefs lamellaires, caractéristiques de sa fonction industrielle, pas l'image de la forteresse que l'on peut avoir de l'extérieur, même si la proue et la poupe de l'île sont intéressantes. »*

Contrairement à tout ce qui a été dit, Philippe Robert table sur la qualité et le bon état de conservation d'une grande partie des bâtiments existants : *« A part l'embarcadère des voitures, face à Meudon, tout le reste peut servir de base à une réhabilitation. »* Mais surtout, l'architecte insiste sur la structure particulière du sol et du sous-sol de l'île. Lorsque Louis Renault a commencé à installer dans les années 20 son usine sur ces terrains d'origine alluviale, donc peu stables, il a fait dresser sur le pourtour de l'île des murs de six mètres de haut, puis a fait combler le vide ainsi créé. Ce qui mettait ses bâtiments à l'abri des crues de la Seine.

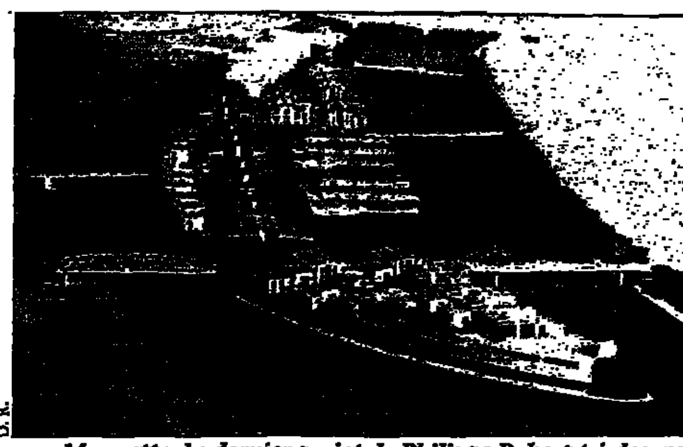
RUES INTERNES ET PATIOS

Ce sont deux à trois mille poteaux de béton armé longs de quinze mètres qui ont ensuite été ancrés dans la craie du sous-sol. Ce que confirme Patrice Divet, de la société Solétanche-Bachy, qui a ausculté le sol : *« Si le sous-sol était en mauvais état, cela se répercuterait au niveau des verrières et des structures métalliques. Or il n'en est rien. »* Pour lui, les structures actuelles sont capables de supporter une réhabilitation. *« En revanche, le maillage des poteaux devra être complété si on décide d'implanter de nouveaux bâtiments. »*

Philippe Robert propose de



GASTON BERGERET



D. R.

Maquette du dernier projet de Philippe Robert (ci-dessus) d'aménagement de l'île Seguin (à gauche).

L'ensemble du site attend un projet gros-porteur

ANALYSE

L'île Seguin ne doit pas être l'obstacle paradoxal à un projet d'envergure

ON NE SAURA jamais assez gré à Nouvel d'avoir rouvert le dossier de l'île Seguin et d'amorcer ainsi un débat public sur l'ensemble des terrains Renault. Un débat qui concerne non seulement les 70 hectares de la firme dans le Val-de-Seine, mais aussi l'est de la capitale, et Paris elle-même, par ses implications urbaines. Les motivations de l'architecte sont évidemment mises en cause par les défenseurs du projet Fortier, qui ironisent sur le caractère tardif de sa démarche et son intérêt soudain pour le patrimoine industriel. L'angle d'attaque de Nouvel, la célébration de la seule île Seguin, est aussi sa faiblesse.

Pourtant, l'émotion suscitée par son point de vue témoigne de l'attente du public. Nouvel sait aussi que les architectes, appelés à *« construire sur la ville sur la ville »*, ne sont plus à l'ère des démiurges, et que l'aménagement urbain est désormais le marché d'avenir. Or l'auteur du Centre de culture de Lucerne s'est acquis la réputation d'être un brillant inventeur d'objets singuliers. La campagne de presse orchestrée au quart de tour par l'entourage de l'architecte permet de faire savoir qu'il reste lui aussi sur le terrain de la ville.

Ignorant les projets de Reichen et Robert pour réhabiliter le vieux pôle industriel, Nouvel a enfourché le thème de la mémoire ouvrière, avec un lyrisme tel que le site s'en trouve transfiguré. Mais en quoi l'île Seguin serait-elle plus symbolique de l'épopée prolétarienne que Billancourt avec sa place Jules-Guesde, haut lieu des prises de parole et des revendications ? La valeur architecturale ou la beauté du site – qui n'a rien du Lingoto, chef-d'œuvre de Fiat à Turin repensé par Renzo Piano – seraient-elles des motifs plus convaincants ? C'est ce que pense Philippe Robert, au même titre que Jean Nouvel. Or, si, vu des berges, il est loisible d'apprécier le profil de paquebot des anciennes usines, au milieu du fleuve, il est en revanche impossible d'apprécier l'architecture dans son détail, Renault ayant décidé d'interdire l'entrée du site à tout individu portant stylo, caméra ou carnet de croquis. Un black-out contreproductif qui conduit à imaginer quelques trésors cachés, et à s'interroger sur les mobiles de la firme.

Que sait-on de l'île aujourd'hui ? Architecturée avec art en proue et en poupe, elle est pour l'essentiel recouverte de sheds d'acier d'inégal intérêt et de solidité variable. Côté Boulogne, l'interminable façade blanche, longue de 1,5 km, soit la taille de l'île Saint-Louis, tombe à pic dans l'eau. Elle a au moins le mérite de faire rêver, forteresse ou navire, chacun selon sa poésie, pourvu qu'on n'oublie pas sa taille. Côté Meudon, la façade, tout aussi longue, engendre plutôt une insoutenable tristesse.

Seguin seule, même truffée de lofts, de multiplexes, de guinguettes haut perchées, d'ateliers d'artistes ou de salles de répétition pour groupes funks (chacun selon sa mythologie), ne pourrait être conservée que très partiellement et n'aurait d'ailleurs aucune chance de survivre sans un projet gros-porteur. C'était le sens des propositions de Jean-Eudes Roullier, qui prenait en compte la totalité des terrains Renault. C'est toujours le souhait du sénateur-maire de Boulogne, pour qui l'île ne doit pas être l'obstacle paradoxal à un projet qu'il voudrait d'envergure. Mais ni les communes, ni l'Etat ne sont encore nettement montés au créneau. Et l'absence de cet élément fort pénalise le projet de Bruno Fortier, qui est le premier à s'en plaindre. Un projet très cohérent sur la rive droite, habile sur la rive gauche par sa façon de caresser Meudon, et, il est vrai, brouillon et insipide sur l'île. La sagesse est sans doute d'utiliser le projet Fortier pour démarrer le trapèze. Mais ne faudrait-il pas mettre Seguin au frigo pendant quelques mois ? Le temps, par exemple, de faire découvrir l'île aux associations et aux médias ; de persuader les édiles qu'une ville est faite d'épaisseurs historiques successives dont il est capital de garder la mémoire.

SCHÉMAS DÉPASSÉS

Le problème soulevé par la réaffectation des terrains Renault ne réside cependant pas dans la seule île. Il relève d'une réflexion globale et sévèrement critique sur l'ensemble de l'aménagement de ce Val-de-Seine. La direction départementale de l'équipement (DDE), qui a déjà prouvé ici son adresse avec les deux plats de nouilles autoroutiers qui encadrent le pont de Sèvres, en est toujours à vouloir pousser ses autoroutes sur les deux rives de la Seine. Au moment où le maire de Paris semble croire à la limitation du flux automobile, les communes voisines se soumettraient ainsi au verdict sans appel d'ingénieurs qui continuent de raisonner sur des schémas dépassés. Dans l'état actuel du projet, la voie rapide de la rive gauche coupera définitivement Meudon de la Seine et sacrifiera le site remarquable des coteaux qui n'aurait, lui, droit à aucune mémoire ni à aucun égard.

Les ingénieurs ne sont pas les seuls à mériter l'attention. Promoteurs et architectes s'en sont donné à cœur joie dans la ZAC du Pont-de-Sèvres, où le pire urbanisme a été mis en œuvre. Comment songer aujourd'hui à réaménager les terrains du trapèze Renault sans imaginer une solution pour atténuer ce désastre et intégrer ce quartier enkysté dans Boulogne ?

De l'autre côté de la Seine, sur les collines de Sèvres, Clément-Olivier Cacoub, architecte familier du président de la République, achève un autre massacre urbain dans l'indifférence générale. C'est ici, depuis 1995, le fief de François Kosciusko-Morizet (div. dr.), ingénieur des Ponts et chaussées et ancien délégué interministériel à la Coupe du Monde. Un bel exemple pour ses voisins du Val-de-Seine.

Frédéric Edelmann et Emmanuel de Roux

Faits et dates

Le plan d'aménagement vise 50 des 70 hectares appartenant à Renault, dispersés sur plusieurs communes du Val-de-Seine. Les 50 hectares sont constitués par un terrain en forme de trapèze à Boulogne (32 h), l'île Seguin (11,5 h) et des terrains à Meudon (4,5 h + 2 h). Les 20 hectares restants – les « confettis », essentiellement situés à Boulogne – sont négociés directement par la firme automobile.

● **1980.** Lancement du projet Billancourt 2000, qui consiste à réimplanter sur le site historique de la Régie un technocentre au fur et à mesure de la délocalisation de la production. Claude Vasconi est chargé du projet d'ensemble. Il réalise la première étape de ce projet : le bâtiment 57 Métal.

● **1985.** Le PDG de Renault, Bernard Hanon est remplacé par Georges Besse. Le projet Billancourt 2000 est arrêté.

● **1989.** La direction annonce sa décision de fermer Billancourt. Le futur technocentre de la Régie sera installé à Guyancourt, près de Saint-Quentin-en-Yvelines. Le premier ministre, Michel Rocard, indique que la transformation des terrains Renault est une opération d'intérêt national.

● **1990.** Rapport de Jean-Eudes Roullier, qui préconise notamment l'implantation d'un pôle de recherche et de technologie, et qui fait appel au paysagiste Alexandre Chemetoff. L'île Seguin pourrait devenir une cité scientifique internationale.

● **1991.** Nouvelle étude de Jean-Pierre Morelon pour le ministère de l'équipement.

● **1992.** La dernière voiture sort des chaînes de l'île Seguin.

● **1993.** Jean-Pierre Morelon privilégie l'idée d'un centre scientifique sur l'île.

● **1994.** La Régie consulte plusieurs architectes pour réfléchir sur l'aménagement de l'île et des collines de Meudon : Renzo Piano, Paul Chemetov, Christian de Portzamparc, Bernard Tschumi, Chaix et Morel, Richard Rogers ainsi que Reichen et Robert. Ces derniers proposent de réutiliser les bâtiments de l'île.

● **1995.** Nouveau maire de Boulogne, Jean-Pierre Fourcade relance la procédure d'élaboration du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme d'Ile-de-France (Sdaurif) avec le syndicat intercommunal du Val-de-Seine (créé en 1991) associant six communes (Saint-Cloud, Sèvres, Boulogne, Meudon, Issy-les-Moulineaux et Vanves) mais aussi l'Etat, la région Ile-de-France et le département des Hauts-de-Seine.

● **1996.** Adoption du schéma directeur du Val-de-Seine en décembre. Il autorise la construction, sur les six communes, de 5,4 millions de mètres carrés, dont 3 millions pour des logements et 2,4 millions pour des activités.

● **1997.** Le schéma directeur est approuvé par l'Etat en mars. Un groupe de travail, émanation du syndicat intercommunal, mais qui comprend également Renault, lance une consultation. Six architectes sont entendus. Trois équipes sont retenues : celles de Jean-Pierre Buffi, Paul Chemetov et Bruno Fortier.

● **1998.** Les projets des trois équipes sont présentés au public à Sèvres. Le projet Fortier est retenu dans ses grandes lignes.

● **1999.** Jean Nouvel, le 6 mars, publie dans *Le Monde* un article intitulé « Boulogne assassine Billancourt ». Une association est créée sous son impulsion (AMIS, Association pour la mutation de l'île Seguin, 10, cité d'Angoulême, 75010 Paris). Bruno Fortier répond le 11 mars dans les colonnes du *Monde*. Une polémique se développe.

● **Un débat**, organisé par l'Institut français d'architecture, doit se tenir le 23 avril, à 14 heures, à l'Auditorium de la Cinémathèque française du Palais de Chaillot, en présence des principaux protagonistes.

Quand une île finit par cacher les rives

PASCAL CRIBIER et Patrick Ecoutin, les deux paysagistes de l'équipe Fortier, sont assez sévères avec le plaidoyer de Jean Nouvel pour la préservation de l'île Seguin comme pour toute tentative de réhabilitation. *« Ces façades*, estiment-ils, *racontent une certaine façon de produire dans le mépris de ceux qui travaillent, l'indifférence du site et même la négation du droit foncier. Faut-il aujourd'hui admirer cette histoire ? Il y a une tromperie totale sur l'ambiance du lieu. Seguin a toujours été une propriété privée, jalousement gardée par son propriétaire, un Sing Sing pour prolétaires, qu'on veut transformer en lofts pour nantis. Si les ruines et les abandons émeuvent, les réhabilitations mentent. L'enveloppe conservée, une fois réinvestie, offrira une image aussi heureuse que trompeuse des conditions de travail qui ont caractérisé le XXe siècle. La place Jules-Guesde a certainement accueilli une infinité de rencontres réconfortantes, de discours contestataires, et de flâneries oublieuses. N'est-ce pas un lieu de mémoire qui mérite plus d'attention que les murs dans lesquels on enfermait les espoirs ? »*

Il vaut mieux, indiquent les paysagistes, transformer l'île en un vaste jardin collectif avec un équipement public au centre (recherche, université), en bordure d'une place urbaine inclinée vers Meudon. Les bâtiments de la poupe et de la proue de l'île étant conservés. De plus, disent-ils, les vrais problèmes sont ailleurs. La direction départementale de l'équipement a, on le sait, le projet, très avancé, de faire passer, côté Meudon, en bordure de Seine, une route à deux fois deux voies de 26 mètres de large avec un terre-plein central et deux ronds-points. C'est-à-dire une véritable autoroute urbaine.

« PAS UN MONUMENT »

Le conseil général serait sur le point d'approuver ce schéma. Patrick Ecoutin et Pascal Cribier proposent – Richard Rogers avait eu pratiquement la même idée lorsqu'il avait été consulté par la Régie en 1994 – de faire longer la Seine par le tramway et de faire passer la voie – simple boulevard urbain – à la place de la saignée actuelle du tramway.

L'autre problème majeur, un peu oublié dans le débat sur l'île Seguin, c'est le raccordement de la ZAC du Pont-de-Seine, désastre urbain sur dalle, typique des années 70, avec ses trois grandes tours de bureaux en bordure de Seine et le calamiteux échangeur au débouché du pont. Alors que Jean-Pierre Fourcade reconnaît que le désenclavement de ce quartier à problèmes est indispensable, sa priorité va d'abord à l'urbanisation de l'axe Emile-Zola. Ne faut-il pas s'attaquer d'abord aux franges des terrains Renault, les plus dures à traiter, pour réussir l'opération globale ? demandent Ecoutin et Cribier.

Paul Chemetov et Bruno Fortier font remarquer eux aussi que le débat de l'île Seguin est pipé. *« S'il faut au site de l'île Seguin un contenu concret et un horizon symbolique*, font remarquer solidairement les deux architectes, *ils ne peuvent consister qu'en une métamorphose qui, en effet, n'est pas sans risques : passage de l'usine à la ville, de l'enceinte à l'espace, enfin d'un cycle industriel passé à un autre futur, dont le moins qu'on puisse dire est que ses enjeux sont précis. Le manque d'eau demain, le vivant désormais breveté, l'accès réel de tous à l'information et au savoir, offrant pour peu qu'on s'y engage un contenu infiniment plus net à une île désormais publique où l'université et la recherche, l'entreprise et l'Etat, donneraient à ce projet urbain le sens qu'en attendaient sans doute les vingt mille ouvriers qui, chaque jour, passaient le pont de Billancourt pour accéder à leurs machines. La forteresse, pour nous, n'est pas le fin mot de cette île. Il lui faut larguer ses amarres, et retrouver dans son passé ce qu'elle voulait de l'avenir. »*

L'architecte Claude Vasconi, qui a longtemps travaillé pour Renault, estime, lui aussi, qu'il faut trouver une idée industrielle pour l'île Seguin : *« On ne va pas dépenser 10 milliards de francs pour faire un musée de plus. Seguin n'est pas un monument historique. C'est un lieu majeur qui demande un programme majeur. En France on préfère consommer du terrain vierge plutôt que de reconstruire sur du construit. Il est grand temps de changer de politique. »*

F. E. et E. de R.

réhabiliter les bâtiments industriels

conserver une dizaine de halles métalliques, soit plus de la moitié de la surface de l'île. Le reste serait soit construit à neuf, soit planté d'arbres. *« La silhouette de l'île serait conservée avec le maintien de la plupart des parois latérales, qui seraient repercées. On conserve 65 % des structures anciennes et on crée 35 % de bâtiments neufs pour arriver à 165 000 m² hors œuvres. »* Soit 95 000 m² de logements, 55 000 m² de bureaux et 15 000 m² de commerces. Les halles permettent de créer des rues internes et des patios de 20 m sur 20 m. Les bâtiments nouveaux seraient plutôt implantés du côté de Meudon. L'architecte prévoit la construction de trois ou quatre passerelles pour les piétons et d'un parking pour 3 300 véhicules. C'est un des aspects contestables du projet : on peut imaginer moins de véhicules sur l'île grâce à des transports légers en site propre.

Il pécherait aussi sur l'état des structures métalliques. Claude Vasconi, qui, à Berlin, a réhabilité l'usine de locomotives Borsig, a été obligé de renforcer la totalité des piliers. Jean-Pierre Fourcade, qui connaît le projet de Philippe Robert, n'est pas pressé de se pencher sur la transformation de l'île Seguin. Sa priorité, c'est de développer l'axe Meudon-Billancourt. Ce n'est pas l'avis des promoteurs australiens, qui sont alléchés par l'opération que propose l'architecte français. José De la Vega et Walker Corporation ont à leur actif la transformation en logements, à Sidney, de cinq *wharfs* sur pilotis longs de 400 m – sur les plans de Reichen et Robert.

Philippe Robert estime que le phasage du maire de Boulogne n'est pas incompatible avec leur projet de développement de l'île Seguin. Reste qu'il est imprudent – financièrement et politiquement – de lier une telle opération à un seul promoteur immobilier. Mais il serait difficile de balayer d'un revers de main les études de Philippe Robert – les seules qui répondent aux vœux de Jean Nouvel, mais que ce dernier, question d'école, ignore superbement.

F. E. et E. de R.



De l'usage de la voltige comme libération de la danse contemporaine

Dans « Possessed », la chorégraphe Meryl Tankard tente une incursion du côté du cirque

Pour se défaire de l'empreinte profonde laissée par son mentor, Pina Bausch, qui l'a dirigée pendant dix ans, la chorégraphe australienne Meryl Tankard se devait d'aller loin, très loin dans la concrétisation de ses intuitions. Pour *Possessed*, présenté à la Biennale du Val-de-Marne, elle est allée puiser son inspiration du côté du cirque. Accrochés par les poignets à des cordes, ses danseurs tournoient, font des boucles, vrillent en des ébats grisants.

POSSESSED, de Meryl Tankard, par l'Australian Dance Theatre. Meryl Tankard et ses danseurs (création). Prochains spectacles de la Biennale du Val-de-Marne : Furioso, de Meryl Tankard, les 12 et 13 avril, à la Maison des arts de Créteil ; Autre Monde, de Bernard Glandier, le 14 avril, à Fontenay-sous-Bois ; Katamenia, de Michele Anne de Mey, le 14 avril, à Arcueil. De 25 F à 100 F (de 3,7 € à 15 €). Tél. : 01-46-86-17-61.

De l'usage de la voltige comme libération de la danse contemporaine. La chorégraphe Meryl Tankard, interprète pendant dix ans chez Pina Bausch, dynamite les assises de son art dans *Possessed*, pièce de danse avec filin et acrobatie aérienne. Une incursion côté cirque bien dans la ligne de cette Australienne entreprenante qui, depuis la création de sa compagnie en 1989, n'a de cesse de s'ouvrir à la télévision, au cinéma (elle a tourné avec Jane Campion) ou à l'opéra. Comment échapper à l'emprise de l'univers bauschien si ce n'est en allant vérifier le plus loin possible ses intuitions ? La voltige a stimulé la chorégraphe.

Accrochés par les poignets à des cordes, les danseurs tournoient, font des boucles, vrillent, propulsés par des partenaires restés à terre. Des ébats si grisants qu'ils se terminent en duo planant où chacun rebondit au sol pour relancer l'autre dans l'espace. Juché au sommet d'une des cinq cuves de métal qui tiennent lieu de décor, le Quatuor Balanescu déverse ses flots de violons trop exaltés sur ces envols d'une douce intensité.

Entre ses séquences propres à tourneboulеr les têtes les mieux vissées, *Possessed* revient à la réalité terrestre avec des parades de corps étrangement triomphants. Sportifs tout de blanc vêtus déployant leur assurance avec force grands gestes, gigolos rigolos en slips et talons aiguilles, *girls* à plumes ondulantes, le spectacle balance. Pub sport, démo Chippendales ou promo boys band ? Pas assez cruel, ni suffisamment moqueur pour saper les clichés autour du culte du corps, cet incertain délire, dont la gestuelle est par trop convenue, rate sa cible et renvoie *Possessed* à un drôle de show. Tellement hybride qu'il en devient exotique et à ce titre, intéressant.

FRAÎCHEUR INUSABLE

Echantillon d'un certain goût australien, d'une ironie bon enfant, cette pièce sidère par sa naïveté volontaire, ses œillades appuyées, mais porte aussi à sourire par sa franche désinvolture et la fraîcheur inusable des interprètes qui explosent de plaisir en toutes circonstances. Jusqu'à l'exténuation de la dernière scène, véritable bouquet final, dans laquelle les danseuses suspendues aux filins par la cheville tourbillonnent sous le regard de leurs danseurs.

Sans doute, la salutaire capacité à braver l'inconnu de Meryl Tankard a-t-elle séduit Michel Caserta, directeur de la Biennale de danse du Val-de-Marne, qui a choisi de fêter les vingt ans d'existence de la manifestation avec *Possessed*. « *La danse contemporaine traverse actuellement un passage à gué dont on ne sait trop ce qu'il nous réserve*, commente Michel Caserta. *Les chorégraphes d'aujourd'hui doutent de leur talent. Prisonniers des exemples de leurs aînés, ils craignent de ne pas s'en démarquer ou cèdent à la facilité en voulant aller trop vite. On aurait envie qu'ils aient plus de folie, qu'ils fassent des tentatives inédites, quitte à se tromper.* »

En remettant en chantier son art, Meryl Tankard choisit de prendre ce risque. La conquête de soi est à ce prix.

Rosita Boisseau

INSTANTANÉ

L'HISTOIRE DU TANGO SELON MOSALINI

Il n'y a pas foule au Théâtre de Poissy, vendredi 9 avril, pour une soirée de tango donnée par Juan José Mosalini. Habitués au passage des stars du baroque, les Pisciacais n'auraient pourtant pas été dépaysés en découvrant la volonté du bandonéiste argentin de renouer avec d'anciennes pratiques.

Un film muet est projeté sur grand écran, Mosalini regarde les images en noir et blanc d'un couple sur la voie d'une séparation brutale et d'une réconciliation non moins impulsive. Tout le tango est là : dans la dualité – mentale et physique – du complexe attraction-répulsion. Mosalini est maintenant entouré de quatre violons, un alto, un violoncelle, une contrebasse, trois bandonéons et un piano pour une restitution authentique du répertoire des fameux « *orquestras tipiquas* ».

Les tangos défilent dans des arrangements d'une savante efficacité. Chaque page possède sa marque et donne lieu à une mise en scène appropriée avec projection de diapositives, diffusion d'un texte en voix off (*Che Bandoneon*, hommage du poète Julio Cortazar à Juan José Mosalini) ou chorégraphie. L'orchestre change constamment de sonorité autour du noyau de bandonéons. Celui de Mosalini a une présence unique, d'ivoire à la main droite et de velours à la main gauche, avec un soufflet qui s'ouvre et se referme comme un rideau de théâtre sur des scènes d'anthologie.

Les références d'Anibal Troïlo, d'Horacio Salgan, de Leopoldo Federico ponctuent ce parcours de l'histoire du tango dans lequel Astor Piazzolla tient une place privilégiée. Osvaldo Calo se lance dans un solo entre Debussy et Chick Corea ? On est loin d'imaginer qu'il prépare la version la plus riche d'*Adios nonino* qu'il nous ait été donné d'entendre. Sur l'îlot intemporel du clavier viennent s'échouer des vagues de cordes étonnamment classiques avant que les bandonéons n'engloutissent le tout dans un malicieux *cluster* à trois.

Pierre Gervasoni

La jalousie du passé vue par Pirandello

CE SOIR ON IMPROVISE, de Luigi Pirandello. Mise en scène : Claude Stratz. Avec Martine Paschoud, Caroline Cons, Sara Louis, Omar Porras-Speck... ATHÉNÉE LOUIS-JOUVET, 4, square de l'Opéra, Paris-9e. Mo Opéra. Tél. : 01-53-05-19-19. De 40 F à 160 F (6 € à 24 €). Mardi, à 19 heures ; du mercredi au samedi, à 20 heures ; dimanche, à 16 heures. Jusqu'au 30 avril.

Trois propos distincts, la psychose de la jalousie du passé, la cohabitation théâtre-opéra, et ce que l'on pourrait appeler la cuisine du théâtre, s'entremêlent dans *Ce soir on improvise*. La jalousie du passé, Pirandello en est expert. Il est expert en autres maladies de l'âme : sa femme a été souvent souffrante, et lui-même luttait presque chaque jour contre des malaises, des angoisses. Il y a, dans *Ce soir on improvise*, une « scène » que fait un mari à sa femme, avec coups et hurlements, qui est un tableau exact et aigu de ce mal, la jalousie du passé : très étrange dialogue entre le jaloux qui se torture à poser les questions qu'il sait ne pas vouloir poser, et la femme qui se résout à donner des réponses qu'elle sait ne pas vouloir donner. La femme qui, de toute manière, est prise au piège, puisque seul le silence pourrait calmer la crise, et rien, comme le silence, n'attise ici les braises.

Cette scène de Pirandello est en un sens sans grand mérite, dans la mesure où elle n'est que du naturalisme strict, mais elle se laisse écouter avec intérêt et surprise puisque l'auteur, tout à son affaire, burine, au comble d'un soleil noir, un dialogue d'autant plus insensé qu'il est vrai. Il tient là le filon inespéré de son péché mignon : l'illusion d'optique du décalage scénique. Décalage scénique aussi, l'assaut brusque de la voix chantée de l'opéra chez les voix parlées du théâtre, non pas comme lors de l'alternance maîtrisée de l'opérette, mais sans crier gare, à la sauvage, comme si, en temps normal, entre personnes dites normales, les convives, plus ou moins moyenne bourgeoisie, se dévoilaient être, de par la force de la musique et le style géant de l'opéra, des extraterrestres, des dieux, des monstres. C'est l'entrechoc de deux mondes, et Pirandello tient ferme, là aussi, un effet de relief scénique frappant.

Ces deux « décollages » de l'engin gros porteur théâtre, dialogue transmué par la psychose, prosaïsme brisé par le grand air d'opéra, sont les moments curieux de *Ce soir on improvise*. Plus banale est la troisième composante de la chose, le fantasme de Pirandello, les variations amusantes sur la machine du théâtre, les humeurs des comédiens au cours des répétitions, les petites guerres entre acteurs et metteur en scène, les confidences, comme en aparté, au public, toute cette mise à plat de la mécanique de la réalisation du théâtre, qui, en tout cas aujourd'hui, apparaît plutôt facile, plutôt puérile, presque plutôt déplaisante tant elle est racoleuse.

Ronconi, mettant en scène *Ce soir on improvise*, a résolument gommé ces faux-semblants pirandelliens. Claude Stratz, en revanche, s'emploie à leur donner un coup de neuf en les accentuant jusqu'à la démence. C'est une mise en scène copieuse, décors à transformations, vrais chanteurs d'opéra, rythmes soutenus. Il n'est pas aisé de définir l'art de tel ou tel des acteurs, car ils sont tous emportés dans une même folle et criante course à l'abîme.

Michel Cournot

CORRESPONDANCE

Une lettre de Jean Becker

À LA SUITE de la critique du film Les Enfants du marais *(*Le Monde *du 4 mars), nous avons reçu du réalisateur Jean Becker une lettre dans laquelle il s'indigne que Jean-Michel Frodon ait pu évoquer à propos de son film un* « pétainisme light ».

Peut-on croire que Sébastien Japrisot, qui fait preuve dans son dernier roman *Un long dimanche de fiançailles* d'un anti-pétainisme farouche, aurait écrit le scénario et les dialogues d'un film qui aurait fait l'apologie du pétainisme ? Peut-on croire que le petit-fils de Paul Boyard, mon grand-père, qui a fait quatre ans de tranchées en 14-18 et qui n'avait que du mépris (déjà !) pour ce chef d'état-major qui envoyait ses soldats à la boucherie sans état d'âme, puisse à ce point le trahir ? Peut-on croire que le fils de Jacques Becker, dont les films sont encore là pour témoigner de sa morale, et qui, pendant l'Occupation, à haute et intelligible voix et à ses risques et périls, désavouait ceux qui, de près ou de loin, « collaboraient » au régime de Vichy, pourrait à ce point manquer de respect à son père pour qui il avait tant d'amour et d'admiration, en faisant l'éloge du pétainisme ?

SORTIR

PARIS

Curlew River
Curlew River est une parabole religieuse de Benjamin Britten créée au Festival d'Aldeburgh (Grande-Bretagne), en 1964. Présentée par les étudiants chanteurs et instrumentistes de l'Académie européenne de musique, lors du Festival d'Aix-en-Provence de juillet 1998, dans une mise en scène de Yoshi Oïda, elle a été l'un des grands moments de l'été des festivals. L'austérité, la simplicité du travail du metteur en scène trouvaient un écho idéal dans le travail des jeunes hommes menés par Robert Tear et David Stern au cours de longues et profitables séances de répétition. Depuis, cette production a beaucoup voyagé, et la voici qui se pose pour quelques jours au Théâtre des Bouffes du Nord, dans un lieu qui ne manque pas d'atmosphère et dont l'acoustique est idéale. La musique de Britten commence et finit par du plain-chant. Entre les deux : orgue, percussions, cor, flûte, violoncelle, alto pour une musique naturaliste, étrangement belle. Michel Bennett (la femme folle), Jiussi Järvenpää (le passeur), Andrew Rupp (le voyageur), Jaehi Yang (l'esprit de l'enfant), Ulas Inan Inac (Abbot), Chœur et orchestre de l'Académie européenne de musique, David Stern (direction), Yoshi Oïda (mise en scène), Jean-Laurent Sasportès (chorégraphie).
Bouffes du Nord, 37 bis, boulevard de la Chapelle, Paris 10e. Mo La Chapelle. Du 14 au 17 avril, à 20 h 30 : le 18, à 16 heures. Tél. : 01-46-07-34-50. De 120 F à 160 F.

Christine Angot
Jean-Quentin Châtelain, Evelyne Istria, Alain Libolt, Dominique Valadié, Claire Wauthion... tels sont les comédiens qui, sous la direction du metteur en scène Alain Françon, ont décidé de se pencher sur « le cas Christine Angot ». Il y a de quoi faire : du désir et de l'inceste, du sarcasme et du narcissisme, de l'impudeur jusqu'à la souffrance. Christine Angot (née en 1959 à Châteauroux, auteur de sept romans et quatre pièces de théâtre) est-elle vraiment « détraquée », comme elle se le demande dans ses textes ? N'a-t-elle aucune « vergogne » ? Vaut-elle d'être roulée dans les orties ou portée aux nues – selon l'éventail extrême de ses lecteurs ? Voilà ce qui est mis en chantier à Théâtre ouvert (au cours de cinq séances autour de *Les Autres, Sujet Angot* et *L'Inceste*.) Sans obligation de réponse. Heureusement.
Jardin d'hiver, 4 bis, cité Véron, Paris 18e. Mo Blanche. Du 13 au 16 avril, à 20 h 30 ; le 17, à 16 heures. Tél. : 01-42-62-59-49. Entrée libre sur réservation.

GUIDE

REPRISES CINÉMA

L'Ecureuil rouge
de Julio Medem. Espagnol, 1993 (1 h 50).
Vacas
de Julio Medem. Espagnol, 1991 (1 h 36).
Le Quartier latin, 5e (01-43-26-84-65).
La Chaîne des indépendants
L'Agence du cinéma indépendant pour sa diffusion (ACID) projette *La Chouette aveugle* (1987), de Raoul Ruiz, présentée par Luc Moullet. Projection suivie d'un débat en présence des deux réalisateurs.
Espace Saint-Michel, 7, place Saint-Michel, Paris-5e. Mo Saint-Michel. Le 12, à 20 h 30. Tél. : 01-44-07-20-49.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE, ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
Orchestre Colonne
Beethoven : *Concerto pour piano et orchestre no 5 « L'Empereur »*. Tchaïkovski : *Symphonie no 6 « Pathétique »*. Thérèse Dussaut (piano), Edmond Colomer (direction).
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8e. Mo Ternes. Le 12, à 20 h 30. Tél. : 01-45-61-53-00. De 50 F à 195 F.
Soile Isokoski (soprano), Marita Viitasalo (piano)
Œuvres de Schumann, Strauss et Sibelius.
Comédie des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8e. Mo Alma-Marceau. Le 12, à 20 h 30. Tél. : 01-53-23-99-19. De 70 F à 220 F.
Ensemble Erwartung
Œuvres de Varèse, Ohana, Denisov et Cage. Bernard Desgraupes (direction).
Théâtre Molière - Maison de la poésie, 161, rue Saint-Martin, Paris-3e. Mo Châtelet. Le 12, à 21 heures. Tél. : 01-44-54-53-00. De 80 F à 120 F.
Dominique Boivin
Histoire de la danse no 2.
Centre national de la danse, 9, rue Geoffroy-l'Asnier, Paris-4e. Mo Saint-Paul. Les 12, 13, 14, 15 et 16, à 19 heures. Tél. : 01-42-74-44-22.
Ballet de l'Opéra de Paris
William Forsythe : *The Vertiginous Thrill of Exactitude, Pas. Parts, Woundwork 1, In the Middle, Somewhat Elevated.*
Opéra de Paris, Palais Garnier, place de l'Opéra, Paris-9e. Mo Opéra. Les 12 et 14, à 19 h 30. Tél. : 08-36-69-78-68. De 25 F à 215 F.
Silverchair
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris-8e. Mo Opéra. Le 12, à 20 h 30. Tél. : 01-47-42-25-49.
Orlando Poleo y la Orquestra Chaworo
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris-1er. Mo Châtelet. Le 12, à 22 h 30. Tél. : 01-40-26-46-60.

RÉSERVATIONS

Faust
de Goethe, mise en scène d'Alexander Lang, avec Catherine Ferran, Alberte Aveline, Michel Favory, Thierry Hancisse...
Comédie-Française, salle Richelieu, Paris-1er. A partir du 24 avril. Tél. : 01-44-58-15-15. De 30 F à 190 F.
Tambours sur la digue
d'Hélène Cixous, mise en scène d'Ariane Mnouchkine, avec la troupe du Théâtre du Soleil.
Cartoucherie - Théâtre du Soleil, Paris-12e. A partir du 12 mai. Tél. : 01-43-74-24-08. 90 F et 150.
Le Décameron
d'après Boccace, mise en scène de Jean Boillot, avec Estelle Aubriot, Eric Berger...
Théâtre de la Cité internationale, Paris-14e. Du 26 avril au 22 mai. Tél. : 01-43-13-50-50. De 55 F à 110 F.

DERNIERS JOURS

18 avril :
Une heure avec Rainer Maria Rilke
d'après Rainer Maria Rilke, mise en scène de Laurent Terzieff, avec Laurent Terzieff, Pascale de Boysson et Claude Aufaure.
Théâtre Molière - Maison de la poésie, 161, rue rue Saint-Martin, Paris-3e. Tél. : 01-44-54-53-00. 80 F et 120 F.
Le Voyage à La Haye
de Jean-Luc Lagarce, mise en scène de François Berreur, avec Hervé Pierre.
Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. Tél. : 01-48-13-70-00. 50 F.
Au bois lacté
d'après Dylan Thomas, mise en scène de Xavier Marchand.
Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. Tél. : 01-48-13-70-00. 50 F.
La Légende de saint Julien l'Hospitalier
de Gustave Flaubert, mise en scène de Christian Rist, avec Jean-Jacques Le Vessier et Jean-Michel Deliers (musicien).
Cartoucherie - Théâtre de l'Aquarium, route du Champ-de-Manœuvre, Paris-12e. Tél. : 01-43-74-99-61. De 80 F à 130 F.
La Fameuse Tragédie du riche juif de Malte
de Christopher Marlowe, mise en scène de Bernard Sobel.
Théâtre, 41, avenue des Grésillons, 92-Gennevilliers. Tél. : 01-41-32-26-26. De 80 F à 140 F.
Un barrage contre le Pacifique
de Marguerite Duras, mise en scène de Gabriel Garran.
Théâtre international de langue française (parc de la Villette), 211, avenue Jean-Jaurès, Paris-19e. Tél. : 01-40-03-93-95. De 50 F à 110 F.
La Jeune Fille et la Mort
d'après Ariel Dorfman, mise en scène de Daniel Benoin.
Théâtre du Rond-Point, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt, Paris-8e. Tél. : 01-44-95-98-10. De 80 F à 180 F.

DISPARITIONS

José Pierre

Un défenseur de la cause surréaliste

JOSÉ PIERRE, critique et historien d'art, surréaliste, poète, romancier et dramaturge, est mort à l'aube du mercredi 7 avril.

Né à Bénesse-Maremne, dans les Landes, en 1927, José Pierre participe aux activités et décisions du mouvement surréaliste de 1952, date de sa rencontre avec André Breton, à 1969, qui voit la fin du surréalisme historique et l'autodissolution du groupe entérinée par la publication du texte de Jean Schuster *Le Quatrième Chant* dans *Le Monde* du 4 octobre. José Pierre assistera Breton dans la préparation des expositions internationales du surréalisme de 1959 (« Eros », galerie Daniel Cordier) et de 1965 (« L'Ecart absolu », galerie L'Œil) et organisera par la suite de nombreuses expositions collectives tant en France qu'à l'étranger.

Parmi les nombreux livres sur l'art moderne qu'il a publiés, *André Breton et la peinture* (L'Age d'homme éditeur) est une étude fondamentale pour appréhender la peinture surréaliste dans sa trajectoire historique, mais aussi et surtout la saisir, de ses origines à son insertion au cœur de notre modernité, dans le courant des idées qui irriguent le corps artistique du XXe siècle : cette œuvre s'impose comme le second terme d'une équation passionnelle qui en fait le complément indispensable du *Surréalisme et la peinture* de Breton.

UN PROCHE D'APOLLINAIRE

Il faut aussi citer, chez Somogy, deux précieux ouvrages de synthèse, *L'Univers surréaliste* (1983) et *L'Univers symboliste* (1991), sans oublier les publications des Editions Rencontre, à Lausanne, sur *Le Futurisme et le Dadaïsme* (1966), *Le Cubisme* (1966) et *Le Surréalisme* (1967). Si le recensement de toutes ses monographies consacrées à des artistes contemporains s'annonce comme une tâche de longue haleine, qu'il est difficile d'entreprendre ici, il importe de ne passer sous silence ni le poète et le conteur – *D'autres chats à fouetter* (Le Terrain Vague, 1968), *Le Testament d'Horus* (Le Terrain Vague, 1970) –, ni l'auteur dramatique – *Le Vaisseau amiral ou les Portugais* (Denoël, 1969) et *Magdeleine Leclerc, le dernier amour du marquis de Sade* (Comp'Act, 1995). Maître de recherche au CNRS, José Pierre a collaboré à maintes revues en dehors de celles de la mouvance surréaliste : *Les Lettres Nouvelles*, *La Quinzaine littéraire*, *Opus* et, depuis sa création, à *Pleine Marge*.

Proche d'Apollinaire, dont il partage le goût pour la peinture, les femmes et la littérature licencieuse, admirateur de Pierre Louÿs et d'Alfred Jarry, José Pierre est aussi un romancier, avec notamment *Qu'est-ce que Thérèse ? C'est les marronniers en fleurs...* (réédité aux éditions de La Musardine, 1998). Ce texte qui obéit à la logique de l'héroïsme érotique, devait paraître, à l'origine, chez Eric Losfeld soumis, à l'époque, à la censure préalable. Indépendamment de l'adhésion aux qualités remarquables de cet ouvrage salué, à sa parution, par André Pieyre de Mandiargues, le Soleil Noir s'honora d'éditer ce livre pour l'arracher aux griffes de la censure mais aussi pour témoigner sa solidarité à Losfeld, le compagnon de toujours.

Partisan de la mise en commun de la pensée, José Pierre prend une part active à la vie des revues surréalistes dès son entrée dans le groupe. Il sera membre du comité de rédaction de *La Brèche* et, poursuivant jusqu'au bout l'aventure collective, il participera à *L'Archibras* et à la direction de *Coupure*. On lui doit encore l'indispensable édition chez Losfeld, en deux volumes (1980 et 1982), des *Tracts surréalistes et Déclarations collectives, 1922-1969*, qui constituent, par la pertinence de ses commentaires, la meilleure histoire du surréalisme écrite à ce jour. Au terme d'une vie de combats incessants pour maintenir, face à la confusion des médias et aux tentatives d'annexion par l'Université, une approche non réductrice du mouvement le plus émancipateur du siècle qui s'achève et de l'auteur des *Manifestes*, ce bretteur infatigable de la cause surréaliste laisse une cinquantaine de volumes à découvrir pour ne pas désespérer de la poésie, cette *« bouée phosphorescente dans le naufrage »*, ainsi que la qualifiait André Breton.

Jean-Michel Goutier

■ **RED NORVO**, vibraphoniste de jazz américain, est mort mardi 6 avril à Santa Monica, en Californie. De son vrai nom Kenneth Norville, Red Norvo était né à Beardstown (Illinois) le 31 mars 1908. Musicien autodidacte (piano et xylophone), il participe, dès l'âge de dix-sept ans, à divers orchestres à Chicago et commence sa carrière professionnelle en 1932, dans l'orchestre du violoniste Paul Whiteman. En 1934, Red Norvo innove avec la création d'un octette sans piano, puis forme un sextette en 1935 avant de diriger, de 1936 à 1939, avec le trompettiste et arrangeur Eddie Sauter, une moyenne formation de douze musiciens, parmi lesquels son épouse, la chanteuse Mildred Bailey. C'est durant cette période que le couple Norvo-Bailey est surnommé « Mr and Mrs Swing ». En 1945, Red Norvo, qui a opté pour le vibraphone en 1943, entre dans l'orchestre du clarinettiste Benny Goodman et en 1946 dans celui d'un autre clarinettiste, Woody Herman. Mais c'est surtout pour le trio avec le guitariste Tal Farlow et le contrebassiste Charles Mingus que le nom de Red Norvo reste attaché à l'histoire du jazz. Ce groupe sans batterie sera précurseur d'une forme de jazz proche de la musique de chambre, qui se popularisera dans les années 50. Après ce coup d'éclat, qui mettait en valeur son sens de l'espace et sa maîtrise de l'instrument, Red Norvo continue de diriger diverses formations et de participer à des séances d'enregistrements, jusqu'à une semi-retraite au milieu des années 70.

NOMINATIONS

Diplomatie

Alain Girma a été nommé ambassadeur à Trinité-et-Tobago, en remplacement de Pierre Ariola, par décret publié au *Journal officiel* du 10 avril.

[Né le 22 janvier 1948 à Sarlat (Dordogne), Alain Girma est licencié en droit. Il a été notamment en poste à Kigali (1972-1975), à Dakar (1980-1982), à Québec (1982-1985), à Moroni (1985-1988), à Washington (1991-1994) et à l'administration centrale du Quai d'Orsay. Depuis septembre 1994, Alain Girma était délégué dans les fonctions de sous-directeur d'Amérique du Nord à la direction d'Amérique au ministère des affaires étrangères.]

Maurice Portiche a été nommé ambassadeur au Burkina-Faso, en remplacement de François Cousin, par décret publié au *Journal officiel* du 10 avril.

[Né le 25 septembre 1946 à Haïphong (Vietnam), Maurice Portiche est licencié en droit et diplômé de l'Ecole nationale des langues orientales vivantes. Il a été notamment en poste à Vientiane (1975-1977), à Hongkong (1980-1984), à Pékin (1984-1989), à Osaka (1992-1993) et à l'administration centrale du Quai d'Orsay. Maurice Portiche a été aussi conseiller auprès de Jacques Toubon, ministre de la culture et de la francophonie d'avril 1993 à mai 1995. Depuis septembre 1995, il était consul général à Boston.]

INED

Bernard Pécheur, conseiller d'Etat, a été nommé président du conseil d'administration de l'Institut national d'études démographiques (INED), en remplacement de Jean-Claude Barreau, qui a occupé ces fonctions d'août 1989 à septembre 1998. **François Héran**, directeur de recherches à l'INED, a été nommé directeur de cet institut ; il succède à Patrick Festy, qui a occupé ces fonctions de septembre 1995 à septembre 1998 et qui était aussi directeur de recherches à l'INED.

[Né le 7 décembre 1950 à Fontainebleau (Seine-et-Marne), Bernard Pécheur est titulaire d'une maîtrise de droit public, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'Ecole nationale d'administration (1974-1976). Affecté au ministère de l'économie et des finances à sa sortie de l'ENA, il a été ensuite membre du cabinet de Laurent Fabius, ministre de l'industrie, puis premier ministre (1982-1985), avant d'être nommé au Conseil d'Etat au tour extérieur en novembre 1985. Il a été ensuite notamment conseiller social à la présidence de la République de mai 1988 à septembre 1989, directeur général de l'administration et de la fonction publique de septembre 1989 à décembre 1993, étant parallèlement président du comité de la gestion publique de l'OCDE de juin 1990 à décembre 1993.]

[Né le 18 mai 1953 à Laon (Aisne), ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé de philosophie, François Héran a consacré sa thèse de doctorat à *Figures et légendes de la parenté*. A la Casa de Velasquez à Madrid (1976-1979), puis à l'Institut français d'études andines à La Paz (1979-1980), il est entré à l'INED en 1980, étant parallèlement responsable de l'enquête « Contacts » sur la sociabilité des Français, à l'Insee. Nommé directeur de recherches à l'INED en 1989, il est chef de la division enquêtes et études démographiques à l'Insee de 1993 à 1997. Depuis 1998, François Héran était chargé de mission auprès du chef du département de la démographie à l'Insee.]

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* daté 5-6-7 avril est publié :

● **FNE** : un arrêté fixant les conditions d'adhésion et les droits des bénéficiaires des conventions d'allocations spéciales du Fonds national de l'emploi. L'Unedic devra participer au financement des allocations spéciales du FNE à hauteur de 50 % des recettes annuelles qu'elle encaisse au titre de la nouvelle contribution Delalande (*Le Monde* du 19 novembre 1998).

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Charles et Gabriële DELAURENT
ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille,

Mathilde,

née le 2 avril, à Copenhague, chez
Jeanne et Stephan.

4, place Léon-Blum,
75011 Paris.

Anniversaires de naissance

– Saint-Etienne. Saint-Raphaël. Beaune.

Eric TOURNIER,
chevalier des Palmes académiques,

quarante ans d'intelligence et de bonté.

Joyeux anniversaire.

Mariages

Laure DRIANT
et Xavier DARCOS,
sénateur et maire de Périgueux,

sont heureux de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité familiale, le 10 avril, en l'église Saint-Germain-des-Prés.

Décès

– Mme Albert Ayache,
sa maman,
Marie-Hélène et Jean-Charles El Ghouzzi,
Laurent, Marion, Muriel et Bastien,
Sa famille,
Ses amis,
ont la grande douleur d'annoncer la disparition brutale de

Claudine AYACHE,
professeur agrégé de russe,

le lundi 5 avril 1999.

Les obsèques auront lieu le mercredi 14 avril, à 16 heures, au cimetière parisien de Bagneux (Hauts-de-Seine), entrée principale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

CARNET DU MONDE
Fax : 01-42-17-21-36
Téléphone :
01-42-17-39-80
01-42-17-38-42
01-42-17-29-96

– Mme Edouard Bresset,
son épouse.
M. et Mme Stephan Bresset,
M. et Mme Gilles Bresset,
M. et Mme Michel Bibikoff,
ses enfants et ses petits-enfants,
M. et Mme Gabriel Bresset
et leurs enfants.
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Edouard BRESSET,

survenu le 9 avril 1999, à Paris-16e, à l'âge de soixante-douze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 13 avril, à 10 h 30, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, Paris-7e, place Saint-Thomas-d'Aquin, où l'on se réunira.

Dons à la Fondation des Hôpitaux de Paris.

6, avenue de Lamballe,
75016 Paris.

– Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication,
François Barré, directeur de l'architecture et du patrimoine,
L'ensemble du personnel de la direction de l'architecture et du patrimoine,
rendent hommage à la mémoire de

Jean FERAY,
inspecteur général
des Monuments historiques,

décédé le 5 avril 1999, et s'associent à la tristesse de sa famille et de ses proches.

Michel LALLEMANT,
professeur de chimie
à l'université de Bourgogne,

est décédé le 9 avril 1999, à l'âge de cinquante-huit ans.

Sa famille,
Et ses amis,
n'oublieront pas le courage exemplaire dont il a toujours fait preuve, et les moments intenses qu'ils ont partagés avec lui.

Philip SCHIFFMAN

est décédé le 4 avril 1999.

Il sera incinéré au crématorium du Père-Lachaise, mardi 13 avril, à 9 heures.

« Tu es arrivé comme un cadeau
un jour de Noël.
Tu t'es caché comme un œuf
un jour de Pâques.
Nous saurons toujours te retrouver...
Au soleil, sous un olivier... »
Ta famille et tes amis.

Remerciements

– Paule Schneersohn et ses enfants remercient tous ceux qui se sont associés à leur deuil par leur présence et leurs témoignages de sympathie et d'affection à la suite du décès de

Oscar SCHNEERSOHN.

Un service religieux sera célébré le mercredi 14 avril 1999, à 19 heures, à la synagogue de la rue Chasseloup-Laubat, Paris-15e.

Anniversaires de décès

– Il y a un an,

Bernard BARIOL

nous quittait.

Les militants et ses amis du Syndicat CFDT-Sonacotra ne l'ont pas oublié.

Ensemble, souvenons-nous.

– Saint-Didier-au-Mont-d'Or. Saint-Gilles. Lyon. Domartin. Levallois-Perret.

Jean DELUERMOZ,

dix ans déjà, 13 avril.

Cours

INSTITUT ALEPH-PARIS-XV
Stages intensifs individuels d'hébreu biblique et moderne ; analyse novatrice de la Bible ; initiation à la Kabbale : 01-40-61-06-67.

Conférences

AICP. Université Paris-I
Procès administratif
et CEDH. Actualité.
Intervenants : L. Richer ; J.-C. Bonichot ;
A. Lyon-Caen ; J.-P. Gohon.
Le 15 avril 1999, à 13 h 30.
Amphi Louis-Liard, place de la Sorbonne.

Séminaires

COLLÈGE INTERNATIONAL
DE PHILOSOPHIE

● Séminaire
Plinio Walder Prado : « Théorie de l'aspect et art de juger ».
16 avril, 7, 14 et 28 mai, 11 et 25 juin, 18 heures-20 heures, amphi B, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

L'accès à toutes les activités du Collège est libre et gratuit (dans la limite des places disponibles).
Renseignements sur salles, répondeur : 01-44-41-46-85. Autres renseignements : 01-44-41-46-80.

KIOSQUE

LE MONDE / MARDI 13 AVRIL 1999

EN VUE

■ Le roi **Fahd** d'Arabie saoudite enverra 2 000 tonnes de dattes au Kosovo *« pour aider ses frères musulmans sinistrés »*.

■ Samedi 10 avril, à Paris, place de la Sorbonne, deux cents militants manifestaient *« contre l'épuration ethnique au Kosovo »* ; à Toulouse, vingt mille chasseurs pour *« la chasse aux oiseaux migrateurs »*.

■ *« Je n'ai pas survécu à Auschwitz pour mourir sous les bombes américaines »*, déclare à **Steven Erlanger** du *New York Times*, **Aca Singer**, 76 ans, Belgradoise, présidente de la Fédération de la communauté juive de Yougoslavie.

■ Filant la métaphore, **Zhu Muzhi**, président de la Société chinoise des droits de l'homme, comparait, vendredi 9 avril, le Printemps de Pékin à l'ouverture d'une fenêtre et les manifestants de la place Tiananmen à des mouches qui *« sont entrées avec l'air frais »*.

■ Les chirurgiens ont recousu l'oreille de l'élève **Zhang**, coupée d'un coup de dents, au cours d'une dispute, par le professeur **Wei**, puis retrouvée par ses camarades dans la cour du lycée 163 de Pékin.

■ Un élève puni par le conseil de discipline, refusant de recevoir cent-cinquante-cinq coups de bâton sur la plante des pieds, sera exclu du lycée professionnel de Mefomo, au Cameroun.

■ Au moment où deux enseignants égyptiens étaient mis à pied pour s'être battus au couteau devant leurs élèves, la police arrêtait un professeur de l'université d'Assiout dépouillant dans les amphithéâtres les étudiantes de leurs chaînes en or.

■ Une mère de famille a réclamé le divorce, mardi 6 avril au Caire : son mari, comptable, à qui elle reprochait de porter une boucle d'oreille, l'avait rouée de coups.

■ Vendredi 9 avril, l'ayatollah **Mohammad Yazdi**, chef du pouvoir judiciaire, a demandé au gouvernement iranien de mettre fin au relâchement vestimentaire des femmes qui portent des sandales sans chaussettes, avec l'arrivée des beaux jours.

■ *« Je trouve absurde l'idée que la Nation tout entière baisouillera demain dans l'espoir d'avoir un enfant à la date convenue »*, s'affolait la porte-parole du département grossesse des services sociaux britanniques, à la veille du 10 avril, jour J pour concevoir le bébé de l'an 2000.

■ L'Eglise anglicane s'oppose à l'idée d'un tournoi de body-building pour célébrer la naissance du Christ, le 1er janvier 2000, où les haltères seraient remplacés par des crucifix.

Christian Colombani

Les souvenirs d'Alain Mafart fascinent les médias néo-zélandais

Quatorze ans après l'attentat contre le bateau de Greenpeace, les impressions de l'ancien agent des services secrets français sur la Nouvelle-Zélande et ses habitants ont surpris et choqué

LA PHOTO du *Rainbow Warrior* coulé dans le port d'Auckland en juillet 1985 a de nouveau fait la « une » en Nouvelle-Zélande, après la publication des *Carnets secrets d'un nageur de combat*, les Mémoires d'Alain Mafart, ancien agent secret qui fut au cœur de l'attentat contre le vaisseau de Greenpeace. Huit jours après que *Le Monde* a publié une interview de l'ancien agent de la DGSE, ainsi que quelques extraits de son livre (nos éditions du 1er avril), la presse néo-zélandaise s'est soudainement intéressée au contenu de ce nouveau récit.

Le principal quotidien national, le *New Zealand Herald*, y a consacré toute sa première page, le jeudi 8 avril, sous le titre : « L'agent révèle tout à propos du raid sur le *Rainbow Warrior* ». Le même soir, les journaux télévisés des deux chaînes de télévision y consacraient également un sujet. Les télévisions ont choisi de titrer sur le fait que, *« selon Alain Mafart, la France n'avait pas l'intention de faire de victimes »*, une affirmation qui a paru une insulte à Hanne Sorensen, équipière danoise à bord du *Rainbow Warrior* : *« Quand vous placez deux bombes sur un navire au milieu de la nuit et que vous n'avertissez pas auparavant, il faut s'attendre à tuer du monde. C'étaient des terroristes et des meurtriers, rien de plus »*, déclare-t-elle au *New Zealand Herald*.

The New Zealand Herald
Agent reveals all about Rainbow Warrior raid

Vendredi 9 avril, le même journal rapporte les propos d'un membre de Greenpeace selon lequel la DGSE aurait tenté d'éliminer ses deux agents en captivité, avant que les enquêteurs ne remontent la piste jusqu'à Paris.

L'autre aspect qui a retenu l'attention des médias locaux est la dénonciation par Alain Mafart de la Nouvelle-Zélande comme un pays où *« il est impossible de faire un geste sans être vu »* et où n'importe qui est un informateur potentiel pour la police. C'est, en effet, grâce à une série d'informations livrées par le grand public que les faux époux Turenge furent arrêtés. « Les voisins fouinards sont nécessaires », titre l'un des éditoriaux du *New Zealand Herald* : *« Du point de vue néo-zélandais, l'équipe a été perçue comme opérant soit comme de complets amateurs, soit avec une confiance en eux qui frisait l'arrogance. Dans les deux cas, ils ont tout fait pour se faire observer. Leur présence crevait les yeux. Cela dit, la volonté innée de rapporter les comportements suspects est une qualité dont on peut être fier (...). C'est sûrement mieux qu'une mentalité de "Ne nous en mêlons pas" que Mafart a sans doute rencontrée dans d'autres terrains d'opérations. »* L'éditorialiste se félicite que les propos d'un *« étranger qui a rejoint nos rives avec un projet destructeur il y a quatorze ans viennent nous rappeler la vraie valeur de cette attitude »*.

Dans le même quotidien, mais dans l'édition du lendemain, Ross Apelgren, condamné à perpétuité pour meurtre, se souvient des réflexions de son compagnon de cellule. Alain Mafart, *« un joueur de guitare très terre à terre »*, pestait, raconte-t-il, contre les Néo-Zélandais qui *« appelaient la police à la moindre occasion »*. Il se souvient aussi que l'agent secret avait rigolé en entendant le premier ministre de l'époque, David Lange, déclarer face aux pressions françaises pour les récupérer que les deux agents n'étaient *« pas à vendre »*.

Florence de Changy

DANS LA PRESSE

LCI
Pierre Luc Séguillon
■ Après dix-neuf jours de bombardements ininterrompus sur la Serbie et sur le Kosovo, quelles sont au juste les intentions de l'OTAN ? L'Organisation atlantique cherche-t-elle réellement un prolongement politique à cette opération armée ; ou bien se contente-t-elle de donner un habillage politique à la poursuite de cette guerre ? Veut-elle ramener Slobodan Milosevic à la table des négociations ; ou a-t-elle décidé d'écraser de bombes son pays jusqu'à sa reddition et sa disparition ? (...) Ces questions renvoient, bien sûr, à une interrogation plus fondamentale. S'il est acquis que les Américains dirigent militairement cette affaire, la maîtrise politique est-elle partagée par les alliés ou en revient-elle à la seule Amérique ? Pour tout le moins, la question mérite aujourd'hui d'être posée, tant les apparences plaident en faveur de cette dernière interprétation !

MARIANNE
Jean-François Kahn
■ On peut prévoir qu'à la fin des fins l'OTAN l'emportera. Alors la Yougoslavie aura été écrabouillée. *« Au prix de centaines de civils innocents tués »*, disions-nous. Nous nous sommes trompés. Il en faudra peut-être des milliers, ce qui, paraît-il, n'a aucune importance. Le Kosovo (qui aurait pu accéder à une vraie indépendance négociée) deviendra un protectorat américain sans statut, peuplé d'ex-réfugiés sans patrie. Les haines dans toute la région seront devenues inexpiables (...). Je dois le dire ici franchement : en quarante ans de journalisme, je n'ai, hélas, jamais, absolument jamais, même pendant la guerre d'Algérie, vécu un tel délire propagandiste, un tel terrorisme intellectuel, un tel déferlement de désinformations, un tel raz-de-marée de mensonges et d'intox, un tel bourrage de crâne !

LE FIGARO
Paul Guilbert
■ D'où vient que les frappes de l'OTAN rencontrent une si large adhésion de l'opinion française et européenne, au point d'étonner également ceux qui les approuvent et ceux qui les rejettent ? Sans doute faudra-t-il appliquer à l'année 1999 l'appellation de « crise de la conscience européenne », reprise d'un titre célèbre. Ne jamais oublier que les Quinze, réunis en sommet à Berlin à l'heure des premières frappes, les ont aussitôt avalisées, comme un engagement historique, en dépit de leurs guerres financières intestines. Ils découvraient que l'Europe dont ils débattaient était aussi un projet de civilisation, incompatible avec la présence du modèle Milosevic à ses portes.

THE DAILY TELEGRAPH
■ L'OTAN fêtera la semaine prochaine à Washington son cinquantième anniversaire. L'heure sera à l'auto-congratulation concernant le bilan passé de l'organisation. Mais ce qui est plus important est le défi immédiat lancé à son autorité, et même à son existence future, par Milosevic. De Washington devrait venir une claire définition des buts de l'Alliance – un Kosovo indépendant et non soumis à la partition – et les moyens nécessaires pour atteindre ces buts : une campagne aérienne renforcée et la constitution rapide d'une force d'invasion au sol. La drôle de guerre n'a que trop duré.

www.chirac.org

Un site de recherche d'emploi convivial et non commercial

PARMI les sites français consacrés à la recherche d'emploi, il en est un dont le nom semble mystérieux : « Concept hypertexte Internet rassemblant les acteurs contre le chômage ». Mais à y regarder de plus près, ce titre alambiqué ne vaut que par son sigle : CHIRAC. Il est l'œuvre d'un Bordelais de trente-sept ans, François Adoue, ingénieur commercial au chômage : *« J'avais la possibilité technique d'aider certaines personnes, et je voulais aussi montrer que j'étais capable de réaliser quelque chose, de garder l'esprit éveillé. »*

Au départ, François Adoue s'était contenté d'afficher son propre CV sur le Web, pour attirer l'attention d'un employeur. Puis, des amis, chômeurs ou désireux de changer d'emploi, lui ont demandé d'y ajouter le leur. Quand, le 14 juillet 1996, il entend le président de la République exhorter les Français à lutter ensemble contre le chômage, il a soudain l'idée de fonder un site Web pour l'emploi, ouvert à toutes les professions : *« La mayonnaise a pris, et grâce au petit coup de pouce de mon hébergeur Internet, CHIRAC est né sans trop de difficultés. »*



Il essaie à plusieurs reprises d'entrer en contact avec le chef de l'Etat pour connaître son opinion sur cette initiative, mais ne reçoit pas de réponse : *« Peut-être que l'Elysée ne veut ni la cautionner ni aller contre... »* Pour ne pas faire de jaloux, François Adoue a aussi créé des pages d'accueil JOSPIN (Jurade par ordinateur pour susciter des propositions d'emploi immédiates sur le Net), HUE (Hypertexte utile à l'emploi), LEOTARD (Lutte pour l'emploi par ordinateur tendant à une réembauche durable) et MADELIN (Multimédia aidant les demandeurs d'emploi à lutter grâce à Inter-net)

Son site affiche aujourd'hui près de 120 curriculum vitae, parfois accompagnés d'une photo et classés en 22 catégories : bâtiment, communication, métiers de bouche, secrétariat, journalisme... On trouve même quelques Canadiens francophones désireux de s'expatrier.

Avant de pouvoir afficher son annonce, l'internaute est tenu de verser une cotisation : *« Aucun prix n'est fixé, mais il est indispensable de faire un geste. Envoyez quelque chose en fonction de vos moyens, un timbre ou une coquette somme. »*

François Adoue estime que depuis sa création, CHIRAC a permis à une trentaine de personnes de retrouver du travail. Il devrait bientôt passer la main à une association, car grâce à son site il a, lui aussi, décroché un nouvel emploi dans sa région.

Anne Lippler

SUR LA TOILE

UMBERTO ECO
■ A l'occasion de la sortie de son nouveau livre, *Kant et l'ornithorynque*, Umberto Eco répondra aux questions de Tzvetan Todorov, spécialiste de sémiotique lors d'un entretien diffusé en direct sur Canal Web le mardi 13 avril à 15 h 30. L'opération est organisée en partenariat avec *Le Monde interactif*.
www.canalweb.net
www.lemonde.fr

FAUSSE NOUVELLE
■ Des inconnus ont affiché, mercredi 7 avril, sur Internet une fausse nouvelle concernant le rachat de la société américaine PairGain Technologies par des investisseurs israéliens, en prétendant que l'information émanait de la célèbre agence financière Bloomberg. En quelques heures le cours de l'action Pairgain a augmenté de 31 %, jusqu'à ce que la supercherie soit découverte. Pairgain et Bloomberg ont saisi la commission américaine de contrôle des opérations boursières. S'ils sont retrouvés aux Etats-Unis, les coupables risquent trente ans de prison et 1 million de dollars d'amende – *(AP.)*

Un opportun béret vert *par Alain Rollat*

LES STRATÈGES SERBES n'ont rien inventé dans la pratique de la guerre. Ils sèment la terreur, au Kosovo, parce qu'ils savent que c'est le seul moyen militaire de se débarrasser d'un adversaire résolu, sûr de son droit, cimenté par ses croyances et dont la cohésion est totale. Ils refont ce que faisait Attila quand il colportait le bruit que ses cavaliers étaient les pires d'entre les barbares, qu'ils se nourrissaient de viande crue et que l'herbe ne repoussait plus sous leurs galops.

Il y a même, dans le zèle de leurs miliciens – aussi paradoxal que cela paraisse de la part d'un peuple qui a tant souffert sous le joug de l'empire turc – quelque chose d'ottoman. La peur qu'inspire aux populations albanaises l'évocation des sinistres « tigres d'Arkan » perpétue celle dont furent victimes les populations serbes à l'époque où les empereurs ottomans semaient la terreur en décrivant leurs janissaires (du turc *geni çéri*, « nouvelle milice ») comme des *« bêtes féroces »*. La rumeur devient alors promesse d'atrocités.

Le recours à la force de l'image dans l'art contemporain des manœuvres psychologiques oblige les observateurs à une vigilance extrême. Il était de nouveau question d'Arkan et de ses « tigres » dans les premières images de télévision filmées à l'intérieur du Kosovo, du côté albanais, depuis le début de la guerre, et diffusées, dimanche soir, par toutes les chaînes. C'étaient des séquences tournées par une équipe turque, pour le compte de l'agence Associated Press, sous le contrôle de l'UCK. On n'y voyait pas grand-chose : un village détruit, incendié, désert.

Mais la caméra avait zoomé trois fois. Sur un béret vert, perdu, ou abandonné, au bord du chemin. Sur quelques vêtements ensanglantés, trouvés, ou disposés, à côté du béret. Sur une douille de gros calibre éjectée, ou posée, à proximité du béret. Or, ledit béret portait l'aigle blanc, l'insigne des commandos d'Arkan. La charge émotionnelle de ces trois gros plans correspondait donc à la vérité annoncée, attendue, souhaitée, si l'on ose dire, par l'état-major pro-albanais : il y avait de l'atrocité dans l'air.

Sans doute massacres y a-t-il eu. Peut-être charniers y aura-t-il. Mais, faute de preuves, que dire, sur l'instant, de ces images ? Pièces à conviction ou contre-propagande ?

Personne n'est tombé dans le piège de l'interprétation suggérée. Invité à *« décrypter »* ces images, l'un des reporters de France 2, Jérôme Bony, s'est borné à répondre qu'il n'en ferait rien tant qu'il ne pourrait pas *« aller voir »* sur place. C'était sagesse de sa part. Les chercheurs de vérité s'honorent d'avancer à tâtons.

هكذا من الأصل

LUNDI 12 AVRIL

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.20 Internautes à tout prix. Forum Planète
23.20 La Conquête spatiale, *pour quoi faire ?* Forum Planète

MAGAZINES

18.30 Nulle part ailleurs. Avec Vincenzo Natali, Femi Kuti, Véronique Vial, Catherine Breillat, Caroline Ducey, Rocco Siffredi, Maurice G. Dantec. Canal +
19.10 et 0.10 Le Rendez-vous. Boutros Boutros-Ghali. LCI
20.10 Culture. Sydney Lumet ; Andrea Bocelli. LCI
20.55 Quelle histoire ! Avec Julie Raynaud, Jean-Louis Beaucarnot. France 2
21.00 Lundi soir. Invités : Michel Platini et Nicolas Sarkozy. Eurosport
21.05 Le Point. Pollution en République tchèque. *Familles «gay».* TV 5
22.40 Le Journal de l'Economie. Louis Gallois. LCI
22.50 Mots croisés. Spécial Kosovo. Avec Bernard Kouchner, Max Gallo, Alain Madelin, Charles Pasqua, Bernard-Henri Lévy. France 2
0.45 Le Cercle. Provocateurs en scène. Invité : Tonton David. France 2

DOCUMENTAIRES

19.00 Nature. Sauver les blés. Arte
19.25 Sita et son fils. Les tigres du Bandhavgarh. Odyssée
19.45 Lonely Planet. La Jamaïque. Planète
20.15 Reportage. Une guerre absurde. Arte
22.30 Les Coulisses du «Royal Opera» de Londres. [4/6]. Planète
22.35 *Etat des lieux :* le Botswana. Odyssée
0.15 Le Printemps sud-africain. [1/2]. Planète
0.35 La Danse des dieux. Odyssée
0.40 La Case de l'Oncle Doc. Celles qu'on appelle les malgré-elles. France 3

MUSIQUE

20.00 Hélène Grimand joue Bach, Beethoven et Brahms. Hélène Grimaud, piano. Muzzik
21.00 Les Maîtres chanteurs de Nuremberg. Opéra de Wagner. Par l'Orchestre de l'Australian Opera de Sydney, dir. sir Charles Mackerras. Muzzik
21.40 Concerti grossi 1, 3, 10, 11 et «La Follia», de Corelli. Par I Solisti Veneti, dir. Claudio Scimone. Mezzo
22.45 Concertos nº 3, de Beethoven, et nº 1, de Brahms. Arthur Rubinstein, piano. Mezzo
0.10 Schubert, Chopin et Brahms par Rubinstein. Mezzo
0.30 Paul McCartney. Charlotte 93. Canal Jimmy
0.55 Jazz 6. Artie Show : «Time Is All You Got». M 6

TÉLÉFILMS

20.30 Rêveuse jeunesse. Nadine Trintignant. Festival
20.50 Fugue en Ré. *Christian Faure.* TF 1
22.05 Princesse Alexandra. Denis Amar [1 et 2/2]. Festival
23.05 Billy. Marcel Bluwal. 13ème Rue

COURTS MÉTRAGES

22.45 Courts au 13. *Franz Kafka's it's Wonderful World.* Peter Capaldi. 13ème Rue
0.50 Court-circuit. *TK Project.* Wong Kar-Wai. *Eclats de lumière.* Kim Jin-Han. Arte

SÉRIES

20.13 Alfred Hitchcock présente. *Le petit homme.* 13ème Rue
20.15 Ellen. Not so Great Expectations. RTL 9
20.40 Docteur Quinn. L'épidémie. Série Club
21.35 New York Police Blues. Tout nouveau, tout beau. Canal Jimmy
22.20 The Sentinel. Un ange dans la nuit. TSR
23.05 Buffy contre les vampires. Réminiscence. Série Club
23.10 Profiler. Modus operandi. O. TSR
0.00 New York Police Blues. Souvenirs de jeunesse. TSR

Le Monde TÉLÉVISION

FRANCE-MUSIQUE

9.30 Le Temps des musiciens
Le trait de génie de Wagner fut de transposer sur la scène le temps même de la vie en tournant le dos aux conventions du théâtre lyrique : il joue avec la perception psychologique de la durée. Par les transitions insensibles d'un état à un autre, par la substitution de la mélodie infinie aux airs « clos », il a révolutionné l'opéra en le ramenant à ses origines, à Monteverdi. Du lundi au vendredi.

ARTE

20.45 L'Ami américain ■ ■
C'est une adaptation du *Ripley s'amuse* de Patricia Highsmith. Pour Wim Wenders, l'aspect thriller de l'intrigue n'a servi qu'à épaissir les ombres des personnages. Dans une mise en scène géométrique, précise, véritable hommage à Fritz Lang, l'angoisse vient des comportements ténébreux, des décors urbains, béton, verre, acier, aérogares, trains... La fin est splendide. En v.o.

FRANCE 3

0.40 Celles qu'on appelle les « malgré-elles »
Le sort des milliers d'Alsaciennes et Mosellanes obligées de travailler pour le Reich entre 1942 et 1944 est quasiment passé inaperçu. Ce document signé Nina Barbier rend justice à ces femmes. Enrôlées *dans le Reich Arbeitdienst, elles* étaient soumises à une surveillance étroite. Elles ont dû lutter pour obtenir le statut d'anciens combattants.

FILMS

20.45 L'Ami américain ■ ■ Wim Wenders (Allemagne, 1977, v.o., 120 min) O. Arte
20.50 Willow ■ ■ Ron Howard. Avec Val Kilmer, Warwick Davis (Etats-Unis, 1988, 135 min) O. M 6
20.55 Le Moment de la vérité ■ ■ Francesco Rosi (Italie - Espagne, 1965, 110 min) O. TMC
21.15 Les Deux Anglaises et le Continent ■ ■ François Truffaut (France, 1971, 135 min) O. Cinétoile
22.05 Hana-bi, feux d'artifices ■ ■ Takeshi Kitano (Japon, 1997, v.o., 105 min) O. Canal +
22.15 Le petit prince a dit ■ ■ ■ Christine Pascal (France, 1992, 105 min) O. TV 5
22.20 L'Equipée sauvage ■ ■ ■ Laslo Benedek (Etats-Unis, 1953, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classics
22.25 Marion ■ ■ Manuel Poirier (France, 1996, 105 min) O. Cinéstar 1
22.30 L'Aventure intérieure ■ ■ Joe Dante (Etats-Unis, 1987, 120 min) O. Canal Jimmy
22.35 Un homme parmi les loups ■ ■ Carroll Ballard (Etats-Unis, 1983, v.o., 105 min) O. Ciné Cinéma 1
22.45 L'Année du chien ■ ■ Semion Aranovitch (France - Russie, 1993, v.o., 125 min) O. Arte
23.00 Napoléon ■ ■ ■ Abel Gance. [2/3] (France, 1926, muet, N., 120 min) O. Histoire
23.00 Trois femmes ■ ■ ■ Robert Altman (Etats-Unis, 1977, 120 min) O. Téva
23.15 Nuit d'été en ville ■ ■ Michel Deville (France, 1990, 85 min) O. France 3
0.00 Violent Cop ■ ■ Takeshi Kitano (Japon, 1989, v.o., 99 min) O. Canal +

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

18.25 Exclusif.
19.05 Le Bigdil.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Fugue en Ré. Téléfilm. Christian Faure. O.
22.35 Y a pas photo !
0.05 F 1 magazine.
0.40 Chapeau melon et bottes de cuir. Méfiez-vous des morts. O.
1.35 Rallye.
1.40 TF 1 nuit, Météo.
1.55 Mode in France. [7/8].

FRANCE 2

18.45 Et un, et deux, et trois.
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 Qui est qui ?
20.00 Journal, Météo.
20.55 Quelle histoire !
22.50 Mots croisés. Spéciale Kosovo.
0.25 Journal, Météo.
0.45 Le Cercle. Provocateurs en scène.
2.05 Histoires courtes. *Stop.* Rodolphe Marconi. O.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Cosby. O.
20.35 Tout le sport.
20.55 Toutes peines confondues ■ Film. Michel Deville. O.
22.45 Météo, Soir 3.
23.10 L'Euro, mode d'emploi.
23.15 Nuit d'été en ville ■ ■ Film. Michel Deville. O.
0.40 La Case de l'Oncle Doc. Celles qu'on appelle les malgré-elles.

CANAL +

▶ En clair jusqu'à 20.40
18.30 Nulle part ailleurs.
20.30 Pas si vite.
20.40 Anaconda, le prédateur ■ Film. Luis Llosa. O.
22.04 Les Sales Blagues de l'Echo. Chronique du monde rural. O.
22.04 Soirée Kitano. 22.05 Hana-bi, feux d'artifices ■ ■ Film. Takeshi Kitano (v.o.). O. 23.50 L'Enigme Kitano. 0.00 Violent Cop ■ ■ Film. Takeshi Kitano (v.o.). O.
1.40 Boxe hebdo.

ARTE

19.00 Nature. Sauver les blés.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 Reportage. Une guerre absurde.
20.45 L'Ami américain ■ Film. Wim Wenders (v.o.). O.
22.45 L'Année *du* chien ■ ■ Film. Semion Aranovitch (v.o.). O.
0.50 Court-circuit. *TK Project.* (v.o.). O. *Eclats de lumière.* O.
1.15 L'Albatros ■ Film. Jean-Pierre Mocky. O.

M 6

19.20 Mariés, deux enfants. O.
19.50 et 0.50 Rallye.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Notre belle famille. O.
20.40 Décrochage info, Les Produits stars.
20.50 Willow ■ ■ Film. Ron Howard. O.
23.05 Quand j'avais cinq ans, je m'ai tué ■ Film. Jean-Claude Sussfeld. O.
0.55 Jazz 6.

RADIO

FRANCE-CULTURE

19.45 Les Enjeux internationaux.
20.02 Les Chemins de la musique. [1/5].
20.30 Agora. Danièle Hervieu-Léger.
21.00 L'Histoire en direct. 1938 : La bataille des euromissiles.
22.10 Fiction. [1/5].
23.00 Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert. Fazil Say, piano : Œuvres de Bach, Liszt, Busoni.
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Campo, Einaudi.
23.07 Le Bel Aujourd'hui. Festival de musique contemporaine de Donaueschingen. Œuvres de Huber, Hosokawa, Shapira, Dillon.

RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. Œuvres de Beethoven. 20.40 Bedrich Smetana. Œuvres de Smetana : Le Carnaval de Prague, par l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise, dir. R. Kubelik ; Œuvres de Liszt, Gade, Smetana.
22.36 Les Soirées... (suite). Œuvres de Schubert, Mendelssohn, Mozart.

MARDI 13 AVRIL

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.20 Pompéi, découverte d'un monde perdu. Forum Planète

MAGAZINES

10.40 Droit d'auteurs. Invités : Frédéric Napoléon, André Kaspi, Dominique Sigaud, Carlo Brandt, Clara Gaymard, Jean-Marie Guéhenno. La Cinquième
13.05 Argent public. Jussieu. Les primes des fonctionnaires. Les JO et après. Avec Noël Mamère, Yves Cannac. TV 5
14.30 La Cinquième rencontre... Santé, science : L'obésité. La Cinquième
15.05 C'est ouvert le samedi. Le carillonneur d'aussois ; La clinique des phoques ; Ma tata en Roumanie ; L'épicier solidaire ; Hubert-Félix Thiéfaine en tournée. Canal +
17.15 Le Débat de Pierre-Luc Séguillon. LCI
18.00 Stars en stock. James Stewart. Audrey Hepburn. Paris Première
18.30 Nulle part ailleurs. Invités : José Garcia, Harvey Weinstein ; Belphégor ; Urban Dance Squad. Canal +
19.10 et 0.10 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. LCI
20.00 20 h Paris Première. Akhenaton. Paris Première
20.50 De quel droit ? Voisins, propriétaires, locataires : qui fait la loi ? M 6
21.00 Le Gai Savoir. Faut-il encore célébrer De Gaulle ? Invités : Jean-Marie Colombani, directeur du *Monde* ; Pierre Messmer ; Jean-Louis Debré ; Nicolas Tenzer ; Roger Caratini. Paris Première
21.05 Temps présent. La fuite des cerveaux. TV 5
22.50 La Vie à l'endroit. Voyage insolite à l'aéroport de Roissy. France 2
23.05 Comment ça va ? Incontinence urinaire : délit de fuites. Le médecin informatique. Brûlures d'estomac : mal de la vie moderne ? Comment ça marche : le reflux gastro-oesophagien. France 3
0.30 Zone interdite. Adolescence : attention dangers. M 6
1.25 Saga-Cités. Stop à la violence : le Manifeste des jeunes contre la violence. France 3

DOCUMENTAIRES

17.20 Cinq colonnes à la une. Planète
18.30 Des animaux et des hommes. Sur les traces de l'ours argenté. Odyssée
18.45 L'Etat de la Palestine. Les épines de la paix. Planète
19.00 Inde, naissance d'une nation. Le cinéma. Odyssée
19.30 Trois peintres. [1/3]. Bruegel. Odyssée
20.05 Les Tribus indiennes. Les Séminoles. Planète
20.10 Les Mineurs de glace. Odyssée
20.15 Faussaires en action. Arte
20.35 L'Autre Algérie. *Les enfants d'El Manar.* Planète
20.40 La Vie en face. Destinataire inconnu. Arte
20.40 Carnets de vol. A fond les fumigènes ! Odyssée
20.45 Les Descendants. [10/13]. Les Tolstoï. Histoire
20.45 Eugène Delacroix. Mezzo
21.30 Sexe, mensonges et Jerzy Kosinski. Planète
21.35 Public Housing. Le logement social vu par Wiseman. Arte
21.50 Un siècle d'aviation. [2/4]. Un siècle d'aviation militaire française. Histoire
22.30 Joseph Mustacchi, dit Georges Moustaki. Odyssée
22.45 Lonely Planet. [12/26]. La Jamaïque. Planète
23.00 Les Celtes. [6/6]. L'héritage. Histoire
23.25 Vatikan. Jean XXIII et le renouveau. Odyssée
0.05 Sur la piste du crime. [2/3]. Scène de crime. TSR
0.15 Histoire de l'eau. [2/4]. Ses différentes utilisations. Odyssée
0.30 Dans les coulisses de... Mon Trésor. France 3

SPORTS EN DIRECT

14.30 Tennis. Tournoi messieurs de Barcelone. Eurosport
20.00 Hockey sur glace. Championnat de France. Finale. AB Sport
20.30 Football. Championnat de D 1. Rennes - Lens. Canal +
20.30 Boxe. Poids moyens : Andras Galfi (Hong.) - Mohamed Hissani (Fr.). Poids welters : Andreï Pestriaev (Kaz) - adversaire à préciser. Eurosport

MUSIQUE

18.00 Bela Fleck & The Flecktones. Montréal 1998. Muzzik
19.30 Des Knaben Wunderhorn, de Mahler. Avec Lucia Popp, soprano ; Walton Groenroos, baryton. Par l'Orchestre philharmonique d'Israël, dir. Leonard Bernstein. Mezzo
19.35 Le Quatuor Huberman joue Schubert et Dvorak. Muzzik
20.59 Soirée Richard Wagner. *21.00 Les Wesendonck Lieder,* de Wagner. Avec Ortrun Wenkel, contralto. Par l'Orchestre de la Suisse italienne, dir. Hans Werner Henze. 21.25 Leinsdorf dirige Wagner. Avec l'Orchestre symphonique du Südwestfunk de Baden-Baden, dir. Erich Leinsdorf. Muzzik
21.40 La Symphonie fantastique, de Berlioz. Par l'Orchestre révolutionnaire et romantique, dir. John Eliot Gardiner. Mezzo
22.45 Requiem, de Verdi. Par l'Orchestre et les Chœurs de la Scala de Milan, dir. Herbert von Karajan. Réalisation. Henri-Georges Clouzot. Mezzo

TÉLÉFILMS

17.25 Meurtres pour mémoire. Laurent Heynemann. Festival
18.30 La Porte du passé. Gary Nelson [2/2]. Téva
20.30 Des années déchirées. Rachid Bouchareb. Festival
20.45 Entre femme et loup. Ben Bolt. 13ème Rue
21.20 La Tresse d'Aminata. Dominique Baron. RTBF 1
22.00 Voltaire, ce diable d'homme. Marcel Camus [1/3]. Festival
22.15 Les Alsaciens ou les Deux Mathilde. Michel Favart [4/4]. TV 5
22.45 Fausse piste. James Frawley. M 6

SÉRIES

17.00 Au nom de la loi. L'héritier. La Cinquième
20.10 Campus Show. Histoire au coin du feu. Série Club
20.13 Alfred Hitchcock présente. Insomnie. 13ème Rue
20.15 Ellen. Kiss My Bum. RTL 9
20.40 The Practice. Le sens du devoir. La vérité et ses conséquences. Série Club
20.55 La Vie à cinq. [1/2]. La fin d'une époque. Téva
21.00 Seinfeld. Une histoire à la gomme. Canal Jimmy
21.45 Ally McBeal. You Never Can Tell (v.o.). Téva
22.35 High Secret City. Droit de passage. Le temps d'une berceuse. TF 1
23.25 Star Trek, la nouvelle génération. [2/2]. La pierre de Gol (v.o.). Canal Jimmy
0.15 Star Trek, Deep Space Nine. Melora (v.o.). Canal Jimmy

Le Monde TÉLÉVISION

CINÉ CINÉMA 2

18.25 Sailor et Lula ■ ■
Ce film de David Lynch, qui créa la surprise, remporta la Palme d'or du Festival de Cannes, en 1990. C'est l'adaptation déjantée d'un polar tordu de Barry Gifford. Musique hard-rock, images explosives, violentes, horrifiques, couleurs frisant l'onirisme. Les fantasmes de l'Amérique contemporaine dans une œuvre qui tient du conte de mauvaise fée et du road movie initiatique. En v.o.

ARTE

21.30 Public Housing
En trente ans et vingt-sept films, Frederick Wiseman, spécialiste des *plongées de* longue durée et observateur attentif de l'Amérique, a, pour *Public Housing,* vécu six semaines dans un quartier déshérité de Chicago où les habitants sont noirs et les « problèmes » multiples. Résultat : un film de 195 minutes. Aucun commentaire. Rien qu'un regard attentif qui donne à voir la vie. En v.o.

FRANCE 2

22.55 La Vie à l'endroit
Mireille Dumas s'empare d'un sujet très classique : la vie d'un grand aéroport, Roissy. Notre « insistante sociale » parvient, encore une fois, à obtenir un ton différent. Mais reste une impression de superficialité. Plutôt que sur les caprices ou la gentillesse des hôtes de marque, on aurait aussi aimé *s'attarder sur les révoltes de passagers* et les contrôles de l'immigration. L'« endroit » appelle l'envers.

FILMS

14.15 et 18.15 Le petit prince a dit ■ ■ ■ Christine Pascal (France, 1992, 105 min) O. TV 5
14.15 Arthur Rubinstein, l'amour de la vie ■ ■ François Reichenbach (France, 1968, 90 min) O. Mezzo
16.20 Ce soir rien de nouveau ■ ■ Mario Mattoli (Italie, 1942, N., v.o., 100 min) O. Ciné Classics
18.00 L'Invincible Armada ■ ■ William K. Howard (Grande-Bretagne, 1937, N., v.o., 90 min) O. Ciné Classics

COLLECTION CHRISTOPHE L.

18.25 Sailor et Lula ■ ■ David Lynch. Avec Nicolas Cage, Laura Dern (Etats-Unis, 1989, v.o., 125 min) O. Ciné Cinéma 3
18.30 Napoléon ■ ■ ■ Abel Gance. [2/3] (France, 1926, N., muet, 120 min) O. Histoire
19.30 La Croisière du Navigator ■ ■ ■ Buster Keaton et Donald Crisp (Etats-Unis, 1924, N., v.o., muet, 60 min) O. Ciné Classics
20.30 Les Granges brûlées ■ ■ Jean Chapot (France, 1973, 100 min) O. Ciné Cinéma 1
20.40 Les Aristochats ■ ■ Wolfgang Reitherman (Etats-Unis, 1970, 90 min) O. Disney Channel
22.05 Un homme parmi les loups ■ ■ Carroll Ballard (Etats-Unis, 1983, v.o., 105 min) O. Ciné Cinéma 3
22.10 Petits meurtres entre amis ■ ■ Danny Boyle (Grande-Bretagne, 1994, 90 min) O. Cinéstar 1
22.35 Une vraie blonde ■ ■ Tom DiCillo (Etats-Unis, 1998, v.o., 100 min) O. Canal +
22.35 L'Argent de la vieille ■ ■ ■ Luigi Comencini (Italie, 1972, v.o., 115 min) O. Paris Première
23.00 Poil de Carotte ■ ■ ■ Julien Duvivier (France, 1932, N., 90 min) O. Cinétoile
23.10 La Nuit du loup-garou ■ ■ Terence Fisher (Grande-Bretagne, 1961, 90 min) O. 13ème Rue

COLLECTION CHRISTOPHE L.

0.55 L'Ami américain ■ ■ Wim Wenders. Avec Bruno Ganz, Dennis Hopper (Allemagne, 1977, v.o., 125 min) O. Arte
1.30 Chercheuses d'or 1935 ■ ■ ■ Busby Berkeley (1935, v.o., 95 min) O. Ciné Classics

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

16.50 Sunset Beach. O.
17.35 Melrose Place. O.
18.25 Exclusif.
19.05 Le Bigdil.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Hercule et Sherlock. Film. Jeannot Szwarc. O.
22.35 High Secret City, la ville du grand secret. Droit de passage. O. Le temps d'une berceuse. O.
0.15 Minuit sport. Spécial glisse.
0.55 Rallye.
1.00 TF 1 nuit, Météo.

FRANCE 2

16.00 La Chance aux chansons.
16.45 Des chiffres et des lettres.
17.10 et 22.35 Un livre, des livres.
17.15 Cap des Pins. O.
17.50 Hartley, cœurs à vif. O.
18.45 Et un, et deux, et trois.
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 Qui est qui ?
20.00 Journal, Météo.
20.55 L'Etudiante. Film. Claude Pinoteau. O.
22.40 Bouche à oreille.
22.50 La Vie à l'endroit. Voyage insolite à l'aéroport de Roissy.
0.35 L'Euro, Journal, Météo.
1.05 Le Cercle. Antisémitisme, la justice nécessaire.

FRANCE 3

17.45 Le Kadox.
18.18 L'Euro, mode d'emploi.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Cosby. O.
20.35 Tout le sport.
20.55 Patinage artistique. Les Masters Miko.
22.35 Météo, Soir 3.
23.05 Comment ça va ? Incontinence urinaire : délit de fuites.
0.00 Magazine olympique.
0.30 Dans les coulisses de... Mon Trésor.
1.25 Saga-Cités. Stop à la violence : le Manifeste des jeunes contre la violence.
1.50 Nocturnales. Semaine des concerts d'Oslo : Camille Saint-Saëns et Geirr Tveitt.

CANAL +

16.20 Le Bossu ■ Film. Philippe de Broca. O.
▶ En clair jusqu'à 20.30
18.30 Nulle part ailleurs.
20.30 Football. *Championnat de D 1.* Rennes - Lens.
22.30 Les Sales Blagues de l'Echo. Le cerveau, cet inconnu. O.
22.35 Une vraie blonde ■ ■ Film. Tom DiCillo (v.o.). O.
0.25 Football. Championnat de D 1. Match décalé de la 29e journée : Bastia - Sochaux.

LA CINQUIÈME/ARTE

16.30 Les Dessous de la Terre. [1/2].
17.00 Au nom de la loi. O.
17.30 100 % question.
17.55 Le Futur en marche. [2/21].
18.20 Météo.
18.30 Le Monde des animaux.
19.00 Archimède.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 Reportage. Faussaires en action.
20.40 La Vie en face. Destinataire inconnu.
21.30 Thema. Public Housing : le logement social vu par Wiseman. 21.35 Public Housing. Le logement social vu par Wiseman. Documentaire. Frederick Wiseman.
0.55 L'Ami américain ■ ■ Film. Wim Wenders (v.o.). O.

M 6

17.35 Agence Acapulco. O.
18.25 Lois et Clark. O.
19.20 Mariés, deux enfants. O.
19.50 et 0.20 Rallye. Rallye de Tunisie.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Notre belle famille. O.
20.40 Décrochage info, E = M6 découverte. Le courant de l'eau.
20.50 De quel droit ? Voisins, propriétaires, locataires : qui fait la loi ?
22.45 Mardi suspense. Fausse piste. Téléfilm. James Frawley. O.
0.25 La Minute Internet.
0.30 Zone interdite. Adolescence : attention dangers.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.02 Les Chemins de la musique. [2/5].
20.30 Agora. Joseph Perez (*L'Espagne de Philippe II*).
21.00 Poésie studio. Spécial Québec.
22.10 Mauvais genres. Invité : Jean Marie Lo Duca.
23.00 Nuits magnétiques. Et si on la tournait ? [1/2].
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

19.00 Jazz, suivez le thème. Blue in Green.
19.40 Prélude.
20.00 Concert. *Par l'Orchestre de l'Opéra* national de Paris, dir. Georges Prêtre. Œuvres de Poulenc, Chabrier.
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Agobert, Vivier.
23.07 Le Dialogue des muses. Œuvres de De Torres.

RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. *Symphonie,* de Kraus, par l'Orchestre de chambre suédois, dir. Petter Sundkvist. 20.40 Festival international de musique de chambre de Jérusalem. Œuvres de Beethoven, Brahms, R. Schumann.
22.23 Les Soirées... (suite). Œuvres de Roussel, Pierné, Magnard.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA
O Tous publics
O Accord parental souhaitable
O Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
O *Public adulte* Interdit aux moins de 16 ans
O Interdit aux moins de 18 ans

Les cotes des films
■ On peut voir
■ ■ A ne pas manquer
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique

Les symboles spéciaux de Canal +
DD Dernière diffusion
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants

مكبرا من الأصل 150

IMMOBILIER

NEUF ET RÉSIDENTIEL

PARIS

11e arrondissement

11/15A, rue Godefroy Cavaignac
75011 Paris
à 50 m du Métro Voltaire et
à 100 m du Métro Faidherbe

Réalisation : SEFIMA
40/42, avenue Raymond Poincaré
75782 PARIS CEDEX 16
Tél. : 01 55 73 00 10

DES APPARTEMENTS DE CHARME SUR JARDIN DU STUDIO AU 5 PIÈCES.

Au cœur du Paris traditionnel, profitez au quotidien du charme d'une vie de quartier Parisien et du calme d'un jardin intérieur. Très bien situé. Paris XI est à 10 minutes du Châtelet et à proximité de la mairie, des écoles, et des lycées.

Livraison 3ème trimestre 2000.

Bureau de vente : 11/15 A, rue Godefroy Cavaignac Paris 11e, ouvert tous les jours de 14 h à 19 h, sauf mardi et mercredi.
Téléphone 01 43 73 40 64

SEFIMA

15e arrondissement

Villa Régnier
75015 Paris - Métro Volontaires

DERNIÈRES OPPORTUNITÉS PÉRISSOL

Réalisation :
Groupe BOUYGUES IMMOBILIER
150, route de la Reine
92100 Boulogne
http//www.bouygues-immobilier.com

PRIX DE LANCEMENT

Proche du métro Volontaires et de Vaugirard, une résidence pleine de charme de 11 appartements, dans une rue calme et résidentielle. Venez découvrir les 6 derniers appartements disponibles.

Information et vente :
01 55 38 25 38
du lundi au vendredi
de 9 h à 19 h

Bouygues Immobilier

16e arrondissement

Les Jardins de la Fontaine
28, rue de la Fontaine
75016 PARIS
Entre Auteuil et Passy

Réalisation : COPRIM
Commercialisation : GEFIC
Tél. bureau de vente
01 55 21 70 70

DU STUDIO AU 3 PIÈCES IDÉAL POUR PIED À TERRE

Découvrez le charme d'un jardin secret agrémenté d'une ancienne fontaine et de part et d'autre, des appartements haut de gamme prolongés de vastes balcons. Livraison cours du second trimestre 99. Réalisation de standing et prestations de qualité, parquet de chêne, marbre dans salle de bains, portes intérieures moulurées, vidéophone et portes palières blindées. Réalisation COPRIM. Commercialisation GEFIC.
Bureau de vente : ouvert sur place du lundi au vendredi de 14h à 19h. le samedi de 10h30 à 12h30 et de 14h à 19h.
Tél. 01 40 50 12 10

GEFIC

19e arrondissement

Les allées Cantates
Parc des Musiciens
Rue Adolphe Mille
75019 PARIS
A 200 m du métro Porte de Pantin
LANCEMENT

Réalisation : SOFERIM.
Commercialisation :
ASTEAM CONSEIL
Tél : 01 42 45 17 57

DU STUDIO AU 5 PIÈCES - À PARTIR DE 17 500 F/M2 HORS PARKING. AMORTISSEMENT PÉRISSOL

Au cœur du Parc des Musiciens, la nouvelle résidence des Allées Cantates s'inscrit dans un environnement privilégié : entre Parc et jardins. L'architecture parisienne, en pierre, briques et zinc, les jardins privatifs entourés de grilles, les larges balcons orientés au sud, concourent à la qualité de cette réalisation.
48 appartements disponibles.
Prestations de standing : parquet chêne dans les séjours et entrées, chauffage norme Vivrelec. Chape flottante, digicodes, vidéophones, portes blindées, label Qualitel.
Bureau de vente sur place : rue Adolphe Mille - 75019 Paris, ouvert tous les jours de 14h à 19h et le samedi de 10h à 13h.

SOFERIM PLACE DE LA MADELEINE

Les Allées Buissonnières
Parc des Musiciens
rue Adolphe Mille - 75019 Paris

Réalisation : SOFERIM
Commercialisation
ASTEAM CONSEIL

A 200 m du métro Porte de Pantin

LIVRAISON IMMÉDIATE.
Reste quelques appartements exceptionnels avec terrasse sur Parc de la Villette et Paris.
Appartement décoré.
Amortissement Périssol : nous consulter.
Bureau de vente sur place ouvert 7 jours sur 7 de 14h à 19h et le samedi de 10h à 13h Rue Adolphe Mille, 75019 Paris.
Tél. 01 42 45 17 59 ou n° vert 0 800 534 524.

SOFERIM PLACE DE LA MADELEINE

Résidence Paris Buttes-Chaumont
75019 Paris

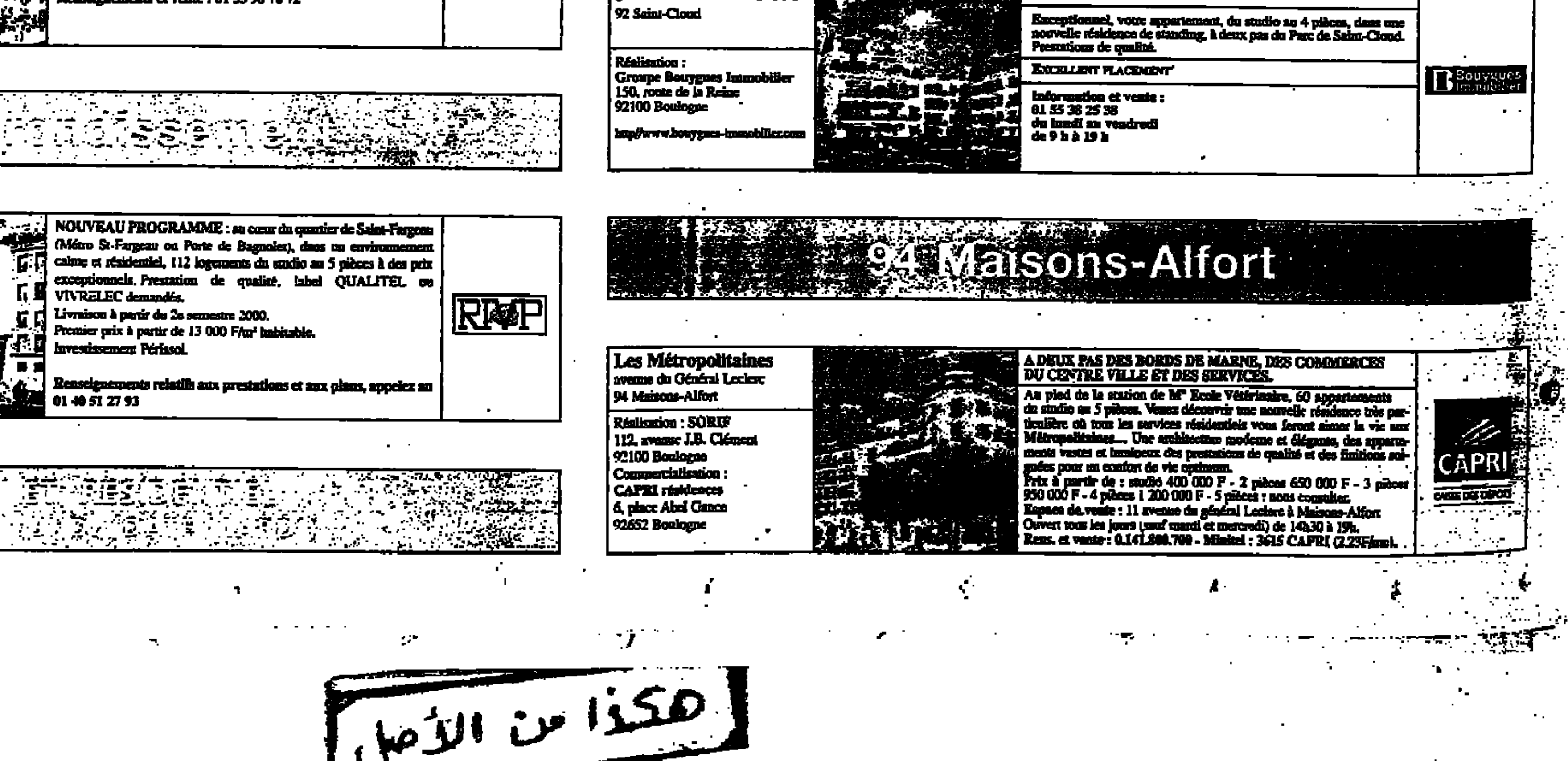
Réalisation :
PIERRE & VACANCES

NOUVEAU PROGRAMME DÉFISCALISATION PÉRISSOL

Investissez dans une résidence de qualité à deux pas du parc des Buttes-Chaumont et bénéficiez des avantages fiscaux de l'amortissement Périssol : économies d'impôts, récupération de la TVA, rentabilité nette garantie pendant 9 ans.

Renseignements et vente : 01 53 98 78 72

PIERRE & VACANCES



20e arrondissement

Les Hauts de Saint-Fargeau
75020 PARIS

Réalisation :
RIVP
4, Place Saint-Thomas d'Aquin.
75341 Paris Cedex 07

NOUVEAU PROGRAMME : au cœur du quartier de Saint-Fargeau (Métro St-Fargeau ou Porte de Bagnolet), dans un environnement calme et résidentiel, 112 logements du studio au 5 pièces à des prix exceptionnels. Prestation de qualité, label QUALITEL ou VIVRELEC demandés.
Livraison à partir du 2e semestre 2000.
Premier prix à partir de 13 000 F/m² habitable.
Investissement Périssol.

Renseignements relatifs aux prestations et aux plans, appelez au 01 40 51 27 93

RIVP

[illegible]

20e arrondissement

L'Orée de la Nation
boulevard de Charonne
75020 Paris

Ouverture du bureau de vente sur place.
Tél. : 01 43 73 83 85

Réalisation : HDI

Commercialisation HDI

DU STUDIO AU 6 PIÈCES

L'Orée de la Nation est située au point de rencontre des 20ème, 11ème et 12ème arrondissements, à deux pas de la Nation, sur le boulevard de Charonne. Dans cet environnement arboré, HDI vous propose une réalisation composée de 2 bâtiments donnant sur un vaste jardin intérieur, dotée de prestations de grande qualité du studio au 6 pièces, défiscalisation Périssol.
Bureau de vente situé en face au 37-41, boulevard de Charonne, ouvert tous les jours, sauf mardi et mercredi, de 14h à 19h.
Tél. : 01 43 73 83 85 (défiscalisation Périssole possible)

HDI Groupe QUILLERY

RÉGION PARISIENNE

78 Carrières sur Seine

Résidence "La Vallière"
45/49, route de Chatou
78 Carrières-sur-Seine

Réalisation :
Groupe FRANIM

Livraison immédiate. Superbes appartements du 2 P au 4 P. A partir de 14 000F/m².

Construction traditionnelle - prestations de qualité exceptionnelle.
Calme total dans un cadre de verdure en bord de Seine.
6 km de la Défense - Labels QUALITEL et PROMOTELEC
PAS et prêt à taux 0%

APPARTEMENT MODÈLE sur place, du jeudi au dimanche de 15 h à 19 h (autres jours sur rendez-vous)
Tél. 01 39 57 26 10

FRANIM

78 Versailles

Villa Ste Geneviève
Angle rues St-Symphorien et Alexis Foucault
78000 VERSAILLES

Réalisation :
COFRINVEST
102 / 104 Av. Edouard Vaillant
92100 Boulogne
Commercialisation :
NETTER RÉSIDENCES ET PATRIMOINE
Tél. : 01 42 09 13 83
Fax : 01 47 59 95 92

DANS UNE VOIE PRIVÉE, 14 MAISONS PROTÉGÉES DE 4, 5 ET 6 PIÈCES.

Gare de Montreuil (Ligne rive droite) à moins de 500 m.
Architecture typiquement Versaillaise.
Bonnes orientations.
Prestations haut de gamme.

PRIX DE LANCEMENT - Nous consulter.

COFRINVEST

92 Courbevoie

L'Orée du Mail
rue Jules Ferry - 92 Courbevoie
Sur mail piétonnier

Réalisation :
CAPRI résidences
6, place Abel Gance
92652 Boulogne

Une architecture authentique soulignée de balcons et de terrasses, dans un environnement privilégié. A quelques minutes du boulevard périphérique, non loin des quais, à proximité des commerces, des transports et des écoles, la résidence comprend 46 appartements du studio au 4 pièces, bénéficie de prestations très soignées et du label Qualitel.

Prix : à partir de 14 200 F le m² hors parking.

Renseignements : 0.141.880.780, tous les jours de 10 h à 19 h.
Minitel : 3615 CAPRI (2,23F/mn).

CAPRI CAISSE DES DÉPÔTS

Les Métropolitaines
92 Courbevoie

Des appartements, des services en plus

Réalisation :
CAPRI résidences
6, place Abel Gance
92652 Boulogne

UNE SITUATION EXCEPTIONNELLE

Au cœur d'un quartier en pleine expansion, le Faubourg de l'Arche à Courbevoie / La Défense. Une nouvelle résidence très particulière, du 2 pièces au 5/6 pièces avec « les services résidentiels » propres aux Métropolitaines de CAPRI Résidences.
Une architecture moderne et élégante, des appartements vastes et lumineux, des prestations de qualité et des finitions soignées pour un confort de vie optimum.
Prix : à partir de 594 000 F parking, sous-sol inclus.
Espace de vente : rue A. Séon (ex rue de Brest) à Courbevoie
Ouvert tous les jours de 14h30 à 19h.
Tél : 0.141.800.700
Minitel : 3615 CAPRI (2,23F/mn).

CAPRI CAISSE DES DÉPÔTS

92 Saint-Cloud

Jardins de Saint-Cloud
92 Saint-Cloud

Réalisation :
Groupe Bouygues Immobilier
150, route de la Reine
92100 Boulogne

http//www.bouygues-immobilier.com

PRIX DE LANCEMENT

Exceptionnel, votre appartement, du studio au 4 pièces, dans une nouvelle résidence de standing, à deux pas du Parc de Saint-Cloud.
Prestations de qualité.

EXCELLENT PLACEMENT

Information et vente :
01 55 38 25 38
du lundi au vendredi
de 9 h à 19 h

Bouygues Immobilier

94 Maisons-Alfort

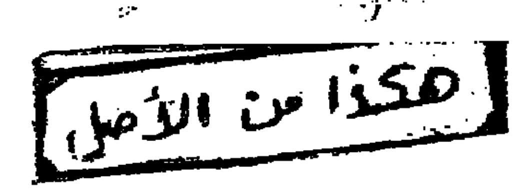
Les Métropolitaines
avenue du Général Leclerc
94 Maisons-Alfort

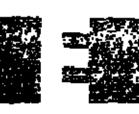
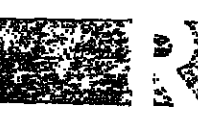
Réalisation : SORIF
112, avenue J.B. Clément
92100 Boulogne
Commercialisation :
CAPRI résidences
6, place Abel Gance
92652 Boulogne

A DEUX PAS DES BORDS DE MARNE, DES COMMERCES DU CENTRE VILLE ET DES SERVICES.

Au pied de la station de M° Ecole Vétérinaire, 60 appartements du studio au 5 pièces. Venez découvrir une nouvelle résidence très particulière où tous les services résidentiels vous feront aimer la vie aux Métropolitaines... Une architecture moderne et élégante, des appartements vastes et lumineux des prestations de qualité et des finitions soignées pour un confort de vie optimum.
Prix à partir de : studio 400 000 F - 2 pièces 650 000 F - 3 pièces 950 000 F - 4 pièces 1 200 000 F - 5 pièces : nous consulter.
Espace de vente : 11 avenue du général Leclerc à Maisons-Alfort
Ouvert tous les jours (sauf mardi et mercredi) de 14h30 à 19h.
Rens. et vente : 0.141.800.700 - Minitel : 3615 CAPRI (2.23F/mn).

CAPRI CAISSE DES DÉPÔTS





IMMOBILIER

LE BAROMETRE DE L'IMMOBILIER PAR LES NOTAIRES

LES PRIX REPARTENT A LA HAUSSE A PARIS ET DANS LES HAUTS DE SEINE

L'indice " Notaires-INSEE " définitif à Paris au 3ème trimestre 1998 se situe à 85,1 soit 15 760 francs/m2.
L'indice " Notaires-INSEE " provisoire à Paris au 4ème trimestre 1998 se situe à 85,5 soit 15 846 francs/m2, connaissant une progression de 3,73% par rapport au 4ème trimestre 1997.
Dans les départements de Petite Couronne, l 'évolution des prix est plus contrastée :

Hauts de Seine :	12 489 francs/m2, soit une variation annuelle de +0,45%
Seine Saint Denis :	7 296 francs/m2 soit une variation annuelle de -2,80%
Val de Marne :	9 721 francs/m2 soit une variation annuelle de -2,34%

Évolutions trimestrielles des prix/m2 des appartements anciens libres à usage habitation en 1998

	1T 1998/ 4T 1997	2T 1998 / 1T 1998	3T 1998 / 2T 1998	4T 1998 / 3T 1998
Paris	+ 0,32%	+ 1,03%	+ 1,79%	+ 0,55%
Hauts de Seine	- 1,16%	- 0,38%	+ 0,81%	+ 1,2%
Seine-Saint-Denis	- 2,24%	- 2,46%	+ 0,30%	+ 1,63%
Val de Marne	- 2,41%	- 1,11%	+ 1,19%	+ 0,01%
Paris et petite Couronne	- 1,11%	- 0,40%	+ 1,15%	+ 0,79%

La chute des prix est enrayée tant sur Paris que sur les départements de Petite Couronne

Chambre des Notaires de Paris - Place du Châtelet - Paris 1er - Téléphone : 01 44 82 24 00

Pour plus d'information : www.paris.notaires.fr

VENTES

APPARTEMENTS

PARIS 1er
PRÈS PL. VICTOIRES
Pied-à-terre parisien
superbe à l'écart du bruit
S. KAYSER 01-43-26-43-43

PARIS 3e
MARAIS – PICASSO
RARE Loft 220 m²
à aménager
Très beau volume. Clair,
calme, dans Hôtel Part. 18e
01-46-31-30-50 –
06-11-57-63-77

[illegible]
PRÈS DES QUAIS
charmant pied-à-terre
ensoleillé s/jard. 1 500 000 F
S. KAYSER 01-43-26-43-43

PARIS 6e
● ENCHÈRE ●
NOTAIRE 01-45-61-55-70
7, rue J.-F.-Gerbillon
3 P. 52 m², 2e étage,
MAP 715 000 F, 109 001,05 €
Visites 16/04 de 15 h à 17 h
27/04 et 5/5 de 11 h à 13 h

[illegible]
CHAMP-DE-MARS (près)
Vue exceptionnelle
dernier étage
superbe pied-à-terre
150 m² + 38 m² terrasse
DOMUS 01-45-66-90-73

INVALIDES, lumineux duplex
dernier ét. TERRASSE
PLAIN-PIED S/SÉJOUR
1 Chbre 2 100 000 F –
06-60-42-33-54

[illegible]
7 P. 4 180 000 F
Martyrs, 186 m², stand. + balc.
X'IMMO 01-40-25-07-05

PARIS 11e
JARDIN LOFT
200 m² calme soleil
parfait état 3 700 000 F
S. KAYSER 01-43-26-43-43

AGIFRANCE
LOCATIONS
01 49 03 43 40
Un grand choix de logements
à louer du studio au 5 pièces
sur Paris et sa région
GROUPE
CAISSE DES DÉPÔTS

PARIS 13e
6 MAISONS DE VILLE
EXCEPT.
en bordure du parc La Villette
125 m² hab., séj., av. gde haut.
Possibilité cheminée, 4 chbres
60 m² terrasses et jardin
Grand s.-s. privatif av. dépend.
Chauffage individuel au gaz.
Accès dans allées piét. privées.
De 2 650 000 à 2 850 000 F
Tél. : 01-47-42-13-93.

LE NOUVEAU MONDE
69, rue Dunois
– 3 P à partir 1 100 000 F
– 4 P à partir 1 120 000 F
bur. de vente s/pl. 26e ét.
mercredi de 11 h à 12 h 30
et de 15 h à 18 h et vendredi
de 15 h à 18 h : GÉRER
01-53-61-29-90 ou
06-07-62-63-00

[illegible]
JANSON-DE-SAILLY
Superbe 7 P, service, soleil,
à rafraîchir 5 800 000 F
S. KAYSER 01-43-26-43-43

EXELMANS-LAGACHE
5 P. 134 m² 5e asc. park.
3 300 000 F –
01-42-24-42-21.

AV. HENRI-MARTIN
8 P. 309 m² – 11 500 000 F
X'IMMO 01-40-25-07-05

PASSY 5/6 P 150 m²
1er asc. Pierre de t., parking,
3 400 000 F – 01-44-94-04-04

LA MUETTE
beau 3 P. 75 m²
2e asc. imm. stand. parking
2 200 000 F 01-44-94-04-40

[illegible]
● ENCHÈRE ●
NOTAIRE 01-43-87-59-59
15, rue Jacquemont – RdC
3 P. 83,20 m² – Occupé
MAP 400 000 F 60 979,61 €
pouvant être baissée.
Visites les 12, 21 et 27/4
de 15 h à 17 h.

● ENCHÈRE ●
NOTAIRE 01-56-33-80-23
55, rue Jouffroy-d'Abbans
4 P. 122,07 m² + box
MAP 1 800 000 F
274 408,23 €
Visites 17/4 de 10 h à 12 h
26/04 et 5/05 de 13 h à 15 h.

16 M² 200 000 F
GUY MOQUET, 3e ét. clair
Calme – 01-44-94-04-40

PARIS 19e
FACE AUX 55 HECTARES
du parc de La Villette, neuf
Livraison été 99, dernier ét.
Vue parc et Paris
Un 3 P. de 72 m² + 60 m²
terrasse
Un 4 P. de 95 m² + 60 m²
terrasse
Un 4-5 P. de 92 m² + 26 m²
terrasse.
De 2 130 000 à 2 840 000 F,
avec un parking
Tél. : 01-42-45-17-57.

92 Hauts-de-Seine
LEVALLOIS
LOUISE-MICHEL 2e ét.
impeccable 2 P., 55 m², clair,
1 100 000 F. 01-44-94-04-40

VILLAS

(40) HOSSEGOR S/GOLF,
villa gd standing
5 chb., 3 bains, atelier art.
[illegible] m², 3 150 [illegible]
WATTINE Immo.
Tél. : 05-58-[illegible]

Étranger
SUISSE VS
Part. vd superbe villa chalet
Tout cft., calme, proche village,
emplact except. dominant
vallée
Rhône, vue panoramique,
massif
Alpes, orientée sud. Ski/Golf.
230 m² hab. 1 075 m² terrain
Eval. 4 150 000 F sacrif. à
3 500 000 F
NG. Possible Tél/Fax :
04-78-38-06-23

TERRAINS

[illegible]
Bruxelles, quartier résid.
Terrain pour villa ou centre
séminaire sur 30 ares, accès
privé, excellente situation
Prix : 650 FF/m²
Tél. : 0032 2732 52 44

MAISONS

Région parisienne
94 – Limite St-Maur près RER
prox. bords de Marne maison
de charme 1900 – env. 140 m²
3 chbres + atelier d'artiste
jardin 2 000 000 F
IP – 01-48-83-32-88

Bougival Château Jonchère
comme une maison
luxueux 200 m² caractère
+ 100 m² terrasse
verdure garages. 3 800 000 F
Tél. : 01-43-59-12-96

Province
SIGEAN (11) 5 min. MER
part. vd mais. d'archit.
180 m²
Habit. 6 P. + stud. ind.,
3 Sdb, 3 WC,
chauf. cent. gaz, volumes.
Gar., patio, dossier/demande.
1,310 MF.
Tél. : 04-68-48-39-40

PROPRIÉTÉS

Région parisienne
15' de ROISSY
CAMPAGNE ET BOIS
MAISON DE MAÎTRE
(1810)
8/9 pièces
Parc et verger 1,8 ha
PAYSAGE
EXCEPTIONNEL
Part. : 2,7 MF.
01-45-54-83-44

Province
Vd. à St-Rémy-de-Provence 13
Vx mas provençal rest. 440 m²
3 chem. dép. 170 m² sur 2 ha.
Tranq. Prix 3,5 MF.
Tél. : 003-34-90-95-44-37(s)

AUVERGNE SANCY
45 min. CLERMONT
CHÂTEAU XVIe très agréable
20 min. USSEL-LE-MONT-DORE
ch. hôtes. Lic. IV. Px. 1.7 MF.
04-73-23-29-47 – 18/20 h.

ST-TROPEZ
SUR PLAGES
PAMPELONNE
SITUATION
EXCEPTIONNELLE
Vue mer 160 °, villa
(travaux à faire)
piscine de rêve avec île,
tennis, 2e habitation,
logement gardien,
1 ha., vérit. JARDIN
TROPICAL, palmiers etc.
16 000 000 F.
Tél. : 04-94-97-76-51
06-80-53-19-47

PROVENCE
PLEIN SUD
Vue exceptionnelle
sur massif des Dentelles
de Montmirail.
Sur terrain arboré
1 500 m² env. Très beaux
arbres dont oliviers.
Piscine et cuisine d'été.
Très belle maison,
impeccable 152 m²
+ cellier et garage.
R.d.c. : séjour
35 m² + cuisine équipée
+ chbre avec coin bureau
wc + Sdb.
Etage : 2 chbres + WC
+ salle de bains + lingerie.
PRESTATIONS
DE HAUT NIVEAU.
Prix : 2 700 000 F
Tél. : 04-90-46-97-95

1 h 15' de Paris, proche
VENDÔME FERMETTE sur
4 000 m² arbres, ruisseau.
450 m²
aménageables, 150 m²
rénovés, poutres, cheminées
570 000 F, tél. : 02-47-56-09-74

ACHATS

APPARTEMENTS

ACH. 100 à 120 m² Paris
préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e
01-48-73-48-07 même soir.

INTER PROJETS recherche
S/PARIS ET EST PARISIEN
VOLUMES ATYPIQUES
A VENDRE OU A LOUER
Tél. : 01-42-83-46-46

ACH. Studio à prix intéressant.
Quartier Latin.
M. Marchetti.
Tél. : 0-00-39-05-32-24-75-86.
Fax. : 0-00-39-05-32-24-80-44.

Part., achète appt.
Paris 17e, 8e Nord
ou 16e Nord.
180 à 250 m², trav. possibles,
1er ét. ét accepté. Tél. :
01-39-64-60-48 (B)
ou 01-30-32-52-76 (S + W-E).

PROPRIÉTÉS

RECHERCHE URGENT
Pour acheteurs Natio & Inter.
Châteaux, Villas, Appart.
Stand.
N2I International :
04-70-41-00-07
http ://www.n2i.fr

RUBRIQUE IMMOBILIÈRE
TARIFS 1999

PARTICULIERS :
FORFAIT 5 LIGNES
(26 caractères ou espaces par ligne)
2 Parutions : **510 F TTC / 77,74 Euros**
4 Parutions : **705 F TTC / 107,47 Euros**
115 F TTC / 17,53 Euros la ligne supplémentaire.

ABONNÉS :
FORFAIT 5 LIGNES
(26 caractères ou espaces par ligne)
2 Parutions : **430 F TTC / 65,55 Euros**
4 Parutions : **600 F TTC / 91,46 Euros**
100 F TTC / 15,24 Euros la ligne supplémentaire.

☎ 01.42.17.39.80
Fax : 01.42.17.21.36

LOCATIONS

OFFRES VIDES

Paris 13e
Me Tolbiac
Loue 3 p., 2 chbres dont
1 petite avec gde pend., gd
salon, refait à neuf. Libre le
5-4, loyer 4 850 F cc
Tél. : 01-43-36-33-88

AGIFRANCE
LOCATIONS
01 49 03 43 40
PARIS 16e
Proche avenue Foch
Appt. d'exception refait neuf
Superbe 7 P. de 280 m²
dernier ét. réception 85 m²,
4 chbres, 4 sdb.
Loyer 35 368 F. ch. comp.,
Com. 22 432 F.

PARIS 14e
Me GAITÉ
Très beau 3 P., 72 m²
refait entièrement, 3e ét.
Loyer 8 142 F ch. comp.
Com. 5 104 F.

PARIS 8e
Rue Jean-Goujon
Dans superbe imm. 1930
Pierre de taille,
luxueusement rénové
6 P., 289 m², 3e ét.
gde réception, dble séj.
salle à manger, 4 chbres,
4 sdb, lingerie,
nbreux rangements
Loyer 38 770 F
Cave + park. en s/sol inclus.

– 16e PASSY VUE SEINE
2/3 P. 78 m² 6 500 F + ch.
– MUETTE luxueux 2 P.
2e asc.
s/jardin, 6 750 F net
– 17e AV. VILLIERS beau 4 P.
105 m² 4e asc. 9 800 F + ch.
– 16e PTE ST-CLOUD beau
4/5 P.
125 m² 5e asc. 10 500 F + ch.
– AUTEUIL 4/5 P 122 m² +
chbre serv. 11 200 F + ch
– RUE SPONTINI 8e et
dernier ét., 4 P. terrasse
40 m². 12 500 F + ch.
– RANELAGH – 4/5 P 140 m²
terras. 8e asc. 13 700 F + ch.
– ETOILE 4/5 P 150 m²,
7e asc.
vue park. 16 000 F net
– 8e RUE FLORENCE
superbe
8 P. 240 m² 24 000 F net
VALMONT 01-44-94-04-40.

19e. MAISON DE CHARME
Env. 140 m², 2-3 chbres,
terrasse, jard., gar., calme,
verdure
Libre 1-7, 15 000 F
IP 01-48-83-32-88

Propose à psychanalyste
ou psychologue
location de cabinet à
mi-temps Paris 3e
Tél. : 01-42-77-76-98

Province
Villa s/Embrun Htes-Alpes.
Jard. Montagne et plan d'eau.
Vacances ou année.
Tél./Rép. : 04-90-73-14-02
(HR).

DEMANDES VIDES

EMBASSY SERVICE
43, avenue Marceau – 75116
Rech. pour CLIENTS
ÉTRANGERS APPTS
HAUT DE GAMME
HÔTEL PARTICULIER
& VILLAS OUEST Paris
VIDES et MEUBLÉS
GESTION POSSIBLE
01-47-20-30-05

MASTER GROUP
47, rue Vaneau –
75007 Paris
rech. appts. vides ou
meublés.
Toutes surfaces pour
CADRES BANQUES
ET GRANDES SOCIÉTÉS
01-42-22-96-70

AGENDA

COURS

PARLEZ CHINOIS
Du vrai débutant au chinois des affaires
[illegible]
Facile Rapide Pratique
[illegible]
Cours Intensifs en Journée ou Semaine Paris-Province
Cours à la carte : choisissez vos lieux et horaires de cours
01 42 23 12 53
[illegible]

AU PAIR

Cherche urgemment
fille au pair
parlant non seulement
le français,
mais aussi l'allemand
pour 2 garçons
(11 et 12 ans),
l'hab. est près de Vienne.
T. : 0043 2622 28011

DÉCORATION

Créations décoratives
et calligraphies
(châteaux et domaines)
Activités diverses
et particuliers
PAR CORRESPONDANCE
Toutes études sur commande
SÜZEL SCHMITT
23, rue Pierre-Derieux
47300 Villeneuve-sur-Lot
lundi-vendredi 14 h à 21 h
fax : 05-53-49-20-38

VACANCES

Vacances scolaires
HOME D'ENFANTS
JURA
(900 m altit. près frontière Suisse)
Agrément Jeunesse et Sports.
Yves et Liliane accueillent vos
enfants dans une anc. ferme
XVIIe siècle, confortab. rénovée,
2 ou 3 enfants par ch. avec s. de
b., WC. Située au milieu des
pâturages et forêts. Accueil
volontairement limité à 15 enfants,
idéal en cas de 1re séparation.
Amb. famil. et chaleureuse,
accompt poss. TGV
Activités : VTT, jeux collect.,
peint. s/bois, tennis, poney, init.
échecs, fabric. du pain.
– 2 590 F enf/semaine.
T. 03-81-38-12-51. F. 03-81-38-16-58

هكذا من الأصل

Le Monde
MARDI 13 AVRIL 1999

Les fous des Balkans

par Pierre Georges

C'EST un message pastoral et pascal adressé aux fidèles par le patriarche orthodoxe Pavle. Il a été lu à l'occasion de Pâques dans toutes les églises serbes. Un message, rapporte l'envoyé spécial du *The Independant* à Belgrade, Robert Fisk, écrit en lettres rouges et qui dit : *« Ami, crois, il y a de l'espoir. Un soldat qui meurt ira au paradis s'il est un chrétien, est-il annoncé. Un soldat qui trouve un camarade gravement blessé et qui n'est pas baptisé pourra le baptiser sur le champ de bataille afin de lui assurer une place au paradis. Si l'homme blessé survit, alors un prêtre peut continuer le processus d'entrée dans la foi sainte et orthodoxe (...). »*

Ces mots bien sûr en rappellent d'autres, entendus ailleurs, en d'autres conflits et ne sont pas très loin de proclamer la guerre sainte, l'orthodoxie en danger, la lutte sacrée contre les impies et la croisade armée. *« Nous croyons que le monde appartient à Dieu. D'autres préfèrent le Diable »*, dira à notre confrère britannique le père Vaja, officiant du dimanche de Pâques dans une église de Belgrade.

Ainsi va aussi cette guerre, comme en défense de l'Occident orthodoxe et chrétien, du Kosovo *« terre sainte »*, *« berceau sacré »*. Sommes-nous si loin que cela des *« fous de Dieu »* islamistes, de l'intégrisme armé et d'une certaine forme aussi d'obscurantisme religieux ?

S'il en fallait une preuve, Marie-France Garaud, qui vient de passer une semaine à Belgrade à l'invitation du maire de la capitale et qui a rencontré notamment le patriarche orthodoxe, la fournirait, dans les impressions qu'elle a livrées au *Parisien*, ce lundi : *« Le Kosovo, c'est le cœur historique, culturel, religieux et même mythique des Serbes. Jamais ils n'accepteront de l'abandonner. Le Kosovo, c'est la Jérusalem des juifs. (...) Les Serbes ont la certitude absolue de défendre la culture européenne, la richesse de son esprit et la force de la foi chrétienne. Pour eux, la France portait ces valeurs : or elle les bombarde »*.

Ce qui chez Marie-France Garaud n'est qu'une impression devient un combat pour d'autres. Ainsi les deux rivaux de l'extrême droite française, rivalisant de métaphores et de prédictions. L'un, Bruno Mégret, pour annoncer une *« balkanisation »* de la Provence par suite d'une *« immigration extra-européenne »*. L'autre, Jean-Marie Le Pen, en approuvant les propos du premier, en dénonçant les *« fanatiques musulmans »* de l'UCK et en affirmant qu'il y a *« un véritable danger de voir se créer en Europe un noyau dynamique de l'islam, activé par les Américains à partir de l'Albanie et du Kosovo, avec la Bosnie, appuyé par ce qui pourrait être demain une action de la Turquie »*.

Nous y voici donc. Le retour annoncé de l'Empire ottoman, l'islam pénétrant l'Europe, Pristina-Poitiers, Milosevic-Charles Martel même combat, et la juste lutte des croisés orthodoxes contre les fous de Dieu, grimés en Kosovars. La thèse ignore, nie même la simple réalité des Balkans et du continent, parce que, au fond, ses auteurs ne chevauchent qu'une lubie, qu'une idée monomaniaque : celle d'une Europe chrétienne et interdite à tout jamais aux musulmans. Contre sa propre histoire.

Jean-Marie Le Pen dénonce le « danger d'un noyau dynamique » de l'islam en Europe

Pour Bruno Mégret et Marie-France Garaud, la guerre contre la Serbie « est scandaleuse »

LES DEUX CHEFS concurrents de l'extrême droite font la même analyse de la situation au Kosovo. Lors d'une réunion de ses partisans à Nice, le 28 mars, Bruno Mégret s'était appuyé sur l'actualité pour exprimer ses craintes qu'une *« immigration extra-européenne »* ne provoque une *« balkanisation »* de la Provence. *« A l'aune de ce qui se prépare en France, si nous ne réagissons pas, on mesure à quel point l'opération américaine contre la Serbie est scandaleuse »*, avait notamment affirmé le président du Front national-Mouvement national, après avoir envisagé l'hypothèse selon laquelle des *« immigrés extra-européens »*, devenus *« majoritaires »*, se mettraient à *« réclamer l'autonomie du territoire, l'indépendance de la Provence »* (*Le Monde* du 30 mars).

« FANATIQUES MUSULMANS »

Interrogé, dimanche 11 avril, sur France 3, Jean-Marie Le Pen a indiqué qu'il approuve l'analyse de M. Mégret. Le président du Front national pour l'unité française (FN-UF), qui a qualifié les combattants de l'UCK (Armée de libération du Kosovo) de *« fanatiques musulmans »* et *« communistes extrémistes »*, a affirmé qu'*« il y a un véritable danger »* de voir se créer en Europe *« un noyau dynamique »* de l'islam, *« activé par les Américains à partir de l'Albanie et du Kosovo, avec la Bosnie, appuyé par ce qui pourrait être, demain, une action de la Turquie »*.

Tout en assurant qu'il n'avait *« jamais soutenu »* le président serbe Slobodan Milosevic, M. Le Pen a exprimé un *« écœurement qui grandit de jour en jour »* devant ce qu'il estime être une *« agression »* contre la Serbie. *« Ce sont bien les dix-neuf nations militairement les plus fortes du monde, qui attaquent un petit pays de dix millions d'habitants et qui l'écrasent impunément et sans risque sous des bombardements »*, a-t-il déclaré, en ajoutant qu'il approuve le déplacement à Belgrade de deux personnalités de droite, Marie-France Garaud, proche de Charles Pasqua, et Alain Griotteray, ex-giscardien, *« si cela a pu être d'un quelconque secours psychologique et moral à cette population injustement agressée »*. Dans un entretien publié par *Le Parisien* du 12 avril, M[me] Garaud indique qu'elle est revenue de Belgrade avec *« beaucoup d'interrogations et quelques certitudes »*. Affirmant qu'après *« l'opposition au président Milosevic »* et *« la minorité albanaise du Kosovo »*, le *« peuple serbe »* est la *« troisième victime »* des bombardements de l'OTAN, M[me] Garaud souligne que les Serbes *« ne comprennent pas comment la France en est venue à bombarder des amis fidèles »*. *« Les Serbes ont la certitude absolue de défendre la culture européenne, la richesse de son esprit et la force de sa foi chrétienne. Pour eux, la France portait ces valeurs : or, elle les bombarde »*, explique l'ancienne conseillère de Georges Pompidou.

Pressentie pour figurer sur la liste conduite par Charles Pasqua et Philippe de Villiers aux élections européennes (*Le Monde* daté 11-12 avril), M[me] Garaud affirme que *« cette guerre est d'une malhonnêteté intellectuelle et morale absolument scandaleuse »*.

« L'OTAN, c'est la guerre »

Mille personnes ont manifesté, samedi 10 avril, de la place de la République à la rue La Fayette, à Paris, contre la guerre en Yougoslavie et pour *« l'arrêt immédiat des bombardements et interventions impérialistes »*. Ce rassemblement était organisé par le Parti des travailleurs, formation trotskiste dite « lambertiste », du nom de son principal dirigeant, Pierre Boussel-Lambert. Quelques membres de la Gauche communiste participaient au cortège. Les manifestants ont défilé *en scandant* : *« L'OTAN, c'est la guerre »*, *« L'Union européenne, c'est la guerre »*, *« Le gouvernement "pluriel", c'est la guerre »* et *« Troupes françaises hors des Balkans ! »*

Accord avec le Livre CGT pour la vente de « France-Soir »

LE PDG DE LA SOCPRESSE (groupe Hersant), Yves de Chaisemartin, et les représentants du comité intersyndical du Livre parisien (CGT) sont parvenus à un accord sur les conditions de cession de *France-Soir* à Georges Ghosn. Cet accord, conclu samedi 10 avril, devait être avalisé par les délégués syndicaux de la presse parisienne, lundi 12 en fin de matinée.

Selon cet accord, la Socpresse ne reste pas dans le capital du quotidien, mais demeure garante de la pérennité du titre. Elle continuera à assurer des prestations de services pour le quotidien populaire. M. de Chaisemartin, qui doit rester membre du conseil d'administration, a remis au syndicat un échéancier pour le versement des 153 millions de francs que M. Ghosn compte apporter à *France-Soir*, d'ici à février 2000. Ces versements devraient être assurés par la banque belge Bruxelles Lambert. Un comité d'entreprise devait se réunir lundi après-midi, suivi d'un conseil d'administration qui devrait entériner la vente de *France-Soir*.

Accident ferroviaire en Allemagne

DEUX PERSONNES ont trouvé la mort et 52 autres ont été blessées, lundi matin 12 avril, dans l'accident d'un train suspendu à Wuppertal (ouest de l'Allemagne), qui s'est décroché des rails et est tombé dans une rivière. Ce train avait été inscrit au patrimoine des monuments historiques en 1997. La voie, construite entre 1898 et 1901 et inaugurée par l'empereur Guillaume II, est longue de 13,3 km et suit quasiment le cours de la rivière Wupper. L'ensemble des wagons avait été remplacé entre 1972 et 1974, sauf le *« wagon de l'Empereur »*. L'opérateur de ce réseau est la Wuppertaler Stadtwerke AG.

Depuis le début de l'année, les chemins de fer allemands et notamment la Deutsche Bahn connaissent une passe difficile : une demi-douzaine d'accidents se sont produits après la catastrophe d'Eschede qui avait provoqué la mort de plus d'une centaine de personnes en juin 1998.

DÉPÊCHES

■ **LIBAN/ISRAËL : l'aviation israélienne** a effectué, dans la nuit de dimanche 11 à lundi 12 avril, un raid contre un fief du Hezbollah chiite pro-iranien jouxtant la zone occupée par Israël au Liban sud, a indiqué lundi la police libanaise sans faire état de victime. Deux appareils israéliens ont tiré à 1 heure (heure locale, 22 heures GMT) quatre missiles air-sol sur les abords du village de Zibqine. La position israélienne de Blatt, dans la zone occupée, avait auparavant été attaquée au mortier par le Hezbollah. – *(AFP.)*

■ **MÉDIAS : le groupe Lagardère a lancé, lundi 12 avril, une offre publique d'achat sur Europe 1 Communication**, à 290 euros par action. Cette plus grande intégration au groupe Lagardère, qui pour l'instant ne détient que 54,78 % d'Europe 1 Communication, a notamment pour objectif de faciliter la réorientation des activités de cette société vers le numérique et l'audiovisuel.

■ **YOUGOSLAVIE : Valéry Giscard d'Estaing a condamné**, lundi 12 avril sur RTL, toute idée de retour à *« un dialogue direct avec* [le président yougoslave Slobodan] *Milosevic »* pour trouver une issue diplomatique au conflit du Kosovo. *« C'est un dictateur au pouvoir (...), mais il a montré dans le passé qu'il n'était pas un interlocuteur fiable (...) et il utilise des moyens au Kosovo qui sont totalement inacceptables »*, a expliqué l'ancien président de la République.

Tirage du *Monde* daté dimanche 11-lundi 12 avril 1999 : 616 155 exemplaires. 1 – 3